

Florian Eitel

Le Vallon horloger et ses anarchistes
une micro-histoire de Saint-Imier et Sonvilier
aux débuts de la mondialisation

traduit et adapté par Marianne Enckell et l'auteur ;
avant-propos de Julien Steiner



Revue Intervalles, 123, automne 2022

version longue en téléchargement, www.intervalles.ch

INTERVALLES
Revue culturelle du Jura bernois et de Bienne

Cette version longue accompagne le numéro 123, automne 2022, de la revue *Intervalles*. Le texte allemand est aussi disponible gratuitement au téléchargement :

<https://www.transcript-verlag.de/978-3-8376-3931-5/anarchistische-uhrmacher-in-der-schweiz/>

Avant-propos

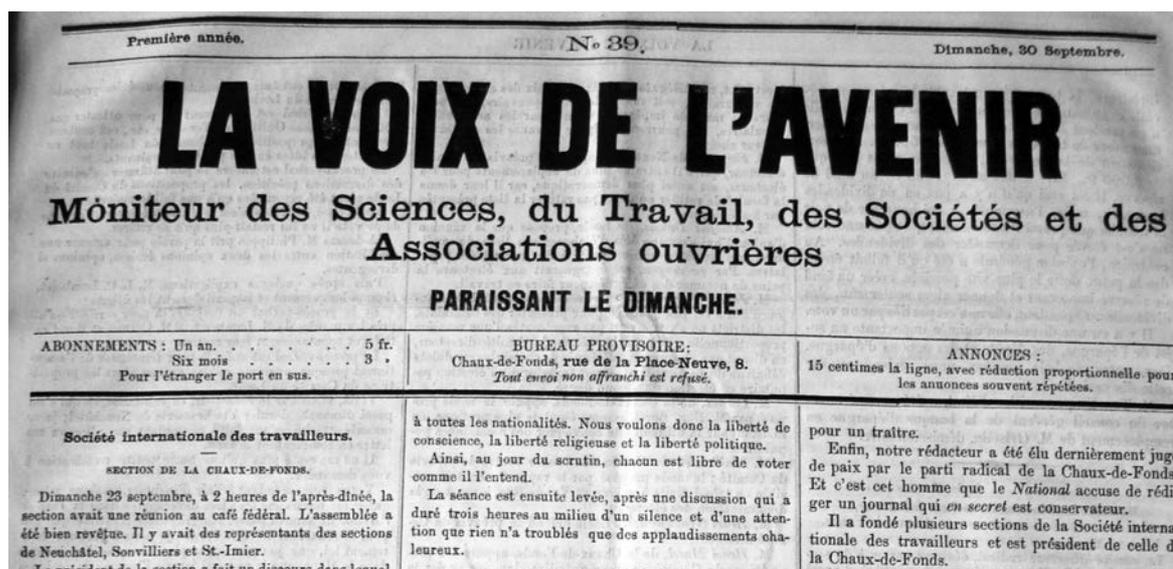
Julien Steiner

Ce mois de septembre 2022 marque les 150 ans du Congrès de Saint-Imier, un événement aujourd'hui essentiellement connu des historien·nes des idées politiques de gauche et des militant·es anarchistes puisqu'il est à l'origine même de leur mouvement. Pourtant, il a placé Saint-Imier et le Vallon sur la carte du monde des idéaux et projets sociétaux en même temps que les montres qui y étaient produites étaient envoyées sur les cinq continents. C'est justement ce lien qu'*Intervalles* vous propose de découvrir dans ce numéro en plongeant au cœur de la seconde moitié du XIX^e siècle au travers d'une histoire sociale, politique et économique.

Au fil des pages qui suivent, les lecteurs et lectrices découvrent comment des horlogers du début des années 1870 ont été les premiers instigateurs de l'anarchisme, tissant des réseaux à travers le monde, s'opposant à Karl Marx et son pouvoir centralisateur, et comment l'essor des grandes manufactures sur le modèle américain, synonymes de mécanisation et rationalisation du travail, a donné une nouvelle impulsion à leur mouvement avant qu'il ne redevienne confidentiel.

Ce texte, version raccourcie de la thèse de Florian Eitel rédigée et publiée en allemand sous le titre *Anarchistische Uhrmacher in der Schweiz. Mikrohistorische Globalgeschichte zu den Anfängen der anarchistischen Bewegung im 19. Jahrhundert* (Bielefeld, transcript Verlag, 2018), a été traduit et adapté par Marianne Enckell, historienne, une des animatrices du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA) à Lausanne, spécialiste du mouvement anarchiste et de sa Fédération jurassienne.

La rigueur scientifique de cet ouvrage permet à *Intervalles* de proposer un numéro non seulement sur l'anarchisme qui complète celui que la revue avait publié en 2001, aujourd'hui épuisé, mais également sur la manière dont vivaient les habitantes et habitants du Vallon autour de 1870, quelles étaient leurs conditions de vie, leurs espoirs, leurs relations au monde. Une époque d'autant plus importante qu'elle a profondément et durablement façonné notre région sur le plan économique et social. Et si les anarchistes sont aujourd'hui moins nombreux, du moins sous forme d'un mouvement ouvrier organisé comme il l'était à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, leurs idéaux pour une autre mondialisation, respectueuse, collective et solidaire, restent vivants de par le monde.



En 1866, des ouvriers de Sonvilier et de Saint-Imier, deux villages du district de Courtelary dans le Jura bernois, fondent des sections de l'Association internationale des travailleurs (AIT). La même année, le premier câble télégraphique transatlantique est définitivement posé. Hormis la coïncidence temporelle, ces deux événements ne semblent pas avoir de points communs ; mais le présent ouvrage montre qu'ils sont bien en relation. Les ouvriers du val de Saint-Imier se voient reliés à un réseau international d'associations de travailleurs, qui veulent créer un monde nouveau où ils décideraient eux-mêmes de leur sort. Au sein de ce réseau s'est développé un mouvement anarchiste aux visées universelles. Celui-ci envisage une société fondée sur la liberté et l'égalité, sans États ni hiérarchies. Pour sa part, le développement du télégraphe va relier les habitants de tous les continents et permettre des communications rapides. Avec les chemins de fer, la navigation à vapeur, la poste et la circulation des journaux, il permet de diminuer les coûts des transports et des communications. L'intensification des échanges grâce aux nouveaux moyens techniques et les changements culturels qui en résultent ont incité les historien·nes à voir dans la deuxième moitié du XIX^e siècle la première époque de la mondialisation.

Anarchisme et mondialisation sont deux notions qui souffrent de débats sans fin et de stéréotypes jusqu'aujourd'hui. Dans la presse et l'opinion publique, l'anarchisme reste marqué par la figure du terroriste et l'échec de son utopie. Ou encore, il devient objet de musée ou curiosité locale, comme à Saint-Imier où il fait partie du circuit touristique et même de la promotion économique. Pourtant, quand plusieurs milliers d'anarchistes s'y sont retrouvés pendant cinq jours à l'été 2012, il a bien fallu reconnaître que leur mouvement était présent dans le monde entier, vivace et sérieux. L'intérêt historique de la localité s'est éveillé : c'est là qu'en 1872 a eu lieu un congrès international, qui a posé les fondements du mouvement anarchiste.

La mondialisation, quant à elle, est considérée aujourd'hui comme un phénomène contemporain, dû à l'importance croissante des communications et des échanges commerciaux et financiers ainsi qu'à la suppression de nombre de barrières nationales. Mais l'histoire montre qu'à des périodes antérieures des tendances à la mondialisation se sont déjà manifestées. C'est surtout entre 1860 et 1880, pendant les années mêmes où naît le mouvement anarchiste, que les innovations techniques et économiques s'intensifient et convergent.

Avec son programme universel et ses activités transnationales, l'anarchisme n'aurait pas pu se développer sans le cadre de la première « mondialisation moderne » ; c'est l'hypothèse que défend le présent ouvrage.

Il porte sur les débuts du mouvement anarchiste dans le « Vallon », où la mobilisation a été intense et précoce. À la fin de 1866, les deux sections internationales de Sonvilier et Saint-Imier comptent déjà plus de 150 membres ; leur nombre baisse dans un premier temps mais reprend dès

1868, et à partir de 1871 ils défendent des positions révolutionnaires socialistes au sein de la Fédération jurassienne, dont les effectifs atteignent leur apogée en 1877 pour chuter rapidement par la suite.

On peut qualifier d'anarchiste la Fédération jurassienne, fondée au congrès de Sonvilier de novembre 1871 et qui a vécu une douzaine d'années. Le projet anarchiste prend sa source dans les débats philosophiques au sein du socialisme du XIX^e siècle, ainsi que dans les structures de l'AIT, première tentative d'organiser au niveau international la classe ouvrière en Europe et en Amérique. C'est dans l'Internationale, active de 1864 à 1877, que se différencient peu à peu les courants visant l'émancipation des travailleurs : socialisme réformiste, communisme centraliste et anarchisme. Pendant les premières années, ces trois orientations sont encore diffuses et leurs fins et moyens se précisent au cours du temps : propriété privée ou collectivisée, révolution ou évolution, direction centrale du mouvement ou autonomie des groupes, jusqu'à la scission survenue en 1872 entre une branche centraliste et une branche fédéraliste.

Au cours des trente dernières années du XIX^e siècle, l'anarchisme se développe pour devenir un mouvement de masse, avec des groupes en Espagne, Italie, France, Belgique, Suisse, Russie, Ukraine, en Amérique du Nord et du Sud, jusqu'en Afrique du Nord et en Asie. Jusqu'à la révolution russe de 1917, c'est sans doute le principal mouvement politique de la gauche révolutionnaire.

En Suisse, la Fédération jurassienne regroupe d'abord des sections de l'AIT du Jura bernois et des Montagnes neuchâteloises, puis s'y adjoignent des groupes de Suisse romande surtout, de Suisse alémanique et du Tessin, une section de Mulhouse ; le caractère transnational et transculturel de la Fédération jurassienne apparaît ainsi déjà dans sa structure. Pendant les douze ans de son existence, elle regroupe entre dix et trente sections, soit 150 à 400 membres, mais ses effectifs sont fluctuants.

Mouvement social, mouvement ouvrier

La constitution du mouvement anarchiste autour de 1870 ne peut être séparée du mouvement ouvrier de l'époque. Ce dernier est le principal facteur des changements sociaux à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. C'est un mouvement social, tel qu'il a été défini par ses réseaux informels, sa forte identité collective, ses conflits collectifs avec des adversaires bien définis¹. Dans le présent ouvrage on verra que ces critères sont aussi pertinents pour le mouvement anarchiste.

Les militants du Jura sont bien conscients de faire partie du mouvement ouvrier. Les qualificatifs qu'ils donnent à leur courant sont encore fluctuants : socialiste, collectiviste, anti-autoritaire, communaliste, révolutionnaire. Tout sauf anarchiste ?

Il faut ici faire la distinction entre le terme d'origine et le terme analytique. Ce livre parle d'anarchistes et de mouvement anarchiste, même si les acteurs ne se qualifient pas comme tels : pour eux, il ne s'agit que d'une étiquette, pas d'un contenu. Dès le début, ils se sont identifiés aux anarchistes des autres parties du monde ; ils ne pouvaient pas se douter que par la suite ce serait ce terme qui prendrait le dessus sur les notions de communalisme ou de collectivisme. Ils préféreraient toutefois ces dernières, qui pouvaient sembler plus concrètes ; mais il est difficile de dire pourquoi la plupart d'entre eux ont hésité à se qualifier d'anarchistes.

Le terme était nouveau, il qualifie un état sans domination ni autorité mais ne dit rien de la manière dont il s'organisera. James Guillaume, un des moteurs de la Fédération jurassienne, relève que « les mots d'anarchie et d'anarchistes sont, à nos yeux et à ceux de beaucoup de nos amis, des termes qu'on devrait renoncer à employer, parce qu'ils n'expriment qu'une idée négative sans indiquer aucune théorie positive, et qu'ils prêtent à des équivoques fâcheuses. Aucun "programme anarchiste" n'a jamais été formulé, à notre connaissance². »

À cette époque, l'anarchisme ne repose pas sur un texte fondateur, il prend des formes différentes selon les pays et les cultures. Mais nous plaidons ici pour l'emploi du terme car les

¹ Voir à ce sujet Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social movements, an introduction* ; Malden, MA, 2007.

² *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 19, 7 mai 1876.

militants partagent des principes philosophiques anti-autoritaires et des buts politiques anti-étatiques.

Les temps de l'étude

Nous avons distingué deux périodes. L'étude de la mondialisation et du développement du mouvement ouvrier porte sur la deuxième moitié du XIX^e siècle. Au centre de l'analyse se situe une période plus courte, allant de 1866 à 1881, soit du début à la fin de l'activité de l'Internationale et de l'anarchisme dans le val de Saint-Imier. C'est aussi une période clef pour la constitution du mouvement anarchiste, de ses débuts à son affirmation en tant que tel ; mais quand il est constitué, c'est sans les ouvriers jurassiens de la première heure. Des acteurs importants comme James Guillaume ou Adhémar Schwitzguébel se retirent, de nouvelles figures comme Pierre Kropotkine ou Jean Grave apparaissent ; le tournant est aussi idéologique et tactique.

L'état de la recherche

Les premiers travaux sur l'anarchisme proviennent d'adversaires, juristes comme Oscar Testut ou Johann Langhard, criminologues comme Cesare Lombroso³. Y font contrepois depuis le tournant du siècle des ouvrages rédigés par des anarchistes, Max Nettlau, Anselmo Lorenzo, voire James Guillaume pour son histoire de l'Internationale⁴. Ce sont à la fois des souvenirs personnels, des plaidoyers politiques et des publications critiques de sources. Tout subjectifs qu'ils soient, ces travaux sont indispensables aux historien·nes.

Pendant fort longtemps, la recherche en histoire de l'anarchisme n'a pas été agréée dans les universités, alors qu'elle s'y développe à grand train aujourd'hui. Les thèses sont en majorité des biographies, ce qui peut paraître contradictoire avec les principes anarchistes d'égalité et d'opposition à l'autorité. Les personnages évoqués ont laissé nombre d'écrits, ont vécu des vies aventureuses : citons, pour la période qui nous concerne ici, Michel Bakounine, Louise Michel, Pierre Kropotkine, Emma Goldman, Errico Malatesta, Elisée Reclus. Il en résulte que les autres personnages sont réduits à n'être que des disciples.

Il s'agit là surtout d'histoire des idées : quel auteur, quel texte fait-il partie du corpus proprement anarchiste. Un des « pères fondateurs » au XIX^e siècle serait Pierre-Joseph Proudhon ; Bakounine et Reclus sont d'autres classiques ; on cite aussi William Godwin ou Max Stirner. Mais on ne les lit guère, dans le val de Saint-Imier, seuls de courts extraits sont cités dans les feuillets des journaux. Le schéma d'une diffusion des idées du haut vers la base est simplificateur, il méconnaît la réalité. Les militants de la Fédération jurassienne sont des ouvriers qui n'ont guère de temps, d'argent ou de compétences pour lire de longs ouvrages. Les livres de Proudhon mêlent la philosophie à des commentaires sur l'actualité, ils sont difficiles d'accès, longs et coûteux. Bakounine écrit parfois d'une manière analogue ; mais de son vivant il n'a publié que de rares brochures et des articles de journaux, il était plus porté à l'action et à la discussion. Son œuvre la plus emblématique, *Dieu et l'État*, n'a été publiée que six ans après sa mort par Carlo Cafiero et Elisée Reclus.

L'influence de Bakounine sur la Fédération jurassienne, voire sur les débuts du mouvement anarchiste, a été largement surestimée. Il a donné des conférences dans la région en 1869 et 1871, a participé au congrès de Saint-Imier en septembre 1872, et a sans aucun doute été influencé par les personnes qu'il y a rencontrées. Il a aussi échangé une importante correspondance, notamment avec

³ Oscar Testut, *L'Internationale, son origine, son but...*, Paris, 1871 ; *L'Internationale et le jacobinisme au ban de l'Europe*, Paris, 1872 ; Johann Langhard, *Die anarchistische Bewegung in der Schweiz von ihren Anfängen bis zur Gegenwart und die internationalen Führer*, Berlin, 1903 ; Cesare Lombroso, *Gli anarchici*, Milan, 1894 (trad. française 1896).

⁴ Max Nettlau, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin, seine historische Entwicklung in den Jahren 1859-1890*, Berlin, 1927 ; Anselmo Lorenzo, *El proletariado militante, memorias de un internacional*, Madrid, 1974 (1901-1923) ; James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, Paris, 1905-1910, 4 vol. (rééd. 1985).

James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, qui tous deux ont publié alors plus de brochures et d'articles que lui. L'influence a pour le moins été réciproque. Qualifier Bakounine de « chef des anarchistes » et ses amis de « bakouninistes », réduisant ainsi le conflit dans l'Internationale (entre le courant centraliste et le courant fédéraliste) à un conflit de personnes entre lui et Marx, tient à une position idéologique que rien dans l'histoire ne confirme.

Il en va de même pour l'histoire des organisations, trop souvent réduite aux congrès de l'Internationale. Leurs centaines ont été célébrés par des colloques et des publications de sources⁵, donnant l'impression que leurs débats et décisions se répercutaient immédiatement parmi les militant-es. Mais rien ne permet de dire que leur influence ait été telle.

Des travaux d'histoire sociale sur les débuts du mouvement anarchiste ont été entrepris à quelques reprises, notamment pour l'Espagne. Il n'y a toutefois pas d'homologie entre les structures socio-économiques et l'adoption de l'anarchisme, pas plus d'ailleurs qu'avec les autres courants socialistes ou syndicaux ; on n'y retrouve d'ailleurs pas que des ouvriers et ouvrières mais des intellectuels, des médecins, des juristes.

Le « tournant culturel » des années 1980 n'a guère marqué la recherche sur l'anarchisme en pays de langue allemande, tandis que des travaux en français et en anglais⁶ ont ouvert de nouvelles perspectives. Plus récemment, l'histoire de l'anarchisme s'est mise à faire partie des grands débats de méthode, ce qui a contribué à sa reconnaissance académique. Les nouveaux regards portés sur les questions de migrations transnationales, les réseaux de presse et de propagande, les transferts de savoirs pendant la période allant jusqu'à 1914 montrent que les anarchistes n'étaient pas juste des adversaires anachroniques de l'État et de la société, mais des acteurs typiques dans l'évolution transnationale ; on citera en particulier les travaux de Benedict Anderson. Mais notre étude reprend aussi la notion avancée par Lucien van der Walt et Michael Schmidt de « broad anarchism tradition », englobant des formes de lutte de classe et de syndicalisme qui ne sont pas traditionnellement qualifiées d'anarchistes⁷. Cette notion nous a semblé opératoire pour retracer l'histoire de la Fédération jurassienne.

La plupart des auteurs se réfèrent à la Fédération jurassienne et au congrès de Saint-Imier pour fixer les origines du mouvement anarchiste. Mais depuis une quarantaine d'années il y a eu peu de recherches ou de publications de sources. Les récits reprennent les fables de « l'importation » des idées anarchistes de Russie ou d'Italie, des artisans horlogers épris de liberté. Le travail pionnier de Marianne Enckell, paru en 1971, a été réédité tel quel quarante ans plus tard sans aucune modification. Les travaux antérieurs de Charles Thomann et de Rolf Bigler sont bien oubliés⁸. Il se peut que cela soit dû à leurs tentatives d'expliquer le curieux phénomène de l'apparition de l'anarchisme dans le Jura par la mentalité particulière de la population, l'amour de la liberté et le goût de la contradiction, de l'autonomie et de l'individualisme. Bigler se réfère en outre aux structures sociales et économiques, ce qui fait de lui un précurseur. Il reprend une thèse de Jean Maitron, qui constate la forte présence de métiers sédentaires, typographes ou cordonniers, parmi les anarchistes. Bigler applique cette idée aux horlogers jurassiens, ouvriers hautement spécialisés, exerçant une activité artistique chez eux, loin du bruit des machines, ce qui leur laisse le loisir de

⁵ Jacques Freymond (dir.), *Études et documents sur la Première Internationale en Suisse*, Genève, 1964 ; *La première internationale, recueil de documents*, Genève, 1962-1971, 4 vol. ; mais aussi les nombreux travaux de Marc Vuilleumier ; plus récemment, *"Arise Ye Wretched of the Earth" : The First International in a Global Perspective*, sous la dir. de Fabrice Bensimon, Quentin Deluermoz, Jeanne Moisand, Leyde, 2018.

⁶ Alain Pessin, *La rêverie anarchiste*, Paris, 1982 ; Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, 1987 ; Jesse Cohn, *Underground Passages, Anarchist resistance culture 1848-2011*, Oakland, 2015.

⁷ Benedict Anderson, *Under Three Flags : anarchism and the anticolonial imagination*, Londres-New York, 2005 (*Les bannières de la révolte, anarchisme, littérature et imaginaire colonial : La naissance d'une autre mondialisation*, Paris, 2009) ; Michael Schmidt et Lucien van der Walt, *Black Flame, the revolutionary class politics of anarchism and syndicalism*, Edimbourg, 2009.

⁸ Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne*, Lausanne, 1971 (rééd. 2012) ; Charles Thomann, *Le mouvement anarchiste dans les Montagnes neuchâteloises et le Jura bernois*, Neuchâtel, 1947 ; Rolf Bigler, *Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz : Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte und Deutung des Anarchismus*, Cologne, 1963.

philosophe. Déjà Fritz Brupbacher avait vu un lien entre les transformations de l'industrie horlogère, comme l'arrivée des fabriques, et la naissance de l'anarchisme. Le sociologue Mario Vuilleumier a lui aussi lié structure socio-économique et anarchisme, se fondant sur le concept de « figure ouvrière » de Pierre Bourdieu ; mais les bases historiques de son travail restent nettement insuffisantes⁹.

Prémises et hypothèses

Nous tenons ici l'anarchisme pour un mouvement politique – qui se considère comme universel, transnational et global – qui n'aurait pas pu se développer hors du cadre de la « mondialisation moderne ». Il s'agit donc de l'inclure à la fois dans le cadre local où agissent les militants et dans ses interdépendances transnationales ; on ne peut plus l'étudier comme un mouvement isolé, il faut le contextualiser. Pour y parvenir, la présente étude se limite à un cadre spatial et temporel restreint. Elle essaie d'expliquer l'apparition de l'anarchisme dans le val de Saint-Imier à la fin des années 1860 et au début des années 1870, tout en donnant des pistes pour l'histoire des débuts du mouvement anarchiste en général.

La recherche a porté sur trois catégories de questions. En premier lieu, il s'est agi d'identifier les acteurs et leurs réseaux. Dans une analyse micro-historique, nous avons cherché à savoir qui était anarchiste dans le Vallon. Adhémar Schwitzguébel mis à part, les données biographiques manquent totalement ou presque pour tous les militants. Dans la littérature, ils ont rarement un nom, un âge, une profession ; parfois on ne sait même pas s'il s'agit d'un homme ou d'une femme ni quelle langue ils parlent. Si l'on considère qu'ils font partie d'un mouvement international, il faut prêter attention à leurs réseaux tout comme à leur ancrage local. La recherche porte aussi sur les acteurs non anarchistes, fabricants libéraux-radicaux, syndicalistes réformistes, ouvriers et ouvrières sans engagement. Un mouvement se définit en effet par son environnement et par le milieu dont il se distingue ou se détache. Enfin, tout en s'inscrivant dans un courant transnational, les anarchistes restent bien implantés localement.

La deuxième catégorie concerne les implications de la mondialisation dans le val de Saint-Imier. Elle entraîne des changements économiques, démographiques, urbanistiques et culturels, principalement quant à la perception de l'espace et du temps. Examiner comment les anarchistes font usage du télégraphe, de la presse, du chemin de fer sert à comprendre les processus mentaux que provoquent ces innovations. Comment a changé la manière dont les anarchistes perçoivent leur environnement et le monde, quelle représentation ont-ils du temps et des changements ? Peut-on en déduire une relation entre l'apparition de l'anarchisme dans la région et les changements entraînés par la mondialisation ?

La troisième catégorie porte sur les pratiques culturelles. Elles ne sont pas seulement le résultat des échanges transnationaux mais témoignent aussi de nouvelles significations, de nouvelles expériences, de nouvelles attentes. Nous défendons la thèse que les pratiques culturelles représentent pour les anarchistes une force de socialisation et de mobilisation aussi importante que la propagande par l'écrit.

Questions de méthode

Pour trouver des réponses, ce livre croise une micro-histoire avec l'histoire mondiale. Les historien·nes de la Première Internationale sont tenus d'élargir l'analyse, de tenir compte de l'Europe et des autres continents ; mais on ne peut leur sacrifier l'histoire locale. Suivant des propositions de Carlo Ginzburg et Clifford Geertz¹⁰, il va à la rencontre des habitants des deux villages de Sonvilier et Saint-Imier, anarchistes ou non, dans leur relation à l'espace et aux

⁹ Fritz Brupbacher, *Marx und Bakunin : Ein Beitrag zur Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation*, Munich, 1913 ; Mario Vuilleumier, *Horlogers de l'anarchisme*, Lausanne, 1988.

¹⁰ Carlo Ginzburg, « La micro-histoire », *Le Débat*, décembre 1981 ; Clifford Geertz, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, 1986, 2012.

évolutions contemporaines. L'univers de certains d'entre eux se borne au village ; pour d'autres, c'est la région, le canton de Berne, la Suisse entière ; d'autres encore, les anarchistes en particulier, élargissent leur perception de l'espace au monde entier et à ses habitants. La mondialisation en cours accentue ces asymétries.

Les réseaux : structure translocale et perspectives transnationales

Si le mouvement anarchiste s'est formé au sein de l'Internationale, il est opposé à l'idée de prendre le pouvoir politique, donc national, en vue de l'émancipation des travailleurs. Les Jurassiens se déclarent abstentionnistes dès 1869. C'est le principe de la cohérence entre la fin et les moyens : les partis et les États seront toujours autoritaires, ce n'est pas là qu'on pourra créer la société de l'avenir. Voilà pourquoi, par exemple, les anarchistes ne soutiennent pas les femmes qui militent pour obtenir le droit de vote. Il s'agit de faire disparaître les frontières non seulement sur la carte mais dans la tête des gens.

L'anarchisme, opposé à l'État et à la nation, est un mouvement qui se prête particulièrement bien à une analyse transnationale, surtout pendant la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. Mais on ne peut exclure le cadre national et régional : l'analyse doit procéder à plusieurs niveaux, comme le proposent Constance Bantman et Bert Altena¹¹. Les anarchistes font coexister leurs grands principes universels, cosmopolites et transnationaux avec des manières de penser et d'agir imprégnées de leur culture nationale et locale. Le réseau des militants jurassiens ne touche pas des nations ou des régions du monde mais des localités ou des compagnons d'ailleurs : on le qualifiera de translocal plutôt que de transnational.

Ces réseaux sont essentiels à leur compréhension. Si les relations des anarchistes du Vallon s'étendent à toute une gamme d'acteurs et de régions, elles sont toutefois asymétriques, plus fréquentes et plus intenses avec les pays latins voisins qu'avec les autres continents, où elles ne sont que sporadiques. Sonvilier et Saint-Imier sont fréquemment les sommets de ces réseaux, notamment lors des congrès de 1871 et 1872, en la personne d'Adhémar Schwitzguébel et la présence du Bureau de la Fédération jurassienne ainsi que du Bureau fédéral de l'Internationale, organe de communication entre les sections affiliées, de 1874 à 1876. Les communications profitent des effets de la mondialisation, élargissement du réseau ferroviaire, développement des postes, création du télégraphe.

Presse et pratiques culturelles des anarchistes

Un militant du val de Saint-Imier peut, grâce aux réseaux translocaux, rencontrer des anarchistes d'ailleurs lors de congrès ou de conférences, lire des lettres et publications du monde entier, trouver du travail près de chez lui ou plus loin auprès de compagnons. Ce sont là autant d'occasions de faire de la propagande, de contester l'opinion publique dominante. Une autre forme est celle des pratiques culturelles.

Celles-ci jouent un rôle important dans la formation du mouvement anarchiste ; elles n'ont guère été prises en compte jusqu'ici. La culture est entendue ici au sens de l'anthropologue Clifford Geertz comme un « système de significations » qui permet aux acteurs d'exprimer publiquement leur identité et leurs représentations. Elle est le résultat d'un processus créateur chez l'individu et le groupe social. Les anarchistes reprennent des éléments de la culture qu'ils recréent à leur gré. Les réunions se terminent toujours par des soirées familiales où l'on boit et on mange, où sont représentées des pièces de théâtre, où l'on porte des toasts à la Commune de Paris ou aux compagnons disparus, où l'on chante ensemble. Une tombola est souvent organisée pour couvrir les frais ou venir en aide à des prisonniers politiques ou à des grévistes, parfois dans des pays lointains. La culture anarchiste s'exprime aussi par la diffusion de photographies, l'usage de sceaux, les rituels ou les cortèges aux drapeaux. Elle revêt une fonction d'intégration, donnant aux militants un fort sentiment d'appartenance au mouvement anarchiste et à la fois de refus de la culture de la bourgeoisie.

¹¹ Constance Bantman et Bert Altena, « Introduction », in *Reassessing the Transnational Turn : Scales of Analysis in Anarchist and Syndicalist Studies*, Londres, 2015.

Cette identité collective est largement imaginaire, au sens que donne à ce terme Benedict Anderson¹². Les anarchistes du Vallon ont très peu d'occasions de rencontrer leurs compagnons d'autres pays, ils n'envoient qu'un ou deux délégués aux congrès internationaux annuels ; peu d'entre eux lisent des langues autres que le français. Anderson définit la nation comme une « communauté imaginaire », construite par un sentiment d'appartenance collective, bien que les individus ne se connaissent pas personnellement. Les recensements, les cartes, les musées renforcent cette construction par des données, des images et des textes répandus dans le peuple. Anderson relie aussi la montée du nationalisme aux changements économiques et technologiques, le marché, la presse, les moyens de communication. Plus tard, dans *Les bannières de la révolte, anarchisme, littérature et imaginaire colonial : La naissance d'une autre mondialisation* (2009 ; éd. anglaise 2005), il applique ces outils aux liens des anarchistes espagnols avec les mouvements de libération nationale aux Philippines et à Cuba. La notion de « communauté imaginaire » peut ainsi s'appliquer à d'autres groupes sociaux, ce que nous faisons dans le présent ouvrage.

Les sources

Les sources utilisées pour ce travail sont généralement connues, mais n'ont pas toutes été exploitées.

Les sources internes sont en premier lieu les Archives de la Fédération jurassienne conservées à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) à Amsterdam et aujourd'hui accessibles en ligne. Elles portent sur les années 1870 à 1882 et contiennent des lettres, des télégrammes et les rapports du Comité de la Fédération et de certaines de ses sections, ainsi que des documents administratifs épars, livres de caisse, listes d'abonnés au *Bulletin*. Dans le fonds James Guillaume aux Archives de l'État de Neuchâtel se trouvent des procès-verbaux des séances de comité entre 1873 et 1878, collection elle aussi parcellaire mais qui complète celle d'Amsterdam, ainsi que des documents sur le congrès international de Genève en 1873. À l'IISG on trouve aussi de très nombreux fonds et correspondances de personnes ; nous avons utilisé les suivants : James Guillaume Papers (1862-1915), Jacques Gross Papers (1873-1927), Johann Philipp Becker Papers (1848-1886), Hermann Jung Papers (1861-1888), Michail Aleksandrovic Bakounin Papers (1860-1876), Lucien Descaves Papers (1788-1948), Max Nettlau Papers (1870-1944) et Fritz Brupbacher Papers (1892-1945). On trouve aussi aux Archives fédérales suisses à Berne quelques lettres saisies lors de l'enquête fédérale sur les anarchistes de 1885.

Aux Archives sociales suisses à Zurich, le fonds du syndicat des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (SMUV) contient des archives d'associations professionnelles et de syndicats. Nous avons retenu en particulier les livres de séances de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs (1872-1880), qui avait son siège à Saint-Imier de 1874 à 1876, et de l'Union des monteurs de boîtes (et faiseurs de pendants) du district de Courtelary (1872-1877, 1881-1892). Les statuts des associations d'ouvriers de l'horlogerie devaient être acceptés par la direction de l'Intérieur du canton et sont donc conservés aux Archives de l'État de Berne (AEB) avec de la correspondance. Dans les archives de la compagnie des montres Longines à Saint-Imier, des documents particulièrement utiles sont les carnets d'Ernest Francillon et les règlements de fabrique (1868-1932).

La documentation sur la Fédération jurassienne reste toutefois lacunaire, mais elle se complète favorablement par les journaux et autres publications, où sont fréquemment imprimés procès-verbaux de congrès et correspondances. Quelques deux douzaines de brochures et les collections de cinq périodiques – *Le Progrès* (1868-1870), *La Solidarité* (1870-1871), *Bulletin de la Fédération jurassienne* (1872-1878), *L'Avant-Garde* (1877-1878) et une année du *Révolté* (1881-1882) – provenant d'Adhémar Schwitzguébel ont été versées à la bibliothèque de l'Union syndicale suisse à Berne. Malheureusement, une grande partie de sa collection de livres et brochures a été éliminée au début des années 1990 pour des raisons de place. Quelques titres ont été trouvés à Amsterdam ou au

¹² Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, 1996.

Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) à Lausanne. Des lettres de membres de la Fédération jurassienne ont parfois été publiées dans des journaux espagnols (consultés à la Biblioteca Nacional de España et à la Hemeroteca Municipal de Madrid) ou italiens (consultés à Amsterdam).

Il faut enfin mentionner les quatre volumes de *L'Internationale, documents et souvenirs* de James Guillaume, publiés à Paris de 1905 à 1910 (réédités en 1985). L'auteur a inclus des sources et des souvenirs d'anciens militants dans un récit partisan, mais d'une utilité incontestable. Nous en avons en particulier tiré des informations sur la vie quotidienne, les réseaux en Europe, l'utilisation des moyens techniques de l'époque.

Sur la vie et le travail dans le val de Saint-Imier, outre le journal local *Le Jura bernois* paraissant depuis 1867, les archives municipales de Saint-Imier et de Sonvilier ont été explorées, de même que les Archives de la Préfecture du District de Courtelary déposées aux AEB. On y trouve les procès-verbaux des assemblées communales, les registres des habitants et des impôts, une vaste correspondance des communes avec le préfet. Les débuts du chemin de fer dans le Vallon sont documentés aux AEB et aux archives historiques des CFF (SBB Historic).

Les Archives fédérales contiennent encore une riche documentation sur le procès de Berne contre les anarchistes du 16 au 18 août 1877. La surveillance systématique ne s'est mise en place que dans les années 1880, hors de notre période ; des dossiers existent toutefois sous la cote E21 sur l'Internationale et la correspondance avec les autorités étrangères.

Les sources visuelles sont moins nombreuses, mais elles proposent un accès analytique inédit. Mémoires d'Ici à Saint-Imier conserve des œuvres d'art, des plans, des photographies, de même que le Musée de Saint-Imier et les AEB.

Les sources sont quasiment toutes en français, ce qui a posé de sérieuses difficultés pour la version allemande de cet ouvrage – et a bien facilité son adaptation en français.

Structure de l'ouvrage

Une histoire globale du mouvement anarchiste à partir de sources micro-historiques peut fournir de nouveaux éléments pour l'histoire de l'anarchisme ainsi que pour l'histoire générale. Dans ce sens, l'auteur souhaite apporter sa contribution non seulement à l'histoire de l'anarchisme mais aussi à l'histoire de la mondialisation. Pour l'histoire culturelle, il s'intéresse aux manifestations de la mondialisation au niveau local et à leurs rétroactions.

Plutôt qu'un découpage chronologique, l'ouvrage suit une organisation thématique. Dans sa première partie, il étudie le val de Saint-Imier et sa population au cours de la première mondialisation moderne. Les transformations des villages, de l'industrie horlogère, du tissu politique et économique, des communications et de la perception du temps sont aussi étudiées en fonction des changements culturels qu'elles entraînent.

Les parties suivantes s'intéressent aux anarchistes. La deuxième porte sur le congrès anti-autoritaire de Saint-Imier en septembre 1872, les participant-es et leurs réseaux, l'importance des résolutions pour l'histoire de l'anarchisme et leur diffusion. La troisième partie porte sur les implications culturelles de ce congrès : les liens entre mondialisation et conscience de classe dans le Vallon, l'identité collective et la consolidation du mouvement anarchiste, les espoirs de révolution sociale et la perception des temps à venir.

Saint-Imier, Sonvilier et la mondialisation

Les hommes âgés peuvent rendre témoignage de la rapidité avec laquelle le vallon de Saint-Imier a prospéré depuis une cinquantaine d'années. L'industrie avait été depuis de longues années la source du bien-être, surtout dans les localités du haut vallon, qui par leurs habitations ressemblent plutôt à des villes qu'à des villages, et de tout temps la population s'était montrée active, laborieuse ; mais le développement inouï qu'a pris dans cette contrée la fabrication des montres pendant la seconde moitié de ce siècle a donné aux centres de population un attrait tout particulier, un cachet entièrement moderne¹.

C'est ainsi qu'Ernst Schuler, dans son ouvrage *Le Jura Bernois*, décrit le val de Saint-Imier en 1876. L'ouvrage est rédigé dans la tradition des guides de voyage, littérature fort prisée à l'époque. Voyageant en train, son *Baedeker* à la main, le lecteur peut ainsi découvrir cette région peu visitée jusque-là. On y arrive plus vite et plus confortablement grâce au train qui traverse le Vallon depuis 1874. Naguère, il fallait six heures et demie en voiture postale pour se rendre de Bienne à La Chaux-de-Fonds ; désormais, en deux heures à peine, assis dans un compartiment confortable, on peut admirer le panorama à sa guise. Schuler mène son voyageur à la découverte du Jura bernois, à la manière des voyages en Orient organisés par l'agence Carl et Louis Stangen. Certes on n'y voit ni pyramides, ni sphinx, mais des paysages à vous couper le souffle, comme les gorges du Taubenloch et le passage par des ouvrages d'art réalisés de main d'homme, ponts et tunnels ; plus loin dans la vallée, des bâtiments plaisants, quasiment urbains au milieu des pâturages ; et des installations hydrauliques, et des usines. L'image que donne Schuler du val de Saint-Imier est celle d'une symbiose entre la force impressionnante de la nature et la force créatrice de l'homme. Le changement, l'esprit de renouveau, l'enthousiasme pour la technologie et l'optimisme pour l'avenir sont les éléments sur lesquels l'auteur a conçu son panorama. Ce guide de voyage reflète ainsi l'esprit de l'époque de l'État fédéral suisse de 1848 et de la population de la vallée.

La biographie d'Ernst Schuler comporte quelques similitudes avec celles d'autres hommes politiques du Vallon. En 1833, il trouve refuge en Suisse suite à sa participation à l'insurrection de Francfort. Il y devient professeur de lycée, horloger, éditeur et député au Grand Conseil bernois. De Bienne où il habite, il a entretenu un échange intensif avec les principales personnalités du mouvement démocratique en Suisse et en Europe en tant que membre de la Jeune Suisse. Par la plume et par ses actes, Schuler a œuvré pour une révolution démocratique en Europe. En 1845, il participe à la première expédition des Corps francs, puis à la guerre du Sonderbund. Son influence principale, cependant, tient à ses activités d'éditeur. Il publie par exemple *La Jeune Suisse* de Giuseppe Mazzini et en 1848 le journal *Die Revolution* du socialiste Johann Philipp Becker. Schuler incarne non seulement l'esprit démocratique du camp libéral, mais aussi son credo économique et son enthousiasme pour la technologie. Il est l'un des premiers et des plus actifs promoteurs du réseau télégraphique et ferroviaire du canton de Berne.

La première partie de ce livre, à l'instar du guide de voyage de Schuler, mais dans une approche historico-scientifique, va familiariser le lecteur avec le val de Saint-Imier dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le panorama qui en résulte retrace les changements spatiaux, sociaux, économiques, techniques et culturels de la mondialisation.

L'espace : des changements visibles

La localité la plus considérable de la vallée est le village de St-Imier, qui, quatre fois éprouvé par des incendies qu'attisait le vent d'ouest ou la bise, est sorti de ses cendres plus jeune et plus beau que jamais. Des édifices publics et des maisons particulières de style moderne donnent une idée de la force créatrice que possède l'industrie nationale, tandis que des rues larges et droites, surtout la rue

¹ Ernst Schuler, *Le Jura Bernois et ses chemins de fer, sa population, son histoire et ses institutions*, Bienne, 1877, p. 142s. La version allemande est parue l'année précédente ; la version française orthographie son nom Schuler.

principale, rappellent des villes de premier ordre. L'éclairage au gaz, introduit depuis longtemps à Saint-Imier, prête, le soir, son éclat aux maisons et aux rues².

Pour les habitants de Saint-Imier et de Sonvilier et pour les visiteurs de la seconde moitié du XIX^e siècle, le changement se ressent, se voit, s'entend dans les rues. On scie, on cloue, on ponce, on cisèle dans tous les coins, qui sentent le calcaire et le mortier. Maçons, charpentiers et autres artisans donnent un nouveau visage aux deux villages : entre 1850 et 1880, ils ont été un chantier permanent. L'augmentation des constructions a changé radicalement leur physionomie, ainsi que la perception de l'espace pour leurs habitants. Saint-Imier et Sonvilier, deux petits villages paysans tranquilles au début du XIX^e siècle, sont devenus des bourgades structurées, comme on le voit dans l'histoire du développement de Saint-Imier. La surface bâtie de la petite ville a très fortement augmenté : regardons les gravures et les plans anciens.

Une des premières représentations de Saint-Imier, qui date de 1839, est l'œuvre d'un peintre inconnu. C'est un village, sur le flanc sud de la chaîne du Jura, groupé autour de sa nouvelle église, où l'on voit encore l'ancien clocher de l'église Saint-Martin. Les routes mènent à Sonvilier à l'ouest, à Villeret à l'est ; la route du sud mène à des champs et à des pâturages. De rares bâtiments ont jusqu'à quatre étages, mais le cadre reste paysan ; au premier plan, d'ailleurs, le peintre a représenté des étables, un berger avec ses vaches. La disposition des maisons montre que le village a connu une croissance naturelle, sans planification aucune ; le cimetière, au nord-ouest, jouxte des bâtiments, ce qui fait comprendre que l'extension n'était aucunement prévue.

Vingt-cinq ans plus tard, la physionomie du lieu a déjà bien changé. Une aquarelle de Louis Wallingre, maître de dessin à l'école secondaire, montre en 1865 que le village s'est étendu vers l'ouest et l'est, avec des bâtiments de trois à quatre étages. Le clocher de l'église a été rehaussé. Si le peintre place son village dans un cadre bucolique, avec du bétail paissant au premier plan, c'est que sa vision romantique ne reflète guère la réalité architecturale et économique de Saint-Imier, qui n'est plus désormais agricole.



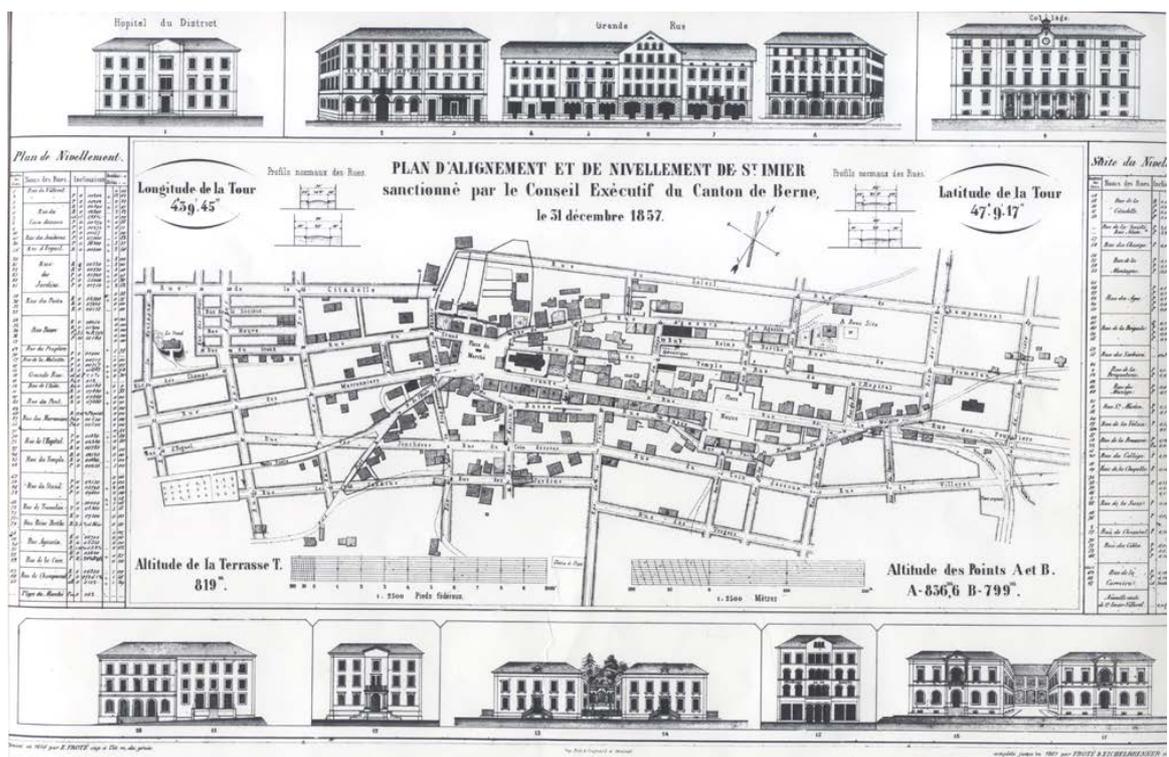
Vue de Saint-Imier en 1866. Gravure anonyme.

² Schuler, p. 145.

En témoignage mieux encore une gravure d'une main inconnue, datant de 1866, qui représente le village vu du nord. Sa structure a fondamentalement changé. En lieu et place de leur étalement organique autour de l'église, les constructions s'alignent d'ouest en est selon trois axes. On constate là une rupture avec l'image traditionnelle et un nouveau plan du lieu. La gravure montre bien qu'il s'étend non seulement en largeur mais aussi en hauteur : quelques bâtiments atteignent les six étages, le clocher de l'église passe de 24 à 43 m de hauteur et se voit équipé de quatre horloges.

L'église catholique, consacrée en 1866 (elle n'a pris son aspect actuel qu'en 1913), et les premières cheminées d'usines au sud attestent du changement radical d'image dans les années 1860. Comme nous l'avons vu, les constructions à Sonvilier et à Saint-Imier se multiplient plus que jamais auparavant dès le milieu du XIX^e siècle ; les autorisations de construire délivrées entre 1850 et 1881 montrent un véritable boom : 83 pour Sonvilier, 265 pour Saint-Imier. Le développement n'est pas régulier au cours de ces trente ans.

En comparant le plan cadastral de 1827 avec celui de 1879, on trouve confirmation de ce que nous montrent les tableaux : une très forte augmentation des constructions et une extension nouvelle du village du nord à l'ouest depuis 1850. Le plan d'alignement de 1857 est le plus clair et correspond encore à la structure de la bourgade. Trois incendies successifs ont contribué à faire disparaître les anciennes structures et à tout reprendre à neuf. Saint-Imier est reconstruit selon un plan géométrique strict, le long de routes courant d'ouest en est, avec des rues perpendiculaires ou en diagonale. L'artère centrale en sera la Grande Rue, qui relie les deux places principales, la place Neuve et la place du Marché.



Saint-Imier, plan d'alignement de 1857 complété en 1861.

Tout comme La Chaux-de-Fonds et Le Locle, Saint-Imier est alors un exemple de planification urbaine, où l'autorité détermine le plan, la physionomie et les communications. Des éléments régulateurs garantissent les déplacements humains et les transports de marchandises. C'est aussi le cas de nombreuses villes en Europe, grandes ou petites, où l'on ne craint pas de s'en prendre radicalement au tissu urbain historique ; le cas le plus emblématique est celui du Paris du préfet Haussmann à la même époque. Les sources ne permettent pas de dire si les architectes se sont inspirés des modèles de La Chaux-de-Fonds ou de Paris, mais les profondes transformations de Saint-Imier, et de Sonvilier dans une moindre mesure, se situent évidemment dans la même

tendance générale. Les modèles architecturaux et urbanistiques sont transnationaux : les bâtiments ont des formes classiques et non régionales, les rues reçoivent des noms.

Sur le plan de 1879 apparaissent de nouvelles constructions, dues à l'apparition du train en 1873-1874 : infrastructures ferroviaires et bâtiments industriels le long de la rivière Suze. Sur les prés de « la Fin des Longines » s'est établie en 1867 l'usine d'horlogerie encore en activité aujourd'hui ; en remontant la Suze on trouve les abattoirs municipaux et une briqueterie. Toutes ces industries utilisent la force hydraulique, tout en étant peu éloignées de la gare. En revanche, le cimetière a été déplacé plus loin du village, sur une terrasse en dessus de Longines et de l'abattoir.

On peut aussi voir sur le plan un bâtiment hexagonal, sous la voie de chemin de fer : c'est l'usine à gaz, construite en 1860. Sonviller elle aussi s'est équipée du gaz, les deux communes entrant ainsi dans la modernité de l'éclairage public. Un rapport présenté au Conseil communal de Saint-Imier, le 25 mars 1861, prévoit que la bourgade pourra s'offrir un éclairage de ses rues au gaz quatre fois et demie plus fort que celui de La Chaux-de-Fonds. Mais le prestige a son prix : les frais de la commune pour l'éclairage public passent de 1000 francs en 1855 à 6400 francs en 1876 ; c'est environ cinq pour-cent des dépenses annuelles.

Depuis la fin des années 1860, des progrès ultérieurs s'annoncent, l'usage de l'électricité va se développer notamment pour l'éclairage des rues : le premier test s'est fait à Paris lors de l'exposition universelle de 1878. Berlin, siège des compagnies Siemens et AEG, installe l'éclairage électrique sur la Potsdamer Platz en 1882. Et la compétition ne se borne pas aux grandes métropoles. La petite commune de Cormoret, à deux pas de Saint-Imier, est en 1885 la première en Suisse, voire une des premières en Europe, à équiper ses rues de réverbères électriques.

L'aspect de Saint-Imier change donc entièrement entre 1850 et 1880. En sus des immeubles de plusieurs étages, d'autres constructions encore debout aujourd'hui témoignent de nouveaux usages, comme les bâtiments de la Grande Rue (aujourd'hui rue Francillon) et l'aménagement de la place du Marché et de la place Neuve (aujourd'hui place du 16-Mars) avec leurs fontaines. Deux autres bâtiments marquent le lieu, l'Ancien Collège qui date de 1858 et l'école primaire de 1875. Ces deux constructions classiques, strictement symétriques, se situent sur une hauteur et dépassent en volume l'église paroissiale : on voit là l'importance accordée aux écoles. S'y ajoute l'école d'horlogerie de 1866. Dans une autre typologie apparaissent l'infirmerie (1856), l'usine à gaz (1860), les abattoirs, la gare (1874), les bains (1874), la halle de gymnastique (1881), la loge de la Franc-maçonnerie (1883). En 1866, l'église catholique a été consacrée, et un deuxième clocher s'élève ainsi vers le ciel. Des hôtels et des auberges s'érigent, comme le bâtiment massif de l'Hôtel de la Maison de Ville (1857), sur la place du Marché. Les deux bâtiments de Longines (1867, 1880), les façades percées de nombreuses fenêtres pour éclairer les ateliers, les casernes d'habitation et les belles villas des fabricants, séparées de la rue par des murs et d'élégants portails de fer forgé : Saint-Imier est entré dans une nouvelle ère économique et sociale, en une ou deux générations seulement. Chacun des habitants a vécu ce changement et cette accélération, à condition d'avoir vécu là pendant toute cette période. Nous allons voir que la stabilité est plus l'exception que la règle.

Immigration et accroissement de la population

Le facteur principal de l'accroissement des constructions est la forte immigration de ces années-là. Les nouveaux venus ont besoin de logements, de fontaines, de marchés, d'écoles.

Au début du XIX^e siècle, Saint-Imier comptait moins de 1000 habitants ; en 1880 elle en a plus de 7000. Les autorités locales ne peuvent qu'en faire le constat ; le procès-verbal d'une séance du Conseil communal du 15 mars 1871 note que la population a triplé au cours des trente dernières années et qu'elle passera bientôt la barre des 6000. La prédiction est avérée. Au début du XX^e siècle, Saint-Imier a compté plus de 8000 habitants mais la population n'a cessé de diminuer depuis lors, pour atteindre au XXI^e siècle 5100 personnes, moins qu'en 1860.

Mais l'accroissement au XIX^e siècle n'a pas été aussi régulier que ces chiffres pourraient le faire croire. S'il y eut des périodes d'explosion de la population (1850-1859, 1867-1871), il y eut aussi des années de stagnation (1846-1850), voire de diminution (1859-1860, 1866-1867). Par rapport à

d'autres communes du canton, Saint-Imier a crû beaucoup plus vite ; seule la croissance de la ville de Biemme depuis 1860 est comparable. Les fluctuations rapides montrent que l'augmentation de la population est d'abord due à l'immigration.

Or, la dimension de cette dernière est peu reflétée par les recensements, qui donnent une vision statique d'un phénomène dynamique et fluctuant. L'idée d'une croissance continue est quant à elle démentie par l'analyse des chiffres sur de courtes périodes, où l'on voit que le nombre d'habitants peut osciller très fortement. Selon le registre du contrôle des habitants de Saint-Imier, 586 personnes y ont déposé leurs papiers en 1866. La même année, la population a cependant diminué, de 5161 à 5074 habitants, ce qui témoigne du fait que beaucoup de gens ne séjournent que brièvement dans la commune. Une comparaison avec le registre de 1872 le confirme : huit personnes sur dix résident moins d'un an à Saint-Imier, plusieurs n'y passent qu'un mois ou deux. On peut supposer que ces dernières ne sont pas parvenues à y trouver du travail. Et qu'il subsiste des cas non déclarés : les autorités ne pouvaient tout contrôler avec des changements si rapides et des séjours si brefs. Selon le règlement de police, toutes les personnes logeant dans un hôtel ou chez des parents doivent déposer leurs papiers à la commune dans les trente jours. Les employeurs et les propriétaires sont tenus de vérifier que leurs salariés ou locataires s'y sont pliés. Impossible de savoir si cela a toujours été le cas ; mais depuis 1833 la commune s'efforce d'enregistrer tous les arrivants et de contrôler les effets des mouvements migratoires.

Le registre du contrôle des habitants permet non seulement de chiffrer l'immigration mais aussi de mieux la comprendre. Il s'agit d'une migration économique, due au chômage et à la pauvreté dans d'autres régions. Les hommes qui viennent chercher du travail sont des artisans qualifiés ou des tâcherons. Les femmes, environ un quart du total, sont ouvrières ou cherchent un emploi de femme de ménage ou de serveuse. Les immigrants sont jeunes, entre 16 et 30 ans, et célibataires dans leur majorité. Les mouvements les plus importants se produisent entre 1872 et 1874. Entre 1866 et 1882, ce sont 20 523 adultes qui ont déposé leurs papiers dans la commune, sans compter les membres de leurs familles. Pendant la même période, Saint-Imier a compté de 5200 à 7200 habitants ; on voit là l'ampleur de la migration. Il est clair que les nouvelles constructions ont eu de la peine à satisfaire la demande de logements. La densité d'occupation a augmenté en conséquence. Le recensement de 1856 indique une moyenne de 29 habitants par immeuble, mais la réalité est fort différenciée selon le type d'immeuble et de quartier, le nombre d'habitants variant de moins de 10 à 75. Dans les immeubles où vivent cinquante personnes et plus, il s'agit exclusivement d'ouvriers à faibles revenus.

La photographie, témoin de la modernisation

Les changements survenus à Saint-Imier et Sonvilier dans la deuxième moitié du XIX^e siècle ne sont pas seulement visibles dans les registres des habitants, mais aussi sur des photographies. Les plus anciennes remontent à 1866-1873, comme celle d'Adhémar Schwitzguébel ci-contre. La plupart ont sans doute été prises par Sylvain Clément, qui avait un atelier à Saint-Imier³. L'introduction de la photographie a eu des conséquences colossales pour la mémoire historique : pour la première fois, une situation réelle pouvait être confirmée par des souvenirs visuels objectifs.

La mémoire visuelle dépend de ce dont on veut se souvenir, des sujets que l'on demande au photographe. Deux catégories se présentent ici. On a surtout conservé de cette époque des portraits de personnes et de groupes. La photographie permet de fixer des moments importants, mariages, sociétés d'étudiants, cérémonies militaires, etc., et de garder un souvenir vivant des personnes même

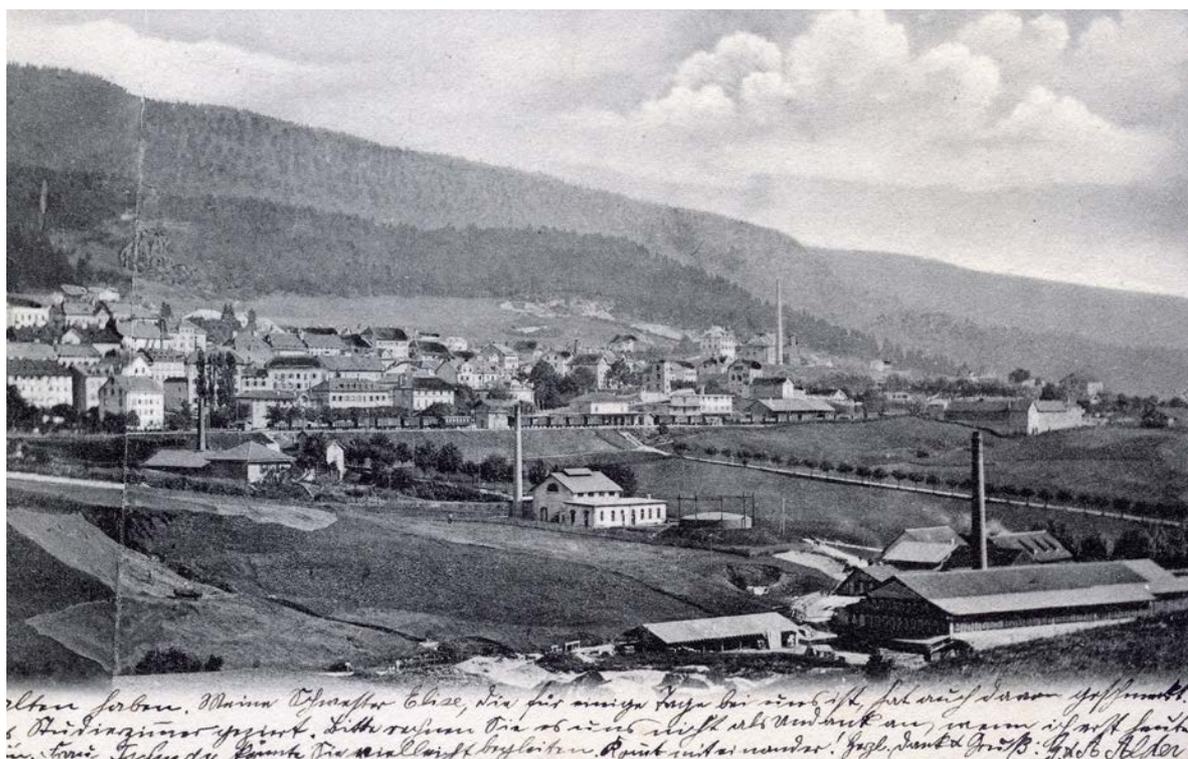


³ Voir Jean-Daniel Blant, *Chez le photographe. Les photographes portraitistes de l'Arc jurassien, 1840-1920*, Neuchâtel, Alphil, 2020 ; pour un répertoire des ateliers photographiques du district de Courtelary, p. 241-255.

après leur mort. Il n'y a pas que la bourgeoisie à pouvoir se le permettre : une technique particulière a permis de démocratiser la photographie. Il s'agit des « portraits carte de visite », inventés par le Français André Disdéri en 1854, permettant jusqu'à douze images par tirage ; ce format devient un phénomène de masse en Europe dans les années suivantes.

La deuxième catégorie concerne les constructions. Les photographies de villages ou de détails prises entre 1866 et 1880 servent de source pour constater les changements intervenus dans le Vallon. Mais elles offrent des vues statiques, contredisant apparemment ces changements rapides. Ce n'est qu'en les comparant avec des images antérieures ou ultérieures qu'on peut voir les modifications de l'espace. Les bâtiments figurant sur la photo du village prise entre 1866 et 1873 n'existaient pas pour la plupart vingt ans auparavant ; quelques années plus tard, les prés du premier plan vont aussi être occupés par des constructions. En outre, le photographe a installé son appareil là où va bientôt passer la voie ferrée.

C'est la construction du chemin de fer qui va modifier le plus visiblement le paysage ; et c'est aussi l'événement le plus documenté par la photographie. Ce qui est documenté « pour l'éternité », ce n'est donc pas l'ancien mais le nouveau ; ce ne sont pas les paysages naturels ou les vieilles maisons, mais les constructions récentes. On peut en déduire un changement de mentalité, une fierté nouvelle pour le village modernisé, avec ses immeubles élevés et ses rues larges qui lui donnent un aspect de plus en plus urbain. En témoigne la collection de photographies et de cartes postales de la fin du XIX^e siècle conservée au Musée de Saint-Imier. Les sujets préférés sont la Grande Rue, puis la nouvelle place du Marché et les usines surmontées de leurs cheminées : c'est l'image que les bâtisseurs du nouveau Saint-Imier voulaient donner à leurs visiteurs, qui pourraient la faire connaître au monde entier.



Vue de Saint-Imier en 1901, carte postale.

En deux générations, un changement radical s'est produit. Le village de Saint-Imier est devenu une petite ville. Les habitants s'en sont-ils rendu compte ? Ceux qui ont résidé peu de temps à Sonvilier ou à Saint-Imier ont surtout connu des conditions précaires. La population indigène semble se féliciter des changements ; si aucun texte n'évoque une nostalgie pour le passé disparu, les images attestent quant à elles une certaine fierté pour la modernité.

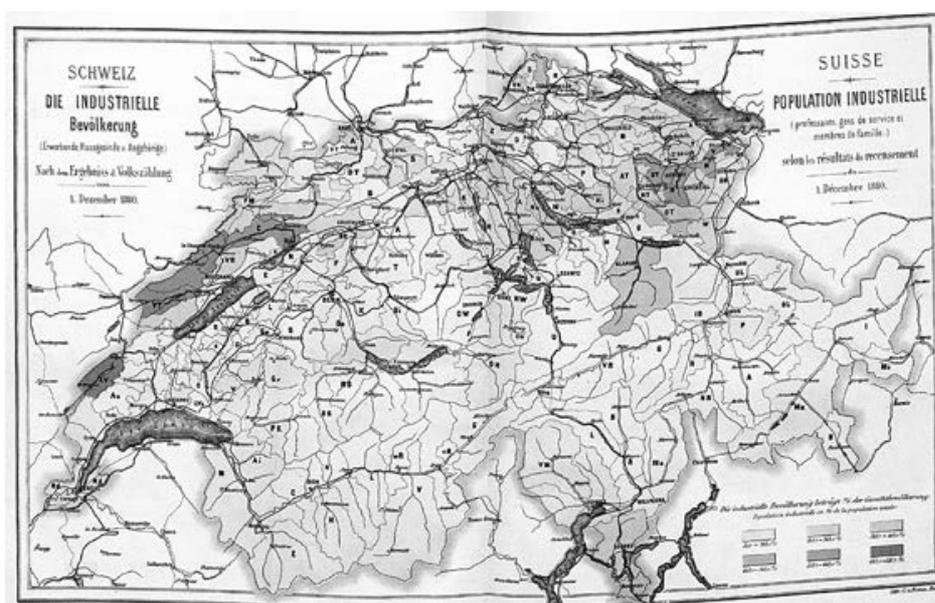
Mais ce changement de physionomie s'inscrit dans un contexte global. Ce chapitre a évoqué les tendances générales de l'urbanisme et de l'architecture, qui ont contribué à l'apparition d'une

« conscience globale ». Cette prise de conscience est aussi liée à d'autres domaines, comme on le verra au chapitre suivant.

Des stratégies nationales pour le marché mondial

Il suffit de comparer les anciennes montres à roue de rencontre aux nouveaux mouvements à ancre et aux remontoirs au pendant pour se faire une idée des progrès opérés dans l'horlogerie soit par l'adoption de nouveaux systèmes, soit par l'invention de nouveaux outils, qui permettent de faire du travail plus fin et de fabriquer plus vite et à meilleur marché⁴.

Le changement radical d'aspect de Saint-Imier et de Sonvilier au XIX^e siècle se reflète dans le profond changement économique qui se produit alors. Le Vallon rompt enfin avec son passé agricole séculaire pour entrer dans un avenir industriel. En 1880, le val de Saint-Imier compte parmi les régions les plus industrialisées de la Suisse, ce que montrent bien le recensement fédéral et sa cartographie.



Population industrielle de la Suisse, selon les résultats du recensement de 1880.

Dans le district de Courtelary, les deux tiers de la population vivent alors de l'industrie, tandis que moins de 20 % tirent leurs revenus de l'agriculture ; ces chiffres sont proches de ceux de la Grande-Bretagne, patrie de l'industrialisation. La carte de la population industrielle montre que c'est dans le Jura qu'elle est la plus dense, aux côtés d'Appenzell Rhodes extérieures, haut lieu des fabriques de textiles. Mais elle ne se réfère qu'à la Suisse ; une carte du monde pourrait faire voir que plus des trois quarts des ouvriers d'industrie du Vallon travaillent pour un seul marché mondial, celui des montres.

Pour comprendre la relation entre mondialisation et économie locale, que nous étudierons plus loin, donnons un aperçu des différentes formes d'organisation du travail et de production dans l'horlogerie.

Dans le val de Saint-Imier, cette fabrication a commencé au début du XVIII^e siècle et n'a cessé de s'étendre. Il existait déjà des centres horlogers importants à Genève, à Neuchâtel et dans les montagnes neuchâteloises. Si le Vallon est entré relativement tard dans la branche, il a pu profiter des connaissances acquises et des réseaux commerciaux de certaines familles. Le développement de l'horlogerie et son implantation locale sont dus à un système déjà en place dans le Jura neuchâtelois, l'établissement, construit sur la division du travail et la différenciation spatiale de la fabrication. L'établissement fournit la matière première, organise la production et distribue les produits

⁴ Schuler, p. 149.

finis. La production proprement dite est assurée par un certain nombre d'artisans entrepreneurs, payés par l'établissement pour exécuter une étape du travail : la fabrication des parties de la montre, leur montage, la confection ou la décoration du cadran. Ces travaux sont effectués par une personne ou une famille travaillant à domicile, de manière analogue au *Verlagssystem* pratiqué dans le textile à la même époque.

Toutefois le travail à domicile dans l'horlogerie n'est pas une occupation accessoire, comme ce dernier, mais généralement un travail à plein temps. S'y ajoutent en outre quelques travaux dans des ateliers spécialisés employant plusieurs personnes. Au cours du temps les familles des différents villages, puis les ateliers, se sont spécialisés dans certaines productions. L'établissement s'occupe de la vente des montres ou charge un négociant de les vendre sur les marchés ou dans des grandes villes.

Ce système triomphe au XIX^e siècle dans le Vallon. La production de montres passe de 130 000 en 1810 à 264 752 en 1846 et à 580 000 en 1873, pour une valeur de quelque 30 millions de francs suisses. La région a non seulement rattrapé l'industrie neuchâteloise mais la dépasse nettement, en proportion de leurs tailles respectives. La croissance fait nettement augmenter la population immigrée, développe la division du travail dans la chaîne de production et fait naître des métiers simples à apprendre, attirant vers l'horlogerie des ouvriers d'autres branches. En témoignent les étapes nécessaires à la fabrication d'une montre : en 1830, la fabrication des quelque 150 parties et le montage d'une montre réclamaient 54 étapes indépendantes les unes des autres ; en 1880, la chaîne de production est composée de cent étapes, chacune réalisée par une personne ou un atelier spécialisé. On y trouve des professions « classiques » de l'horlogerie, comme les régleurs, d'autres plus artistiques, comme les guillocheurs. Mais d'autres étapes sont simples à réaliser, comme le polissage. La confection complexe d'une montre mécanique exige surtout du soin et de la précision.



Chacune des parties, vis, aiguilles, ressorts, doit avoir la taille exacte prévue, aucune ne peut manquer pour aboutir à une montre qui marche avec précision⁵.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'horlogerie connaît d'importantes transformations ; les décrire en détail n'entre pas dans notre sujet. Évoquons toutefois la concentration et la mécanisation de la production.

C'est en 1867 que s'ouvre la première fabrique à Saint-Imier, Longines, qui n'emploie alors que quarante ouvriers et ouvrières ; son premier bâtiment est de dimensions modestes, mais vingt ans plus tard d'autres bâtiments se construisent et le nombre des ouvriers décuple. Par la suite apparaissent d'autres établissements, la Fabrique de Sonvilier en 1883 et plusieurs à Saint-Imier, et les bâtiments prennent une allure industrielle qui transforme la physionomie des villages. En 1900, une carte postale éditée à l'occasion du Tir cantonal bernois montre cinq usines aux cheminées fumantes, fierté de la région.

L'usine Longines en 1878

Mais ce n'est comparable ni aux usines textiles du nord-est de la Suisse, ni à Manchester. À la fin des années 1880, l'unité de production la plus fréquente dans le district reste l'atelier employant moins de dix personnes. Jusqu'au XX^e siècle, dans toute la Suisse la fabrication de montres se fait encore selon le système de l'établissage, parallèlement à de grandes et petites usines. Même chez Longines, qui emploie 600 à 800 personnes vers 1900, celles-ci n'assurent pas tout le processus de production : la firme achète des parties brisées et donne d'autres travaux à des ateliers spécialisés.

⁵ Pour ces professions comme pour les termes techniques qui apparaissent dans le texte, on se référera au précieux *Dictionnaire professionnel illustré de l'horlogerie* de G.-A. Berner, en quatre langues, publié en ligne par la Fédération de l'industrie horlogère suisse, <https://www.fhs.swiss/berner/>.

Et le travail à domicile ne disparaît pas : parmi les salariés de Longines, la moitié travaillent à domicile, des femmes surtout.

Pour l'économie locale, les fabriques et la concentration de la main-d'œuvre sont un phénomène nouveau. La nouveauté tient plus à la dimension des usines qu'au processus de concentration, qui se produit déjà depuis 1850. Les ateliers ont poussé comme des champignons, anticipant la tendance qui va se produire à plus grande échelle dans les fabriques. Un atelier réunit sous un même toit des ouvriers et des ouvrières qui travaillaient auparavant à domicile. Ils conservent en gros la même division du travail, chacun effectuant une étape de la production : le moulage des boîtes, le remontage du mécanisme, la peinture du cadran, par exemple. Les établisseries restent les pivots entre production et commercialisation, mais leurs rôles se différencient, selon Fallet-Scheurer⁶. L'établisserie classique, c'est l'établisserie commerçant comme au XIX^e siècle : il organise la production depuis son comptoir, répartit le travail des ouvriers et ouvrières et se charge de la vente des montres. Il n'a pas d'atelier à lui, emploie parfois un visiteur qui contrôle la qualité des pièces. L'établisserie termineur dispose en plus de son comptoir d'un atelier où des ouvriers terminent la montre (remontage, démontage, repassage, emboîtement, réglage, pose de glaces, etc.), tandis que les étapes précédentes sont effectuées à domicile ou dans des ateliers. Le Comptoir Auguste Agassiz, prédécesseur de Longines, est typique de cette activité. Enfin le troisième type est l'établisserie fabricant, l'entrepreneur d'un nouveau style, comme le fondateur de Longines Ernest Francillon.

À la différence de l'établisserie termineur, le fabricant s'occupe de toutes les étapes du travail et produit même certaines parties brisées. Il a besoin pour cela de grands locaux et emploie nombre d'ouvriers. Il continue toutefois d'acheter certains composants de la montre et de donner certains travaux à des ateliers ou à des ouvriers à domicile. Si l'établisserie commerçant est typique de la production proto-industrielle, le troisième ne s'en éloigne pas totalement. C'est la mécanisation de la production en fabrique qui va marquer une rupture avec la proto-industrialisation.



Atelier d'ébauches, vers 1900

On a là, pour la période considérée, une deuxième étape de la transformation de l'horlogerie jurassienne. Les premières fabriques du val de Saint-Imier ne sont pas construites dans le village, comme les ateliers, mais en dehors, le long de la Suze, pour profiter de l'énergie hydraulique qui fait fonctionner les machines. Les fabriques d'ébauches sont les premières à utiliser des machines à étamper les plaques métalliques. La fabrique Longines est elle aussi installée à la place d'un ancien moulin d'amalgame sur la Suze, en 1867. On peut constater que la mécanisation de l'horlogerie profite des connaissances acquises dans d'autres branches utilisatrices d'énergie, avec une certaine

⁶ Marius Fallet-Scheuer, *Le travail à domicile dans l'horlogerie suisse et ses industries annexes*, Berne, 1912.

continuité. Ernest Francillon fait installer deux turbines d'une puissance de 16 CV à elles deux. Ses ingénieurs Edouard Châtelain (jusqu'en 1869) puis Jacques David développent par la suite des machines qui découpent et emboutissent des parties de la montre. Les premiers essais sont toutefois peu concluants et ne compensent pas les coûts de la mécanisation. En outre, le débit de la Suze dans son cours supérieur est trop faible, surtout à la saison sèche, pour garantir une production constante. C'est pourquoi Longines acquiert en 1874 une machine à vapeur fonctionnant à l'énergie hydraulique et au charbon. Cette nouveauté et une production verticale qui se développe, comme l'ouverture d'un atelier pour la fabrication des boîtiers avec des fours à fusion et des machines à vapeur, impliquent l'agrandissement de la fabrique. Elle est située près de l'usine à gaz qui lui fournit l'éclairage ; on voit ainsi que les nouveaux entrepreneurs prennent des mesures pour centraliser et mécaniser la production.

Une production locale sur le marché mondial : de la « proto-mondialisation » à la mondialisation moderne

La production horlogère du Vallon est fortement intégrée au marché mondial, comme le montre la liste des clients de Longines de 1867 à 1880, établie par Pierre-Yves Donzé⁷. La fabrique entretient des relations commerciales avec tous les continents sauf l'Océanie. Elles s'étendent de Canton (actuellement Guangzhou) en Chine, par Madras (actuellement Chennai) en Inde, Constantinople (Istanbul), Saint-Pétersbourg, Vienne, Alger, Paris, Hambourg, Liverpool, Toronto, New York, jusqu'à Mexico et à Lima, pour citer quelques-unes des adresses. Ce réseau ne révèle qu'une partie des débouchés des montres Longines : on ne connaît pas leurs derniers destinataires. Les partenaires commerciaux de Longines sont établis essentiellement dans des grandes villes portuaires, plaques tournantes du commerce mondial. On peut en déduire qu'il s'agit surtout d'intermédiaires et d'importateurs qui redistribuent les marchandises dans leur réseau national ou régional. Mais les adresses montrent qu'il s'agit aussi de vendeurs (comme par exemple l'agence Longines de New York) et de producteurs étrangers qui commandent des éléments pour les monter. Dès sa fondation en 1867, Longines travaille presque exclusivement pour l'exportation : sur dix adresses de clients, six se trouvent à l'étranger. Leur répartition indique bien comment son marché va s'étendre. Les États-Unis sont le premier débouché, suivi par la Grande-Bretagne ; Vienne est le point d'entrée vers les marchés d'Orient. Seule l'Amérique latine n'est pas encore gagnée en 1867, elle le sera quelques années plus tard.

La présence de Longines sur le marché mondial ne représente pas une exception pour la région mais s'inscrit dans une ancienne tradition. Depuis ses débuts au XVIII^e siècle, l'horlogerie du Vallon a toujours produit pour le marché mondial. Le système complexe de l'établissement et l'évolution rapide de l'entrepreneuriat dans un marché très fluctuant empêchent la restructuration du commerce des montres et des débouchés. Pour avoir une vision d'ensemble des relations commerciales des établissements, les seules sources sont des archives familiales et des actes notariaux. On y trouve par exemple que Jean-François Meyrat, commerçant de Saint-Imier, avait autour de 1780 un dépôt à Paris, rue du Pontier 207, en face du Louvre. Deux frères de la famille Véron sont devenus représentants à Londres et en Espagne en 1791. Un rapport officiel de 1809 mentionne quelque 200 établissements et commerçants en montres qui voyagent presque sans interruption dans les villes commerçantes d'Europe. Les échanges débordent même les frontières européennes. Eugène Tissot, de Renan, envoie ses montres aux États-Unis. Les frères Robert ont des représentants, membres de leur famille, dans les villes portuaires du Suriname, en Amérique du Sud, et de Batavia, en Indonésie. Vers 1819, la famille Meyrat a envoyé un de ses membres représenter ses produits à Rio de Janeiro.

On voit par ces exemples qu'à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e des familles d'établisseurs sont devenues une sorte de firmes multinationales. L'horlogerie locale entre ainsi dans l'époque de la « proto-mondialisation », de la « mondialisation archaïque », comme l'ont

⁷ Pierre-Yves Donzé, *Longines, du comptoir familial à la marque globale*, Saint-Imier, 2012.

appelée Hopkins et Bayly⁸. Cette forme se caractérise aussi par une division mondiale du travail. Les familles d'établisseurs organisent le commerce tandis que la production se fait au dehors d'elles. Le cas de la famille Jacot-Guillarmod de La Cibourg illustre bien ce cas. Des parents sont envoyés au Portugal, en Amérique du Sud et centrale entre 1779 et 1828, constituant un petit empire commercial. Un des frères, Simon Pierre, est établisser ; il suit la production dans le Jura et envoie les montres terminées à son frère Charles Daniel à Lisbonne. De là, une partie des montres sont envoyées aux autres représentants, au Brésil, en Argentine et au Mexique. La plupart des postes sont occupés par des membres de la famille ou du cercle des proches, tous horlogers qualifiés. Ils savent vendre les produits et les réparer sur place. Ce système assure un revenu à toute la famille, voire l'accroît : les représentants établis dans des lieux stratégiques complètent le commerce avec des denrées coloniales, café, cuir, spiritueux, or, topaze et autres pierres précieuses, envoyés en Europe où d'autres parents les vendent. Les paiements se font par des lettres de crédit que Simon Pierre négocie à la banque Vaucher de Neuchâtel pour payer entre autres les ouvriers à domicile.

Pareille circulation commerciale signale l'imbrication de la production locale du Jura dans l'économie mondiale, mais l'exemple de la famille Jacot-Guillarmod montre aussi combien ce système mondialisé reste sujet aux turbulences politiques et économiques en mer ou dans les pays de destination : les bateaux chargés de montres sont attaqués sporadiquement par des pirates ; un importateur de Nantes, à qui Charles Daniel a confié des marchandises pour les exporter en Europe, fait faillite ; certains connaissent la prison ; la conquête du Portugal par le général Junot en 1807, la guerre en Espagne contre l'occupation française entre 1807 et 1814 empêchent les communications avec le siège jurassien. Ces événements incontrôlables ont des conséquences négatives sur les affaires familiales. Le réseau des Jacot-Guillarmod disparaît dans la seconde moitié du XIX^e siècle, remplacé peu à peu par un nouveau système de distribution des montres jurassiennes sur le marché mondial. Comme l'a montré Béatrice Veyrassat⁹, il s'agit là d'une tendance globale. Des firmes commerciales internationales, des grossistes et des importateurs indépendants des familles d'établisseurs reprennent le marché, favorisés par l'augmentation de la production, l'ouverture de nouveaux marchés, le développement des communications (avec le télégraphe). Les marchandises sont achetées directement à la fabrique ou au comptoir, le fabricant ou l'établisser n'ayant plus besoin de financer leur distribution ; ces derniers épargnent les coûts de stockage et peuvent – en théorie – accroître leurs liquidités. La même évolution s'observe dans la branche du textile. Le premier marché gagné au nouveau système est l'Amérique du Nord.

Laurence Marti¹⁰ observe le même phénomène dans le val de Saint-Imier. Au début du XIX^e siècle, les établisser organisent encore le commerce grâce à leur réseau familial ; ils se rendent en personne aux grandes foires comme celle de Leipzig, voyagent en Europe et jusqu'en outre-mer. Pendant la seconde moitié du siècle, ils sont bien moins mobiles et s'occupent de la production, laissant les aspects commerciaux à des sociétés spécialisées. L'auteure voit dans ce changement un passage de l'établisser-commerçant à l'établisser-fabricant. Le fondateur de Longines, Ernest Francillon, se rendait souvent en personne sur les marchés étrangers avant la fondation de l'usine. Dès celle-ci en fonction, il devient le type de l'établisser-fabricant : il s'occupe de la production à Saint-Imier, ne voyage plus guère et confie la vente à des importateurs indépendants. Il s'efforce toutefois de vendre toutes ses montres sous la marque Longines. Les premières années, on trouve certes sur la liste de ses clients d'autres fabricants de montres, preuve que Francillon vend aussi des parties de montres fabriquées dans son usine, qui une fois terminées sont commercialisées sous d'autres marques. Mais ce n'est pas le modèle d'affaires qu'il visait, qui consiste à produire toute la montre en fabrique et à la faire distribuer par des intermédiaires. Dès

⁸ Anthony Hopkins (éd.), *Global History. Interactions between the universal and the local*, New York, 2006 ; Christopher A. Bayly, *La naissance du monde moderne*, traduit de l'anglais, Paris, 2007.

⁹ Béatrice Veyrassat, « Le Jura horloger dans le négoce international au XIX^e siècle », in *Le temps de l'histoire*, Paris, 1995.

¹⁰ Laurence Marti, *Une région au rythme du temps. Histoire socio-économique du Vallon de Saint-Imier et ses environs 1700-2007*, Saint-Imier, 2007.



l'ouverture de la fabrique aux Longines, en 1867, Francillon vend ses montres sous ce nom de marque. C'était déjà une pratique usuelle au milieu du XIX^e siècle dans d'autres branches, mais c'est une nouveauté dans l'horlogerie. Les concurrents de Francillon vendent leurs produits sous le nom de l'établissement ou du fabricant, comme par exemple Patek Philippe. Lui décide de les vendre sous le nom du site de la fabrique ; certaines portent la marque « E. Francillon, Longines, Suisse ».

Une autre innovation en matière de marketing est la gravure de l'emblème de la firme, un sablier ailé, sur le pont de balancier. En 1874, une vaste campagne publicitaire informe que tant le nom Longines que l'emblème sont des marques déposées, sans doute à cause de tentatives de contrefaçons. Mais la

stratégie commerciale de Longines peut s'interpréter dans un contexte plus vaste. L'entreprise vend ses montres fort loin du lieu de production, et elles sont vendues par des détaillants qui n'ont aucune relation avec la famille Francillon, ni avec Saint-Imier, ni même avec la Suisse. La séparation entre production et commercialisation sur le marché mondial accroît la distance entre la fabrique et ses clients, qui n'existait pas lorsque tout était géré par la famille des producteurs. Des dizaines de personnes de par le monde ont une montre Longines dans leur gousset, mais bien peu d'entre elles savent où se situe le village jurassien. L'emblème et le logo doivent garantir qualité et originalité à une montre fabriquée mécaniquement et en série : cela rétablit une certaine proximité entre le lieu de production et la clientèle dans le monde. Les marques servent à s'identifier sur un marché mondialisé, de même que la publicité : catalogues, entêtes de lettres à l'image de la fabrique, emballages coûteux, annonces dans des journaux illustrés à partir des années 1880. Le flair de Francillon favorise la présence et la diffusion de sa marque sur les marchés ; l'espace entre producteurs et consommateurs se réduit d'autant.

La leçon américaine. Transferts transnationaux de connaissance et expérience de la mondialité

On a vu que le système de l'établissement dans le val de Saint-Imier est à son sommet au courant du XIX^e siècle, mais qu'en même temps apparaissent les premières fabriques annonçant une nouvelle forme d'organisation du travail et de la production ; certaines auront jusqu'à mille salariés. C'est en Amérique du Nord que le changement a commencé. Les complexes horlogers de Waltham, Howard, Springfield (Massachusetts), Elgin (Illinois) et Waterbury (Connecticut) sont gigantesques, à l'échelle des établissements suisses, chacun produit infiniment plus que la Suisse. En 1874-1875, le plus grand d'entre eux, celui de Waltham, produit 80 000 montres alors que Longines, le principal fabricant en Suisse, n'en fait que 15 000. L'accroissement de la production américaine est dû à l'augmentation des débouchés. Au cours de la guerre de Sécession, entre 1861 et 1865, Waltham a reçu d'importantes commandes ; sa Soldier's Watch vendue 14 dollars ouvre la voie à une production pour les classes moyennes et les ouvriers. Un objet si bon marché exige des économies tout au long de la chaîne de production. Les entrepreneurs se sont vite efforcés de rationaliser, de simplifier, de centraliser et de mécaniser la fabrication des montres. Ils utilisent des matières premières moins chères, réduisent le nombre des composants, fabriquent les parties avec des machines à vapeur, réunissent tout le travail sous un même toit, enfin ils engagent du personnel non qualifié, avant tout des femmes. Le mot-clé de leur succès, c'est l'interchangeabilité. Les parties brisées sont standardisées, ce qui leur permet d'être montées dans différents modèles de montres ; on a là un signe précurseur de la taylorisation. Le changement est aussi culturel : il n'y a pas que les parties à être interchangeables, le personnel l'est aussi. Ouvriers et ouvrières effectuent des tâches simples qui ne réclament guère de formation. L'usine de Waltham forme peu d'apprentis, recrute son personnel parmi les immigrants d'Europe, emploie surtout des femmes moins payées que les hommes, mais elle investit dans les machines, là aussi dans des proportions gigantesques par rapport au Jura. Depuis 1865, elle dépense plus de 100 000 dollars par an pour son

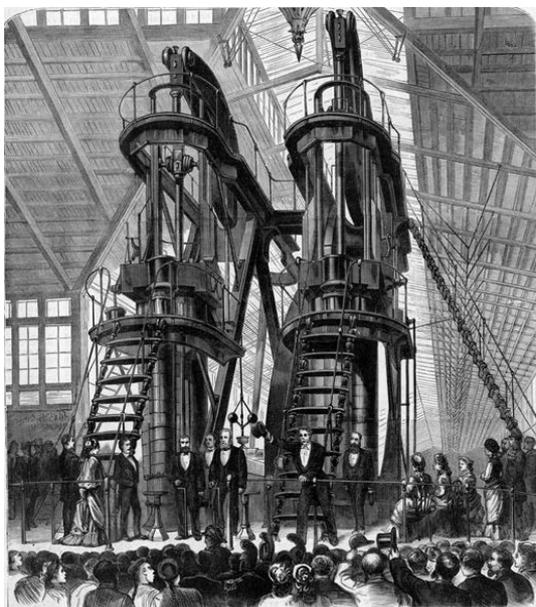
parc de machines, même 250 000 dollars entre 1873 et 1879. Il s'agit à long terme de remplacer la main-d'œuvre par des machines et d'accélérer la production. En 1854, il fallait 21 jours pour fabriquer une montre ; en 1859, quatre jours suffisent, puis trois en 1862, 2,2 en 1883, un jour et demi en 1905. Cela ne peut que réjouir les actionnaires, qui touchent des dividendes de 3 à 28 % depuis 1863.

La production de Waltham n'impressionne pas qu'eux mais aussi les dix millions de visiteurs de l'exposition universelle de Philadelphie en 1876. Parmi eux, deux délégations suisses, l'une de la Confédération et l'autre de la Société intercantonale des industries du Jura (SIJJ) pour représenter les cantons horlogers. Cette dernière est composée de Théodore Gribi, de la firme neuchâteloise Borel & Courvoisier, et de Jacques David, ingénieur chez Longines. Ils visitent entre autres le pavillon officiel de la Suisse dans le Main Exhibition Building. En s'y rendant, ils passent devant les autres pavillons nationaux qui présentent leurs créations : celui de Grande-Bretagne, avec des produits industriels élaborés mais aussi avec ses colonies, la Tasmanie, l'Australie, les Bahamas, les Bermudes, la Jamaïque, etc. ; le pavillon du Mexique expose des ouvrages précieux en argent et en albâtre ; le pavillon péruvien, une momie ; l'Argentine et le Venezuela, des produits agricoles, café, coton, céréales ; dans le pavillon du Brésil, richement décoré, un diamant attire l'attention des visiteurs ; les cigares cubains sont exposés au pavillon espagnol, des œuvres d'art antiques dans l'égyptien, des pipes dans le turc, des mosaïques multicolores dans le tunisien. L'Asie va sembler exotique aux visiteurs suisses : céramiques japonaises, médecine chinoise, sans compter les pavillons de l'Inde, de Ceylan et du Siam. Les produits d'Europe exposés sont mieux connus, mais leurs vitrines sont souvent originales : céramique allemande, dentelles autrichiennes, verrerie norvégienne, mobilier en bois danois, argenterie britannique et robes du soir londoniennes côtoient la Haute couture française, les chapeaux italiens, les parapluies berlinois, les fourrures russes et une chaire en bois venue de Belgique.

Les historiens de la mondialisation ont admis depuis longtemps que les expositions universelles sont des moments de mise en place de réseaux et d'échanges mondiaux. Du point de vue de l'histoire culturelle, ces expositions sont une occasion unique de prendre conscience de la mondialisation. À une époque où les voyages sont coûteux et fatigants, on s'y promène et l'on noue des contacts avec des exposants et des personnes de tous les pays. Elles représentent ainsi une compression de l'espace, une expression de la mondialisation.

Mais elles servent surtout aux pays exposants à se faire connaître et à se faire concurrence les uns les autres. La concurrence porte surtout sur les produits techniques. La Suisse en a envoyé 379, provenant de diverses branches industrielles, dont 54 instruments de mesure du temps.

Il y a quelques montres de Longines parmi celles qui sont exposées. Parcourant l'espace d'exposition des manufactures horlogères nord-américaines, Jacques David, son directeur technique, a dû rabattre de sa fierté. Tout comme les autres horlogers suisses, il constate amèrement à Philadelphie que leur première place mondiale est menacée. L'horlogerie nord-américaine a rattrapé les Suisses en quantité et en qualité. Une montre de Waltham reçoit d'ailleurs la médaille d'or de la précision. Les produits de Waltham sont montrés à tous les stades de leur fabrication. Les présentations n'ont pas lieu dans la halle principale mais dans le Machinery Hall, symbolisant la spécificité de la branche. Dans ce temple de la modernité, les États-Unis s'affirment comme la nation la plus avancée techniquement, un siècle après leur Déclaration d'indépendance. Le contraste avec la halle centrale et ses pavillons européens est frappant. Au beau milieu du Machinery Hall trône la machine à vapeur Corliss, haute de plus de 40 pieds et pesant 56 tonnes pour une puissance de 1400 CV (1000 kW). Elle



fait marcher toutes les créations américaines autour d'elle : marteau-pilon, tracteurs, scies à ruban, machines à bois, locomotives, métiers à tisser, machines à imprimer les tissus, machines à coudre les chaussures, calculatrices, rotatives, mitrailleuses, machines à écrire...

Les experts suisses qui écoutent les présentations avant de visiter la fabrique de Waltham sont impressionnés. Théodore Gribi écrit dans une circulaire aux firmes représentées à Philadelphie :

J'ai visité ces jours passés [...] les produits et outils de la fabrique d'horlogerie Waltham (Massachusetts) et j'ai été dans l'admiration, je dois l'avouer, en examinant soit les différents genres de montres de différents genres de qualité, soit les machines et outils magnifiques que cette fabrique a exposés. Il faut le reconnaître, nous nous sommes laissés, sous bien des rapports, devancer par nos concurrents du Nouveau Monde et tout fabricant suisse qui viendra ici pour se renseigner sur ce point, sans préjugés, s'en convaincra de suite.

Gribi n'a pas été impressionné seulement par la vitesse de production des montres, mais aussi par le rythme auquel les industriels américains ont rattrapé leurs concurrents suisses. Les Américains ont bien conscience de leur succès et du choc qu'il provoque chez les visiteurs suisses de l'exposition, dont se rient leurs campagnes publicitaires.

On savait bien en Suisse que l'horlogerie américaine progressait à grands pas, mais il a fallu l'expérience directe pour saisir le niveau effectif de sa concurrence. D'après Gribi, tout fabricant suisse venant à Philadelphie fera la même expérience que lui : c'est l'expérience de la mondialisation. Sans avoir vu de ses propres yeux la production américaine, il n'est pas possible de réaliser la mauvaise posture de l'horlogerie suisse. Ces constatations sont confirmées par les réactions incrédules, voire négatives, aux rapports venant de Philadelphie. Des lettres adressées au Conseil fédéral critiquent la délégation suisse à l'exposition universelle. Des fabricants de l'horlogerie protestent contre la publication du rapport officiel, qui selon eux ne ferait que l'éloge de la production américaine et porterait atteinte à l'image de l'horlogerie suisse. Leur réaction peut tenir au fait qu'ils n'ont pas fait l'expérience de la mondialisation. Les protestations sont vaines, le rapport finit par être publié. Donne-t-il un aperçu de la mondialisation en cours, peut-il remplacer l'expérience directe à 10 000 km de distance ? L'état des sources ne permet pas de tirer de conclusion.

À Saint-Imier, cela fait de l'effet, comme le montre la réception du rapport rédigé aux États-Unis par l'ingénieur Jacques David. Ce rapport manuscrit de 108 pages et la correspondance reçue constituent un excellent exemple de l'expérience de la mondialisation et du transfert du mode de production nord-américain à l'horlogerie jurassienne ; ils témoignent d'un échange de savoirs transatlantique. Ce qu'a vu David à Philadelphie, à Waltham ou dans d'autres fabriques n'est pas entièrement nouveau pour lui. L'horlogerie américaine a beaucoup emprunté à l'horlogerie suisse, notamment en engageant des Suisses compétents. Quant à Longines, sa production se fait déjà en partie avec des machines en 1876. L'expérience américaine confirme donc la direction prise à Saint-Imier ; la mécanisation va s'intensifier avec les informations ramenées par David. Celui-ci ne plaide certes pas en faveur d'une simple copie du modèle de production américain, mais il propose de « combiner un système qui réunisse les avantages de la main-d'œuvre suisse aux avantages de la machine américaine », selon sa lettre à Francillon du 20 septembre 1876. Il a fait un calcul de faisabilité sans aller jusqu'à une situation idéale : une production aussi mécanisée qu'à Waltham se verrait opposer une trop forte résistance mentale parmi les travailleurs du Vallon. Il prévoit donc que le chemin sera encore long jusqu'à ce qu'une synergie entre les machines et les hommes comme aux États-Unis se réalise dans le val de Saint-Imier.

Le rapport de Jacques David peut être lu comme un catalogue de mesures à long terme qui permettront d'accélérer le processus de centralisation, de rationalisation et de mécanisation de la production, pour s'armer contre la concurrence nord-américaine. Outre l'agrandissement du parc des machines, David considère que l'emploi de plus de femmes pourra faire augmenter la production à moindre coût. Il consacre quatre pages aux ouvrières et à leurs qualités : elles travaillent dans la discipline, l'ordre et la propreté, elles prennent soin d'elles-mêmes ; même si elles quittent souvent leur emploi quand elles se marient et restent moins longtemps à l'usine,

les femmes sont très appréciées dans ces établissements et tout est organisé et étudié dans le but de leur rendre accessible le plus de parties possibles. Elles se contentent comme ailleurs d'un salaire moindre et pour bien des ouvrages elles équivalent aux hommes.

Les femmes gagnent un dollar par jour, les hommes 2 dollars 50. L'emploi de femmes permet aisément de baisser les coûts. David ajoute que les fabriques américaines ont pour habitude de ne point former d'apprentis et de recruter des ouvriers parmi les immigrants européens ; d'ailleurs les Suisses seraient particulièrement rétifs aux règlements d'usine, et donc peu nombreux à être embauchés. Les fabricants appliquent au personnel le principe d'« interchangeabilité des parties », qui fait baisser les coûts salariaux. Les ouvriers non qualifiés et les femmes quittent pour la plupart après quelques années, les patrons n'ont pas à craindre de revendications d'ouvriers organisés. À Waltham, le salaire des hommes a baissé de 3,50 dollars (1863-1870) à 3 dollars en 1875, puis à 2,75 ou 2,50 en 1876 ; cela a libéré des fonds pour des investissements en machines, qui à leur tour ont fait baisser les besoins en personnel et augmenter les bénéfices. Toutes ces observations sont pain bénit pour des ingénieurs comme Jacques David qui veulent pousser à la mécanisation de la production.

La croissance de l'horlogerie dans le val de Saint-Imier est forte entre 1850 et 1880 ; nous avons vu combien elle a modifié le paysage et l'économie par la construction de fabriques. Mais cette croissance n'a pas été linéaire, la comparaison des chiffres de production et d'emploi l'atteste. L'horlogerie traverse de profondes crises pendant cette période, qui font chuter la production et l'emploi ainsi que les commandes aux ouvriers et ouvrières à domicile, entraînant l'endettement, l'insolvabilité, la faillite de plusieurs entreprises. En une année, la situation peut changer du tout au tout, comme le montre Patrick Linder qui a examiné les indicateurs industriels de Saint-Imier¹¹. Des crises récurrentes font partie du « courant normal » depuis le milieu du siècle. Sur cent ans de travail de 1840 à 1940, on peut compter 64 années de revenu bon à moyen et 36 années de crise, qui surviennent en moyenne tous les dix ans. Pendant ces périodes de crise, une grande partie de la population fait l'expérience de la mondialisation. Mais les effets de ce phénomène ne sont pas admis par tout un chacun. Deux crises ont particulièrement touché l'horlogerie dans le Vallon, celle de 1867-1868 et celle de 1874 à 1879. Elles y ont été fortement ressenties : baisse de la production, faillites, chômage, pauvreté. Selon Christophe Koller, qui a étudié sur le long terme les faillites dans le Jura bernois¹², elles ne se bornent pas à frapper l'horlogerie. Dans le district de Courtelary, quelque 350 entreprises se mettent en faillite entre 1867 et 1869, et plus de 400 entre 1874 et 1879. Il s'agit donc de crises économiques générales, causées par la déstabilisation des marchés financiers, la détérioration de la situation économique mondiale et la chute abrupte de la demande de montres sur les marchés. Les marchés financiers souffrent de la panique des investisseurs, déclenchée par le « vendredi noir » du 11 mai 1866 puis par le crash de la Bourse de Vienne des 5 et 9 mai 1873, qui se répand comme traînée de poudre sur les autres places financières. Les ventes de montres chutent en 1866-1867 et s'écroulent à partir de 1874.

Les ventes ont déjà baissé en 1873, et la crise est bien plus grave que celle de 1866 pour les habitants du Vallon, car il s'agit d'une crise économique mondiale et durable. Même la production de montres à Waltham s'est effondrée. L'horlogerie suisse, qui représente 70 % des parts du marché mondial, est extrêmement sensible à l'évolution de la demande sur les marchés d'exportation : les exportations de montres chutent de quelque 60 % durant la Grande Dépression de 1872 à 1877, et de 75 % aux États-Unis. C'est la plus grande crise de l'histoire pour le Jura et le val de Saint-Imier. Si la production se ressaisit peu à peu, ce n'est qu'en 1885 qu'elle retrouve son niveau de 1869. Le marché nord-américain est le principal souci des horlogers suisses. La valeur des montres exportées dégringole de 18,3 millions de francs en 1872 à moins de 3,8 millions en 1877. C'est d'autant plus dramatique pour le val de Saint-Imier qu'il s'est spécialisé dans les montres bon marché, le segment privilégié par les fabricants nord-américains et le plus frappé par la baisse de la demande en période de crise.

¹¹ Patrick Linder, *De l'atelier à l'usine. L'horlogerie à Saint-Imier (1865-1918)*, Neuchâtel, 2008.

¹² Christophe Koller, *De la lime à la machine. L'industrialisation et l'État au pays de l'horlogerie*, Berne, 2001.

L'effondrement des entreprises locales entre 1874 et 1879 résulte donc d'une double crise. En 1874, leurs montres perdent définitivement leur primauté financière et qualitative sur les produits nord-américains, qui suffisent au marché des États-Unis. Cette situation structurelle difficile est aggravée par la crise économique mondiale. Les analyses du marché horloger de cette période montrent qu'on en voyait la cause essentiellement dans la concurrence américaine, française aussi, et au retard relatif de la production indigène. Les éléments de la crise mondiale n'étaient jugés que secondaires. En 1876, le canton de Berne, sous la direction du conseiller d'État Bodenheimer et en collaboration avec la Société industrielle du district de Courtelary, lance un concours d'idées pour remédier à la crise. Le jury est composé d'entrepreneurs de la région, comme Ernest Francillon, James Jaquet et Gustave Chopard ; il sélectionne trois projets parmi les onze présentés. Le Conseil d'État suit la recommandation du jury et décerne les prix à ces projets, exprimant le vœu qu'ils soient bientôt réalisés :

Nous souhaitons que les bonnes idées qu'ils renferment se popularisent et qu'elles trouvent leur application pour le bien de notre industrie horlogère et pour l'avancement de notre prospérité nationale¹³.

Cet éloge est bien dans le ton des analyses contemporaines de la crise. Par la suite, des paquets de mesures en faveur de l'industrie permettent de surmonter les crises. Selon Bodenheimer, il faut des offices centraux de documentation, de statistique et d'information ; des contrôles de qualité centralisés ; l'ouverture de bureaux collectifs de commerce et d'exposition sur les marchés étrangers ; une alliance entre les producteurs pour coordonner et réglementer les processus de production ; la transmission de l'heure astronomique de l'observatoire de Neuchâtel aux centres horlogers ; la création et le soutien à des centres d'apprentissage horlogers et aux écoles de commerce ; enfin, des efforts de la Confédération pour conclure des accords commerciaux favorables à l'horlogerie. Autant de solutions au niveau national pour sortir d'une crise mondiale. Le remède consiste en la coopération entre les producteurs et l'intervention de l'État, demandée par les travaux primés. La presse bourgeoise de Saint-Imier va plus loin :

C'est donc à la Confédération qu'incombe la responsabilité de la décadence de sa principale et surtout de sa meilleure industrie. Que le Conseil fédéral s'entoure de tous les renseignements désirables sur les causes et les effets que nous venons de signaler, qu'il élabore un projet de loi fédérale sur cette matière [...], voilà certes quelque chose de bien simple et surtout facile à faire¹⁴.

Ernest Francillon : du bourgeois cosmopolite au lobbyiste national

Vouloir sortir d'une crise mondiale dans le cadre national fait songer aux aventures du Baron de Crac, qui voulut se tirer lui-même par les cheveux pour s'extraire d'un marais. Mais c'est dans la mentalité de la bourgeoisie de l'époque. Les interactions et interdépendances qui s'intensifient dans la deuxième moitié du XIX^e siècle n'ont pas fait prendre conscience de la mondialisation, mais plutôt de l'efficacité de l'action locale et nationale. Comment expliquer cette mentalité apparemment paradoxale ? L'historien Charles A. Jones a étudié la formation de sociétés commerciales multinationales à cette époque¹⁵. Selon lui, ces sociétés n'ont pas seulement remplacé les bourgeoisies familiales dans les colonies mais elles ont aussi évincé des places commerciales coloniales l'état d'esprit cosmopolite. La culture de la « bourgeoisie cosmopolite » se caractérise par le libéralisme radical, la défense du libre-échange, un esprit « global » et les échanges commerciaux avec l'étranger : on citera le mouvement pour le libre-échange des années 1840 et des personnalités comme Thomas Paine ou Richard Cobden. Ceux-ci défendent l'idée que le développement des interactions par le libre-échange entre les nations conduit à une coexistence

¹³ Canton de Berne, Direction de l'Intérieur, Mémoire sur la crise horlogère, Delémont 1876, p. 8.

¹⁴ « La crise », *Le Jura bernois*, 4 nov. 1876.

¹⁵ Charles A. Jones, *International business in the nineteenth century : the rise and fall of a cosmopolitan bourgeoisie*, Brighton, 1987.

pacifique des peuples de la Terre. La lente fin de l'ère du libre-échange, dans les années 1870, s'est accompagnée d'un processus de nationalisation de la bourgeoisie. Jones parle même d'une fragmentation réactionnaire de l'ancienne bourgeoisie cosmopolite.

Béatrice Veyrassat a comparé la thèse de Jones aux places commerciales du Brésil¹⁶. Au milieu du XIX^e siècle se forment des sociétés commerciales suisses, dont les représentants locaux insistent sur leur identité suisse et se distancient des personnes d'autres nationalités. Mais cette thèse de « l'helvétisation » des sociétés commerciales ne peut pas être vérifiée dans l'horlogerie, où les importateurs et les vendeurs à l'étranger ne sont pas suisses. Les réactions d'acteurs de la branche, comme Ernest Francillon, aux changements en cours peuvent caractériser le changement de mentalité de la bourgeoisie dans l'industrie suisse d'exportation. L'évolution mondialisée des marchés s'accompagne d'une baisse de la production. Ernest Francillon s'inquiète de la production à Saint-Imier, et abandonne la vente des montres aux importateurs et vendeurs locaux. À l'exception de l'agence de New York, aucun membre de la famille Francillon ne travaille plus pour Longines à l'étranger. Il ne réagit donc pas à la concurrence américaine par des mesures de libéralisation du marché, comme l'aurait fait la bourgeoisie cosmopolite.

Pierre-Yves Donzé a montré que les patrons horlogers suisses ont cherché à surmonter la crise de 1874 à 1879 par des solutions corporatives et en demandant l'aide de l'État. La Société industrielle du district de Courtelary (SIDC) fondée en 1875, première association des fabricants, et la Société intercantonale des industries du Jura (SIIJ) en 1876, première association suprarégionale et ancêtre de la Chambre suisse de l'horlogerie, en sont emblématiques. Ernest Francillon préside la première et se fixe pour objectif d'influencer la législation et la conclusion d'accords internationaux en faveur de l'industrie horlogère. Il est aussi l'inspirateur de la deuxième. À l'assemblée constitutive de la SIIJ, à Yverdon, des représentants des cantons de Berne, Neuchâtel et Genève siègent avec des fabricants et des négociants de Berne, Genève, Neuchâtel, Soleure et Vaud. La SIIJ a pour but de se faire entendre par les autorités fédérales, de leur fournir des informations et de prendre toutes mesures utiles au cas où les intérêts de la branche ne seraient pas suffisamment pris en compte par la législation et les accords commerciaux internationaux.

Les chefs des ateliers spécialisés suivent ces exemples et forment eux aussi des associations au cours des années suivantes, comme par exemple l'Association des fabricants de pierres d'horlogerie.

Ces associations caractérisent la tendance générale de l'économie suisse dans le dernier quart du XIX^e siècle. Elles marquent l'abandon du libéralisme économique qui défendait la liberté du commerce international et la non-intervention de l'État dans les affaires économiques. La SIIJ adhère à l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI, ou *Vorort*), partenaire privilégié de la Confédération pour les questions économiques et la législation en la matière. Dans sa pratique, le Vorort ne dévie pas seulement du credo libéral mais aussi du principe démocratique. Les lois concernant l'économie sont négociées entre les autorités et les représentants du patronat, et le parlement n'a plus qu'à les légitimer. C'est aussi l'influence du Vorort dans le domaine des exportations qui a soustrait les traités commerciaux au référendum obligatoire.

Grâce à la présence d'industriels de l'horlogerie aux Chambres, la SIIJ peut obtenir le soutien de la Confédération sur des questions douanières (par exemple dans l'accord de libre-échange avec la Roumanie en 1877), des allègements fiscaux et financiers (comme sur les tarifs postaux en 1876 et 1878), une législation favorable sur le contrôle des métaux précieux (1877) ainsi que les premières lois sur la protection des marques de fabrique (1880) et des brevets (1882, 1887). Ces dernières sont de première importance pour Longines ; Francillon milite pour que la Suisse signe en 1883 la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Les industriels de la SIIJ ont non seulement obtenu des succès aux Chambres mais ils réglementent la profession. À l'initiative de Francillon, on adopte le système métrique pour les parties de la montre ; grâce à Jacques David qui dirige une commission technique, la dimension des vis est normalisée. La société va jusqu'à se lancer dans l'espionnage industriel. Depuis 1877, des

¹⁶ Béatrice Veyrassat, « Les Suisses et la Suisse au Brésil », *Études et sources* 21, 1995.

sous-commissions sont établies aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, principaux marchés d'exportation, pour observer les progrès techniques de leurs concurrents et acquérir des montres qui circulent parmi les membres de la SIIJ. Enfin, les fabricants cherchent à unifier les prix des parties brisées. Entre 1880 et 1914, au moins vingt-cinq cartels voient le jour, témoignant de l'abandon du libéralisme économique et de la défense de la branche sur le marché mondial.

L'intervention de l'État dans l'industrie horlogère a déjà une longue tradition. L'horlogerie et en particulier sa mécanisation immobilisent des capitaux importants. Francillon, par exemple, couvre ses besoins financiers par la fortune familiale ainsi que par des emprunts à la Banque cantonale bernoise (BCBE). L'ouverture de la première filiale de la Banque à Saint-Imier, le 1^{er} juillet 1858, atteste l'importance de la branche pour le canton. C'est dans le Vallon qu'il prévoit le plus grand développement économique ainsi qu'une forte demande de crédits. La filiale bénéficie ainsi d'une dotation en capital, un million de francs, bien plus importante que les filiales ouvertes la même année à Berthoud et à Bienne. Mais les évaluations ont été trop modestes, le million ne suffit pas à satisfaire la demande de l'industrie horlogère. Dès la première année, le volume des opérations de change de l'agence de Saint-Imier est proche de celui du siège à Berne, qui est actif depuis 25 ans. Le chiffre d'affaires de la BCBE à Saint-Imier est supérieur à celui de toutes les autres filiales ; il passe de 32,13 millions en 1859 à 101,53 millions en 1876.

Ces injections de capital, à une période clef où l'horlogerie jurassienne se voit confrontée à la concurrence américaine, montrent le rôle actif que joue l'État dans l'économie locale. La BCBE, fondée en 1834 peu après le changement de gouvernement de 1831, est l'enfant des libéraux au pouvoir à Berne et devient vite un instrument puissant. C'est aussi la première banque cantonale du pays. Les prédécesseurs du gouvernement libéral ont certes été aussi d'habiles financiers, au point que les patriciens bernois se sont gagnés le qualificatif de « banquiers des cours d'Europe ». Mais, selon les nouveaux hommes au pouvoir, l'argent de l'État doit servir à moderniser l'économie, donc à financer des infrastructures et à offrir des crédits aux industries.

Le val de Saint-Imier est bientôt parmi leurs favoris. En 1834, le Grand Conseil bernois soutient la construction de la fabrique d'ébauches de Corgémont, la première usine d'horlogerie, avec un crédit de 24 000 francs. En 1844, un crédit de 800 000 francs pour deux usines est accordé ; par la suite, l'industrie horlogère sera régulièrement soutenue par la BCBE. Ce rôle de la Banque cantonale tient entre autres à l'influence qu'y exercent des personnalités du Vallon. Le directeur des finances du canton, François Ganguillet, le principal initiateur de la Banque, vient de Cormoret. Il la préside pendant les premières années. En 1858, le conseil d'administration de la BCBE comprend Gustave Chopard et Henri Meyrat-Montandon, deux fabricants du val de Saint-Imier. Ces hommes aux postes clés sont tous libéraux, comme Ernest Francillon qui fait une carrière politique active dans le parti. Le réseau politique de Francillon garantit aussi le soutien de l'État à ses projets. On verra plus loin l'influence des industriels du Vallon au sein des parlements cantonal et fédéral.

Les communes s'efforcent, elles aussi, d'offrir à leurs industries les meilleures conditions possibles et jouent un rôle clé pour l'industrialisation du val de Saint-Imier. La commune de Corgémont autorise la fabrique d'ébauches à utiliser toute l'eau de la rivière dont elle a besoin, et obtient comme nous l'avons vu un crédit de 24 000 francs du canton, qu'elle transmet au propriétaire exploitant de la fabrique, Charles Louis Eguet. Elle endosse là un risque qui lui coûtera cher : deux ans à peine après son ouverture, la fabrique est en insolvabilité.

Le cas de la fabrique communale d'horlogerie de Sonvilier montre aussi l'influence des pouvoirs publics et les risques qu'ils prennent. À la fin des années 1870, la production florissante du village est sur le déclin : les nouveaux centres horlogers de Saint-Imier et de Bienne l'ont rattrapée. Le Conseil communal et la commune bourgeoise décident en 1882 de verser une contribution de 25 000 francs pour la construction d'une fabrique. Mais ils ne trouvent aucun fabricant disposé à démarrer avec ces fonds, hormis un industriel de La Chaux-de-Fonds, Georges Huguenin, qui veut bien prendre la direction mais non participer à sa construction. La commune décide dès lors de se faire maîtresse de l'ouvrage ; son coût de 64 700 francs grève son budget, dont la moitié sert à l'acquisition de turbines et d'une machine à vapeur. Le fabricant ne cesse de présenter de nouvelles exigences, et la commune devient l'objet de toutes les critiques. Le fiasco est inévitable ; la fabrique

doit fermer en 1889 déjà, ses 59 ouvriers perdent leur emploi, tandis que les intérêts courent toujours sur les fonds publics devenus improductifs.

L'expérience de la « mondialisation moderne » dans l'industrie horlogère ne semble pas avoir conduit à l'émergence d'une conscience globale de la mondialisation chez les entrepreneurs. Pour un Francillon comme pour ses pairs, le monde est constitué des marchés où ils placent leurs produits et ceux de leurs concurrents. Ils savent bien que la fortune dépend du commerce mondial ; mais ils ne se soucient que du succès des montres jurassiennes sur les marchés du monde. Les intérêts particuliers sont ceux qu'ils veulent défendre par des mesures économiques et politiques.

Frontières : entre principes universels et réalités locales

Le vallon de Saint-Imier est l'avant-garde du libéralisme jurassien et fait honneur à sa réputation. [...] Un grand avantage de [l'horlogerie] est non seulement d'assurer à l'ouvrier, selon ses talents et son assiduité, un gain plus considérable que celui qu'il pourrait faire dans toute autre branche, mais encore de renfermer plusieurs parties qui peuvent être apprises et exercées avec succès par des femmes¹⁷.

Le samedi 18 septembre 1875, on fête à Saint-Imier la pose de la première pierre de la nouvelle école primaire, qui répond enfin au fort accroissement de la population. Le bâtiment symbolise les valeurs importantes de la bourgade : la communauté, le progrès, la démocratie. Au cortège participent les responsables de la commune municipale et de la bourgeoisie, la fanfare, les ouvriers avec leurs outils et leurs drapeaux. Le maire Koetschet s'adresse à ses concitoyens qu'il remercie d'avoir adopté à l'unanimité la construction de la nouvelle école et se félicite d'une publication qui évoque la variété d'associations et de sociétés existant à Saint-Imier : coopératives de consommation, caisses mutuelles, sociétés ouvrières et patronales, secours mutuels, sociétés de gymnastique, de tir, de théâtre, de musique, chorales, association culturelle juive, sociétés littéraire et historique donnent l'image d'une communauté villageoise diverse et à la fois unitaire. Elles participent toutes avec les autorités locales à l'effort de progrès, sur la voie du développement humain, conclut le maire. Tous les discours vont dans le même sens. Le président de la commission scolaire dépeint l'évolution d'un peuple faible et ignorant depuis le Moyen Âge jusqu'au progrès intellectuel, moral et physique actuel, encourage les écoliers au zèle et à la moralité du travail, seul moyen de gagner fièrement son pain. Dans la pierre angulaire a été scellée une boîte en plomb qui contient documents et objets devant pérenniser les progrès acquis : elle contient lois et règlements,



Rassemblement devant le collège de Saint-Imier, avant 1899.

¹⁷ Schuler, p. 146, 149.

constitution fédérale et cantonale, qui célèbrent l'ordre fédéral ; la formation est représentée par le règlement scolaire, le catalogue de la bibliothèque communale et un numéro du journal *L'Éducateur* ; l'industrie, quant à elle, est évidemment représentée par l'*Indicateur de l'horlogerie*, la liste des entreprises locales, des médailles frappées du portrait de Daniel JeanRichard, fondateur de l'horlogerie jurassienne. Des vues de la commune et le plan d'alignement témoignent de la fierté pour l'évolution urbaine. Les autorités sont aussi fières de la presse, avec un numéro du journal *Le Jura bernois* et un spécimen de l'imprimerie Grossniklaus. Enfin on a joint les statuts de coopératives de consommation et de sociétés de secours mutuels. Le maire conclut cette messe laïque par trois vivats « à la patrie, à l'instruction et à la liberté », résumant ainsi l'esprit de la manifestation.

L'image de la société locale qui est donnée ici est celle d'une société démocratique, ouverte, favorable au progrès. L'ordre démocratique, la prédominance du parti libéral-radical et l'industrie horlogère sont ses superstructures culturelles et économiques. Mais à y regarder de plus près, cette image n'est que celle transmise par les principaux acteurs, la « communauté imaginaire », traversée de multiples frontières.

Les frontières politiques : la citoyenneté, communauté imaginaire

Le maire s'est adressé à ses « chers concitoyens », qui sont-ils ? Toute l'humanité, les citoyens suisses, les bourgeois de la commune, ses habitants, ou seuls les 123 hommes adultes ayant un droit de vote actif parmi les 6519 habitants de la commune, ceux-là mêmes qui ont approuvé le crédit de construction de la nouvelle école ?

Le terme de citoyen a une portée universelle, mais il a toujours connu des usages spécifiques. À la différence de l'allemand, qui ne connaît que le mot *Bürger*, le français distingue entre citoyen et bourgeois. En Suisse romande, notamment, la commune bourgeoise (bourgeoisie) reconnaît certains droits à ses ressortissants, originaires de la commune, dont ne jouissent pas les simples habitants. La qualité de citoyen, depuis les philosophes des Lumières, est indépendante des catégories comme la confession, l'état ou l'origine familiale. Ce sont les droits de l'homme qui unissent les humains, définissent leurs libertés, leurs garanties, leur participation politique aussi. Celle-ci est loin d'être universelle dans le val de Saint-Imier. Mais pour le parti libéral radical, la citoyenneté s'étend au-delà des droits politiques.

Les radicaux du XIX^e siècle se tenaient pour les représentants égalitaires de l'ensemble de la citoyenneté dans les institutions politiques. Comme le maire Koetschet, ils parlent au nom de leurs « concitoyens ». Les résultats des votations et des élections dans le Vallon, entre 1860 et 1880, semblent confirmer cette affirmation. Un an et demi avant la pose de la première pierre de l'école, la nouvelle Constitution fédérale, qui répond aux revendications des radicaux, a été adoptée à la quasi-unanimité à Saint-Imier et à Sonvilier, avec plus de 95 % de oui. Pour le Grand Conseil bernois, élu le même jour, la liste libérale passe à une très forte majorité. Pour le Conseil national, en 1875, on a les mêmes résultats : les cinq candidats libéraux passent haut la main, celui du Jura bernois obtient plus de 95 % des voix à Saint-Imier et à Sonvilier. Aucune surprise : depuis un demi-siècle, les libéraux radicaux sont la principale force politique du Vallon. Jérôme Desvoignes, préfet de Courtelary, présente ainsi la situation dans son rapport au canton :

Dans le courant de la présente année, l'opinion politique n'a subi aucune modification au point de vue fédéral. On peut même dire qu'elle s'est affirmée d'une manière brillante. Dans notre dernier rapport de gestion nous avons déjà fait pressentir que la votation pour le renouvellement des membres du Conseil national produirait un résultat favorable. C'est grâce à l'absence de tout désaccord dans le camp libéral qu'on a pu amener au scrutin plus de cinq mille votants dans le district de Courtelary qui ont émis un vote des plus compact¹⁸.

Il écrivait déjà quelques années auparavant :

¹⁸ Archives de l'État de Berne, chancellerie, AII 3411, 1875.

Dans le cercle de St-Imier, l'opposition a été nulle, et dans le cercle de Courtelary, la liste libérale a passé à une grande majorité. Au surplus, il n'y a eu dans ce cercle aucune opposition systématique¹⁹.

La seule opposition pourrait provenir éventuellement des hameaux agricoles. Mais le préfet répète d'année en année que les candidats aux élections vont plaire au gouvernement bernois, qu'il n'y a pas de luttes de partis, que la victoire libérale est assurée. Au point que les rapports annuels disent quasiment tous, de 1864 à 1881, que « l'état politique du District n'a pas changé depuis notre dernier rapport » et qu'il n'y a « point de désordres à signaler dans l'administration ; les fonctionnaires subalternes remplissent convenablement leurs devoirs ».

Les procès-verbaux des assemblées communales de Sonvilier et de Saint-Imier confirment cette harmonie : les décisions sont prises à l'unanimité ou « sans vote contraire » la plupart du temps. Mais qui y participe, qui y prend les décisions ? Les assemblées se tiennent deux à trois fois par an, réunissant en moyenne 89 citoyens à Sonvilier, 100 à Saint-Imier, soit 3,5 % et 1,7 % de la population, respectivement. Même lors de l'élection du maire, elles ne dépassent jamais 8 % à Sonvilier, 3 % à Saint-Imier. Pourtant leur pouvoir est important : elles décident du budget de la commune, du taux d'imposition, des crédits à obtenir, choses qui concernent l'ensemble de la population.

Dont une partie importante est exclue du droit de vote et d'éligibilité, selon la Constitution bernoise de 1846 puis la Constitution fédérale de 1874 : les femmes, les enfants et les jeunes gens de moins de 20 ans, les étrangers, les non chrétiens (jusqu'en 1868), « ceux qui sont affectés de maladies mentales », « les assistés » et « ceux auxquels la fréquentation des auberges est interdite ».

Le fédéralisme pose d'autres limites, bien que la Constitution fédérale de 1848 reconnaisse la liberté d'établissement, avec un délai de carence de deux ans au maximum avant de pouvoir se prononcer en matière cantonale ; celle de 1874 le raccourcit à trois mois. On a vu l'importance des séjours temporaires dans les communes du Vallon, qui interdit à la majeure partie des migrants la jouissance des droits politiques. Et conformément au règlement de police de Saint-Imier, de 1864 jusqu'en 1882, les résidents sont inscrits dans deux registres différents, celui des ressortissants bernois et celui des « étrangers au canton », qui doivent demander l'autorisation de s'établir au préfet s'ils sont Suisses, ou à la direction de police du canton s'ils sont étrangers. Il faudra des années pour que la notion d'État national s'impose.

La Constitution de 1874 conserve une discrimination en matière communale. Son article 43 qui reconnaît les droits politiques aux Suisses établis en exclut « la participation aux biens des bourgeoisies et des corporations et le droit de vote dans les affaires purement bourgeoises ». Dans le Vallon, la bourgeoisie conserve un grand rôle politique et financier. Elle possède de vastes pâturages et forêts. En 1884, sa fortune se monte à 680 633 francs, ses recettes sont budgétées à 32 865 francs, à peine moins que celles de la commune. Et cette dernière n'a quasiment pas de réserves ; la bourgeoisie assume les coûts des écoles, des routes, du chemin de fer, et prête de l'argent à la commune pour ses dépenses extraordinaires, comme la construction de l'école.

Avec les mouvements de population au XIX^e siècle, la puissance financière de la bourgeoisie entre en tension avec l'évolution démographique de Saint-Imier. En 1818, les bourgeois représentaient 34,9 % de la population totale ; en 1850 ils sont 15 %, en 1880 3,5 %. Ce recul tient à la politique restrictive d'acceptation de nouveaux bourgeois et à la migration. Les bourgeoisies n'admettent dans leurs rangs que les hommes ayant droit de cité dans la commune, y habitant et possédant des biens immobiliers. À une époque de forte mobilité, cela a tout d'un anachronisme. Mais cela accroît d'autant le pouvoir des grandes familles, les Meyrat, Houriet, Véron, Jaquet. Julien Meyrat préside la bourgeoisie de 1860 à 1882, soit pendant toute la période considérée ici. Les immigrés n'accèdent que très rarement à ce cercle privilégié. Quelques personnes qui se sont distinguées pour leurs services à la commune peuvent être nommées bourgeois d'honneur. Les quatre cas connus au XIX^e siècle montrent que cet honneur tient à un cumul de capital économique, politique et social : il s'agit d'Auguste Agassiz (admis en 1853), de Pierre Jolissaint (1874), du docteur Samuel Schwab (1874) et d'Ernest Francillon (1881).

¹⁹ Archives de l'État de Berne, chancellerie, AII 3411, 1868.

Bien que la constitution bernoise affirme, dans son article 2, que « la souveraineté réside dans la totalité du peuple », ces restrictions affectent sérieusement la participation politique. Les électeurs, une petite fraction des habitants, se répartissent de plus entre une minorité active et une majorité passive. Un petit nombre de familles bourgeoises monopolise les mandats et fonctions politiques (maire, députés, conseillers nationaux, juge de district), et ces « représentants du peuple » ont le même profil socio-économique. Ils sont établis, négociants, fabricants, membres de professions libérales, parfois rentiers ; ils ont une éducation supérieure, des professions indépendantes, deux conditions indispensables à l'exercice de fonctions politiques. En vue des élections, les familles bourgeoises procèdent à une sélection à l'interne et la liste établie est promise au succès. Des assemblées populaires sont censées choisir les candidats, qui de fait ont déjà été nommés par des assemblées préparatoires toutes puissantes.

Les élections de 1878 illustrent ce procédé. Il s'agit de renouveler le Grand Conseil et le Conseil national et d'élire juges et jurés au tribunal de district. Pour une fois, la machinerie bien huilée des libéraux se bloque. Francillon a en effet agi en coulisse avant même l'assemblée populaire : il parvient non seulement à imposer son nom sur la liste officielle, mais à y placer des amis à lui, Constant Bodenheimer (ancien conseiller d'État, qui n'est toutefois pas dans le cercle électoral du Vallon), les entrepreneurs Jules Meyrat et Eugène Prêtre qui défendent l'horlogerie locale. La manœuvre a pour résultat d'éjecter de la liste l'horloger Charles Zumkehr, ancien député et maire de La Ferrière, tandis qu'Ernest Francillon fait ainsi son entrée en politique.

Cette manœuvre n'est pas la dernière. Le préfet Desvoignes parle dans son rapport d'une « certaine coterie » qui bouleverse à nouveau en octobre le choix des candidats au tribunal de district de Courtelary et au synode de l'Église protestante : à l'exception d'une personne, l'assemblée préparatoire a biffé tous les noms de la liste et les a remplacés par des nouveaux. Malgré l'opposition véhémement des amis de Francillon, sa liste est désavouée et les anciens noms rétablis.

Enfin, Francillon vise aussi le Conseil national, en sus de son mandat au Grand Conseil. « Les mêmes personnages, ou à peu près, qui avaient voulu éliminer les fonctionnaires de district », raconte Desvoignes, cherchent à remplacer le député en place Paul Migy par Constant Bodenheimer. L'assemblée choisit Migy à une voix de majorité, jusqu'à ce que les amis de Francillon menacent de s'allier à l'opposition et gagnent la partie. La liste officielle paraît dans la presse : cinq candidats « très connus pour leur patriotisme, leur dévouement à la cause libérale, aux intérêts moraux et économiques du Jura et pour leur intelligence et leurs principes politiques » ; on va jusqu'à déplorer cyniquement que Migy, pris par sa charge de juge à la cour suprême, n'y figure plus.

Mais c'est une victoire à la Pyrrhus. De la liste libérale-radical, seul est élu le candidat du Lauffonais, et deux conservateurs du Jura bernois font à nouveau partie de la députation après trente ans d'absence. Francillon, non élu, n'obtient même que la troisième place dans sa commune ; il n'entrera au Conseil national qu'en 1881 et y restera jusqu'en 1890.

On constate ainsi le fossé qui existe entre une notion de citoyenneté qui englobe toute la population et repose sur des principes universels comme la démocratie et l'égalité, et les restrictions imposées pour la participation politique des « citoyens ». Les décisions sont prises par un petit nombre de familles bourgeoises, alors que la majorité des habitants n'ont qu'un rôle passif.

Les citoyens politiquement actifs savent bien qu'ils sont en petit nombre, mais n'y voient pas de contradiction avec leur pouvoir de décision. Ils sont convaincus qu'ils représentent la majorité, tout le peuple démocratique, la grande famille libérale-radical.

Ce qui fait la force du véritable radicalisme, écrit le *Jura bernois* le 5 mars 1873, c'est l'unité des vues, la fraternité des principes, la solidité des convictions, et surtout l'immuable vérité qui constitue la base de ses théories. [...] Il est moralement responsable des principes qu'il professe, et la tâche qui lui est confiée est celle d'un être libre. Une aveugle fatalité ne le poussera jamais jusqu'à son but final : c'est par la liberté, cette mère de la conscience et du devoir, que doivent se réaliser les destinées providentielles de l'humanité.

Mais les politiciens du Vallon ne représentent guère l'ensemble du peuple, moins encore « les destinées de l'humanité » ; au mieux, ils s'identifient aux électeurs suisses. Il leur faut là aussi construire et transmettre un sentiment d'appartenance patriotique. Pour comprendre la formation d'une communauté anarchiste dans la région, la comparaison s'impose. Dans leur construction de la nation, les radicaux recourent à des processus d'inclusion et d'exclusion, à des pratiques culturelles qui favorisent la création d'une communauté, certes imaginaire.

Les associations, piliers de la communauté nationale

Comme partout en Suisse, il y a à Sonvilier et à Saint-Imier des sociétés de gymnastique, de tir, la Société du Grutli, piliers de la sociabilité patriotique et libérale. Ce sont généralement des sections d'associations suisses. En outre Saint-Imier connaît plusieurs sociétés culturelles, la Société des Beaux-Arts, le Cercle de lecture de St-Imier, la Société jurassienne d'émulation, la Société du musée, Bienfaisance et Fraternité, une loge maçonnique créée en 1882, qui défendent toutes les mêmes valeurs. Les dernières nommées se veulent populaires, admettant tous les citoyens, quels que soient leurs métiers et leur situation sociale ; mais ce sont tous des hommes suisses. Le nombre des adhérents reste modeste : la section du Grutli et la société de gymnastique ne comptent qu'une centaine de membres. Elles souhaitent aussi réunir langues et cultures ; il est difficile de dire si elles y ont réussi, faute de liste des membres. Le Grutli alémanique a sa propre fanfare, sa société de tir, son chœur et sa troupe de théâtre, parallèlement aux sociétés francophones. Des manifestations communes permettent de créer des liens avec d'autres sections ou sociétés et de constituer une « communauté imaginaire ». La solidarité tient aux valeurs communes du patriotisme radical. Elle se concrétise par les statuts, les cérémonies, les rituels identiques, l'iconographie partagée, les pratiques associatives.

Dans le Vallon, toutes les manifestations officielles sont accompagnées des drapeaux et des musiques du Grutli, des sociétés de tir et de gymnastique. On traverse les villages en cortège, on invite des sociétés d'autres régions, tout se termine par des discours. Deux fêtes cantonales de gymnastique sont organisées, à Sonvilier en 1864, à Saint-Imier en 1871. Elles offrent une tribune aux hommes politiques pour défendre les valeurs patriotiques et bourgeoises, tout comme les fêtes de tir qui ne mesurent pas seulement l'habileté des cadets, mais aussi leur patriotisme. C'est l'argument avancé à Saint-Imier par le comité du corps des cadets en 1873 :

Lorsque dans l'instruction militaire le tir prit une place essentielle, partout les directions de corps de cadets se soucièrent de procurer des armes de tir à leurs jeunes élèves. Comme pour bien d'autres exercices, il importait, disait-on, pour former de bons tireurs, de prendre le citoyen à un âge où il est possible de donner à son corps une conformation qui le rende pratique à l'usage du fusil comme arme de jet. [...] À St-Imier, où l'on ne veut certes pas montrer moins de patriotisme qu'à Berne, Thoune, Berthoud, Bienne, Locle, Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, etc., le comité soussigné a décidé de demander aux particuliers et non au budget municipal les fonds nécessaires pour l'armement en question, et il espère trouver chez eux toute la sympathie que mérite une jeunesse qui veut se préparer à la défense de la patrie²⁰.

L'école secondaire prévoit d'ailleurs pour les garçons deux heures hebdomadaires « d'exercices militaires avec des fusils appropriés à leur taille ». L'appel est signé par deux responsables de Longines, Jacques David et Louis Gagnebin qui prendra la succession de Francillon.

Les liens étroits de ces sociétés avec les libéraux sont illustrés par les activités de l'Association patriotique suisse (ou Société populaire suisse), fondée à Olten en mai 1873 pour regrouper les forces libérales-radicales et inspirer la révision de la Constitution fédérale. Son appel s'adresse explicitement aux ouvriers :

²⁰ *Le Jura bernois*, 30 juillet 1873.

Nous aussi, nous sommes socialiste, international, ami de l'ouvrier, de l'égalité répartition du travail et du bénéfice, de l'indépendance réelle du prolétaire, mais nous sommes intimement convaincu que pour rendre heureuse et prospère la société entière, la République universelle, il faut commencer par établir sur des bases solides et inattaquables le bonheur, la prospérité et l'indépendance de sa famille d'abord, de sa commune et de son district ensuite, puis enfin de son canton et de sa patrie, et ainsi de solidarité en solidarité, le monde entier finira par n'être plus qu'un seul peuple de bons frères et de vrais travailleurs²¹.

Un deuxième appel s'adresse « Aux révisionnistes suisses » :

Chers concitoyens, À travers toutes les contrées de notre patrie retentit plus fort que jamais le cri d'union. On arrive de plus en plus à la conviction que la nation suisse doit briser les obstacles qui l'empêchaient jusqu'ici de se rajeunir et de se renforcer, qu'elle doit resserrer intimement les liens qui unissent ses enfants²².

Le recours aux métaphores de la famille, du rajeunissement, de la République universelle renvoie clairement aux mouvements d'émancipation nationale en Europe, au « printemps des peuples ».

L'Association patriotique espère réunir un grand nombre de patriotes le 15 juin 1873 à Soleure, où a lieu la fête cantonale de tir. Il ne s'agit pas de tenir des débats démocratiques dans une sorte de landsgemeinde, mais de faire confirmer les options adoptées et de leur donner une légitimité. La manifestation est parfaitement orchestrée, avec une discipline toute militaire. Dans le Vallon, c'est le président du Grutli François Schenker qui a pris l'initiative avec François Gigon, président de la paroisse catholique chrétienne de Saint-Imier, et l'avocat Käsermann. Ernest Francillon organise la logistique et le transport de 600 personnes, qui arborent un ruban rouge orné des armoiries bernoises et suisses. Voilà encore un symbole renforçant la « communauté imaginaire », tant cantonale que fédérale.

Le rapport de Francillon, publié dans le *Jura bernois* le 18 juin, témoigne de l'importance de ces rituels et symboles ainsi que de leur connotation religieuse. Les trains n'ont cessé d'amener des confédérés des 22 cantons et leurs deux cents bannières, reçus par des coups de canon et les cloches de la cathédrale. Un cortège a défilé pendant deux heures dans les rues, accompagné des acclamations de la population, avant de s'arrêter sur la place principale pour entonner un chant patriotique :

C'était d'un effet saisissant que ce peuple de frères de langues italienne, allemande et française chantant d'une même voix la patrie et la liberté.

Dans cette ville catholique, ancien siège épiscopal, la cérémonie revêt un aspect religieux, on y chante des hymnes, mais on y vante la patrie et la liberté, « sans le secours de la curie romaine ». Cette journée mémorable a été un franc succès pour les radicaux. La communauté patriotique s'est renforcée et un élan décisif a été donné à la révision constitutionnelle. Mais si la nouvelle Constitution fédérale de 1874 marque la victoire des radicaux, l'unité reste fragile entre les composantes du courant démocratique. La Société du Grutli quitte l'Association patriotique suisse en 1878, lui reprochant de trop peu défendre les travailleurs ; elle se rapprochera par la suite des socialistes.

Les commémorations servent elles aussi à renforcer la cohésion nationale : l'histoire constitue une identité collective, elle fait le lien entre le passé et le présent, voire l'avenir. La communauté doit pouvoir se réclamer d'une longue tradition, ou du moins d'une tradition bien spécifique, que partagent ses héritiers lors de rites commémoratifs. Il ne s'agit pas tant d'étudier sérieusement le passé que d'y puiser des éléments de légitimité qui charpentent l'identité nationale.

²¹ *Le Jura bernois*, 7 juin 1873.

²² *Le Jura bernois*, 11 juin 1873.

Dans la Confédération de 1848, le Moyen Âge et les anciens confédérés constituent la référence de choix des valeurs suisses éternelles. Les « paysans vertueux, pieux et modestes » du Moyen Âge deviennent les combattants modèles pour les libertés et la patrie ; il suffit de suivre la voie qu'ils ont tracée pour garantir le bien-être de la Suisse. La mode est aux histoires populaires, aux monuments, aux commémorations et aux représentations d'événements historiques.

C'est le cas pour les 400 ans de la bataille de Morat, en 1876, un exemple de l'utilisation de l'histoire en vue de renforcer la « communauté imaginaire ». Les libéraux du Jura n'hésitent pas plus qu'ailleurs à la dépense : les fêtes de ce genre « raniment le zèle des citoyens », impriment « une plus grande vigueur à la vie politique du peuple ». Il ne suffit pas de rappeler la bataille : elle est mise en scène en impliquant des centaines de personnes, qui deviennent des acteurs et plus seulement des spectateurs. Le comité d'organisation récolte des fonds dans toute la Suisse, chacun est prié de verser son obole, s'il ne peut pas endosser l'uniforme de ses ancêtres et marcher sur Morat en digne héritier. « Espérons que nos concitoyens représenteront dignement nos ancêtres du XV^e siècle²³. »

Les hommes qui se rendent du Vallon à Morat ne sont pas des voyageurs mais des « contingents » qui en retrouvent d'autres à Lyss et marchent ensemble vers le champ de bataille, plus précisément vers l'obélisque qui rappelle depuis 1823 les événements de 1476. Ils sont tous habillés en uniformes d'époque, les chefs historiques sont joués par des bourgeois de Morat et de Berne, les hiérarchies sont respectées. On ne sait rien des participants qui auraient représenté les Alsaciens, Lorrains et Autrichiens qui combattirent, mais ils n'auraient pas pu troubler la fête : « Quant au cortège historique, jamais en Suisse on n'avait rien vu de plus imposant et de mieux réussi en ce genre. »

Le rédacteur du *Jura bernois* est moins enthousiaste de la cantate entendue la veille. Son ouverture brillante se terminait par l'hymne national ; suivaient les discours des chefs militaires helvétiques, la mise en musique des phases du combat jusqu'à la victoire, pour se clore sur un *Te Deum* marquant le caractère sacré du spectacle. Peut-être le lien entre chœur et spectateurs, entre vieux confédérés et bourgeois patriotes, était-il moins concret que dans le cortège.

Solidarités et cohésion nationale

Il y a un troisième domaine où se forge l'identité collective, c'est celui de la solidarité lors de catastrophes. Les habitants de Saint-Imier et de Sonvilier sont régulièrement sollicités : il ne se passe quasiment pas une année, pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, sans que des collectes viennent en aide aux victimes d'inondations ou d'incendies. Dans les procès-verbaux du Conseil municipal de Sonvilier, on trouve la trace de quinze campagnes entre 1862 et 1881. C'est au conseil en effet que parviennent les appels ; il atteste de leur sérieux et coordonne la collecte. De simples citoyens, ou les membres de la société de gymnastique par exemple, font du porte-à-porte pour récolter les dons. Signe de solidarité, de charité, le don est aussi un acte patriotique. En 1868, il s'agit d'aider les cantons de Saint-Gall, d'Uri, du Tessin et des Grisons :

Il est proposé de faire une collecte à domicile pour venir en aide aux victimes des dernières inondations qui ont tout dévasté les propriétés et récoltes d'un grand nombre de nos compatriotes de la Suisse orientale & méridionale. Cette proposition est approuvée par l'unanimité des membres & il est en outre décidé que le Conseil Municipal fera lui-même la collecte dans le village²⁴.

Un mois plus tard, le maire peut annoncer avoir recueilli 1000 francs ainsi qu'une caisse de vêtements pour les « confrères ». Le *Jura bernois* publie la liste des dons par commune, stimulant ainsi l'ardeur patriotique.

On connaît nombre d'exemples du même genre en Suisse. Les bénéficiaires sont des compatriotes méritants, qui incarnent les mêmes valeurs que les donateurs ; s'ils ne se connaissent

²³ *Le Jura bernois*, 17 juin 1876.

²⁴ ACMS, PDCMS II, séance du 23 septembre 1868.

pas personnellement, ils savent faire partie de la même communauté imaginaire. Lors de l'incendie du village d'Airolo, en septembre 1877, la collecte est présentée ainsi :

La population d'Airolo est représentée, par des personnes bien placées pour la connaître parfaitement, comme laborieuse, sobre et d'habitudes régulières. Depuis longtemps, il n'y avait plus dans ce bourg d'individus sans ressources ; la mendicité y était inconnue ; en effet, depuis 30 ans, le travail et l'emploi des biens communaux qui étaient considérables avaient créé une classe moyenne aisée et attiré des familles relativement riches²⁵.

Ce commentaire est à double sens. L'auteur anonyme souligne que les habitants d'Airolo ont évité la pauvreté par leur zèle, ce sont des victimes innocentes auxquelles sont dus les dons. Mais tous ne les méritent pas également. L'article évoque les trois cents ouvriers italiens occupés à creuser le tunnel du Gothard, qui logent dans des baraques, comme l'opposé de la population locale. Ils ne se sont pas montrés solidaires, n'ont pas participé aux travaux de déblaiement ; bien au contraire, ils ont honteusement profité de la situation, dérochant les réserves de fromage, de vin et d'eau-de-vie, festoyant dans les décombres, se conduisant en criminels et en ivrognes. Cette image est délibérément construite pour les exclure de la communauté patriotique et renforcer le sentiment d'appartenance des « bons Suisses ».

Le rédacteur du journal dit avoir pris ces informations dans le rapport du conseiller aux États Martin Birmann, présenté le 23 septembre 1877 à la Société suisse d'utilité publique. Or, à la lecture de ce rapport, on ne trouve rien qui confirme ces épisodes. Bien au contraire, Birmann salue l'engagement de deux cents familles italiennes et la collaboration avec le consul d'Italie à Lugano, qui a permis de réunir dans un même fonds les aides venant de Suisse et d'Italie et de les distribuer entre tous. L'article du *Jura bernois* n'en dit mot, peut-être pour ne pas déprécier les dons venant du Vallon. Des recherches ultérieures attestent certes de cas de vols et d'ivrognerie des ouvriers italiens à Airolo, mais dans une mesure bien moindre. Il semble bien que le rédacteur a inventé ou exagéré certains éléments pour renforcer le sentiment national.

L'ambition de ces pratiques de sociabilité culturelle, les commémorations, la solidarité de la « grande famille libérale » dans le val de Saint-Imier, ne correspond pas à la réalité. Les libéraux-radicaux prétendent représenter tous les citoyens et être au service de l'humanité. Mais en construisant une communauté imaginaire de citoyens suisses, ils élèvent une frontière entre les êtres humains. La construction nationale a passé par une phase intense dans les années 1860-1870, qui a sans doute été influencée par le processus de mondialisation en cours ; mais cela reste un sujet d'étude.

Des barrières économiques dans le vallon horloger

On l'a vu, des termes à portée universelle du discours libéral, comme démocratie, fraternité, humanité, citoyenneté, solidarité, dissimulent des barrières juridiques et imaginaires. L'image d'une société homogène aux aspirations communes se fracture aussi quand on examine de plus près les structures sociales de Saint-Imier et de Sonvilier. C'est le mythe même du « vallon horloger », qui estompe les inégalités sociales.

Les publications contemporaines – et certaines bien plus récentes – présentent le Vallon des années 1860 et 1870 comme une unité économique. L'horlogerie y est presque la seule activité économique, qui dépend de la conjoncture mondiale ; cela suffirait à en faire une communauté de destin. Pour que l'industrie soit florissante et apporte le bien-être à tous, il faudrait que tous tirent à la même corde, que tous y contribuent à leur manière. Cela correspond bien à la forte division du travail dans l'horlogerie. Le rapport du canton sur le concours d'idées lancé en 1876 pour sortir de la crise est exemplaire à cet égard. Le conseiller d'État Bodenheimer fait ressortir

²⁵ *Le Jura bernois*, 29 septembre 1877.

que les intérêts des patrons et ceux des ouvriers sont absolument identiques dans la question qui nous occupe et qu'il serait à désirer qu'il se créât parmi les ouvriers une ligue en faveur du retour au travail sérieux et consciencieux et aux habitudes d'ordre et d'exactitude²⁶.

En d'autres termes : qu'ils se conforment aux valeurs bourgeoises, seul remède pour sortir de la crise et aller vers le progrès. Leur comportement « antibourgeois » est une cause de la crise, et le fabricant Gustave Chopard de Sonvilier propose sa solution :

[...] il faut que l'ouvrier s'applique plus à son ouvrage et qu'on n'ait plus le regret d'en voir ne travailler que 3 ou 4 jours par semaine, et chercher à produire autant que s'ils travaillent toute la semaine. [...] J'ai de tout temps été hostile à toute baisse du prix de main-d'œuvre, ce qui veut dire que j'approuve ouvertement toute hausse raisonnable, mais pas quand on veut l'imposer sans s'enquérir si la qualité répond aux exigences du moment²⁷.

À l'ouvrier horloger des Montagnes colle le stéréotype du travailleur privilégié, qui organise ses journées à sa guise, s'offre de temps à autre un « lundi bleu » et gagne bien. On le considère surtout non comme un prolétaire mais comme un « artiste », voire un aristocrate ouvrier. Ce mythe de l'horlogerie jurassienne subsiste jusqu'à nos jours. Sa capacité d'intégration serait si élevée qu'elle résoudrait les conflits sociaux ; sa structure souple et ouverte permettrait à tout ouvrier habile et zélé de grimper dans l'échelle sociale et économique. La citation de Schüller en ouverture de ce chapitre illustre cette représentation. Une source encore plus évidente se trouve dans l'étude de l'ethnologue français Robert Pinot. Celui-ci a étudié en 1885 les paysans et horlogers des Genevez, dans les Franches Montagnes, et de Saint-Imier ; il en donne une description fort détaillée qui sert encore de référence. Mais il faut le lire avec prudence, influencé qu'il est par l'école de Frédéric Le Play et de sa « science sociale » :

Tout le monde a devant les yeux le type de l'ouvrier horloger : c'est un des plus relevés de la classe ouvrière. Par ses manières, son langage, son habillement, il manifeste une véritable tendance à se distinguer des ouvriers des autres métiers, à se rapprocher de la bourgeoisie. Son travail est presque un art, et, sa profession n'exigeant pas de grands capitaux, il caresse l'espoir, souvent réalisé, de s'établir un jour petit fabricant²⁸.



La partie monographique du travail de Pinot s'intéresse à un remonteur, B***, habile ouvrier. Il va chercher de l'ouvrage chez un établisseeur, qui lui confie des cartons de montres ; « il se tire d'affaire tout seul... [il] doit donc connaître bien son métier ». Quand il y a beaucoup d'ouvrage, sa femme travaille avec lui, et les huit enfants sont confiés aux soins d'une bonne. B*** possède ses outils, « gage sérieux d'élévation » permettant de viser un statut social plus élevé.

Pinot inscrit son horloger type dans la tradition des Daniel JeanRichard, Frédéric Japy, Ferdinand Berthoud, Abraham-Louis Bréguet, Pierre-Frédéric Ingold, les personnalités que l'on évoque toujours dans l'histoire de l'horlogerie et de ses valeurs, créativité, progrès, ascension sociale... Étudiant le personnage de Daniel JeanRichard, Laurence Marti a montré comment s'est créé au XIX^e siècle un mythe fondateur de l'horlogerie jurassienne, une histoire édifiante transmise à tous les enfants.

Daniel JeanRichard sur une carte postale publiée par Longines

²⁶ Canton de Berne, Direction de l'Intérieur, Mémoire sur la crise horlogère, Delémont, 1876.

²⁷ Gustave Chopard, « L'horlogerie dans le Jura bernois et en particulier dans le Vallon de Saint-Imier », *Annuaire du Jura bernois* 6 (1873), p. 56-57.

²⁸ Robert Pinot, *Paysans et horlogers jurassiens* [1887-1889], Genève : Grounauer, 1979, p. 208.

Ce fils du maréchal-ferrant de La Sagne aurait reçu à 14 ans, en 1679, une montre défectueuse d'un maquignon de passage. L'inventivité et l'ambition du jeune homme lui auraient suffi pour fabriquer des montres, et d'abord les outils nécessaires. Établi au Locle, il transmet son savoir à ses enfants, posant les bases qui permettront au Jura de devenir un des centres mondiaux de la production horlogère.

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la mémoire collective de JeanRichard est reprise et propagée par une politique délibérée. On organise des fêtes commémoratives, on lui élève des monuments, on frappe des médailles à son portrait ; des chansons le célèbrent, des histoires populaires de l'horlogerie paraissent, le récit fondateur de Frédéric Samuel Ostervald de 1766 est adapté au goût du jour. Pour Laurence Marti, c'est le meilleur exemple de la construction d'une identité collective dans un monde social et économique en transformation. Les libéraux font de JeanRichard l'incarnation des valeurs bourgeoises, le représentant d'un capitalisme modéré. Il aurait offert son talent, ses services et sa fortune pour le bien commun, soutenant entre autres des œuvres caritatives au Locle. Modèle d'intégration, il est à la fois le patron et l'ouvrier, du moins celui qui a réussi, ce qui permet de créer autour de lui une « communauté imaginaire ».

Or, cette image travestit la réalité d'une société hiérarchique et patriarcale. Robert Pinot lui aussi sélectionne ses objets de recherche pour les faire correspondre à la conception du monde chrétienne sociale de Le Play. Il valorise le travail à domicile, la « fabrique collective », par rapport à l'usine, où le travail est déqualifié, où l'ouvrier n'est plus maître de ses outils et n'a plus de perspective de devenir patron. Pour maximiser les profits, la production doit sans cesse s'accélérer :

Lorsqu'une population ouvrière est surmenée, elle en porte rapidement la marque ; les hommes deviennent chétifs, leurs enfants sont malingres et scrofuleux, et à l'époque de la troisième génération cette population a tout entière disparu. [...] Voilà la transformation de l'ouvrier d'art en simple manœuvre servant une machine ; mais comme l'usinier n'a plus besoin que de manœuvres, il recherchera les manœuvres qui coûtent le moins cher, c'est-à-dire les femmes et les enfants²⁹.

Pinot met là en évidence le changement structurel qui se produit alors dans l'horlogerie suite à l'emploi de machines. Jacques David, le directeur technique de Longines, l'avait constaté lors de sa visite à Waltham, dix ans plus tôt, et l'avait salué malgré quelques réserves. Pinot s'inquiète, il y voit une menace contre l'ordre social et la famille.

Dans les ménages, et ils sont assez nombreux, où le père et la mère travaillent à l'usine, les enfants s'élèvent comme ils peuvent ; les crèches, les salles d'asile, les écoles, sont autant de succédanés qui essayent de remplacer la famille sans pouvoir remplir son rôle ; les enfants qui sont ainsi élevés, ou plutôt qui ne sont pas élevés, se font remarquer par leurs instincts indisciplinés³⁰.

Mais son éloge du travailleur à domicile travestit la réalité. À la vérité, la famille B*** est tout sauf indépendante. Elle dépend des mandats reçus d'un établissement, dont la quantité varie selon la conjoncture. Si les affaires de ce dernier vont mal, les salaires baissent, le chômage menace. Dans des périodes favorables – et c'est le cas en 1885 – un ouvrier compétent et expérimenté comme B*** peut gagner 6 francs 50 par jour en 8 à 10 heures de travail. B*** possède ses outils, mais pas son atelier ; il loue son logement, qui sert aussi d'atelier, et le propriétaire est souvent l'établissement lui-même, ce qui crée une double dépendance. Les loyers sont payés à la Saint-Georges, le 23 avril, et à la Saint-Martin, le 11 novembre, jours où le salaire est aussi versé. L'appartement de quatre pièces et demie de B*** lui coûte 375 francs par an. Les frais de nourriture pour la famille de dix personnes s'élèvent selon Pinot à 25 francs par semaine. Si le père travaille régulièrement six jours par semaine, sans arrêt maladie, il lui reste 6,50 francs une fois ces frais payés ; cinq jours de travail sur six couvrent donc les frais de base. Les vêtements, les frais médicaux sont autant de dépenses supplémentaires : on voit bien que la figure de l'aristocrate ouvrier ne recouvre aucune réalité, que

²⁹ Pinot, p. 235.

³⁰ Pinot, p. 274.

c'est plutôt une situation de prolétaire, voire précaire.

L'image de l'ouvrier horloger comme aristocrate ouvrier est tenace au milieu du XIX^e siècle, quand les salaires sont supérieurs à ceux d'autres branches. Mais ils chutent lors de la crise de 1866-1867. Selon l'annuaire statistique du canton de Berne pour 1870, l'horloger jurassien gagne entre 2 et 5 francs par jour selon sa spécialité, dans d'autres branches c'est 2 à 6 francs. À Villeret, commune voisine de Saint-Imier, les revenus baissent de 10 à 30 pour-cent entre 1845 et 1871 ; pendant la même période, les boulangers, meuniers, cordonniers, tailleurs, selliers, charpentiers, menuisiers, tailleurs de pierre et maçons voient les leurs augmenter en moyenne de 30 pour-cent. Le prix des aliments et du bois augmente quant à lui de 63 pour-cent.

L'évolution des salaires montre les effets que peut avoir la mondialisation sur la vie quotidienne. L'horlogerie doit lutter contre la concurrence mondiale et les crises économiques, tandis que d'autres branches sont saines. Les ouvriers horlogers auraient des raisons de craindre le développement global de leur industrie et des réseaux financiers, encore faudrait-il qu'ils aient conscience de ce phénomène. La pression sur les salaires peut être douloureuse, mener à la ruine. Selon la statistique des salaires dans le val de Saint-Imier, en 1873-1874, les mieux payés sont les repasseurs/remonteurs, qui gagnent 4 à 10 francs par jour, et les monteurs de boîtes (5 à 10 francs) ; les moins bien payées sont les polisseuses de vis et de roues, avec 2 à 3 francs par jour. Ce sont presque exclusivement des femmes qui effectuent les travaux les moins bien payés, gagnant en moyenne 25 pour-cent de moins que les hommes.

Les différences de salaires entre femmes et hommes vont avoir une influence sur l'évolution de la branche. Stéphanie Lachat a constaté le processus de féminisation qui se produit depuis les années 1870, quand les femmes étaient un tiers des ouvriers du Vallon³¹. Jacques David, lors de son voyage aux États-Unis, a salué le nombre de femmes dans les fabriques. Dans le Vallon, leur nombre augmente aussi dans le travail à domicile. En 1889, 76,1 % des ouvrières de Saint-Imier travaillent à l'usine, mais seuls 56,6 % des hommes. Cette situation augmente encore la pression sur les salaires ; les femmes sont encore moins « aristocrates » que les hommes. Quant à Robert Pinot, il loue le fait que « son » ouvrier a pu à deux reprises accéder au statut d'établissement : la branche favorise la mobilité sociale, le patron n'a pas besoin de capitaux importants.

Cette union intime, cette confusion du foyer et de l'atelier, est généralement révélatrice d'une grande facilité d'accession au patronat ; elle en est même une des causes. Interrogez un ouvrier horloger qui veut s'établir petit patron et faites le compte des dépenses qu'il doit faire. En fait d'outils, il n'a besoin que des siens, puisque les ouvriers qu'il emploiera possèdent les leurs ; quant à un atelier, il n'en a cure, puisque ces mêmes ouvriers travaillent chez eux³².

Il donne l'usine Longines comme contre-exemple :

Regardez, par exemple, l'usine Francillon et Cie, à Saint-Imier [...]. Comptez maintenant l'argent que cette usine, que cet atelier a coûté : achat de terrain, construction de l'usine, acquisition des machines-outils, des machines à vapeur, de la turbine, etc., calculez ce qu'il faut de capitaux pour acheter les matières premières, entretenir les bâtiments et le moteur, payer les ouvriers, les contremaîtres, etc., et demandez-vous si un pareil atelier où tout s'appelle, où tout se tient, peut être la propriété d'un simple ouvrier ; elle ne peut l'être, elle ne le sera jamais.

Pour Pinot, l'horlogerie est une exception dans l'ordre capitaliste, elle se situe hors de la mondialisation. En opposant la production en fabrique, gourmande en capitaux, et le sobre atelier à domicile, il ignore leurs rapports de dépendance. L'ouvrier à domicile livre au fabricant, qui a la richesse nécessaire pour acheter les matières premières d'une part, écouler les montres sur le marché de l'autre. Il est totalement illusoire d'imaginer, en 1885, que l'ouvrier peut devenir fabricant. Devenir établissement a encore été possible dans les années 1870, comme le montre

³¹ Stéphanie Lachat, *Les pionnières du temps. Vies professionnelles et familiales des ouvrières de l'industrie horlogère suisse (1870-1970)*, Neuchâtel, 2014.

³² Pinot, p. 232 s.

l'exemple de B***. Lors de l'enquête de Pinot, cet homme de 45 ans est à nouveau remonteur à domicile, l'ascension sociale devient aisément son contraire. Sans connaître l'identité de B***, il n'est pas possible de retracer son parcours. Mais le registre des impôts de Sonvilier, complet de 1866 à 1881, offre une source exceptionnelle pour analyser mobilité et stratification sociale. Il donne des informations sur tous les habitants, des plus aisés aux plus pauvres ; les femmes y figurent aussi dès qu'elles ont une activité professionnelle ; les professions des salariés sont nommées ; enfin, la permanence des méthodes de calcul et de prélèvements permet de dégager des tendances sur la répartition de la richesse ou de la pauvreté.

Quelques ouvriers horlogers ont réussi une ascension économique et sociale pendant ces années. Jean Gribi, originaire de Büren (Berne), travaille au moins depuis 1857 comme graveur à Sonvilier. En 1871, âgé de 37 ans, propriétaire d'un atelier de graveurs, il a passé dans la tranche supérieure d'impôts. Son ascension est lente mais régulière : jusqu'en 1868, il est inscrit comme graveur, en 1869 il est chef d'atelier ; en 1881, il semble au sommet de sa carrière. Qui est aussi politique, puisqu'il entre en 1871 au Conseil municipal. Il figure dans le registre comme « Jean Gribi et fille », ils dirigent donc ensemble l'atelier. On a là un signe de l'importance des femmes dans l'horlogerie jurassienne.

Gustav Geiser, de Langenthal, a un itinéraire comparable. Faiseur de ressorts, il devient chef d'atelier vers 1866 et monte en 1874 dans la cinquième tranche d'imposition ; il siège alors avec Gribi au Conseil municipal. En 1881 toutefois, il retombe dans la huitième tranche. Les cas sont nombreux d'ascensions suivies de chutes. Le remonteur Auguste Bourquin, de Sonvilier, est passé de la dixième tranche en 1866 à la deuxième en 1878, en ayant passé par la quatrième en 1870 et 1873. Ulysse Richard, lui aussi remonteur de Sonvilier, fait une carrière spectaculaire. En 1866, il est parmi les plus pauvres, se situe dans la onzième tranche d'imposition. Entre 1868 et 1873 il est dans la moyenne des revenus ; en 1874 il devient visiteur et passe à la cinquième tranche, puis à la troisième en 1877. Mais peu après, en 1879, il retombe dans la neuvième, voire la onzième en 1880-1881. Son emploi s'est modifié, il travaille à nouveau comme remonteur. Toutefois, il a réussi à acquérir pendant sa période d'aisance des biens immobiliers d'une valeur de 25 500 francs, qui peuvent atténuer sa pauvreté. Son cas est comparable à celui du B*** de Pinot, qui n'a toutefois pas de propriété immobilière.

L'examen des registres fait bien voir que les ascensions sociales de personnes d'origine modeste sont une exception, et une rareté pour ceux qui sont un peu plus fortunés, comme Gribi ou Geiser. Hors de l'horlogerie, il y a nettement plus d'exemples d'enrichissement : dans la construction, la production alimentaire, la restauration. À Sonvilier, une maîtrise d'artisan, des propriétés immobilières ou des activités commerciales sont à l'époque un chemin plus aisé vers la richesse. Le boucher Albert Guédot passe de la sixième à la deuxième tranche d'imposition en devenant restaurateur et déclare des immeubles valant 45 200 francs. Parmi les habitants les plus aisés, on trouve l'hôtelier Augustin Aubry, le marchand de bétail Gottlieb Egger, les négociants Paul Brandt ou Salomon Levy. Il y a aussi le médecin Joseph Bréchet, le pharmacien Xavier Moritz. Les rentiers Henry Julien Marchand, Numa Nicolet ou Auguste Courvoisier, les veuves Marianne Aufranc, Mélanie Marchand ou celles de Lucien Chopard et Auguste Brandt sont aussi dans les catégories supérieures.

Mais les trois personnes clairement les plus riches sont actives dans l'horlogerie. Il s'agit des établissements et négociants en montres Henry Raiguel, Auguste Chopard et Gustave Chopard, fils de familles de la région : les Raiguel sont bourgeois de Corgémont, les Chopard de Sonvilier même. Leur richesse s'accroît même pendant la période étudiée. En 1878, l'année de sa mort, Henry Raiguel déclare un revenu de 5000 francs et des biens immobiliers de 107 400 francs ; Auguste Chopard, l'année précédente, un revenu de 5888 francs et une fortune de 3500 francs. Le mieux placé est Gustave Chopard, né en 1807 : en 1881, son revenu imposable s'élève à 7300 francs, sa fortune à 142 400 francs. Le capital politique des Chopard est aussi important. Gustave est maire de Sonvilier de 1851 à 1870 ; de 1848 à 1879, ils occupent presque sans discontinuer un siège au Grand Conseil bernois, et des postes importants dans la commune et le canton.

Tout cela confirme qu'il n'est pas facile de s'enrichir dans l'horlogerie, et que la branche offre

apparemment moins de possibilités d'ascension sociale que d'autres. La légende de la société égalitaire et des progrès faciles au XIX^e siècle est néanmoins constitutive de l'image du « vallon horloger », nourrie par l'étude biaisée de Pinot et le mythe construit autour de JeanRichard : les inégalités sociales règnent dans le Vallon comme ailleurs. Ce récit ne tient pas compte en outre des effets de la mondialisation sur le travail horloger, qui sont bien moindres dans d'autres branches, l'alimentation ou la construction par exemple ; elles en ont peut-être même profité, mais des études approfondies restent à faire.

Les inégalités sociales

Le tableau économique et social de Sonvilier met en évidence de très fortes inégalités, qui s'accroissent après 1866. Les registres contiennent des centaines d'exemples de diminutions de revenus, jusqu'à la pauvreté. Entre la servante Anna Nacht et Gustave Chopard, le rapport des revenus est de 1 à 35 en 1866, de 1 à 162 en 1880, sans compter la fortune. Il en va quasiment de même si on s'en tient à l'horlogerie : la polisseuse Fanny Etienne, une des professions les plus mal payées, a en 1866 un revenu 14 fois moindre que celui de Chopard (qui pourrait être son employeur), en 1881 82 fois moindre. Le revenu imposable d'Anna Nacht ou de Fanny Etienne ne change guère pendant ces années, c'est celui de Chopard qui s'accroît.

Ce sont là des cas extrêmes, mais non des exceptions ; la tendance à l'accroissement des inégalités s'intensifie partout dans cette période de mondialisation. Le nombre des ménages les plus riches diminue proportionnellement, les couches moyennes (tranches d'imposition 6 à 10) passent de 41,4 % à 12,5 % des contribuables, le nombre des plus pauvres double en quinze ans. On ne peut attribuer cette évolution dramatique à l'immigration : c'est la conjoncture due à la mondialisation qui en est la cause, qui entraîne la mécanisation et la centralisation, la dépendance des marchés financiers et des crises économiques mondiales. Les crises de débouchés des années 1867-1868 et 1874 à 1879 se reflètent clairement dans les registres, surtout pour les ménages peu aisés. De rares professions profitent de l'embellie entre 1869 et 1873, comme le faiseur de secrets Nicolas von Gunten, les guillocheurs Émile Borle ou Adhémar Chopard, le graveur Arthur Chopard. Mais les professions les moins bien payées ne connaissent pas d'amélioration, on le voit chez la finisseuse Constance L'Eplattenier. En revanche, les ménages les plus aisés ne ressentent pas les effets de la crise. Les plus heureux des ouvriers parviennent à maintenir leur revenu entre 1866 et 1881 : le monteur de boîtes Albert Gamenthaler, le repasseur Zéline Ferrat, le remonteur Émile Bourquin.

Le service public est stable, même s'il paye mal : le gendarme Frédéric Geissenbühler est dans la classe de salaire 13 jusqu'en 1877, puis passe dans la 12. Certains se décident à changer de métier : le dégrossisseur Jacob Flückiger se fait boulanger ; Rodolphe Mathys gagne peu comme polisseur, mais se retrouve au bas de la hiérarchie quand il devient valet de ferme. Enfin, plusieurs noms disparaissent pendant quelques années du rôle des contribuables, soit parce qu'ils sont au chômage, soit parce qu'ils ont quitté le village.

Mais rien ne permet de penser que ces victimes de la conjoncture ont pris conscience du processus de globalisation en cours.

La paupérisation n'est pas chose nouvelle dans la région. Au cours du XIX^e siècle, les communes d'habitants sont venues doubler les bourgeoisies, et c'est à qui se chargera de l'assistance aux pauvres. Les bourgeoisies refusent de se charger des non bourgeois et des émigrés. En 1816, la Caisse centrale des pauvres vient compléter les institutions bourgeoises du Vallon. Ses sections comptent sur les dons, qu'elles collectent de porte à porte ou au marché et répartissent entre orphelinats, asiles de vieillards et asiles de pauvres. Jusqu'à la fin du siècle, l'assistance reste privée, elle ne fait pas partie des tâches publiques.

Il semble paradoxal que dans l'horlogerie, où se cultivent le luxe, la créativité, le rendement, la pauvreté n'ait pas été éliminée mais qu'elle augmente même. Pendant longtemps, l'industrie horlogère du Vallon a eu la réputation de fournir de quoi vivre à toute personne prête à travailler. C'est ainsi que le Conseil municipal de Saint-Imier repousse en 1846 la demande de la Direction de l'intérieur de créer une caisse d'aide aux ouvriers. Il partage l'avis de la bourgeoisie :

[...] le travail étant bien payé et les ouvriers étant pressés d'ouvrages, il n'y a actuellement pas lieu à créer des ressources particulières pour le soulagement des pauvres, et [...] quant aux familles bourgeoises dans la gêne, la corporation leur fournit le nécessaire. Le Conseil trouve aussi que dans l'état de prospérité de l'industrie, le travailleur peut parfaitement subvenir à ses besoins, cependant, dans les familles peu à l'aise, si un seul des membres tombe malade, la gêne et la peine ne tardent pas à leur créer une position difficile³³.

Il ne peut imaginer les conséquences des grandes crises de l'horlogerie des années 1860 et 1870. La seule cause de la pauvreté serait la maladie ; se créent alors des sociétés privées de secours mutuels, dont les membres s'assurent contre la perte de gain. La première est fondée en 1846, elle est ouverte à tous les ouvriers du Vallon de plus de 17 ans, à condition qu'ils cotisent régulièrement. Elle ne couvre pas les maladies vénériennes ou dues à l'excès d'alcool et peut exclure ses membres qui en sont atteints, ainsi que ceux qui commettent des délits. Les femmes n'y sont admises que si leur mari en est membre, elles n'ont pas voix aux assemblées. Là comme ailleurs, des barrières morales et de genre sont élevées. Mais la caisse montre vite son utilité. En 1873, elle a versé 1244 indemnités journalières ; en 1875, elle compte 490 membres. D'autres caisses locales ou de métiers s'ouvrent à celles et ceux que n'accepte pas la Société mutuelle de Saint-Imier. La Société mutuelle de Prévoyance de Sonvilier accepte par exemple les femmes divorcées ; la Société des ouvrières en cadrans d'émail et la Société des polisseuses de roues acier, vis et carrés de St-Imier sont des sociétés féminines, la deuxième compte à peine une centaine de membres en 1875. Des coopératives de production et de consommation apparaissent aussi, comme les Boulangeries sociales à Sonvilier et Saint-Imier ou les deux Sociétés de consommation de Saint-Imier.

Tout ce réseau de mutuelles doit compenser l'insuffisance de l'assistance aux pauvres offerte par la bourgeoisie. La forte migration et le développement économique de la deuxième moitié du XIX^e siècle l'ont rendue obsolète ; richesse et pauvreté dépendent de processus globaux, et non plus strictement locaux.

Il y a toujours des personnes qui passent entre les mailles du filet social. Ce sont surtout les ouvrières et les ouvriers aux revenus les plus bas, les malades chroniques, mais aussi des personnes ayant subi une condamnation ou qui n'observent pas les coutumes ou la morale dominante. Comme on l'a vu, les chances d'ascension sociale sont maigres, et on peut parler d'un processus de prolétarianisation, au sens économique et non politique : une couche importante de la population qui n'a plus les moyens d'assurer sa subsistance.

Depuis les années 1860, le gain d'une seule personne ne suffit pas à nourrir une famille, surtout quand les enfants sont nombreux. Les femmes touchent des salaires bien moindres que ceux des hommes, notamment quand elles sont employées à des travaux peu valorisés. Dans l'horlogerie, elles sont chargées de l'adoucissage, de la dorure ou de la nickelure des parties brisées ; il est rare qu'elles aient les mêmes tâches que les hommes. La doreuse Catherine Weber, la pierriste Adèle Méroz ou les sœurs Lina et Lise Marchand, repasseuses et régleuses, se situent dans des tranches d'imposition bien en dessous de leurs collègues hommes. La situation est analogue ailleurs en Suisse et dans les autres branches

Des lettres de simples citoyens de la région attestent de la misère régnant dans nombre de familles ouvrières ; elles sont conservées à la préfecture, et constituent une des rares sources de l'histoire sociale et de la vie quotidienne. L'image qu'elles donnent est bien différente de ce qu'on lit dans les rapports annuels du préfet ou les journaux : conflits, fragilité, exclusion sociale. Les pétitions se multiplient vers la fin des années 1860. Elles protestent contre des citations à comparaître pour défaut de paiement, interdiction d'auberge, peine de prison, jusqu'à l'expulsion du district. Les procès-verbaux du Conseil municipal de Sonvilier confirment cette tendance. Jusque-là, la commune n'a pas fait grand-chose au sujet de la pauvreté ou de conduites immorales. Un

³³ Assemblée communale de Saint-Imier, 14 décembre 1846, citée par Paul-André Mathys, *L'influence de l'industrie horlogère sur le développement de la commune de Saint-Imier au XIX^e siècle*, mémoire de licence, Neuchâtel 1974, p. 29.

registre des mendiants et vagabonds a été tenu entre 1849 et 1851, qui permettait de les identifier ou de les expulser ; mais il s'est interrompu. Par la suite, il se peut qu'il y ait eu peu de pauvres, ou que la commune n'y ait pas vu de problème. Lorsqu'en décembre 1865 le préfet lui demande s'il y a lieu d'expulser un certain Oscar Dessaulles, sur demande d'un citoyen, le Conseil municipal s'y refuse, arguant du fait qu'il paie régulièrement ses impôts.

La tolérance vis-à-vis des pauvres a-t-elle atteint ses limites ? En 1866, la commune dépose ses premières demandes d'expulsion au préfet. Il s'agit généralement de personnes qui n'ont pas déposé leurs papiers et n'ont donc pas de permis de séjour ; mais cela recouvre de plus en plus souvent des aspects touchant la pauvreté et la morale. En janvier 1867, il est décidé que le responsable de la « police des étrangers » fera un rapport sur les nouveaux arrivés à chaque séance du Conseil ; celui-ci pourra ainsi refuser le séjour à des personnes qui risqueraient de tomber à la charge de la commune. Dans sa séance du 1^{er} septembre 1869, le Conseil décide ainsi de ne pas tolérer dans la commune les familles des scieurs Gustave Nicole et Gustave Tissot ni les deux sœurs Mühlethaler, bien qu'elles n'aient encore aucune dette. Les familles n'ont pas déposé leurs papiers dans les temps et sont dans une « position voisine de l'indigence ». Quant aux femmes Mühlethaler, qui viennent de Cormoret, elles « jouissent d'une mauvaise réputation ».

En parallèle, le Conseil municipal prend aussi des mesures contre les comportements « immoraux » et « l'inconduite » de personnes habitant Sonvilier ; cela recouvre la mendicité, le nomadisme, le concubinat, l'ivrognerie, le tapage nocturne, les scandales, toutes conduites qui mettent en danger la moralité du village. Celui-ci craint en outre une épidémie : le choléra a éclaté à Zurich en 1867, et le maire Gustave Chopard interdit les importations provenant de là. Cette mesure curieuse pour un marché intérieur lui vaut les critiques de la *Neue Zürcher Zeitung*.

La première grande crise de l'horlogerie du Vallon se dessine, ainsi que la tendance à attribuer tous les maux aux pauvres, comme d'ailleurs partout en Suisse. Des institutions caritatives se créent, la Caisse centrale des pauvres, le Comité des soupes économiques, en même temps que se prennent des mesures disciplinaires contre les plus faibles. La commune a deux moyens à sa disposition, l'interdiction d'auberge et l'expulsion, qui doivent tous deux être agréés par le préfet.

Ce sont surtout des personnes en retard dans le paiement de leurs impôts qui se voient interdites d'auberge et privées ainsi de leurs droits civiques. C'est le cas en janvier 1874 du graveur Arthur Chopard, des guillocheurs Adhémar Chopard et Émile Borle. Si la décision est agréée, l'interdiction est publiée dans le *Bulletin officiel du Jura bernois* et affichée dans les auberges. Par la même lettre, la commune demande au préfet d'autoriser l'expulsion de Louis Bardet (faiseur d'échappements), de la veuve Joséphine Prétot, de François Oeuvarard (graveur) et de Mélanie Niffenegger (horlogère). Ces quatre personnes ont aussi des retards d'impôts, et ne sont pas originaires du Vallon. Mélanie Niffenegger vit en outre en concubinage avec Eugène Cartier et vient d'avoir un enfant de lui. L'expulsion va séparer la famille, ce qui n'est pas rare dans pareil cas. Une femme expulsée aura des difficultés à obtenir un permis de séjour dans une autre commune du district, comme en témoigne le cas de la veuve Péter en 1871 : « La famille de la Veuve Péter expulsée de St-Imier et mal famée n'est pas autorisée à venir s'établir à Sonvilier et au cas que cette famille persiste à demander ici l'expulsion régulière sera demandée à l'autorité compétente³⁴. »

Cette manière d'« exporter la pauvreté » est évidemment une mauvaise solution, puisqu'elle ne fait que l'accroître. Sonvilier expulse néanmoins une centaine de personnes entre 1866 et 1881. Les pauvres risquent de coûter cher quand il s'agit de régler leurs frais médicaux, c'est le cas en 1876 d'Ulrich Zbinden, qui est « souvent à l'hôpital à la charge de notre Commune », et de Frédéric Feutz, qui a des frais d'hospitalisation ; ils s'adonnent à la mendicité et n'ont pas de domicile. Auguste Nussbaum, un autre mendiant, s'adresse souvent aux enfants. Ce n'est pas répréhensible, mais on voit là comment les questions économiques se mêlent à la crainte d'une mauvaise influence sur la morale sociale.

Le cas d'appauvrissement le plus fréquent est dû au surendettement. Le Conseil municipal réclame des arriérés d'impôts : selon son procès-verbal du 8 mai 1879, 21 ménages ne se sont pas

³⁴ Archives municipales de Sonvilier (AMS), PCDMS 1867-1875.

acquittés des impôts pour 1878, et même 29 pour 1877. Cela les entraîne souvent dans un cercle vicieux, avec l'infamante interdiction d'auberge, la perte des droits civiques, l'amende au cas où l'interdit est transgressé, voire la prison. Elise Matthey, vers 1877, adresse une pétition au préfet Desvoignes, où elle lui demande de libérer son mari Alexandre, emprisonné pour une amende de 30 francs. Privés du salaire du père, les enfants vont souvent se coucher sans souper. L'établissement qui fournit du travail à Matthey menace de reprendre la caisse contenant les parties à terminer et de les confier à un autre ouvrier ; or il est fort difficile de trouver un nouveau travail, poursuit l'épouse. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas ; une peine de prison peut se révéler fatale. En été 1874, Jacques Beaujeux demande au préfet de retarder son séjour en prison pour violation de l'interdit d'auberge ; son patron va se rendre à une foire en Allemagne et il doit terminer son travail d'ici là. L'employeur fait la même demande au préfet, qui consulte le gendarme Geissenbühler. Lequel soutient la demande, bien que Beaujeux soit sujet à l'ivrognerie, connu pour son inconduite et qu'il batte sa femme et ses enfants. Le préfet accepte toutefois la requête, par une annotation sur la lettre du gendarme ; rien ne dit que des mesures aient été prises pour améliorer la conduite de Beaujeux.

Le gendarme Geissenbühler et son collègue de Saint-Imier, Schneeberger, classent souvent les personnes endettées et pauvres parmi ceux coupables d'inconduite, de s'adonner à la boisson, d'immoralité. La bourgeoisie attribue aux pauvres la culpabilité de leur pauvreté, non à d'autres facteurs. Certes la consommation d'alcool à l'auberge et au travail est un véritable problème. Les collègues qui ne boivent pas sont soumis à une forte pression. L'alcool grignote sérieusement le salaire et cause d'autres problèmes comme les violences familiales.

Dans la correspondance du préfet se trouve aussi une lettre d'Ernest Francillon, le patron de Longines, en faveur d'une de ses ouvrières. Mariette Young subit de mauvais traitements de sa famille d'accueil, il estime qu'elle devrait pouvoir en changer, conscient de son devoir envers son personnel même hors des murs de la fabrique. Cette lettre montre plus généralement la fragile situation des femmes, dont on connaît de nombreux exemples. Le 8 mai 1871, Zélie Weyeneth s'adresse au préfet par l'intermédiaire du gendarme Schneeberger, qui rédige la lettre qu'elle signe. Finisseuse de boîtes, mère de trois enfants, elle a eu une série de malheurs. Son mari l'a abandonnée dans la plus grande misère ; comme elle ne peut payer le loyer, son logeur, l'établissement Balthasar Heer, la met à la porte et retient son mobilier en gage, notamment le lit et ses outils. Elle n'a plus de toit ni de quoi travailler. Elle trouve un abri temporaire chez sa sœur mais doit le quitter, car cette sœur est pauvre elle aussi. Elle demande donc aux autorités d'entreprendre des poursuites contre son mari et de le rapatrier avec ses enfants dans sa commune d'origine, Madretsch. Schneeberger demande au préfet d'autoriser le transport par la « voiture des pauvres », ce qui est accordé illico. Il suggère aussi l'expulsion d'Abram Weyeneth pour non-paiement d'impôts. Le rapport de Schneeberger n'aurait pas dû se trouver dans les actes de la préfecture, car il aurait dû être joint à la feuille de route accompagnant la voiture des pauvres. On peut penser que Zélie Weyeneth n'est pas la seule à avoir connu pareille destinée.

Son cas est exemplaire de l'importance des barrières économiques et de genre qui divisaient l'ordre social dans le Vallon. La vague de pauvreté qui le frappe dans les années 1860-1870 accroît brusquement le nombre de prolétaires, au sens antique comme au sens marxiste du terme. De plus en plus de gens ne parviennent pas à payer des impôts et n'ont que leur corps pour force de travail, à condition de n'être pas malades. Les effets de la crise et de la mondialisation ne touchent pas dans la même mesure tous les habitants du vallon horloger. Le revenu des établissements peut flancher temporairement, tandis que les ouvriers et ouvrières les moins payés risquent de tomber dans la misère, l'exclusion sociale, l'expulsion de la commune. L'expérience de la mondialisation est fort différente d'une couche sociale à une autre.

Pour les contemporains, l'arrivée du chemin de fer est à marquer d'une pierre blanche. La carte publiée en 1885 dans le guide d'Ernest Schüler, *Le Jura bernois*, fait bien voir l'importance du réseau. À l'ouest, on atteint La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel, de là le réseau français par le val de Travers à Pontarlier ; au nord-ouest, par Delémont on rejoint Belfort et la France, Bâle et l'Alsace ou la Forêt-Noire ; au sud c'est Bienne puis la capitale, Berne, le Plateau, le Léman, la Suisse orientale. Mais si le train traverse la Suisse et les pays voisins, le cartographe a insisté sur la dimension nationale. Les principales lignes suisses sont épaisses, les nœuds ferroviaires sont clairement indiqués, tandis que les lignes en Allemagne et en France sont plus fines, les noms des villes de couleur pâle ; la frontière est un épais trait vert. Le relief de la Suisse ressort clairement, à l'étranger il est à peine indiqué. Le train sert d'abord à relier le Jura à la Suisse, c'est Berne qui est au centre de la carte. Celle de 1865 en revanche ne distinguait pas les réseaux français et suisses ni la topographie des régions, elle est plus transnationale que nationale. C'est que les deux cartes n'ont pas le même usage. La plus ancienne est destinée à l'administration des chemins de fer, celle du guide de voyage entend démontrer que le raccordement du val de Saint-Imier est une étape importante de la construction nationale, justifiant les investissements massifs et la forte empreinte sur le paysage. La carte du guide de Schüler illustre le succès économique et politique du projet ferroviaire libéral. Quelques jours après l'inauguration, le 28 avril 1874, le journal *Le Jura bernois* y consacre son éditorial : « Enfin, le voilà arrivé, cet heureux jour qui nous tire de notre isolement et nous rallie à nos confédérés ! »

Pendant plus de vingt ans, quantité de libelles et de pétitions ont milité en faveur du chemin de fer. Deux pétitions, de 1864 et de 1867, s'adressent par exemple au Grand Conseil du canton de Berne, auquel elles demandent une participation financière ; elles sont signées de centaines de citoyens.

Le commerce, l'industrie manufacturière et agricole, le développement du bien-être matériel et aussi, par voie de conséquence, du bien-être moral d'un pays essentiellement industriel et commercial réclament forcément l'établissement de Rails-Ways³⁶.

L'expression anglaise signale sans doute la dimension internationale de la question des chemins de fer. Il ne s'agit pas tant de la coopération avec d'autres États que de la concurrence entre eux :

Il est universellement admis, comme démontré par les expériences nombreuses, faites dans tous les pays, depuis l'établissement des voies ferrées, que les contrées privées de ces puissants moyens de communication sont placées dans une position très inférieure vis-à-vis de celles qui ont le bonheur d'en être dotées. [...] Pour ce qui concerne le Jura, en particulier, nous ferons observer que sans chemins de fer, il est impossible aux nombreuses industries qui sont implantées sur son sol de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère. Ensermé dans un cercle de fer du côté du nord par les voies de Besançon-Belfort et Belfort-Bâle, au couchant par le Jura industriel, au levant par le Central et au midi par ce dernier avec la ligne Bienne-Neuveville, il forme, au milieu du grand mouvement qui sillonne ses frontières animées et vivifiées par la vapeur des locomotives, un îlot isolé, qui deviendra de plus en plus ignoré et désert par l'émigration des industries et de son commerce lesquels, suivant le courant irrésistible des artères ferrugineuses, iront se transplanter ailleurs.

« Artères ferrugineuses » : le chemin de fer est vital pour la survie économique de la région, elle risque de mourir si l'artère est coupée. Il s'agit d'une question nationale et pas seulement locale ; le Jura est un membre périphérique mais vital pour l'État.

En outre, en favorisant la prospérité d'une contrée importante de la République on favorise le corps de l'État en général puisque le corps ne peut être prospère si l'un ou l'autre de ses membres souffre, étant privé d'organes de locomotion.

³⁶ Archives de l'État de Berne (AEB), BB X 5487, comme pour les citations suivantes.

Le Jura a été attribué assez récemment au canton de Berne, depuis le congrès de Vienne de 1815 ; le corps est encore fragile, les artères essentielles. Dans d'autres pays aussi, le chemin de fer est considéré comme un véhicule de l'intégration nationale.

Comme le premier appel au canton, en 1864, n'obtient pas satisfaction, une deuxième pétition est rédigée en 1867 en faveur de la construction de chemins de fer :

L'union la plus sincère, la plus fraternelle entre les citoyens de tout le Canton en sera certainement l'heureuse et indispensable conséquence. Un dénouement contraire pourrait avoir les plus déplorables effets et serait peut-être d'une portée incalculable³⁷.

Ce deuxième essai est mieux entendu, et le canton s'engage à cofinancer les travaux. Le coût énorme de la construction du chemin de fer est assumé par l'État et par des investisseurs privés, ce qui serait une particularité de la Suisse. Mais si la direction des travaux et l'exploitation de la ligne sont du ressort d'une compagnie privée, en l'occurrence la Compagnie des chemins de fer du Jura bernois, l'apport des pouvoirs publics est important. Pour un coût total de plus de 18,5 millions, l'apport des privés ne se monte qu'à 6,5 pour-cent ; le canton de Berne apporte 6,5 millions, la France 4 millions, et les communes plus de 6,5 millions. Celles-ci prennent des risques sérieux : la valeur des actions souscrites dépasse leur budget. La commune de Sonvilier décide le 14 août 1865 d'acheter un paquet d'actions pour 160 000 francs, soit sept fois son budget de l'année. À Saint-Imier, la commune bourgeoise et la commune d'habitants souscrivent chacune pour 250 000 francs.

Portées par l'optimisme, les communes se lancent dans des entreprises à risque. Quatre ans après leur ouverture, la situation critique des Chemins de fer du Jura bernois exige leur recapitalisation, comme plusieurs autres lignes suisses. Le financement par l'État français semble contradictoire avec le discours sur leur intérêt national. Or, paradoxalement, c'est les intérêts de la France qui permettent finalement que le projet se réalise. Après la guerre de 1870, la France a perdu l'Alsace et l'accès à la Suisse par Bâle. La nouvelle ligne rétablit la liaison ; et si des Français siègent au conseil d'administration, ce sont quand même les « barons du rail » bernois qui décident du sort des Chemins du fer du Jura. Pierre Jolissaint et Ernest Francillon en font partie et se maintiendront plus longtemps que le Conseil d'État bernois, qui va démissionner suite aux problèmes de financement des chemins de fer.

Ces tensions entre les intérêts économiques locaux et nationaux et les réseaux internationaux de transports et de communications sont aussi sensibles dans d'autres infrastructures, comme la poste et le télégraphe, qui sont de la compétence de la Confédération, contrairement aux chemins de fer. Le monopole postal est inscrit dans la Constitution de 1848, ce sera un des premiers éléments d'une politique nationale. La construction du réseau télégraphique est parallèle à celui de la poste, dès 1852, mais la faiblesse financière de la Confédération ne lui permet pas de le développer sans la participation des communes. Saint-Imier est une des 52 communes suisses qui souscrivent des emprunts à ce titre ; elle semble en avoir grand besoin, car sa participation de 3500 francs est plus élevée que celles de La Chaux-de-Fonds ou de Berne. Le premier télégramme parvient ainsi à Saint-Imier le 15 août 1853, tandis que Sonvilier n'est reliée au réseau que dix ans plus tard.

Le réseau reste encore dans les frontières nationales, où les États étrangers ne sont pas censés intervenir. Les télégrammes sont enregistrés à la frontière puis transmis à leur destinataire ou à la frontière suivante. Entre la Bavière et la Suisse, un câble est tiré sous le lac de Constance en 1862, pour éviter de devoir traverser un État tiers. Cette situation ralentit évidemment le trafic, qui n'est pas encore transnational. Peu à peu, des traités internationaux (Paris 1866 pour le télégraphe, Berne 1874 pour la poste) vont normaliser les tarifs, les horaires et les codes, tout en garantissant les souverainetés nationales sur le transport des informations, des biens et des personnes. Celui-ci doit d'abord profiter à l'économie nationale et ne pas céder à la concurrence internationale. Les réseaux n'exploitent pas l'entièreté de leur potentiel technique.

Malgré ces limites, le réseau des chemins de fer, de la poste et du télégraphe a permis au Vallon de se relier aux flux globaux de biens, d'informations et de populations. Les statistiques établies par

³⁷ AEB, BB X 5488.

la Compagnie des chemins de fer du Jura bernois et l'administration fédérale des postes offrent une image détaillée du transport des personnes et des marchandises dans la région.

En 1875, première année de circulation des trains, 712 tonnes de marchandises et 3298 animaux ont été transbordés en gare de Saint-Imier, 112 tonnes et 175 animaux à Sonvilier. La statistique ne dit malheureusement pas si biens et bêtes y ont été amenés ou en sont partis, il faut attendre 1881 pour le savoir. Le bilan est alors négatif, les importations dépassent largement les exportations, dans un rapport de 1 à 6 pour Saint-Imier, de 1 à 5 pour Sonvilier. On peut supposer qu'il en allait de même en 1875. Il y a des matériaux de construction, des machines, ainsi que des combustibles (charbon, coke, huile de chauffage) pour 12 % du total et des aliments pour 6 % (céréales, pommes de terre, fruits et légumes, viande, lait et beurre, œufs). Certaines marchandises viennent de loin, bien que leur origine ne soit pas précisée : le charbon provient probablement des mines de la Sarre, les produits en fer ou en acier de l'étranger, d'autres d'outre-mer comme le café, les épices, le sucre, le coton. En revanche, les 21 tonnes de montres, d'automates et de bijoux transportés sont évidemment des produits d'exportation. Le Vallon et ses industries s'intègrent de plus en plus au marché mondial.

Le train transporte aussi du monde : en 1875, 143 436 personnes passent par la gare de Saint-Imier, 57 265 par celle de Sonvilier, soit 393 et 157 passagers par jour en moyenne. Par rapport à la population des bourgades, c'est un fort accroissement de la mobilité. La grande majorité, 84 %, a pris un billet pour la ligne entre Bienne, La Chaux-de-Fonds et Tavannes ; 9,6 % voyagent vers le Plateau par la ligne Jura-Berne-Lucerne ; 13,5 % prennent d'autres lignes ou en proviennent. Quelques rares voyageurs se rendent en France ou en Allemagne ou en viennent. Peut-être certains poursuivent-ils leur voyage ; mais les trajets se font essentiellement dans la région, voire dans le pays. La possibilité d'aller plus loin est nettement sous-utilisée.

Selon les statistiques de l'administration fédérale des postes, le volume des envois traités à Saint-Imier est impressionnant. En 1873, donc avant le train, il y passe 151 468 lettres, 15 200 cartes postales, 212 749 journaux, 16 244 circulaires et imprimés divers, 170 échantillons, 53 751 paquets, 10 897 ordres de paiements et 15 569 télégrammes. On ne connaît l'origine ou la destination des envois que pour ces deux dernières catégories : 10 % des paiements et 2 % des télégrammes figurent dans le trafic étranger. Là aussi, le trafic est essentiellement national.

Espace local, espace mondial

Quelles sont les implications culturelles de cette intégration aux réseaux de transports et de communications ? A-t-elle modifié la perception de l'espace, fait prendre conscience de la globalité ?

La circulation mondiale de matières premières et de produits a eu un fort impact sur l'économie du Vallon. Sans doute l'approvisionnement en aliments et en combustibles a-t-il contribué à développer le secteur industriel aux dépens de l'agriculture. En outre, les combustibles fossiles ont permis d'installer des machines et d'augmenter la production ; l'éclairage électrique allonge la journée de travail en hiver. Grâce au chemin de fer, les montres produites parviennent plus vite sur les marchés étrangers. Le train n'a donc pas modifié fondamentalement l'économie locale, il a intensifié des processus déjà en cours. L'influence sur la vie quotidienne est difficile à évaluer : les denrées coloniales sont plus accessibles, les cheminées d'usine fument plus, mais cela ne suffit pas à percevoir la mondialisation.

Le transport par le rail est une expérience toute nouvelle pour les voyageurs, qui transforme leur perception du temps et de l'espace. Des lieux considérés comme fort lointains deviennent accessibles, l'espace traversé et la durée du voyage deviennent négligeables. Bien des habitants du Vallon ont eu l'occasion de le constater, et pas seulement les riches. La compagnie du Jura bernois propose des tarifs spéciaux pour les excursions dominicales, les classes, les associations, les militaires, et depuis 1877 pour les groupes d'ouvrières et ouvriers. En 1881 par exemple, ce sont 14 007 écoliers, 10 834 membres de sociétés, 10 150 militaires et 2800 ouvrières et ouvriers qui en ont profité. Même les indigents font l'expérience du rail, qu'ils le veulent ou non : le train

remplace désormais la « voiture des pauvres » qui les ramenait à leur commune d'origine. Les excursions sont de plus en plus fréquentes le dimanche, seul jour de congé. Le 26 juillet 1874, les membres de la Société des ouvriers et ouvrières faiseurs de cadrans du Locle, de La Chaux-de-Fonds, Renan, Sonvilier, Villeret et Bienne ont rejoint en train celles et ceux de Saint-Imier pour une journée en plein air, avec un repas, des jeux, un bal champêtre et une tombola.

Le voyage en train et la vitesse permettent de faire une double expérience, celle de l'espace élargi et de l'espace nié. Mais cela n'équivaut pas encore à la densification de l'espace de la mondialisation. Les billets de train pour Paris, Munich ou Vienne ne sont accessibles qu'à une minorité d'habitants du Vallon ; or, seul un voyage dans des pays éloignés ferait faire l'expérience de la globalité. Certes, les lettres venant de loin s'y substituent ; mais on ne dispose d'aucune statistique sur la quantité et l'origine des correspondances privées. La poste aux lettres est devenue plus simple et meilleur marché, les échanges sont sans doute plus fréquents avec les parents émigrés. L'aspect émotionnel de cette correspondance, la proximité ressentie entre expéditeur et destinataire peuvent faire prendre conscience de la dimension du monde. Il en va sans doute de même pour la correspondance commerciale internationale des fabricants horlogers, mais là aussi les chiffres manquent.

Le télégraphe joue un rôle mineur : avec 30 à 40 télégrammes internationaux par mois à Saint-Imier, il est encore peu utilisé, et coûteux. Mais il peut être avantageux pour les entreprises. En 1868, Ernest Francillon reçoit un télégramme de son agence de New York qui n'a pas dû le réjouir : sa première série de montres n'a pas plu à la clientèle américaine. Cette information rapide lui a au moins permis de s'adapter et de ne plus fabriquer de montres invendables.

En revanche, le grand public envoie et reçoit des télégrammes dans le pays surtout. Le 5 août 1874, un correspondant donne les résultats de la fête fédérale de gymnastique à Zurich, et le journal local la commente ainsi :

La dépêche télégraphique suivante, reçue hier après-midi de notre section de Gymnastique des Jeunes, réjouira certes tous nos lecteurs du Vallon, car, quand il en est question au dehors de St-Imier, on se rappelle très-volontiers ce beau vallonn tout entier avec tous ses superbes villages.

Le Jura bernois, qui paraît le mercredi et le samedi, reproduit souvent des dépêches télégraphiques, c'est par lui que les gens ont des nouvelles du monde, au prix de six ou sept francs pour l'abonnement annuel. Un sondage montre l'importance de la rubrique « Bulletin de l'extérieur ». Dans la soixantaine de numéros de janvier sondés, de 1873 à 1880, 182 lieux de 51 pays des cinq continents sont mentionnés ; comme le journal n'y a pas de correspondants et n'est pas abonné à des agences de presse, il reproduit des informations de seconde main : s'il cite le *Times* de Londres, c'est par l'intermédiaire de la *Neue Zürcher Zeitung*, et parfois avec bien du retard, même si cela figure dans les « Dernières nouvelles ». Il est rare que les informations de l'étranger soient commentées ou contextualisées. La guerre coloniale dans le sultanat d'Aceh (Indonésie), une épidémie de choléra à Bombay, des mouvements révolutionnaires en Uruguay, l'abolition de l'esclavage à Porto Rico, le suffrage féminin au Chili, la guerre dans les Balkans côtoient sans transition les faits divers. On aurait pêché en France un poisson de 1500 kg, un Brésilien fête ses 178 ans et aurait procréé 207 enfants... Ce sont là des exemples extrêmes, mais qui montrent que le quotidien vérifie peu ses sources, picorées ici et là. Il ne contribue guère à la conscience de la mondialisation.

Ce qui se passe dans les pays voisins est traité plus objectivement, commenté plus souvent et parfois mis en relation avec la politique suisse. Mais le plus souvent le journal ne fait qu'aligner les dépêches, même quand les événements relatés touchent de près ses idées politiques. En 1873, la République est proclamée en Espagne, la monarchie renversée, plusieurs soulèvements dans les provinces réclament un système fédéral. *Le Jura bernois* y consacre beaucoup de place : 84 articles entre février 1873 et février 1874, mais il ne propose guère d'analyse. Il semble soutenir la république et sa lutte contre les monarchistes et les fédéralistes, mais n'incite pas son lectorat à se faire une opinion claire. Il l'emmène faire un voyage imaginaire dans les lointains, mais cela ne suffit pas à donner l'impression de faire partie de la communauté mondiale.

Une proximité entre les lecteurs et les événements étrangers n'est créée que lorsque l'information a un lien direct avec la situation dans le Vallon. Pendant la crise de l'horlogerie, le journal publie nombre de lettres d'émigrés. Le 4 décembre 1876, Adhémar Châtelain écrit de Danville (Caroline du Sud) pour commenter un article attribuant les difficultés d'écoulement des montres suisses aux contrefaçons mises sur le marché. Il décrit la mentalité de la clientèle américaine et conseille la pratique des contrôles de qualité. Deux mois plus tard, Arnold Vuille, de St. Louis (Illinois), complète les informations sur le goût et la culture des Américains qui exigent des montres solides ; la Suisse devrait en produire de meilleures. Cet échange témoigne d'une certaine participation du journal au réseau mondial de communications, mais dans un esprit qui reste national : Châtelain s'adresse à ses « chers compatriotes » dans sa « chère patrie suisse ».

Le temps : accélération et fin de l'autonomie

L'histoire et la vie des peuples ne marchent pas avec des bottes de sept lieues. Cependant on va plus vite aujourd'hui qu'autrefois, alors qu'il fallait un jour pour parcourir une distance qu'on franchit maintenant en une heure. Il s'agit donc de reconnaître et de concevoir les forces dont disposent les nouveaux moyens de locomotion. Malheureux et impuissant est le peuple qui reste dans l'ornière du passé³⁸.

Pour reprendre les notions de David Harvey, la mondialisation ne densifie pas seulement l'espace, elle accélère le temps³⁹. Comment cela s'est-il manifesté dans le val de Saint-Imier, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle ? L'interprétation des sources est délicate. On envisagera ici deux dimensions, l'accélération technique et celle des rythmes de vie ; une troisième dimension, l'accélération du changement social, sera traitée en fin de volume.

L'accélération technique

Celle-ci est la plus évidente, on peut la mesurer tant pour les déplacements des personnes (la distance parcourue en une unité de temps) que pour l'accroissement de la productivité. L'introduction de machines pour la fabrication des montres permet d'en produire de plus en plus pour répondre aux défis de la mondialisation et de la concurrence internationale ; il en a été question dans le chapitre sur le marché.

La mondialisation accélère aussi les transports et les communications. Prenons pour exemple les horaires entre Saint-Imier et Bienne. La voiture postale mettait trois heures et cinq minutes en 1873, le train une heure et cinq minutes en 1874, trois fois moins. De Sonvilier à Saint-Imier, pour 3,5 kilomètres, le train met six minutes ; à pied on met environ 40 minutes, sept fois plus de temps. Les lettres et les journaux circulent aussi plus vite grâce aux liaisons ferroviaires internationales, mais l'accélération principale est due au télégraphe. Les signaux électromagnétiques passent dans les câbles à une vitesse jamais encore imaginée. Dans des conditions optimales, la transmission d'une dépêche, quelle que soit la distance parcourue, est immédiate ; mais il reste des obstacles aux frontières, comme on l'a vu plus haut, qui introduisent quelques secondes ou quelques minutes de décalage. C'est une révolution pour la presse. L'assassinat d'Abraham Lincoln à Washington, le 15 avril 1865, a été connu à Londres treize jours plus tard ; depuis l'installation d'une ligne télégraphique transatlantique, les nouvelles des États-Unis figurent déjà après deux jours dans les journaux d'Europe. L'attentat contre le tsar Alexandre II à Saint-Pétersbourg, le 13 mars 1881, est annoncé à Londres douze heures plus tard.

Cela fait grande impression sur le public. La *Neue Zürcher Zeitung* relate le 16 juillet 1852, euphorique, que la réponse à une question envoyée à Saint-Gall n'a pris que 30 secondes. Le

³⁸ Schuler, p. 5.

³⁹ David Harvey, *The conditions of postmodernity : an enquiry into the origins of cultural change*, Oxford, 1989. Ce chapitre est développé dans Florian Eitel, « Qui est le maître du temps ? La lutte pour le temps dans le vallon horloger de Saint-Imier dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Actes de la Société jurassienne d'émulation* 2016, p.175-191.

premier télégramme de Bâle à Berne, le 14 août, signale que « notre ligne est prête depuis une heure. Les gens s'écrasent dans notre bureau, s'étonnent que cela aille si vite ».

L'accélération des communications grâce au télégraphe va de pair avec la vitesse du transport par le rail. Ce n'est pas un hasard si à l'inauguration de la ligne télégraphique entre Bâle et Berne un communiqué de presse annonce le contrat passé avec le grand-duché de Bade. L'année 1852 marque le début de la course de la Suisse pour rattraper les pays voisins dans l'expansion du réseau ferroviaire. On voit ici poindre le rôle que joueront ensemble la presse, le train et le télégraphe pour la diffusion rapide et massive de nouvelles. L'accélération technique liée à la mondialisation change la vie de vastes couches de la population du monde.

Elle est aussi tangible dans la quantité de biens et d'informations qui circulent. À Saint-Imier, la quantité de marchandises transbordées à la gare est multipliée par quinze en sept ans. Lettres, paquets, journaux augmentent aussi, comme on l'a vu plus haut ; l'exercice statistique pourrait se poursuivre pour les années suivantes.



La gare de Saint-Imier, vers 1890. On y voit deux wagons de marchandises transportant du matériel lourd et un wagon de passagers.

L'accélération du rythme de vie

L'accélération technique ne passe pas inaperçue pour certains habitants du Vallon, qui perçoivent que la vitesse des échanges et de la production est un phénomène mondial. En 1889, une brochure publicitaire de Longines pour l'exposition internationale de Paris parle des « péripéties de la vie moderne » :

D'un bout à l'autre de l'univers, les communications instantanées, la facilité des prompts voyages, ont modifié et unifié les conditions des affaires, supprimé ou abrégé les longs loisirs de l'attente, donné, pour tout dire, aux moindres instants une valeur active, dangereuse à négliger. L'homme n'agit plus seulement autour de lui avec une immédiate puissance ; sa volonté se manifeste à travers l'espace aussi soudainement qu'il lui plaît. Un événement qui s'accomplit en toute zone, et qui peut avoir une influence sur nos destinées, nous est connu à la minute⁴⁰.

La vie quotidienne en est transformée, on n'est plus isolé du reste du monde. Cette situation comporte des chances comme des risques : les gens perdent de leur autonomie dans un milieu qui n'est plus seulement local. En revanche, c'est tout profit pour l'économie, à condition de s'adapter à la nouvelle situation et à une vie au rythme accéléré :

⁴⁰ Léon Pradel, *L'horlogerie suisse*, Paris 1889, p. 9-10.

Il nous faut profiter des informations inopinées, brusquer nos décisions, changer nos batteries à l'improviste, nous multiplier, forcer de vitesse. [...] Point de répit ! Courons au télégraphe, interrogeons nos lointains amis par téléphone, prenons le train le plus rapide, vivons double, mais faisons face à tout.

La notion d'accélération du rythme de vie est présente tout au long des trente pages de la brochure qui relate l'histoire de l'horlogerie suisse et de la firme Longines. L'auteur y voit tant une loi de la nature qu'un reflet du temps, de la modernité galopante. Les montres aident à la maîtriser :

Il n'est peut-être pas une industrie qui réponde aussi intimement que l'horlogerie aux péripéties de la vie moderne. Nos pendules et nos montres, en nous mesurant les heures, nous mettent à même d'adapter exactement notre existence aux croissantes nécessités, aux urgences de chaque jour. En notre civilisation compliquée, où tout est scientifique et se veut mécanique ; où l'on fait, par avance, le compte de l'imprévu comme dans un plan de bataille, l'aiguille du cadran est l'ordonnatrice impérieuse de nos démarches, la régulatrice indispensable de nos actions.

Et l'horlogerie est aussi créatrice du temps : avec une montre – de Longines, s'entend – l'homme n'est pas le sujet passif de l'accélération mondiale, il contribue à la définir, il maîtrise le rythme imposé, en gagnant du temps : « Gagner du temps, c'est la préoccupation moderne par excellence. On ne se représente pas l'homme de cette fin de siècle autrement que sa montre à la main. »

La montre est l'outil essentiel non seulement pour (sur)vivre à l'ère de la mondialisation, mais pour la réguler. Cette affirmation est évidemment un élément publicitaire, mais c'est bien ainsi que se présente l'horlogerie de cette époque. Industriels ou ouvriers partagent souvent cette représentation. Un *Chant horloger*, publié dans le journal local en 1874, vante en vingt-deux strophes la force créatrice des horlogers depuis les origines ; il commence fièrement ainsi :

Sur cette machine ronde,
C'est nous qui, sans longs discours,
Du Temps dirigeons le cours
Et faisons marcher le monde⁴¹.

La fin de l'autonomie

La maîtrise du temps est une notion bien ancrée à Saint-Imier, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Mais cela dissimule une lutte pour la souveraineté effective sur le temps. Il s'uniformise petit à petit, faisant disparaître l'autonomie temporelle de chacun.

Le temps n'est pas une dimension naturelle ou objective, c'est le résultat d'une construction sociale, de l'élaboration de normes. Le sociologue Norbert Elias distingue entre un temps naturel standardisé par les êtres humains, un temps subjectif (dans la perception individuelle) et le temps de la vie, composé de cycles récurrents⁴². La montre mécanique est l'instrument de la normalisation du temps.

La question qui se pose ici, avec l'accélération du rythme de vie, est de savoir qui décide du temps des montres, de la régulation des processus naturels et sociaux : qui a le pouvoir de déterminer à ce point la vie quotidienne. Les sources historiques provenant du val de Saint-Imier montrent bien l'imbrication entre pouvoir économique et politique et perception du temps.

Jusque vers la fin du Moyen Âge, l'Église avait le monopole de l'heure. La journée s'ordonnait autour des prières, entre matines et complies, selon les heures canoniales. C'est au XIV^e siècle qu'apparaissent les horloges publiques sonnantes les heures dans les villes, qui vont modifier la notion du temps au cours d'un long processus, jusqu'à ce que la mesure du temps s'émancipe des

⁴¹ N. Vernier, « Chant horloger », *Annuaire du Jura Bernois* 1874, p. 38-40.

⁴² Norbert Elias, *Du temps*, traduit de l'allemand, Paris, 1997.



heures de l'Église. Les horloges vont exercer une pression temporelle sur la vie quotidienne, fixant les horaires de travail, des marchés, des écoles, voire des services divins.

À Saint-Imier, le passage de la mesure du temps liturgique au temps des villes se constate aussi. Avant 1840, l'heure se lit sur une seule horloge. Installée sur la façade nord du clocher de l'ancienne église Saint-Martin, elle porte une inscription tirée de l'évangile selon Mathieu, 24,42 : VEILLEZ CAR VOUS NE SCAVEZ A QUELLE HEURE DOIT VENIR VOSTRE SEIGNEUR.

Cette première horloge publique incarne encore visiblement, avec son *memento mori*, la souveraineté et le pouvoir d'interprétation du temps de l'Église. Dieu seul décide du début et de la fin du temps des hommes, selon son message implicite.

Par conséquent, on ne peut lire l'heure qu'au clocher de l'église.

Une deuxième horloge publique est installée à Saint-Imier entre 1838 et 1840, sur le clocher de la Collégiale. Bien qu'elle se trouve sur le principal bâtiment consacré du lieu, son érection marque un tournant dans la maîtrise du temps. L'initiative pour l'agrandissement du clocher, particulière du point de vue architectural et artistique, ne vient pas de la paroisse mais de la commune bourgeoise. Tout comme pour la reconstruction de la ville après l'incendie de 1839, c'est le maire François Meyrat-Langel qui en est le promoteur. À l'assemblée communale du 19 mars 1838, il propose de rehausser de plus de la moitié la tour, selon les plans du maître charpentier Augsburguer, et de l'équiper de quatre horloges provenant d'un atelier de Morre, dans le Doubs. C'est donc la commune qui finance la reconstruction de la tour et son équipement de quatre horloges : cette situation particulière fait que la paroisse est propriétaire de la nef au bas de la tour, tandis que la partie supérieure dépend de la commune, du pouvoir séculier. Le Conseil communal et l'assemblée ont dû accorder une grande importance à la question du rehaussement du clocher, car bien que sa construction dépasse les possibilités financières de la commune, celle-ci s'en tient au plan prévu malgré l'incendie survenu l'année suivante. La commune doit toutefois souscrire une hypothèque de 300 louis d'or auprès du canton. Mais son budget ordinaire ne permet pas de couvrir les intérêts hypothécaires. Le clocher peut être élevé seulement grâce à la reprise de l'hypothèque par la commune bourgeoise.

Le prestige n'a pas été la seule raison de cette entreprise financièrement téméraire. L'ancienne tour basse, certes, avait un air un peu sous-dimensionné par rapport au développement de la bourgade. Mais surtout elle n'est plus adaptée aux plans de Meyrat-Langel d'un Saint-Imier urbain, moderne et bourgeois. Les quatre horloges témoignent bien plus des efforts de la bourgeoisie au pouvoir pour s'attribuer la souveraineté sur le temps et imposer sa notion du temps aux habitants du lieu. L'intention est déjà visible en 1833, lorsque de 22 heures à 4 heures du matin en hiver, 3 heures en été, un guet est installé qui doit sonner chaque heure depuis le clocher de l'église. En 1839, en même temps que les horloges, le maire fait aussi installer une cloche au bâtiment de l'école.

Les horloges et les cloches, en sus de leur fonction purement pratique de donner l'heure, représentent aussi un instrument de pouvoir qui peut transmettre les valeurs de la société bourgeoise. Il s'agit ici des vertus de la ponctualité et de la discipline. L'idée de faire des horloges publiques un outil de la discipline est évidente dans le cas de Saint-Imier. Grâce aux quatre horloges du clocher, la population peut lire l'heure depuis tous les coins du village. Mais cette présence des cadrans de tous les côtés oblige aussi les gens à voir en permanence l'heure officielle. Le clocher aux quatre cadrans s'élève vers les cieux comme un panoptique inversé au milieu du village. Personne n'échappe à l'heure, personne ne peut expliquer une arrivée tardive par la méconnaissance de l'heure précise. Les horloges donnent l'heure officielle sur laquelle chacun doit régler sa montre. Il n'y a plus de champ libre pour une vie quotidienne sans horaires, une perception individuelle du temps ou une répartition personnelle du temps. L'heure individuelle est devenue égale à l'heure officielle du lieu.



Une nouvelle étape de l'harmonisation du temps et par conséquent de la perte de l'autonomie individuelle est franchie à Saint-Imier en 1874. Cette année-là, l'Horloger municipal C. Charpié met en route l'acquisition d'un « régulateur public » : un instrument de haute précision qui doit harmoniser l'heure publique de la bourgade avec l'heure nationale, donnée par l'Observatoire cantonal de Neuchâtel et transmise chaque jour par télégramme. Le régulateur public est installé au bureau de poste et télégraphe pour que l'heure officielle soit donnée sans retard. Le processus historique de l'unification du temps et de la suppression des heures locales est ainsi accompli à Saint-Imier avant d'être achevé vingt ans plus tard à la conférence de Washington de 1894, lors de laquelle des représentants des États occidentaux se mettent d'accord sur la division du globe en 24 fuseaux horaires de quinze degrés de latitude chacun et sur la définition du méridien zéro à l'Observatoire royal britannique de Greenwich.

Alors que l'heure officielle de l'État est fixée, une personne fait de la résistance contre l'heure officielle du village. Il ne s'agit pas d'un habitant tenant à son autonomie, mais d'un des citoyens les plus en vue et les plus puissants qui ne jure que par la ponctualité : Ernest Francillon lui-même. Il tient un livret où, avec d'autres membres de la direction, il note les consignes pour le personnel ; il y rappelle régulièrement l'exigence de la ponctualité, avec une remarque qui revêt un grand intérêt pour l'histoire culturelle. L'instruction du 27 septembre 1880 dit en effet : « Les entrées tardives sont beaucoup trop nombreuses. Il est rappelé que pour tous le travail commence et cesse aux heures indiquées à l'horaire. L'heure de la fabrique avance de 5 minutes sur l'heure du village. »

À propos de la distinction entre « heure du village » et « heure de la fabrique » imposée par la direction, on parlait alors aussi de « l'heure des Longines ». Cette précision est rappelée au personnel une fois par an au moins et figure même dans le règlement de fabrique de 1879 contresigné par le Conseil d'État bernois. L'avance de l'heure de la fabrique sur l'heure du village se voit ainsi consacrée par les autorités cantonales. Dans le règlement de fabrique et les instructions au personnel, Francillon répète sans équivoque que l'heure de la fabrique, au moins dans la sienne, est l'heure obligatoire. Si ouvrières et ouvriers veulent éviter d'arriver en retard au travail et de subir des retenues de salaires, ils doivent régler leur montre non sur l'heure du village mais sur celle de la fabrique. L'insistance de Francillon sur « son » heure est étonnante, si l'on songe que c'est entre la fin de 1874 et le début de 1875 que la commune a acquis le « régulateur public » et qu'il est réglé chaque jour par télégraphe sur l'heure nationale. Malgré l'adoption de l'heure nationale officielle à Saint-Imier, Francillon ne modifie pas d'une seconde son heure de la fabrique. Le 15 mars 1876, par exemple, les ouvriers doivent prendre note de ceci : « L'heure de la Fabrique est exactement de 5 minutes en avance sur le Régulateur municipal à la Poste. »

En 1891, finalement, l'heure de Longines devient la même que celle du village. Une instruction de la direction au personnel relève que les deux horloges de la fabrique sont réglées sur l'heure de

l'école d'horlogerie du village. Cet exemple tiré des archives montre que la maîtrise du temps à Saint-Imier n'a pas passé pas seulement de l'autorité ecclésiastique à l'autorité de l'État, mais aussi à celle du capital. Tant les détenteurs du pouvoir politique que les détenteurs du pouvoir économique voulaient décider de l'heure. La maîtrise du temps est un moyen éprouvé d'étendre et de consolider son pouvoir.

Dans la concurrence pour une heure unique imposée à tous, Francillon exprime clairement qu'il peut faire régner son propre horaire chez lui. Pour l'appliquer contre la notion du temps de son personnel et l'heure officielle du village, il instaure un instrument jusque-là inconnu dans le monde du travail horloger : le règlement de fabrique.

Les règlements de fabrique sont des instruments de contrôle du travail. Ils fixent les normes de comportement au travail et forment ainsi la loi contraignante dans les murs de l'usine. Dès qu'une ouvrière ou un ouvrier franchit le seuil de la fabrique, il ou elle est soumis au régime de celle-ci. Le principe absolu est celui de l'optimisation du temps : pendant « leur » temps de travail en fabrique, les ouvriers doivent produire le plus possible et le mieux possible pour le fabricant. Mécanisation et rationalisation sont des moyens d'atteindre cet optimum, et le règlement en est l'outil de contrainte.

Si chaque ouvrier ne se préoccupe pas sérieusement de nous aider en produisant tout ce qu'il faut et en observant la qualité exigée, la concurrence du dehors nous empêchera de continuer à fournir de l'ouvrage dans les quantités & dans les prix actuels⁴³.

La production et la productivité doivent s'accélérer, les périodes improductives disparaître. Et comme les ouvriers travaillent six jours par semaine, onze à douze heures par jour, il leur reste peu de temps pour s'acquitter des tâches quotidiennes ou profiter de leurs loisirs.

Pour accroître les capacités de production dans sa fabrique, Longines ne compte pas seulement sur les machines mais aussi sur l'accélération du travail humain. La première mesure évidente à cette fin est l'insistance sur la ponctualité. La fabrique paye les ouvriers à l'heure, et pour la direction il est logique que le travail s'effectue durant chaque minute de l'heure et qu'aucun instant ne soit gaspillé. L'article 7 du règlement de fabrique de 1879 précise :

La circulation d'un atelier à l'autre, les longs stationnements hors des ateliers, les conversations prolongées, les chants ou bruits incommodes, l'introduction de boissons fermentées [...] sont interdits et pourront, en cas de récidive, être dénoncés au bureau et punis d'une amende de 50 centimes⁴⁴.

Une autre mesure en vue de diminuer le temps improductif consiste dans l'interdiction de fumer ainsi que de lire des cartes postales au travail. Toutes ces prescriptions visent à éliminer ou au moins à diminuer les moments creux entre les étapes du travail et donc à prévenir tout ralentissement du rythme de travail. La menace d'une amende en cas de non-respect répété du règlement montre l'importance d'une retenue sur le salaire comme mesure disciplinaire. Cette pratique alors légale est inscrite dans la logique de l'aube du capitalisme, dans laquelle la relation entre employeur et employé consiste en l'échange d'un salaire contre du temps. L'employeur s'estime en droit de ne pas accorder le salaire convenu si l'ouvrier ne remplit pas les obligations prévues dans son contrat.

En cas d'arrêt du travail, la direction prend des mesures plus sévères. Des absences injustifiées, comme le « lundi bleu » traditionnel, ne sont pas tolérables :

Les absences non justifiées et notamment les lundis et vendredis bleus, source de ruine morale et physique, ne sont pas tolérés aux Longines ; ils entraînent un retard dans la paye (bons bleus) et peuvent en se renouvelant amener le renvoi de l'ouvrier⁴⁵.

⁴³ Archives Longines, E 122.1, 13 novembre 1884.

⁴⁴ Archives Longines, E 122.3.

⁴⁵ Archives Longines, E 122.3. Règlement de fabrique 1879, article 8.

On peut trouver plausible, vu d'aujourd'hui, qu'un ouvrier ne soit pas payé, voire se fasse licencier s'il n'accomplit pas ses heures de travail ; mais à l'époque ce n'est pas évident. Il a fallu un changement de mentalité dans la culture ouvrière pour que cette norme s'impose. E. P. Thompson l'a bien montré dans son essai sur l'introduction des horloges et le changement de paradigme qu'elles ont entraîné dans le monde du travail en Angleterre⁴⁶. Dans le monde préindustriel, le travail est marqué par l'irrégularité. Dans les exploitations agricoles, le travail à domicile ou les petits ateliers artisanaux, la durée du travail s'organise selon la part que chacun doit y consacrer. Mais le rythme hebdomadaire est rompu en fin de semaine, lorsque l'on arrête de travailler et que l'on s'adonne à l'alcool. À l'époque victorienne, l'arrêt du travail se prolonge fréquemment la « Saint Lundi ». La division croissante du travail réclame, selon Thompson, de plus en plus de synchronisation de la production : au XVIII^e siècle, l'horloge apparaît dans les fabriques en même temps que les règlements stricts, les plans de travail obligatoires, les pointeuses, le personnel de surveillance et les sanctions disciplinaires. Avec l'horloge de l'usine, les entrepreneurs ont introduit un strict régime horaire, ce qui ne transforme pas seulement la culture ouvrière mais peut aussi accroître la durée du travail. Il faudra certes plusieurs générations pour que les mentalités évoluent, mais finalement les fabricants parviennent à imposer aux ouvrières et aux ouvriers leur notion du temps, et à faire de la réduction de la durée du travail une des principales revendications du mouvement ouvrier. Celui-ci intègre ainsi la notion entrepreneuriale que « le temps, c'est de l'argent ».

Ce que dit Thompson de l'Angleterre vaut aussi pour l'industrie horlogère du Vallon, et en particulier pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, lorsque la production se déplace du travail à domicile dans les ateliers et les fabriques. Dans les ateliers, la culture du ralenti et de la pose sporadique des outils peut encore se manifester, selon des rapports de l'époque. L'introduction des horaires dans les fabriques signifie quant à elle une rupture radicale avec la culture ouvrière antérieure. Le changement de mentalités exige plusieurs générations dans le Vallon, si l'on suit le livret de la direction de Longines. Jusqu'au début du XX^e siècle, on y trouve des indications récurrentes sur le respect des horaires de travail.

En 1877, la Confédération suisse devient acteur de la réglementation de la durée du travail. La première Loi fédérale sur le travail en fabrique, approuvée de justesse le 21 octobre 1877, intervient sur les horaires, domaine réservé jusque-là aux employeurs. La loi prévoit entre autres la limitation de la durée du travail à 11 heures par jour, l'interdiction de faire travailler des enfants de moins de 14 ans et une protection spécifique pour les femmes. Selon son article 15, le travail des femmes est interdit pendant la nuit ainsi qu'avant et après leurs couchés, elles ne peuvent le reprendre qu'après six semaines. Ces mesures, destinées à protéger la santé de la population ouvrière, rencontrent paradoxalement une certaine opposition, comme en témoigne la pétition de l'ouvrier Adolphe Straub au préfet de Courtelary. L'épouse de Straub aurait voulu reprendre son travail chez Longines quelques jours après la naissance de leur enfant. Le père argumente que le travail de son épouse n'est pas pénible : elle doit simplement percer des trous à la machine dans des plaques et peut travailler à côté du poêle. Même si la naissance a eu lieu 17 jours plus tôt seulement, sa femme a repris ses forces. Une lettre d'accompagnement de la sage-femme le confirme. Mais Jacques David interdit à l'épouse de Straub de reprendre le travail, indiquant que ce n'est plus autorisé selon la loi sur les fabriques. Straub demande alors l'intervention du préfet en faveur de sa famille « parce qu'il faut bien comprendre qu'avec les impôts qu'il faut payer à St-Imier nous n'avons pas le moyen de laisser nos femmes six semaines sans travailler »⁴⁷.

Straub avance des arguments économiques contre la loi sur les fabriques. Cela montre d'une part combien les revenus des familles d'ouvriers sont précaires ; d'autre part, on peut y voir l'adoption de la conception du temps des fabriques. La maxime « le temps, c'est de l'argent » est utilisée ici de manière pervertie. À la différence du point de vue d'un Francillon, elle ne signifie pas ici une accélération et un gain de temps pour accroître les profits, mais un arrêt de travail et une baisse de salaire pouvant aller jusqu'à mettre en danger la survie.

⁴⁶ Edward P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, traduit de l'anglais, Paris, 2004.

⁴⁷ AEB, Bez Courtelary B 158, lettre du 21 janvier 1879.

La loi fédérale sur les fabriques oblige aussi Longines à adapter la durée du travail. Auparavant, la journée allait en règle générale de 7 h 45 à 20 heures en hiver, de 6 h 45 à 19 heures en été, avec une pause d'une heure à midi, soit 11 heures et 15 minutes. Il faut la réduire de 15 minutes. Mais le propriétaire « n'offre » pas vraiment ce quart d'heure à son personnel : il « demande que le quart d'heure que nous perdons se retourne dans une exacte observation de l'horaire »⁴⁸.

La loi ne définit pas précisément ce qu'est une fabrique : « tout établissement industriel où un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement, hors de leur demeure et dans un local fermé » (article 2). Elle n'est d'ailleurs pas seulement en faveur des ouvriers. Elle les protège certes, les femmes en particulier, contre un travail supplémentaire, mais ne prévoit aucune compensation salariale pour le temps « perdu ». Elle n'offre pas non plus de garantie que l'on travaillera effectivement onze heures. La durée du travail et, par conséquent, le salaire varient selon les carnets de commandes et l'état des affaires de l'entreprise. On ne travaille pas non plus à la fabrique les dimanches ni les jours fériés, comme le vendredi saint, l'Ascension et Noël. Les jours de fêtes locales, comme les Brandons et la Saint-Jean, ou lors de festivités patriotiques comme la fête cantonale de tir, le travail s'arrête pendant quelques heures. Enfin, la fabrique ferme lors d'événements dans la famille du patron, mariage de ses enfants ou enterrement de parents. À la mort du fils d'Ernest Francillon, le travail cesse pendant deux jours, et pendant trois jours à la mort du fondateur de Longines. Pendant les funérailles de ce dernier, le temps s'arrête vraiment à Saint-Imier : non seulement la fabrique mais tous les commerces du village sont fermés.

Le système juridique et économique a pour conséquence que la durée du travail et donc le salaire sont organisés par les propriétaires et les chefs d'ateliers. Mais le pouvoir des entrepreneurs de déterminer le temps n'a pas été accepté sans résistance : on le voit à l'exemple d'un cas bien documenté, la protestation ouvrière de 1871-1872 dans l'atelier de Jules-Edmond Chopard à Sonvilier. Avant Noël, quatorze ouvriers adressent une lettre au patron pour demander de pouvoir travailler le 25 décembre ou, au cas où l'atelier fermerait, de toucher un dédommagement. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de la fermeture d'un jour mais de la question de principe : qui peut déterminer le temps ? Avec cette fermeture de l'atelier sans compensation financière, ils se voient « blessés dans nos intimes convictions, d'être obligé de sanctifier un jour que nous ne reconnaissons pas sacré pour nous. En même temps cela nous fait de la peine que vous ayez la malheureuse idée, d'imposer d'une manière illégale votre opinion à tout un atelier »⁴⁹.

Lorsque Chopard refuse la demande, argumentant que cela créerait un précédent et qu'il aurait à craindre que soit aussi demandée l'ouverture de l'atelier les dimanches, les ouvriers réitèrent leur revendication et l'élargissent. Au nom du personnel de l'atelier Chopard, la Fédération des Sections des ouvriers graveurs et guillocheurs du district de Courtelary réclame une compensation rétroactive pour la journée de travail perdue à Noël et, à l'avenir, la garantie de 26 jours de travail par mois. Elle refuse nettement une pause décidée par le patron sans indemnité.

Au cas où vos opinions religieuses vous obligeraient à fermer votre atelier un jour de la semaine la fédération des sections des ouvriers graveurs & guillocheurs vous reconnaît ce droit, moyennant que vous indemniez vos ouvriers pour le temps que vous leur aurez fait perdre.

Caractériser un jour sans travail et sans indemnité de « temps perdu » montre combien les ouvriers ont adopté la notion capitaliste du temps. Cette notion correspond-elle à leurs opinions, les graveurs et guillocheurs de chez Chopard ont-ils achevé le changement de mentalité que décrit E. P. Thompson, ou bien cette formulation est-elle une formule rhétorique contre le patron qui parle de « leur » temps ? Nous ne pouvons répondre à cette question ; il est clair que les ouvriers luttent pour leur autonomie. Ils perdent cette fois la partie. Chopard décide bientôt de diminuer son personnel, conséquence directe selon lui de la revendication qui sape son autorité. On ne sait pas combien de graveurs et de guillocheurs perdent leur emploi à la Noël 1871. Mais l'atmosphère de travail à

⁴⁸ Archives Longines, E 122.1, 18 mars 1878.

⁴⁹ AEB, Bez Courtelary B 170. Lettre de la Fédération des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary à Jules-Edmond Chopard, 2 janvier 1872.

l'atelier n'est plus au beau fixe. Un an et demi plus tard éclate un nouveau conflit qui prend une dimension bien plus importante, comme on le verra.

* * *

Longines a été une pionnière dans la mécanisation de la production de montres en Suisse. Depuis l'ouverture de la fabrique en 1867, les machines font partie intégrante du travail dans tous les ateliers quasiment. La place qu'elles prennent est bien visible sur les gravures de la brochure publicitaire de 1889 que nous avons déjà évoquée. Des courroies traversent les salles, des roues de transmission s'alignent entre les postes de travail. Ouvrières et ouvriers y servent « leurs » machines, pour l'étamage, la perforation et le polissage des parties. Ils sont assis sur des tabourets ou de longs bancs où ils effectuent les étapes du travail qui leur est assigné. Pas de vis-à-vis, généralement, car les postes de travail font face aux fenêtres pour bénéficier d'autant de lumière que possible sur les établis. Ce n'est donc pas le regard qui relie les personnes, mais les transmissions hydrauliques qui traversent toute la halle, emplissent l'espace de leur roulement monotone et fournissent l'énergie qui fait marcher les machines. Comme des marionnettes mues par leurs fils, hommes et femmes effectuent leur travail monotone entraîné par les machines et selon l'allure de celles-ci. Le rythme est donné tant par le cycle des machines que par les contremaîtres en arrière-plan. Ces derniers veillent à ce que le nombre de pièces imposé par la direction soit atteint à la fin de la journée.

Dans le travail chez Longines, le corps humain se fond dans la machine. L'homme est son servant, une sorte de bras prolongé de la machine. La symbiose observée par Jacques David, lors de sa visite d'usines d'horlogerie en Amérique du Nord en 1876, semble bien réalisée chez Longines. La question se pose de savoir si l'on peut parler de symbiose, ou plutôt du temps dicté par la machine à travers le système horaire imposé par la direction, comme le fixe le règlement de fabrique de 1879 et comme on ne cesse de le répéter au personnel, selon le livret : « Le signal pour commencer comme et pour quitter le travail est donné par les transmissions. »

Les « transmissions » mettent en marche les machines qui dictent son rythme au travail et l'imposent aux hommes. Le temps de travail et le salaire ne sont comptés que quand les machines tournent. Les activités antérieures ou postérieures ne comptent explicitement pas comme temps de travail : « Il est interdit de changer le vêtement ou de se laver les mains avant l'arrêt des transmissions qui indique l'heure de sortie. »

On pourrait dire que les machines et les hommes sont mis en marche ou arrêtés en même temps, et alimentés par la fabrique. Les premières sous forme d'énergie, les deuxièmes sous forme de salaires.

Le congrès de Saint-Imier, naissance du mouvement anarchiste international

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays ; [...] Les délégués des Fédérations et Sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines réunis à ce Congrès ont conclu, au nom de ces Fédérations et Sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle [...] ¹.



L'Hôtel de Ville (Hôtel Central) à Saint-Imier en 1906.

Les 15 et 16 septembre 1872 s'est joué à Saint-Imier un épisode de l'histoire mondiale, même si peu d'habitants du village s'en sont rendu compte. Les fédérations de l'Association internationale des travailleurs (AIT) ont envoyé des délégués qui retrouvent les militants locaux à l'Hôtel de la Maison de Ville, sur la place du Marché, pour y tenir un congrès. Les quatre longues résolutions adoptées ont encore un écho mondial aujourd'hui.

Le congrès de Saint-Imier s'inscrit dans la tradition des congrès annuels de l'AIT, qui se réunissent depuis 1866. Ils constituent les organes directeurs de l'Internationale, où les représentants des fédérations nationales discutent entre eux des projets de résolutions, se disputent parfois, usent de stratagèmes. Au congrès de La Haye en 1872, des manœuvres ont permis l'exclusion de plusieurs militants anti-autoritaires ; c'est ce qui a suscité le projet d'un « contre-congrès » à Saint-Imier.

Ici nous nous attarderons peu aux motifs qui ont conduit au congrès de Saint-Imier, mais plus à sa fonction de moment clé de la constitution du mouvement anarchiste. Nous nous interrogerons sur les nouveaux modes d'interprétation des participants, en particulier sur leurs conceptions du temps et de l'espace et sur le rôle des congrès comme celui de Saint-Imier dans la naissance du mouvement anarchiste. Là se sont retrouvés, comme lors des autres congrès internationaux, des hommes et des idées provenant de tous les pays de l'Internationale. Pendant une courte période, tout le mouvement ouvrier ou anarchiste s'est manifesté ainsi, condensé en un seul endroit. Les participants ont échangé entre eux des connaissances, des expériences, des normes, des pratiques culturelles, et noué de nouveaux liens.

¹ Résolution du Congrès anti-autoritaire international réuni à Saint-Imier le 15 septembre 1872.

Ils ont ensuite rapporté les résultats dans leurs pays, qui ont contribué au développement du mouvement. Les congrès sont un objet d'étude qui permet de préciser l'ampleur, la structure translocale et l'intention globale du mouvement ouvrier. Pour le mouvement anarchiste, c'est ce que nous verrons sur la base du congrès de Saint-Imier en 1872.

La rencontre entre des réseaux cosmopolites

J'avais évolué au cours de cette année [à Zurich] comme la plupart d'entre nous ; ce qui avait d'abord été mon but ne m'apparaissait plus que comme un moyen. Les connaissances techniques et professionnelles perdaient à mes yeux de leur prix. Nous avons pensé à soulager les souffrances du peuple au lieu de les guérir².

Les biographies des participants au congrès donnent un premier aperçu de l'ampleur et du caractère mondial du mouvement anarchiste en devenir. Nous ne disposons malheureusement pas d'une liste définitive des personnes présentes ; à partir des souvenirs de James Guillaume et des *Carnets* manuscrits de Bakounine, on peut reconstituer une liste de 43 participants. Mais tant Guillaume que Bakounine n'ont relevé que les noms des quinze délégués et des personnes venues de l'étranger, et non ceux des militants locaux. Il y a eu sans doute plus de monde. La Fédération jurassienne a tenu son congrès la veille ; elle compte alors neuf sections et quelque 300 membres, dont une centaine dans le val de Saint-Imier. Lors des événements publics, la présence des ouvriers a dû être importante. Nous devons nous restreindre aux quarante-trois participants connus.

Leurs origines montrent bien le caractère international – ou plutôt européen – du congrès. Ils proviennent de six pays : Italie, Espagne, France, Grande-Bretagne, Suisse et Russie. Mais avant et après le congrès, ils résident dans bien d'autres pays ; ces militants, venus de toute l'Europe, ont connu par la suite une mobilité plus forte encore, ce qui a donné au mouvement anarchiste une dimension vraiment mondiale.

Ils constituent ainsi des réseaux, dont les sommets (les lieux de résidence des acteurs) se relient entre eux par les échanges. Là où convergent plusieurs acteurs, leur point de rencontre devient un centre du réseau ; c'est le cas de Saint-Imier. Il ne s'agit pas ici de faire une évaluation quantitative ; les notices biographiques des participants au congrès donnent simplement une idée de la variété et des dimensions de leurs réseaux en 1872 ainsi que des échanges culturels et pratiques qu'ils ont favorisés. Chaque participant a apporté ses expériences qu'il a partagées, développées, reliées et appliquées pendant les deux jours du congrès à Saint-Imier. Toutefois, cette vision égalitaire ne doit pas cacher le fait que certaines personnes ont bénéficié de plus d'attention en raison de leur réputation et de leur âge et ont donc probablement eu une influence beaucoup plus grande sur les autres participants, jeunes pour la plupart. En effet, 26 participants connus ont moins de 30 ans, certains moins de 20. Plusieurs d'entre eux ont là leurs premiers contacts avec les idées révolutionnaires et avec des révolutionnaires « patentés », font leur première expérience internationale. On ne déduira toutefois pas de cela que les transferts se passent seulement des anciens vers les jeunes ; il ne fait aucun doute que des dialogues et des discussions de groupe ont eu lieu pendant ces deux journées, sans principe d'ancienneté ni de hiérarchie.

Présentons les participants en cinq groupes. Le premier concerne les « indigènes », militants de la Fédération jurassienne ; le deuxième, les « anciens », le troisième les communards, puis les militants de l'AIT en Espagne et en Italie, enfin les jeunes Russes.

Les horlogers jurassiens

Dans les études portant sur le congrès de Saint-Imier, les participants locaux sont à peine évoqués, à la différence des anarchistes plus connus. Ils deviennent une grande inconnue, une masse anonyme qui n'est là que pour écouter. Ce qui est paradoxal : les « Jurassiens » n'ont-ils pas été parmi les premiers à défendre les idées anti-autoritaires, à les diffuser dans leurs réseaux ? C'est

² Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*, Paris, 1930, p. 64.

leur réputation – en sus de la situation centrale de Saint-Imier en Europe – qui a fait choisir le village pour lieu du congrès international. Les participants venant d'Espagne ou d'Italie sont impatients de connaître la réalité locale et ses militants dont ils se sentent proches. Une communauté imaginaire va devenir réelle.

Les Jurassiens sont actifs depuis plusieurs années dans l'Internationale. Les premières sections y ont vu le jour en 1865, moins d'un an après la fondation de l'AIT, qui est encore fort peu connue dans d'autres pays. Le programme internationaliste et anarchiste y a trouvé un terrain fertile. Les participants étrangers au congrès les ont côtoyés aux congrès annuels de l'AIT, des révolutionnaires leur ont rendu visite et ont raconté la vie dans ces régions, qu'on s'est plu à appeler « le bastion de l'anarchisme ». Même s'il ne parle d'eux que plus tard, on peut citer Pierre Kropotkine qui, dans ses mémoires, parle de sa première visite aux ouvriers du val de Saint-Imier comme d'une expérience fondatrice : « Quand je quittai ces montagnes, après un séjour de quelques jours au milieu des horlogers, mes opinions sur le socialisme étaient fixées. J'étais anarchiste³. »

C'est surtout depuis 1871 qu'ils se font connaître. Le 12 novembre 1871, une *Circulaire* est adressée de Sonvilier à toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs. Décidant de se constituer en Fédération jurassienne, les délégués signataires s'en prennent frontalement à l'autorité du Conseil général : « composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions [du congrès] de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale » et vouloir y faire prédominer son propre programme. Ils lui reprochent d'avoir convoqué une conférence secrète à Londres, en été 1871, contrairement aux Statuts, et de faire de l'AIT une organisation hiérarchique, dirigée et gouvernée par un Comité. « Il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir sur ses semblables demeure un homme moral. Le Conseil Général ne pouvait pas échapper à cette loi fatale⁴. »

Le texte ne cite pas de nom, mais il est clair pour tous que la critique s'adresse à Karl Marx, un des moteurs de l'Internationale dès ses débuts. Avec ce message, les Jurassiens défendent clairement leur autonomie et dénoncent en même temps les machinations de Marx. Personne n'a jamais osé le faire sous une forme aussi évidente et aussi bien diffusée. Ils donnent un sérieux coup de boutoir au trône sur lequel ils voyaient Marx s'être assis.

Le trône sur lequel ce dernier se croyait en sécurité est ébranlé par l'écho de ces déclarations. Friedrich Engels essaie de dénigrer la circulaire, révolte « d'un petit nombre d'internationalistes, qui va s'amenuisant, dans un coin de la Suisse ». Mais Marx et Engels, qui tiennent au centralisme de l'organisation, voient bien dans les agissements de la Fédération jurassienne une menace pour « leur » Internationale. Selon Engels, cela tient à la place centrale qu'elle occupe dans un réseau anarchiste mondial de plus en plus étendu. Au printemps 1872, ils entament ensemble une campagne contre les rebelles jurassiens, visant à les discréditer et à les isoler. Mais c'est l'inverse qui se produit.

Au congrès de septembre 1872, on rencontre la plupart des signataires de la circulaire de Sonvilier : Léon Schwitzguébel (né en 1845, guillocheur à Sonvilier), Justin Gerber (1852-1876, graveur à Sonvilier), Christian Hofer (horloger à Moutier), Auguste Spichiger (1842-1919, guillocheur au Locle), Charles Chopard (né en 1845, graveur à Sonvilier), James Guillaume (1844-1916, imprimeur à Neuchâtel). D'autres membres de la Fédération jurassienne y sont aussi : Charles Beslay, Fritz Chautems (né en 1849, graveur à Bienne puis au Locle), Edouard Collier (La Chaux-de-Fonds), François Delacoste (La Chaux-de-Fonds), Ali Eberhardt (remonteur à Saint-Imier), Arthur Hämmerli (né en 1846, monteur de boîtes à Saint-Imier), Adolphe Herter (né en 1822, graveur à Saint-Imier), Paul Humbert (graveur ou guillocheur, La Chaux-de-Fonds), Paul Junet (né en 1852, graveur à Sonvilier), Georges Lachat (Moutier), Gustave Lefrançais, Louis Pindy, Samuel Schneider (né en 1843, remonteur à Saint-Imier) et Adhémar Schwitzguébel (1844-1895, graveur à Sonvilier).

³ Pierre Kropotkine, *Autour d'une vie*, Paris, 1902, p. 294.

⁴ Circulaire à toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs, 12 novembre 1871.

Parler de « Jurassiens » est un peu trompeur. Parmi les membres de la Fédération jurassienne, certains habitent Genève ou Neuchâtel. D'autres sont des réfugiés politiques de diverses régions d'Europe, comme les communards Beslay, Lefrançais ou Pindy. et ceux qui résident dans le Jura bernois n'en sont pas tous originaires. On a vu plus haut la forte mobilité des ouvrières et ouvriers à cette époque. La production de montres pour l'exportation fait venir dans le val de Saint-Imier des personnes de toute la Suisse, voire des pays voisins, qui y apportent leur expérience. Huit participants au congrès sont ainsi, eux-mêmes ou leurs parents, originaires d'ailleurs en Suisse : Eberhardt, Gerber, Hämmerli, Herter, Junet, Schneider et les frères Adhémar et Léon Schwitzguébel. Leurs biographies sont sans doute représentatives de celles des autres militants qui participèrent au congrès de septembre.



James Guillaume, vers 1866.

Étonnamment, exception faite de James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, les travaux d'historien·nes ne donnent quasiment aucune indication biographique sur eux ; les informations retenues proviennent toujours des souvenirs de Guillaume. Il a fallu exploiter les sources locales pour faire un peu de lumière sur ces « inconnus » ; on s'en tiendra aux personnes résidant alors à Sonvilier et à Saint-Imier. Certains noms alémaniques signalent une immigration, parfois récente : Hämmerli arrive entre 1866 et 1872 de sa commune de Tschugg, au sud du lac de Biemme ; Schneider vient d'Uetendorf près de Thoun et dépose ses papiers à Saint-Imier le 27 septembre 1867 ; Junet n'est inscrit que le 13 janvier 1871. Herter n'est pas né dans le Vallon mais y réside apparemment avant 1845, venu probablement de Thielle, entre les lacs de Biemme et de Neuchâtel. Eberhardt, Gerber et les frères Schwitzguébel sont d'origine alémanique, mais sans doute leurs parents ou leurs grands-parents vivent-ils déjà dans le Vallon. La famille Schwitzguébel, par exemple, originaire de Saanen (Gessenay), s'établit dans le Jura au XVIII^e siècle. Le grand-père d'Adhémar et de Léon arrive au début du XIX^e siècle dans le val de Saint-Imier, leur père y naît en 1817. Ses fils sont nés en 1844 et 1845 à Sonvilier, où réside alors leur famille. Un seul des neuf protagonistes est d'origine locale, Charles Chopard de Sonvilier.

Grâce aux registres électoraux et aux recensements à Saint-Imier, on connaît les dates de naissance de sept participants sur neuf. Herter, né en 1822, est un des plus âgés du congrès jurassien, mais aussi du congrès international : seuls Beslay et Bakounine sont plus âgés que lui. Gerber, 21 ans, et Junet, 20 ans, sont les plus jeunes. Les quatre autres, nés entre 1844 et 1846, ont le même âge que la majorité des délégués.

Tous travaillent dans l'horlogerie, ce qui n'a rien d'étonnant mais qui différencie leur groupe des autres participants. Cinq d'entre eux sont graveurs (Chopard, Gerber, Herter, Junet et Adhémar Schwitzguébel), deux remonteurs (Eberhardt et Schneider), un est guillocheur (Léon Schwitzguébel), le dernier monteur de boîtes (Hämmerli). Ils ne sont donc pas parmi les plus pauvres de la population. Mais on a vu que même pour ces professionnels, surtout en début de carrière, la situation économique peut être précaire. Les registres du rôle des impositions montrent bien les variations de revenu. Le graveur Charles Chopard passe chef d'atelier en 1875, et grimpe dès lors de la 12^e à la 8^e tranche d'imposition. Le remonteur Eberhardt reste jusqu'en 1880 dans la tranche 11, son revenu se situe donc dans le tiers inférieur. Quatre militants voient leur revenu diminuer : Hämmerli passe de 1870 à 1880 de la tranche 10 à la tranche 14 ; il s'est marié entre-temps, et son revenu de 1880 comprend celui de sa femme, qui est polisseuse ; la baisse de revenu est probablement encore plus forte. Le graveur Herter, ouvrier âgé, est déjà passé entre 1860 et 1870 de la tranche 11 à la 14 ; il est mort entre 1877 et 1880. Le graveur Adhémar Schwitzguébel était dans la modeste tranche 12 jusqu'en 1876, quand la reprise de l'atelier paternel l'a fait passer à

la tranche 9 ; mais dès les années 1880 il s'appauvrit de plus en plus. Le cas le plus frappant est celui de Samuel Schneider, qui en dix ans passe du statut de remonteur qualifié (tranche 7) à celui de journalier miséreux. On voit une fois de plus que le déclin est bien plus fréquent que l'augmentation des revenus. Plusieurs quittent la région pour des motifs économiques : outre Adhémar Schwitzguébel, son frère Léon quitte Sonvilier probablement en 1877, Paul Junet déjà en 1874. Quant à Justin Gerber, il meurt de tuberculose quatre ans après le congrès, à l'âge de 24 ans.

Ont-ils eu des contacts internationaux, voyagé hors du pays ? Aucune source ne l'atteste. Ils ont parfois été délégués à un congrès régional de la Fédération jurassienne, mais seul Adhémar Schwitzguébel l'a représentée à des congrès internationaux. De ce point de vue, le congrès de Saint-Imier a dû être un événement unique dans leur vie : le mouvement anarchiste s'y affirme, en chair et en os. Les groupes étrangers y ont un visage, les jeunes militants horlogers y entendent les langues de leur mouvement, des témoignages de vive voix. Tant pour les gens du lieu que pour ceux venus d'ailleurs, l'idée devient réalité, le programme anarchiste devient chose réalisable : ce congrès représente une forte motivation pour tous.

Il serait erroné de conclure de l'absence de contacts internationaux un moindre militantisme. Pour des raisons financières, la Fédération jurassienne n'a jamais envoyé qu'un ou deux délégués aux congrès de l'AIT. Les déplacements à l'étranger sont coûteux : la délégation au congrès de Bruxelles de 1874 a coûté quelque 250 à 300 francs. Et pourtant, à neuf reprises pour les onze congrès internationaux, un ouvrier du val de Saint-Imier a représenté la Fédération romande, puis la Fédération jurassienne. Le plus souvent, à cinq reprises, il s'est agi de Schwitzguébel, ce qui témoigne de son rôle central dans le réseau anarchiste et l'histoire du mouvement.

Adhémar Schwitzguébel

Militant de la première heure, il participe jusqu'en 1880 au moins aux débats internationaux, il a probablement le réseau le plus étendu. Par la suite, engagé dans le mouvement syndical réformiste, il élargit ce réseau à d'autres courants. Bien qu'il soit mort relativement jeune, on doit voir en lui un des rares acteurs du mouvement ouvrier suisse du XIX^e siècle qui a eu des liens avec tous les courants de gauche au niveau national et international. Sa biographie raconte un morceau de l'histoire de l'AIT, de l'anarchisme dans le Vallon et du mouvement ouvrier suisse en général.

Quand le docteur Pierre Coullery de La Chaux-de-Fonds se rend dans le val de Saint-Imier au printemps 1866 pour y lancer des sections de l'AIT, il trouve en Adhémar Schwitzguébel une aide enthousiaste. Le jeune homme est présent le 17 mars 1866, date de création de la première section. Huit jours plus tard, à l'initiative de Coullery, se fonde la section de Saint-Imier, après celles de Genève, La Chaux-de-Fonds et Boncourt. Schwitzguébel est élu président de la section de Sonvilier, qu'il met aussitôt en relation avec les autres. Il détaille ses activités et ses progrès dans le journal de Coullery, la *Voix de l'Avenir*. Il élargit aussi les contacts, demandant par exemple à Johann Philipp Becker un abonnement à son journal genevois *Der Vorbote*, dès le 11 mai.

Le jeune militant de Sonvilier va même être délégué par sa section au 1^{er} Congrès de l'Internationale, qui se réunit à Genève du 3 au 8 septembre 1866. Il est allé à pied ou en voiture postale jusqu'à La Chaux-de-Fonds pour y prendre le train. La photo des congressistes doit l'avoir impressionné, avec soixante délégués représentant 46 sections : il y a fait une première expérience de la mondialité. Il y a rencontré cinq membres du Conseil général de Londres, les fondateurs de l'Internationale en France, Henri Tolain et Ernest Edouard Fribourg, d'autres militants français comme Eugène Varlin, Benoît Malon ou Albert Richard. De Suisse sont présents aussi Johann Philipp Becker, James Guillaume et Karl Bürkli. Guillaume sera le compagnon de Schwitzguébel pendant sa période anarchiste, Bürkli un compagnon social-démocrate.

Le congrès de Genève a notamment adopté les Statuts de l'AIT. Leur préambule est plein d'optimisme et d'espoir ; en outre, il souligne bien la nécessaire coordination internationale, déclarant « que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ».

Notre jeune graveur a dû se sentir encouragé, par l'adoption unanime et la diffusion de ce texte, à faire partie d'un mouvement international. Il a eu la chance de participer à ce premier congrès, où il a eu des contacts avec des acteurs de plusieurs pays, lors de conversations en personne, ou parce qu'il se sent lié avec ceux qui siègent à ses côtés.

A-t-il ramené la photo de groupe à Saint-Imier ? On ne le sait pas ; en revanche, il possédait sans doute la photographie prise au IV^e congrès de l'Internationale, en 1869 à Bâle. Des reproductions ont été largement diffusées. Schwitzguébel y figure sous le numéro 20, en veste blanche, sur l'escalier. Parmi les autres délégués, il va retrouver trois ans plus tard Michel Bakounine, Rafael Farga Pellicer, Louis Pindy, entre autres, au congrès de Saint-Imier. Il en connaît sans doute d'autres, Gaspar Sentiñon qui résidera dans le Jura, Hermann Jung, qui a émigré du Vallon à Londres ; d'autres vont suivre des voies divergentes, comme Hermann Greulich, mais c'est ce dernier qui plus tard lui procurera un poste au Secrétariat ouvrier suisse.

Il va assister à trois autres congrès internationaux, les années suivantes : à La Haye puis à Saint-Imier en 1872, à Bruxelles en 1874, en sus de ceux de la Fédération jurassienne. En une quinzaine d'années, il se constitue un important réseau par-dessus les frontières, ainsi que dans le pays. C'est en 1869 que s'est constituée en Suisse la Fédération romande, où l'unité ne dure guère : un an plus tard elle se scinde en une branche « centraliste » et une branche « autonomiste », qui prend le nom de Fédération jurassienne en 1871. La scission dans la Fédération romande préfigure celle qui se produira en 1872 dans l'AIT.

Schwitzguébel joue aussi un rôle central, jusqu'en 1876 au moins, comme membre des organes directeurs de la Fédération jurassienne et du Bureau fédéral de l'Internationale, quand celui-ci a son siège dans le Vallon. Il reçoit et envoie la correspondance, gère la publication et les abonnements au *Bulletin*, accueille sans doute les compagnons de passage. Cet engagement infatigable se termine toutefois lorsqu'il tombe dans la misère : obligé de liquider son atelier lourdement endetté, il part en 1889 pour Bienne avec sa femme et leurs sept enfants, et y redevient ouvrier graveur avant de prendre la fonction de secrétaire ouvrier romand. Le secrétariat émane de la Fédération ouvrière suisse, qui coordonne syndicats, associations et mutuelles ; il est subventionné par la Confédération et dirigé par Hermann Greulich, vieil adversaire des anarchistes.

La nomination de Schwitzguébel lui vaut évidemment de vifs reproches. Malgré cette nouvelle orientation, il reprend un projet qui lui tenait à cœur du temps de l'Internationale, la réunion de tous les syndicats d'ouvriers horlogers dans une même fédération. La Fédération ouvrière horlogère est fondée en 1892. Peu après sa constitution, grèves et conflits s'intensifient, dans le canton de Soleure, puis à Saint-Imier. Là, Schwitzguébel joue son rôle de médiateur entre deux personnes qu'il connaît bien : le fabricant Ernest Francillon, représentant les employeurs, et le délégué ouvrier, Ali Eberhardt, qui finissent par conclure un accord.

Son expérience et son réseau lui donnent un rôle central dans la FOH, dont il a élaboré les statuts ; la première assemblée a lieu à Saint-Imier et l'élit président. Sa mort prématurée à 50 ans à peine ne lui permet toutefois pas de faire carrière dans le mouvement socialiste.

Des vieux révolutionnaires



Parmi les congressistes de Saint-Imier se trouvent deux anciens, à l'expérience révolutionnaire légendaire, Bakounine et Fanelli. Le plus connu est Michel Bakounine. Il a déjà séjourné dans la région, et le congrès est pour beaucoup l'occasion de renouer les contacts avec lui. D'autres s'y joignent, et ce sont des heures et des nuits de discussion dont il reste des témoignages.

On pourrait reproduire la carte des séjours de Bakounine de 1848 à 1872 sur une carte des révoltes sociales de la même période, les deux coïncideraient. À chaque étape il se lie aux cercles révolutionnaires, son réseau de 1872 s'étend à toute l'Europe.

Michel Bakounine photographié par Sylvain Clément, vers 1871.

Né en 1814 dans une famille noble du gouvernement de Tver, à quelque 300 km au nord-ouest de Moscou, il part jeune étudier la philosophie à Moscou : c'est là qu'il rencontre Alexandre Herzen et Nicolas Ogarev et qu'il se rapproche de leurs idées socialistes. En 1840, il quitte l'empire des tsars pour n'y retourner que onze ans plus tard, prisonnier. À l'université de Berlin, où la réputation de Friedrich Schilling et de Karl Werder l'a attiré, il se lie d'amitié avec le futur écrivain Ivan Tourguéniev et entre dans le cercle des Jeunes-Hégéliens, avec les frères Bruno et Edgar Bauer et Max Stirner. De là il se rend à Dresde, où le compositeur Adolf Reichel devient l'un de ses plus proches amis et où l'influence d'Arnold Ruge semble avoir été décisive. Ce dernier publie une revue annuelle, les *Deutsche Jahrbücher für Wissenschaft und Kunst*, dans laquelle Bakounine écrit son premier article politique, *La réaction en Allemagne*, sous le pseudonyme de Jules Elysard. C'est ce texte qui se termine par la phrase emblématique : « La passion de la destruction est en même temps une passion créatrice. »

Les autorités russes sont alertées : Bakounine va devoir fuir. En Suisse d'abord, avec Georg Herwegh, où il se lie aux frères Vogt puis au communiste Wilhelm Weitling ; à Bruxelles, enfin à Paris où il passe trois ans, de 1845 à 1847. C'est là qu'il rencontre Marx et Proudhon, c'est là qu'il embrasse la cause polonaise. Il disparaît de nouveau à Bruxelles – mais éclate la révolution de février 1848, et il n'a rien de plus pressé que de regagner Paris où « ce fut un mois de griserie pour l'âme... C'était une fête sans commencement et sans fin ». Il va désormais être un participant actif, un homme d'action. Après Paris, son chemin le mène en Prusse, à Prague, à Dresde où il est avec Richard Wagner sur les barricades. Cette fois il ne réussira pas à fuir ; après les prisons de Saxe et de Bohême, il est extradé vers la Russie en 1854 ; trois ans de prison, quatre ans d'exil avant une évasion qui lui fait faire le tour du monde, passant par le Japon et les États-Unis pour rejoindre Londres en quelques mois.

Ces aventures forgent sa réputation, on parle de lui dans les journaux, on distribue sa photo, la légende s'installe. Il reprend ses projets et ses errances pour arriver en 1864 en Italie, puis en 1867 en Suisse ; c'est alors que la cause slave va laisser la place à un projet révolutionnaire plus global. Avant le congrès de Saint-Imier, il a séjourné à deux reprises dans la région pour y tenir des conférences : au Locle et à La Chaux-de-Fonds au printemps 1869, dans le Vallon en avril 1871. Les Jurassiens ont donc eu déjà l'occasion de le connaître et de l'apprécier, et à travers lui de faire l'expérience de l'internationalisme et de l'espoir révolutionnaire.

L'autre militant de longue date s'appelle Giuseppe Fanelli. C'est la première fois qu'il vient dans la région. Né en 1827, fils d'un juriste d'Apulie, il s'est politisé pendant le Risorgimento, a combattu avec Mazzini pour l'indépendance de l'Italie, avec Garibaldi lors de l'expédition des Mille. Député au Parlement italien, il envisage comme Bakounine les luttes de libération nationales comme un point de départ possible pour la révolution sociale. Le renversement d'Isabelle II en Espagne leur semble une occasion propice : Fanelli s'embarque pour l'Espagne en novembre 1868 et noue des contacts à Madrid et à Barcelone avec les éléments les plus radicaux qui formeront les premières sections de l'AIT. Les années suivantes, il se voue à l'organisation de l'Internationale en Italie, avant que sa santé physique et mentale ne se détériore ; il mourra à 50 ans, en 1877.

Les communards

Le plus vieux des participants au congrès, l'ingénieur Charles Beslay, démocrate socialiste né en 1795, a déjà été le doyen du Comité central de la Commune de Paris ; il s'en est sorti sans condamnation mais il a choisi l'exil et terminera sa vie à Neuchâtel.

La Commune de 1871 est considérée comme le premier essai en taille réelle d'une révolution sociale : son caractère socialiste avec ses lois et décrets, les barricades, puis son écrasement dans le sang et la détention ou l'exil de ses participants sont au centre de l'intérêt, dans le Vallon comme ailleurs. Des témoignages directs renforcent les liens des ouvriers de Saint-Imier et leur donnent des idées pour leurs projets futurs. Ils connaissent déjà quelques exilés. Gustave Lefrançais, qui a près de cinquante ans, a vécu la révolution de 1848, ce qui lui a interdit d'exercer son métier d'instituteur et l'envoie en prison à plusieurs reprises. Élu à la Commune de Paris, il fait partie de

plusieurs commissions ; pendant les derniers jours, il combat sur les barricades puis s'exile à Genève. Peu avant le congrès, il a été condamné à mort par contumace et ne pourra rentrer en France qu'après l'amnistie de 1880. En Suisse il exerce divers métiers et participe à nombre de journaux anti-autoritaires.



Louis Pindy est le plus connu des acteurs de la Commune en exil : c'est lui qui a donné l'ordre de mettre le feu à l'Hôtel de Ville de Paris. Menuisier, membre de l'AIT, il avait été délégué aux congrès de Bruxelles en 1868 et de Bâle en 1869. Il s'est caché de longs mois à Paris avant d'arriver en Suisse par Mulhouse et de s'établir au Locle. Il y rejoint l'Atelier coopératif des graveurs et guillocheurs ouvert par des compagnons grévistes ; il devient ensuite essayeur-juré d'or et d'argent et s'intègre à la vie suisse et à celle de la Fédération jurassienne, qu'il représente à plusieurs congrès. Par la suite il soutiendra le *Réveil anarchiste* de Louis Bertoni, développera la Libre-pensée à La Chaux-de-Fonds, défendra le droit à la crémation.

Quant à Camille Camet, canut lyonnais, et à Charles Alerini, professeur de chimie, ils ont participé au mouvement des Communes en province, à Lyon et à Marseille ; ils ont tous deux vécu en Espagne, actifs dans la branche anti-autoritaire de l'AIT pendant plusieurs années. En 1874, Camet sera condamné à cinq ans de prison à Lyon, Alerini à deux ans de prison à Cadix en Espagne ; leurs chemins s'éloignent ensuite de l'anarchisme.

L'Espagne et l'Italie, bastions du mouvement anarchiste

Les activités propagandistes de Bakounine, Fanelli, Camet et Alerini en Italie et en Espagne ont précédé de fortes mobilisations dans les deux pays et l'implantation de mouvements anarchistes fédérant des sections ouvrières de l'AIT. Selon les délégués de la Federación Regional Española au congrès de Genève de 1873, celle-ci comptait 236 sections et plus de 20 000 membres en décembre 1872 ; quelques mois plus tard, elle a 331 sections et 26 600 membres, bien que l'Internationale soit interdite dans le pays. La Federazione Italiana dell'Associazione Internazionale dei Lavoratori quant à elle n'est fondée qu'un mois avant le congrès de Saint-Imier, mais ses premières sections existent depuis 1864. Un rapport de police lui attribue en 1874 129 sections et 26 700 membres. Ces deux fédérations apportent un message d'espoir dans le Jura, les récits des délégués sont autant de motivations pour les auditeurs et auditrices.

La Fédération espagnole a envoyé quatre délégués à Saint-Imier, le Français Charles Alerini, Rafael Farga Pellicer, Tomás Gonzáles Morago et Nicolás Alonso Marselau. Ils ont d'abord participé au congrès « officiel » de La Haye avant de faire étape en Suisse.

Le typographe Farga Pellicer (1844-1890) a été partisan du fédéralisme républicain, inspiré de Proudhon, avant de rencontrer Fanelli et de fonder la Fédération régionale espagnole de l'AIT en 1870. Il a déjà été délégué des sociétés ouvrières de Barcelone au congrès de Bâle en 1869, où il a pu rencontrer Bakounine et d'autres délégués de Suisse qu'il retrouve à Saint-Imier. Il sera plus tard membre du Conseil fédéral de la FRE et luttera contre la répression policière en lui donnant une structure clandestine, puis en la transformant depuis 1881 en Fédération des travailleurs de la région espagnole (FTRE) ; il sera le rédacteur de son journal. L'organisation traverse ainsi la période de l'illégalité et augmente bientôt ses effectifs : à son congrès de Séville en 1882, la FTRE compte 632 sections et près de 50 000 membres. Jusqu'à sa mort, Farga entretient une vaste correspondance avec des internationalistes à l'étranger comme Fanelli, Bakounine, Paul Brousse, Guillaume et le communard Benoît Malon.

Le madrilène Tomás Gonzáles Morago (?-1885) provient comme son contemporain Farga des rangs républicains et adhère à l'Internationale après avoir rencontré Fanelli. Il crée inlassablement des sections en Espagne et au Portugal et défend des positions insurrectionnalistes. Graveur, il voudra financer les activités de l'organisation en fabriquant de la fausse monnaie ; ses compagnons l'abandonneront et il mourra en prison.

Le quatrième délégué, Nicolás Alonso Marselau (1840-1882), vient de Grenade. Il a été séminariste puis pasteur protestant, est devenu barbier, redeviendra bientôt prêtre. Son passage rapide par le courant anarchiste a toutefois laissé une trace, la brochure *El Evangelio del obrero* (1872).

Les biographies d'anarchistes évoquent souvent des ruptures politiques et personnelles, des déplacements voulus et des exils, des réseaux étendus. Les quatre délégués italiens au congrès de Saint-Imier ne font pas exception.

Carlo Cafiero (1846-1892), fils d'une famille aisée des Pouilles, a lui aussi quitté le séminaire qui le destinait à la prêtrise pour étudier le droit à Naples. Il se rend à Florence, alors capitale du royaume, pour envisager une carrière diplomatique ; mais il va parcourir l'Europe non pas au service de l'État mais au service de l'anarchie, pour abolir l'État. Après une étape en France il séjourne longtemps en Angleterre où il découvre le mouvement ouvrier et le socialisme. C'est Friedrich Engels, membre du Conseil général de l'Internationale à Londres, qui le gagne à la cause de l'AIT ; au printemps 1871, au moment de la Commune de Paris, il l'envoie en Italie méridionale dans l'espoir d'y arracher les ouvriers à l'influence de Mazzini et de Bakounine et de les gagner à la ligne centraliste du Conseil général. À Naples, Cafiero s'efforce de ranimer la section internationale affaiblie par la perte de membres et la répression. À Rome, il défend l'Internationale contre le congrès ouvrier de Mazzini. Bientôt il se rapproche de Bakounine et de la branche anti-autoritaire de l'AIT et rompt violemment avec Engels. Du 4 au 6 août 1872 se tient à Rimini le congrès fondateur de la Fédération italienne de l'AIT, sous la présidence de Cafiero ; il confirme la rupture tant avec Mazzini qu'avec Marx, et refuse d'envoyer des délégués au congrès de l'Internationale à La Haye. Cafiero s'y rend en observateur, sans mandat, avant de rejoindre Saint-Imier.

Piochant dans l'héritage familial, il acquiert l'année suivante la villa La Baronata à Minusio, au Tessin, pour offrir une résidence stable à Bakounine. Elle servira aussi à la préparation des mouvements insurrectionnels de 1874, à Bologne, en Toscane et dans les Pouilles, ainsi que de lieu de rencontre de révolutionnaires de plusieurs pays. Mais des dépenses inconsidérées mènent à la brouille entre Bakounine et Cafiero : même des militants estimés peuvent rapidement tomber en disgrâce. On voit là que les flux d'argent et les réseaux d'acteurs au sein du mouvement anarchiste coïncident souvent, ce qui montre bien l'intérêt de l'analyse des réseaux. Pendant une dizaine d'années, Cafiero entretient des contacts étroits avec les Jurassiens et les révolutionnaires russes, comme sa femme Olimpia Kutuzov, il participe à de nombreux congrès en Suisse et en Italie, sa maison au Tessin est aussi un incubateur de mouvements révolutionnaires. Jusqu'à ce qu'il se mette à souffrir de troubles psychiques en 1883 et passe les dernières années de sa vie dans des établissements psychiatriques.

Les biographies de Ludovico Nabruzzi (1846-1920) et d'Andrea Costa (1851-1910) recourent en partie celle de Cafiero. Tous deux sont originaires d'Emilie-Romagne, tous deux se sont politisés dans les rangs mazziniens avant que l'effet de la Commune de Paris ne les entraîne dans l'AIT. Ils font connaissance lors de leurs études de droit à Bologne, après quoi tous deux entrent dans le secteur commercial : Costa, d'un milieu modeste, travaille pour une assurance ; Nabruzzi, qui tient les comptes de Bakounine à Minusio, s'occupera ensuite d'importations de machines agricoles.

Après Saint-Imier, ils participent à divers congrès, mais s'éloignent bientôt de l'anarchisme, suite à des discussions avec des militants comme Benoît Malon, Joseph Favre, Tito Zanardelli, Jules Guesde, Anna Kuliscioff, qu'ils rencontrent au Tessin ou à Paris. Costa abandonne définitivement le mouvement anarchiste pour être considéré comme le père fondateur du socialisme italien. Nabruzzi navigue entre anarchisme et socialisme guesdiste ; avant de se retirer des activités politiques, il sera un des promoteurs du congrès de Capolago (Mendrisio) en janvier 1891, qui marque la scission entre anarchistes et socialistes et fonde le Parti socialiste anarchiste révolutionnaire italien. Ce congrès est un des jalons de l'anarchisme international sur le sol suisse, notamment grâce au rôle qu'y joue Errico Malatesta.



Le Napolitain Malatesta (1853-1932), qui deviendra un des anarchistes les plus célèbres et les plus recherchés par la police, est celui des participants au congrès de 1872 qui a été le plus longtemps actif, et partout dans le monde : il a propagé les idées anarchistes non seulement en Italie et en Suisse mais en Espagne, au Portugal, en Argentine, à Cuba, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Bosnie, en Grèce, à Malte, en Syrie, en Tunisie, en Égypte... C'est le seul des délégués qui participe au cinquantenaire du congrès de Saint-Imier, en 1922. Son réseau international est plus vaste encore que celui de Bakounine, jusqu'à ce qu'il finisse sa vie aux arrêts domiciliaires sous Mussolini.

Les jeunes révolutionnaires russes, des hommes et des femmes

Les études historiques sur la Première Internationale parlent fort peu de la présence de femmes, au mieux dans une note ou l'autre. On les évoque comme compagnes de militants, dans le cadre de passions amoureuses, voire comme freins à l'activité des hommes. Quelques études récentes commencent à leur rendre justice, et montrent qu'elles ne se bornent pas à faire appel aux hommes en faveur de l'égalité des genres mais qu'elles participent à tous les débats.

On trouve malheureusement peu de sources sur les activités des femmes dans l'AIT et dans le mouvement anarchiste, par exemple dans les procès-verbaux des congrès. Jusqu'en 1880, les délégués étaient exclusivement des hommes ; au congrès de Londres de 1881, les femmes sont trois sur 43 délégués. Mais à y regarder de plus près, on voit qu'il y a des femmes dans les sections internationales, et que plusieurs femmes ont assisté au congrès de Saint-Imier de 1872. Elles sont au moins sept : Varvara Ivanovna Alexandrova, Sophia Illarionovna Bardina, Katioussia Hardina, Olga Lioubatovitch, Adelaida Nikolajeva Loukanina, Maroussia Pototskaïa et Varvara Ivanovna Lioubatovitch sont toutes mentionnées dans les *Carnets* de Bakounine, et nommées dans les souvenirs de James Guillaume⁵. Il reste qu'elles ont rarement été évoquées. Elles sont Russes, étudiantes en médecine à Zurich, qui a été un centre de l'agitation slave en Europe à l'époque et où elles se sont radicalisées, notamment à la Bibliothèque russe de la pension Frauenfeld à la Haldelistrasse, point central de leurs contacts. Correspondance, carnets et mémoires dépeignent la colonie slave et la politisation des étudiantes, en particulier les mémoires de Vera Figner, qui toutefois n'a pas assisté au congrès de Saint-Imier. Elle fréquente les mêmes cercles que les autres jeunes femmes.

Peu à peu l'intérêt pour le socialisme théorique et pratique, c'est-à-dire exprimé par l'organisation ouvrière, devint puissant. Des cercles se formèrent. [Le nôtre] comprenait douze jeunes femmes dont la plupart devaient par la suite être jugées au « procès des Cinquante ». Le cercle se donnait pour but d'étudier le développement des idées socialistes, depuis Thomas More jusqu'à nos jours (Fourier, Saint-Simon, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, Lassalle) ; d'étudier l'économie politique ; d'étudier les mouvements populaires et les révolutions ; d'étudier la pratique du mouvement ouvrier dans les pays occidentaux. Nous consacra mes deux années de lectures et de travaux systématiques à l'accomplissement de ce programme⁶.

Débats politiques et contacts avec des révolutionnaires font évoluer le groupe ; Vera Figner surtout est influencée par les anarchistes. Elles décident alors de quitter la Suisse pour se consacrer à la révolution sociale en Russie, et d'abandonner leurs études. Pour « guérir le peuple », il faut s'en prendre à la propriété privée, aux contradictions sociales, à l'absence d'éducation de la grande majorité du peuple russe, et propager les idées du collectivisme. Cette évolution se produit en 1872-1873. À cette date est créée une société révolutionnaire secrète, dont les statuts reprennent ceux des

⁵ James Guillaume, *L'Internationale*, tome 3, p. 2.

⁶ Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*, p. 62s.

sections internationales. Désormais, la Suisse devient pour les militant-es russes un centre de contacts et d'activités, et la Fédération jurassienne un modèle.

La société secrète a pour but d'aller auprès des ouvriers russes et d'y faire de la propagande. Le matériel est produit et imprimé à Genève par d'autres participants au congrès de Saint-Imier, Zamfir Ralli et Alexandre Oelsnitz. Elle compte 20 à 25 membres, dont Vera Figner et sa sœur Lydia, Varvara Alexandrova, Sophia Bardina et Olga Lioubatovitch, qui étaient à Saint-Imier, et la sœur de cette dernière, Vera. Au printemps 1874, la société s'est implantée dans plusieurs usines de Russie, mais ses membres sont arrêtés les uns après les autres jusqu'en automne 1875. Le « Procès des Cinquante » a lieu à Saint-Pétersbourg en mars 1877. La défense de Bardina, qui développe les idées de Bakounine, de l'Internationale anti-autoritaire et de la Commune de Paris, sera largement diffusée ; la jeune femme, condamnée à dix ans de prison, parvient à fuir en 1882 mais se suicide à Genève un an plus tard.

Les groupes révolutionnaires russes les plus connus sont sans doute Zemlja i Volja (Terre et liberté), qui existe depuis les années 1860, et Narodnaja Volja (La Volonté du Peuple) fondé en 1879.

Michel Sajine (Mikhail Sažin, dit Armand Ross, 1845-1934) a déjà une longue vie de militantisme et d'exil derrière lui quand il arrive à Saint-Imier, avant de retourner en Russie où il va être arrêté à son tour. Lors du « Procès des 193 », de novembre 1877 à février 1878, il retrouve deux anciennes étudiantes de Zurich, Pototskaïa et Lioubatovitch. Il sera condamné à la prison et à la déportation à vie en Sibérie ; amnistié en 1897, il reprendra la publication des œuvres de Bakounine en russe pendant de longues années.β

Les grands procès auraient dû mettre un terme aux tentatives révolutionnaires, mais elles se radicalisent avec les attentats de Narodnaja Volja, jusqu'à l'exécution du tsar Alexandre II le 1^{er} mars 1881. On retrouve parmi ses membres Olga Lioubatovitch.

Ces brèves notes sont là pour montrer le rôle central des années 1872-1873, et notamment du congrès de Saint-Imier, pour la formation du mouvement anarchiste. La Suisse est à l'époque un îlot de paix dans un monde instable, et c'est là que se rencontrent les acteurs futurs d'insurrections, d'attentats, de tentatives révolutionnaires en Europe. Les plus âgés ont l'expérience des révolutions de 1848, du Risorgimento italien, de la Commune de Paris, autant de modèles pour la jeune génération décidée à hâter la révolution sociale.

Les héritiers de Saint-Imier ne sont toutefois pas seulement les auteurs de tentatives insurrectionnelles, comme celle de Bologne en 1876 ou celles de Russie. D'autres ont suivi des trajectoires plus réformistes, dans les syndicats comme Schwitzguébel, dans le parti socialiste comme Andrea Costa. Le Vallon a ainsi vu passer les principaux acteurs du socialisme en Europe.

Et le congrès a marqué chacun des participants de son empreinte, qu'ils aient ou non été entraînés dans de grands événements mondiaux ou des carrières politiques. L'internationalisme y est visible, tangible, avec ces personnes provenant de partout, créant des liens même pour ceux qui n'ont jamais voyagé. L'espace s'élargit autour d'eux, prenant un sens translocal au moins, sinon transnational.

Les résolutions de Saint-Imier, charte du mouvement anarchiste ?

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier. (Extrait de la quatrième résolution)

Les quatre résolutions adoptées au congrès de 1872, rarement publiées dans leur intégralité⁷, restent fameuses aujourd'hui encore parmi les anarchistes ; Saint-Imier fait partie de leur mémoire collective. Toutefois leur rôle pour l'histoire de l'anarchisme est controversé : pour les uns, il s'agit là d'une « charte » de l'anarchisme, définissant ses principes essentiels ; pour d'autres, le congrès n'est que le précurseur d'un mouvement anarchiste apparu quelques années plus tard. Le berceau de l'anarchisme abrite-t-il un nouveau-né, ou un espoir de naissance ?

Ce débat est celui de l'œuf et de la poule. Les historien·nes sont tout de même unanimes à reconnaître les liens entre le congrès de 1872 et les mouvements anarchistes ultérieurs, au risque d'adopter un point de vue téléologique. Remettons donc le congrès et ses résolutions dans leur contexte historique. Ces dernières proposent des analyses et des solutions qui n'ont jamais auparavant été formulées aussi radicalement dans le mouvement ouvrier, et qui revêtent une importance indéniable pour la constitution d'un mouvement anarchiste. Elles sont rédigées de la manière classique : aux considérants succède une décision, au diagnostic succède le remède, tant pour l'Internationale que pour la société dans son ensemble.

La première résolution, qui porte sur l'état de l'Association internationale des travailleurs, considère que les pouvoirs de son Conseil général sont en « violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association » ; « preuve vivante du vice inhérent à cette institution [...], il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies » ; le récent congrès de La Haye n'avait aucune représentativité et n'a eu « d'autre but que de faire triompher, dans l'Internationale, la domination d'un parti autoritaire ». Il attribue clairement au Conseil général et à ses « prétentions gouvernementales » la responsabilité de la maladie.

La deuxième résolution peint la situation sous des couleurs encore plus sombres : l'Internationale dépendrait de « l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur ». Le responsable est nommé : « le parti autoritaire qui est celui du communisme allemand » ; le congrès de La Haye lui a « cyniquement sacrifié [...] tous les principes », menaçant de détruire l'unité de l'Internationale. Selon la troisième résolution, « vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire » qui conduit « au plus révoltant dogmatisme » : « le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ».

La quatrième résolution étend le diagnostic à la société en général : « Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci », et « la classe privilégiée [...] tente continuellement, sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière ».

Quel est l'état idéal que vise la guérison de ces maux ? Selon la première résolution, c'est l'autonomie, l'indépendance, la liberté ; l'harmonisation et l'unification « du prolétariat des différentes localités ou pays » ; la deuxième évoque des principes universels, « l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, [...] la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays ». Les troisième et quatrième résolutions développent la notion de « libre fédération de tous les groupes producteurs ». Elles contiennent encore d'autres termes positifs, émancipation sociale, égalité, action spontanée, communes autonomes, solidarité, fraternité, communauté des intérêts... Autant de notions qui fondent l'unité

⁷ On les trouve notamment sur le site <http://panarchy.org/jura/saintimier.html>

et l'identité du mouvement anarchiste.

Les rédacteurs ne se bornent pas à nommer les problèmes et les objectifs, ils proposent des remèdes et des solutions.

Dans la première résolution, il s'agit de réfuter ce qui a été décidé au congrès de La Haye, qui a modifié les statuts et donné plus de pouvoir au Conseil général. Il a aussi déplacé le siège de ce dernier à New York et exclu de ses rangs Michel Bakounine et James Guillaume. C'était une victoire factice pour les partisans d'une organisation centralisée. Pour les délégués à Saint-Imier, la rupture est nécessaire ; ils commettent là une double infraction, avec un congrès non officiel et le refus de résolutions.

La deuxième résolution propose de reconstruire « la grande unité de l'Internationale », avec la conclusion d'un « pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle ». Mais ses termes restent vagues sur les moyens à mettre en œuvre : au cas où une section ferait l'objet d'attaques, « toutes les autres fédérations et sections se proclameront absolument solidaires avec elle ». Pour les initiants, notamment James Guillaume, cela permettra l'adhésion au pacte d'un plus grand nombre de fédérations ; c'est sans doute aussi la raison pour laquelle le mot « anarchisme » ne figure pas dans le texte, ce qui risquerait d'éloigner les ouvriers anglais, belges ou hollandais.

Un programme plus concret est défini par la troisième résolution. En premier lieu, « la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ». Pour y parvenir, pas de phase provisoire, pas de pouvoir révolutionnaire : la solidarité de l'action révolutionnaire s'établira « en dehors de toute politique bourgeoise [...] pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale ». En vue de cela, la quatrième résolution propose de « fortifier l'organisation des travailleurs » par la pratique des luttes économiques, de la grève, qui les prépareront « à la grande lutte révolutionnaire et définitive ».

Les remèdes proposés aux maux qui frappent l'Internationale et la société ont des dimensions temporelles diverses. La première résolution porte sur le moment présent (repousser les décisions), la deuxième est à moyen terme (la réorganisation de l'Internationale), tandis que la troisième et la quatrième visent un temps plus long, jusqu'à l'émancipation des travailleurs, jusqu'à la révolution. On voit là que leurs objectifs diffèrent aussi, de même que les moyens à mettre en œuvre. La deuxième et la quatrième résolution s'appuient sur l'organisation ouvrière, dans l'Internationale ou les syndicats, la troisième sur un soulèvement spontané. Les deux premières tablent sur le cadre légal de l'organisation, les deux suivantes sur l'action directe, voire violente. Dans la deuxième résolution, le changement proposé est graduel ; dans la troisième et la quatrième il est révolutionnaire. Enfin, si la première et la quatrième résolutions disent concrètement ce qu'il faut faire pour atteindre les objectifs, la deuxième est plus vague, la troisième ne fait qu'énoncer des principes ou des modalités d'action.

On voit bien que les congressistes avaient des expériences et des attentes diverses, et qu'ils ont cherché un consensus. Il nous semble pertinent d'examiner ainsi les résolutions adoptées, plutôt que de décider si elles sont anarchistes ou non.

Deux résolutions méconnues

Les historiens de l'anarchisme ont accordé peu d'importance aux deux premières résolutions, qui peuvent sembler « moins anarchistes », a posteriori. On soutiendra en revanche la thèse que ces deux textes ont joué un rôle aussi important, sinon plus, pour la constitution du mouvement anarchiste. La rébellion contre le centralisme marxiste a été le premier facteur d'identification au niveau international des anarchistes, qui ont dû trouver des arguments contre Marx. Toutes les sections de l'Internationale ont été obligées de se poser cette question de principe, ce qui a permis aux anarchistes de se séparer des conceptions et des organisations de leurs adversaires. Premier grand succès, le « pacte de Saint-Imier » a pris une importance de premier rang avec l'adhésion de la plupart des fédérations, tandis que les rangs marxistes allaient s'éclaircissant.

Un an après ceux de La Haye et de Saint-Imier, les deux branches de l'Internationale tiennent à Genève leurs congrès respectifs. Celui de la branche « centraliste » est un congrès croupion : malgré

les efforts, il ne réunit que trente délégués, dont seuls trois viennent de l'étranger, Marx lui-même parle de fiasco à son sujet. En revanche, les 32 délégués au congrès « fédéraliste » viennent de six pays et sont mandatés par une quarantaine de sections et de fédérations. Ils adoptent de nouveaux statuts qui reprennent l'esprit de Saint-Imier. Les fédérations régionales jouissent de leur complète autonomie ; le congrès annuel n'a aucun pouvoir sur les questions de principe ; au lieu du Conseil général, un bureau fédéral de correspondance sans pouvoir de décision est institué. C'est la mise en œuvre des deux premières résolutions de Saint-Imier. Avec la dissolution formelle de l'Internationale centraliste à Philadelphie, en 1876, la question du pacte entre fédérations devient obsolète ; cela peut expliquer que ces deux résolutions soient tombées dans l'oubli.

À long terme, le cadre institutionnel qui avait maintenu la cohésion du mouvement ouvrier international avant 1872 n'est plus adéquat. Après celui de 1873, les congrès sont de moins en moins représentatifs. Seuls seize délégués se trouvent en 1874 à Bruxelles, où les Hollandais et les Italiens font défaut ; il ne se passe rien en 1875 ; le congrès de Berne, en 1876, réunit un peu plus de monde, mais le caractère universel de l'Internationale que souhaitait James Guillaume n'existe plus. Au dernier congrès (Verviers, 1877), les 22 délégués et six observateurs représentent des sections de huit pays ou régions, mais il n'est pas aussi fréquenté que celui de Genève quatre ans auparavant.

Des facteurs externes entrent en ligne de compte. L'action policière contre l'Internationale, de plus en plus coordonnée au niveau international, met des entraves aux ressources et aux activités des fédérations, surtout en Italie, en France et en Espagne. Enfin, les intérêts et les attentes des uns et des autres ont divergé. Certaines fédérations signataires du Pacte d'amitié en 1872 s'en éloignent. Les Anglais se concentrent sur les luttes syndicales et électorales chez eux ; parmi les Belges, certains optent pour la voie étatique ; pour les Italiens, « l'époque des congrès est pour nous décidément terminée ». Les tentatives de jeter des ponts entre les différents courants socialistes et syndicaux, congrès d'Olten en 1873 ou congrès socialiste universel de Gand en 1877, ne portent pas non plus de fruits. Les deux premières résolutions de Saint-Imier sont devenues obsolètes en 1877.

La troisième résolution, fondement de l'anarchisme insurrectionnel

La troisième résolution est plus connue. Aucun historien ne lui dénie un contenu anarchiste, même parmi ceux qui datent des années suivantes l'apparition d'un mouvement anarchiste au sens strict. Ici nous défendons la thèse que ce texte définit pour la première fois publiquement les éléments d'un « anarchisme insurrectionnel », tel que le définit Gaetano Manfredonia⁸. Celui-ci a cherché à établir parmi les courants anarchistes trois idéaltypes : insurrectionnel, syndicaliste et éducationniste-réalisateur. Le type insurrectionnel tient le peuple pour l'agent du changement social ; celui-ci se produira par une rupture révolutionnaire faisant table rase du passé ; les anarchistes sont une minorité révolutionnaire organisée ou se forment en groupes autonomes ; ils ont une « vision catastrophique » du passage à la société future, qui doit se faire en aiguissant les conflits sociaux pour provoquer l'effondrement du capitalisme et de l'État, voire en allant jusqu'à la guerre civile ; ils justifient le recours à la violence individuelle ou collective.

Max Nettlau attribue à Bakounine la rédaction de ce texte, qui reflète sa vision du changement social. Il était son hypothèse par la *Lettre à La Liberté* de Bruxelles, écrite quelques jours après le congrès mais restée longtemps inédite :

Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des États. Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les États, [...] l'État par sa nature même étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. [...] Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et

⁸ Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*, Lyon, 2007.

que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction⁹.

La troisième résolution exclut en effet « l'organisation du pouvoir politique », même provisoire, en cas de révolution, car ce serait « une tromperie de plus ». Seule « l'action spontanée du prolétariat » peut lui assurer le succès. Mais cela n'exclut pas que les réseaux anarchistes préparent le soulèvement. Fraternité, Alliance, autant d'organisations secrètes comme celle qui se crée à Zurich avant le congrès de Saint-Imier, ou le Comitato italiano per la rivoluzione sociale un an plus tard. Les trois Italiens, Andrea Costa, Carlo Cafiero et Errico Malatesta, font le lien entre le congrès et l'anarchisme insurrectionnel. En août 1874, ils tentent une série de soulèvements qui devraient déclencher des mouvements sociaux et aboutir à la révolution ; l'intervention policière y met un terme. Cela ne les décourage pas. Ils décrivent en 1876, lors du congrès de Berne, ce qu'ils espèrent :

La Fédération italienne croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace et le seul qui, sans tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer jusque dans les couches sociales les plus profondes et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte que soutient l'Internationale¹⁰.

Au printemps 1877, ils tentent de soulever la région montagneuse du Matese (ou Bénévent), au nord-est de la Campanie. Le 8 avril, un groupe de 26 anarchistes armés entrent, drapeau rouge et noir en tête, dans le village de Letino. Ils s'engouffrent dans la salle où siège le Conseil municipal, décrochent le portrait du roi et déclarent qu'ils sont les représentants de la révolution sociale, que la séance est levée et que toutes les institutions d'État sont abolies. Sur la place du village, ils mettent le feu aux registres des impôts, du cadastre et de l'état civil. Cafiero hisse un drapeau rouge et noir sur la croix de l'église et explique à la foule, en dialecte, les principes de la révolution anarchiste, abolition de la propriété, égalité pour tous. On détruit les compteurs installés sur les moulins pour calculer les impôts, on distribue les fusils à la population, un repas est préparé. L'étape suivante est le village voisin, Gallo, où les mêmes scènes se produisent ; mais l'arrivée des carabiniers force les anarchistes à fuir dans la montagne, où ils sont arrêtés deux jours plus tard. L'essai est terminé.

On ne sait rien de ses effets « pédagogiques », mais pour les anarchistes il reste le premier exemple réussi d'insurrection ; le *Bulletin de la Fédération jurassienne* en parle en long et en large, avec des accents héroïques, et c'est sans doute le ton qu'adopte Cafiero lorsqu'il présente l'aventure à la section de Genève, quelques semaines plus tard. Mais cette nouvelle forme de propagande ne reste pas isolée : deux événements contemporains sont jugés à la même aune. Le 6 décembre 1876, un groupe de révolutionnaires a réuni les fidèles de la cathédrale de Notre-Dame-de-Kazan à Saint-Pétersbourg et arboré un drapeau rouge orné des mots *Zemlja i Volja*, Terre et Liberté. Le 18 mars 1877, un cortège de militants de la Fédération jurassienne parcourt les rues de Berne, drapeau rouge en tête. Comme celle de Notre-Dame-de-Kazan, la manifestation est dispersée par la police, des coups sont échangés, des manifestants arrêtés.

Si différentes que soient les conditions sociales et politiques à Berne, Saint-Pétersbourg et dans le Bénévent, ces trois événements vont incarner pour les anarchistes l'ère de la « propagande par le fait ». Par rapport à la propagande par la parole ou par l'écrit, c'est « un puissant moyen de réveiller la conscience populaire », écrit le *Bulletin* : de démontrer au peuple suisse qu'il n'a pas la liberté, de donner au peuple italien le mépris de l'argent.

La notion de propagande par le fait a servi plus tard à légitimer des attentats contre des rois, des présidents, de hauts personnages, comme les tentatives de Hödel et Nobiling contre l'empereur Guillaume au printemps 1878, bien que les deux militants ne soient pas anarchistes. « Nous voyons la propagande théorique insuffisante, nous voyons la propagande pratique, puissante même quand

⁹ Michel Bakounine, *Œuvres*, tome IV, Paris, Stock 1910, p. 344-345.

¹⁰ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 3 décembre 1876.

elle n'est pas voulue, nous cherchons à inaugurer une propagande *par le fait* non plus inconsciente, mais voulue¹¹. »

Cet article de Paul Brousse lui vaut son expulsion de Suisse et l'interdiction de son journal, *L'Avant-Garde*, bien qu'il ait mis de sérieux bémols à son soutien, sachant « d'abord que le régicide est une propagande purement républicaine, ensuite qu'il est trop facile de dénaturer les intentions des exécuteurs ». La plupart de ses compagnons prennent sa défense lors du procès.

La propagande par le fait, qui va aller jusqu'aux attentats politiques, est-elle déjà contenue dans la troisième résolution de Saint-Imier ? On peut estimer qu'elle découle du principe de « l'action révolutionnaire » et « spontanée du prolétariat » ; plusieurs participants au congrès, au cours des années suivantes, ont cherché à susciter des insurrections populaires par des actions armées ou la préparation d'attentats. Mais il n'y a pas de réponse univoque à cette question.

La quatrième résolution, aux origines de l'anarcho-syndicalisme

La dernière résolution adoptée par le congrès de Saint-Imier a elle aussi peu retenu l'attention de la recherche ; elle peut sembler moins emblématique du futur mouvement anarchiste. Mais elle annonce le courant syndicaliste révolutionnaire de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Selon la typologie de Manfredonia, « l'idéaltype » syndicaliste voit dans le prolétariat l'agent du changement social, dans la formation d'une conscience autonome de classe son objectif principal. Les anarchistes forment une « minorité active » dans les syndicats, où ils orientent les activités vers la rupture révolutionnaire par la pratique de l'action directe. C'est là que peut se justifier l'emploi de la violence collective de masse.

Ce courant a pris des formes multiples selon les époques et les régions : syndicalisme révolutionnaire, anarcho-syndicalisme, *One Big Union*, conseillisme, etc. Plusieurs auteurs les rapprochent de la tradition anarchiste au sens large : sans toujours adopter le mot, ils en ont les caractéristiques. Ils font aussi remonter ces courants à la quatrième résolution de Saint-Imier, antérieurement aux théoriciens qu'ont pu être un Fernand Pelloutier ou un Georges Sorel. James Guillaume lui-même est de cet avis, écrivant de France en 1909 : « Qu'est-ce que la Confédération générale du travail, sinon la continuation de l'Internationale ? »

En 1939, un ouvrage sur l'anarcho-syndicalisme de Rudolf Rocker, anarchiste allemand émigré aux États-Unis, témoigne des racines de cette notion dans la quatrième résolution de Saint-Imier. Selon ce point de vue, les syndicats ont un double but :

1. Faire aboutir les revendications des travailleurs pour la sauvegarde et l'élévation de leur niveau de vie.
2. Enseigner aux travailleurs la direction technique de la production économique en général et les préparer à prendre en mains l'organisation socio-économique et à la transformer selon les principes socialistes¹².

Or, « les partis politiques sont inaptes à accomplir aucune de ces tâches ». L'activité syndicale quotidienne sur les lieux de travail et avec sa formation politique prépare à la réalisation de la société future ; sans préparation individuelle et collective, éthique et stratégique, technique et administrative, le succès de la révolution ne peut être assuré. Pour ce faire, le syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme se situe rigoureusement en dehors de la sphère étatique. Les intérêts de la bourgeoisie et de l'État sont en effet diamétralement opposés à ceux du mouvement ouvrier ; celui-ci ne doit pas chercher « à conquérir le pouvoir, mais à éliminer tout système de pouvoir à l'intérieur de la société ».

Rocker se réfère explicitement aux propositions émises au sein de la Première Internationale. Son congrès de Bâle en 1869 avait adopté une résolution dans ce sens :

¹¹ *L'Avant-Garde*, 17 juin 1878.

¹² Rudolf Rocker, *L'Anarcho-syndicalisme des origines à nos jours : de la doctrine à l'action*, Lyon, 1995, p. 43.

Le Congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'occuper activement à créer des caisses de résistance dans les différents corps de métier. À mesure que ces sociétés se formeront, il invite les Sections, groupes fédéraux et conseils centraux à en donner avis aux sociétés de la même corporation, afin de provoquer la formation d'associations nationales de corps de métier. Ces fédérations seront chargées de réunir tous les renseignements intéressant leur industrie respective, de diriger les mesures à prendre en commun, de régulariser les grèves, et de travailler activement à leur réussite, en attendant que le salariat soit remplacé par la fédération des producteurs libres.

Le rapport de Louis Pindy à Bâle est encore plus clair : « Le groupement des différentes corporations par ville forme la commune de l'avenir, de même que l'autre mode forme la représentation ouvrière de l'avenir. Le gouvernement est remplacé par les conseils des corps de métier réunis, et par un comité de leurs délégués respectifs, réglant les rapports du travail qui remplaceront la politique. »

Cette double organisation est mise en œuvre par la plupart des syndicats : fédérations des unions locales, bourses du travail ou cartels syndicaux, d'une part, fédérations d'industrie ou professionnelles d'autre part. Mais les anarcho-syndicalistes leur donnent des finalités et des moyens radicaux. Lieu de formation et de pratique de la solidarité, le syndicat pratique l'action directe : les grèves sous toutes leurs formes, le boycottage et le sabotage, la propagande antimilitariste, en dernière extrémité la résistance armée. Les structures bâties et l'expérience acquise devront permettre, en cas de révolution, aux fédérations industrielles de reprendre immédiatement la production, aux fédérations territoriales d'organiser la distribution des biens.

Les six paragraphes de la quatrième résolution de Saint-Imier contiennent en germe les mêmes principes. Dès le début, il est dit que « l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier ». Cependant,

Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Il s'agit donc de substituer à l'État « la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité ». Le texte évoque aussi la double articulation des moyens et des finalités :

La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive. [...] Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail, étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'État politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

On a ici l'essentiel de l'anarcho-syndicalisme. La notion de fédérations territoriales, de cartels n'est pas explicite ici, mais on la trouve dans la deuxième résolution (« la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays »). Des armes spécifiques comme le boycottage et le sabotage seront inventées plus tard.

Histoire des idées, histoire des origines

Il n'est jamais simple de reconstruire les origines d'une idée. Les idées ne sont pas datées, elles ne proviennent pas de la tête d'une seule personne. Et pourtant, dans l'histoire de l'anarchisme, on fait souvent de Michel Bakounine le « père » de l'anarcho-syndicalisme. En mettant en question

cette généalogie, il ne s'agit pas de lui substituer une autre personne, mais de critiquer une certaine construction de l'histoire.

L'idée du syndicalisme révolutionnaire remonte bien à la Première Internationale, comme nous l'avons vu. Mais faire de Bakounine son père fondateur est une reconstruction à posteriori ; c'est ignorer les réseaux denses et les échanges d'idées et d'expériences de ces années-là. Les idées exprimées par Bakounine émanent d'un fonds commun et partagé, elles ne descendent pas d'un maître à des disciples. Ses choix sont d'ailleurs souvent teintés d'opportunisme, il peut passer de l'organisation ouvrière à la conspiration révolutionnaire. À Saint-Imier, c'est surtout un anarchisme « insurrectionnel » qu'il défend, ce qui se poursuivra dans sa maison tessinoise, La Baronata. Cet anarchisme-là s'oppose au syndicalisme révolutionnaire par son impatience, ses tentatives avortées, la répression qui s'abat sur lui.

Pour relier Bakounine au syndicalisme révolutionnaire, il est souvent fait référence à la série d'articles écrits pour *L'Égalité* de Genève en 1869, ou à *l'Organisation de l'Internationale* de 1872. Mais Manfredonia relève à juste titre que le passage fréquemment cité de *L'Égalité* du 3 avril 1869, qui parle de la grève générale déclenchant la révolution sociale, ne peut sans doute pas être attribué à Bakounine, qui n'est pas « l'inventeur » de cette forme de lutte. L'article intitulé « Organisation de l'Internationale » quant à lui est un plaidoyer pour l'abolition de l'État. Publié dans *l'Almanach du Peuple*, une série de propagande de la Fédération jurassienne pour les années 1871 à 1875, il fait partie du fonds commun des idées anarchistes. Dans le même numéro, le premier article d'Adhémar Schwitzguébel sur « Le collectivisme » porte clairement sur les syndicats comme outils de la révolution sociale, ce qu'on ne trouve pas dans l'article de Bakounine.

Il ne s'agit pas de substituer Schwitzguébel à Bakounine comme « père du syndicalisme révolutionnaire ». L'histoire des idées anarchistes résulte au contraire d'échanges théoriques et pratiques entre de nombreux acteurs ; Proudhon en fait partie, ses idées sur le fédéralisme naissent de même de lectures de ses prédécesseurs et d'échanges avec ses contemporains. Plutôt que d'inventer des pères fondateurs, mieux vaut parler de familles.

La Federacion regional española fondée en 1872, qui regroupe 62 fédérations locales représentant 224 syndicats professionnels et 49 syndicats mixtes, est souvent donnée en exemple. Elle est mentionnée dans la quatrième résolution du congrès de Saint-Imier, qui « recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour », comme modèle pour son « projet d'organisation universelle de la résistance ». Mais c'est surtout la dimension de la FRE et le succès de son organisation fédérale qui sont admirés, elle n'est pas particulièrement l'ancêtre de l'anarcho-syndicalisme.

Dans l'Internationale antiautoritaire, c'est partout que l'on s'efforce de regrouper l'ensemble des travailleurs dans des fédérations syndicales, et les échanges entre les acteurs sont fréquents. Les Jurassiens y ont un rôle central. Avant d'examiner de plus près l'influence de ces structures sur la culture et le travail dans la région, l'histoire des idées peut trouver dans les écrits d'Adhémar Schwitzguébel des traces précoces de syndicalisme révolutionnaire, expression de conceptions partagées par ses camarades du Vallon.

Schwitzguébel a été un des militants les plus actifs de l'Internationale puis de l'anarchisme dans la région, c'est lui qui a le plus de contacts locaux et internationaux. De 1869 à 1880, il a publié une série d'articles dont certains ont été regroupés après sa mort dans un volume publié par James Guillaume. Ils reflètent une évolution homologue à celles des Internationaux de la région, d'un réformisme axé sur les coopératives et les sociétés de secours mutuels jusqu'aux principes de la révolution sociale. Ils considèrent cette dernière comme la résultante de structures syndicales qui y préparent le prolétariat. Guillaume voit en Schwitzguébel un précurseur du syndicalisme révolutionnaire, tel qu'il existait en France et en Suisse au moment de la publication de ses *Quelques écrits* (1908). On préférera ici le terme d'anarcho-syndicalisme, tant on peut y voir des parallèles avec les conceptions exposées notamment par Rudolf Rocker cinquante ans plus tard.

Dans un de ses premiers textes, le *Manifeste adressé aux ouvriers du Vallon de Saint-Imier* (1869), Schwitzguébel défend la double organisation syndicale :

Nous avons vu que les associations ouvrières sont nées de la nécessité où était le travail de se défendre contre les empiètements du capital ; il faut rechercher quel est le meilleur mode d'organisation. La société de résistance, ayant pour but la sauvegarde des intérêts ouvriers, s'organise entre les individus d'un même métier habitant la même localité ou un groupe de localités rapprochées ; comme tous les ouvriers de la même corporation ont des intérêts identiques, quels que soient la localité ou le pays qu'ils habitent, et que, pour défendre leurs intérêts professionnels communs, ils doivent continuellement se renseigner mutuellement, les sociétés d'un même métier se fédèrent entre elles, par région, puis internationalement. D'un autre côté, tous les ouvriers habitant la même localité, quelle que soit la profession qu'ils exercent, ont aussi des intérêts communs à sauvegarder : constituer la fédération locale des associations ouvrières, tel est le moyen de répondre à ce besoin d'union locale et de donner une nouvelle force aux efforts des différents corps de métier. Ce qui est une nécessité pour la localité l'est aussi pour le pays, pour le monde civilisé ; pour sauvegarder les intérêts généraux du prolétariat, il faut la fédération d'abord régionale, puis internationale, des sociétés de résistance ; dès lors nous pouvons opposer l'organisation universelle du travail au capital centralisé entre les mains d'une aristocratie financière qui, elle aussi, opère internationalement.

Par la suite, Schwitzguébel préférera le mot de commune à celui de fédération locale, et parlera de « fédération des communes ». Celle-ci se construira de bas en haut, de la localité au pays et au plan international. Il partage là l'optimisme de la Première Internationale et son mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Lorsque se crée la section de Sonvilier, en 1866, son président parle « d'éducation mutuelle », de sociétés mutuelles ; bientôt elles deviennent des « sociétés de résistance », avec des caisses de grève pour soutenir les luttes revendicatives. C'est l'évolution économique qui le radicalise : il voit un état de guerre s'établir.

C'est que, de même que le capital fait une guerre continuelle au travail, afin de lui extorquer tout ce qu'il peut, de même les capitalistes se font la guerre sur le marché général, parce que le capital tend logiquement, dans une société individualiste, à se concentrer toujours davantage en quelques mains : pour cela, le grand capital doit manger le petit, et cette concurrence se fait au détriment du travail, qui doit tout payer.

Seule une classe ouvrière organisée et combative peut lui tenir tête. Dans sa brochure *De la tactique des grèves*, publiée en 1874, il insiste : « La grève est une des formes de la guerre. [...] ses résultats, même les plus positifs, n'aboutissent qu'à améliorer quelque peu la condition des ouvriers sans changer en rien les bases des conditions sociales actuelles. »

Il développe cette critique dans l'*Almanach du peuple pour 1873* ; c'est la conception que défendront plus tard les anarcho-syndicalistes.

En constatant ces résultats généraux, nous devons, non pas nous abandonner au découragement, mais travailler à perfectionner nos moyens d'action et à faire mieux que par le passé. Si nous savons profiter des enseignements que nous donnent nos déceptions et nos efforts inutiles, si nous voulons sérieusement notre émancipation, nous comprendrons que la pratique de la résistance doit nous conduire à la pratique révolutionnaire.

Dans la période prérévolutionnaire, la grève peut faire des concessions à l'ennemi et éduquer les masses. Celles-ci n'ont rien à attendre de la politique parlementaire : « dans tous les États, nous constatons qu'aucun parti bourgeois n'apprécie réellement l'œuvre d'affranchissement des classes ouvrières, et là où les partis dits avancés daignent s'occuper de la question sociale, c'est pour en faire un marchepied à leur ambition politique ».

Un parti bourgeois qui se dit avancé, ce sont les libéraux-radicaux du Vallon. Plusieurs d'entre eux sont favorables à des lois qui devraient améliorer la condition ouvrière. Mais Schwitzguébel les traite de farces ; c'est le cas selon lui de la loi fédérale sur les fabriques projetée en 1875, qu'il critique longuement dans le *Bulletin*. Elle prévoit certes une diminution de la durée du travail, des protections pour les femmes et les enfants, des indemnités en cas d'accident ou de mort au travail, de meilleures conditions d'hygiène, tout cela favorable aux prolétaires. Mais elle ne sera jamais

strictement appliquée, car elle empiéterait sur les intérêts des patrons (qui sont souvent au nombre des législateurs, lesquels représentent les mêmes intérêts de classe). Schwitzguébel est convaincu que les inspecteurs fédéraux du travail prévu par la loi ne rempliront jamais leurs devoirs. Les contrôles seront une comédie : l'inspecteur annonce sa venue, il ne fait que traverser l'usine puis se laisse abreuver par le patron et berné par ses promesses. Cette comédie coûte à l'État des milliers de francs et ne sert qu'à financer une classe de parasites aux frais des ouvriers. Ces derniers peuvent bien aller devant les tribunaux : « Qui sera le juge ? Les autorités fédérales, c'est-à-dire les frères, les cousins, les amis des propriétaires de fabriques ; des bourgeois seront arbitres entre la bourgeoisie et le peuple. »

Seule l'activité syndicale peut obtenir des améliorations sociales et économiques. « Au lieu d'implorer de la Confédération un décret astreignant les patrons à ne faire travailler que tant d'heures, la société de métier impose directement aux patrons cette réforme ; de la sorte, au lieu d'un texte de loi restant à l'état de lettre morte, il s'est opéré, par l'initiative directe des ouvriers, une transformation dans un fait économique¹³. »

C'est la stratégie d'action directe, qui sera privilégiée par les syndicalistes révolutionnaires. L'« initiative directe des ouvriers » n'amène pas seulement des améliorations matérielles, salaires et durée du travail, mais renforce la conscience de classe et la confiance dans la force révolutionnaire du prolétariat. Schwitzguébel conclut ainsi son article :

La classe ouvrière suisse prendrait position contre la bourgeoisie de toutes les nuances, elle aurait conscience de son œuvre, et acquerrait la confiance générale en sa propre action. C'est là notre programme : nous rejetons les fictions légales, et nous nous consacrons à une action permanente de propagande, d'organisation, de résistance, jusqu'au jour de la Révolution sociale.

Comme Rocker plus tard, il distingue la grève revendicative de la grève révolutionnaire, qui doit permettre aux ouvriers de s'emparer immédiatement des moyens de production : « Que, par suite de l'antagonisme social, qui s'accroît infailliblement toujours mieux, entre la bourgeoisie et le prolétariat, la situation devienne telle qu'une solution radicale s'impose, la Révolution sociale est assurée : les Fédérations ouvrières n'ont qu'à procéder à l'expropriation des détenteurs des capitaux, par voie de liquidation¹⁴. »

Comment marchera l'économie après la révolution, Schwitzguébel ne le détaille pas. Sur la base de l'étude sociale et statistique, il envisage d'abord une forme collectiviste, où les producteurs sont propriétaires des moyens de production ; mais il n'exclut pas d'autres formes :

Quelle sera, dans ses détails, l'organisation que substitueront, au système bourgeois qu'ils auront renversé, les groupes de producteurs industriels et agricoles librement fédérés entre eux ? À cette question, si nous voulons faire de la science sociale et non de la fantaisie socialiste, nous devons répondre que l'expérience seule pourra résoudre certaines questions pratiques, et qu'en voulant présenter des solutions absolues on tomberait dans l'utopie.

Son dernier texte « anarchiste », le *Programme socialiste* de 1880, défend aussi le collectivisme. À cette époque, la conception communiste a déjà nombre de partisans qui sont pour la plupart venus à l'anarchisme après le congrès de Saint-Imier, comme Pierre Kropotkine, Elisée Reclus, Paul Brousse, François Dumartheray. Les anarchistes communistes veulent mettre en commun non seulement les moyens de production mais aussi les biens produits, afin que la répartition soit égalitaire : « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». Le congrès de La Chaux-de-Fonds de 1880 adopte le programme élaboré par la Fédération ouvrière du district de Courtelary, mais lui adjoint une précision :

¹³ [Schwitzguébel], « La loi fédérale sur le travail dans les fabriques », *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 28 février 1875.

¹⁴ Schwitzguébel, « Le collectivisme » (2e partie), *Almanach du Peuple pour l'année 1875*, p. 39-40.

Nous voulons le collectivisme avec toutes ses conséquences logiques, non seulement au point de vue de l'appropriation collective des moyens de production, mais aussi de la jouissance et de la consommation collective des produits. Le communisme-anarchiste sera ainsi la conséquence nécessaire et inévitable de la révolution sociale et l'expression de la nouvelle civilisation qu'inaugurera cette révolution.

Qu'on choisisse le collectivisme ou le communisme n'a guère d'importance pour être qualifié d'anarcho-syndicaliste. Le syndicalisme révolutionnaire s'occupe avant tout des moyens et des stratégies pour arriver à la révolution ; l'organisation sociale et économique après la révolution est d'un autre ordre. Ni Schwitzguébel ni les autres anarchistes jurassiens ne veulent en donner une image définie :

[...] le procédé de la transformation sociale, par l'action libre et spontanée des masses, réserve toutes les applications selon l'histoire, le tempérament, la culture, les conceptions et tendances des différents peuples. Nous verrions alors surgir à la fois l'État communiste, la Commune sociale et les groupes anarchistes. Et où serait le mal ? Puisque chaque peuple, chaque groupe, chaque individu, en possession de sa liberté d'action, s'organiserait comme il l'entendrait ; les expériences, le développement de l'histoire enseigneraient quelle est la meilleure forme, et la civilisation humaine aurait enfin à son service, d'une façon toute pratique, cette immense force – la liberté.

Ce chapitre a montré la diversité des positions des congressistes et de l'Internationale antiautoritaire à l'époque. Les quatre résolutions combinent une attitude antimarxiste (surtout la première), le désir d'unir les socialistes de toutes nuances au sein de l'AIT (surtout la deuxième) et la croyance dans le pouvoir des insurrections anarchistes (troisième résolution) ou des structures syndicales anarchistes (quatrième résolution). Elles peuvent être décrites comme une sorte de charte du mouvement anarchiste et Saint-Imier comme son lieu de naissance. Néanmoins, des divergences sont évidentes. Certaines fédérations signataires ont par la suite quitté la voie anarchiste, d'autres ont cherché à mettre en œuvre le programme anarchiste selon différentes stratégies. On peut d'ailleurs se demander si le mouvement anarchiste a jamais représenté un mouvement uniforme en termes d'organisation, de contenu et de stratégie. En ce sens, les résolutions de Saint-Imier ne seraient pas un programme anarchiste, mais la somme de positions divergentes, liées uniquement par le contexte historique spécifique, l'opposition à Marx.

Les deux interprétations sont admissibles, car les mouvements sociaux ne peuvent jamais être appréhendés sur la base d'un accord global sur le contenu, l'organisation et la stratégie. Les résolutions de Saint-Imier sont l'expression d'un mouvement anarchiste émergent qui n'a pas encore achevé son processus de différenciation. Les anarchistes du val de Saint-Imier, notamment Schwitzguébel, se sont montrés partisans de la construction de syndicats, mais leurs écrits et leurs actions ont également été influencés par d'autres opinions qui se sont consolidées au sein de l'anarchisme. Ce mélange programmatique, typique des débuts du mouvement et de la Fédération jurassienne, est clairement illustré par des résolutions adoptées lors d'une assemblée des sections du Jura bernois à Undervelier, moins d'un an après le congrès de Saint-Imier. Les positions de ce dernier s'y retrouvent ; les instruments évoqués vont de la « propagande de principes » à la « propagande d'organisation » et à la « propagande d'action ».

La diffusion des résolutions et les réseaux anarchistes

Réunie en assemblée générale le 18 courant, cette fédération décide d'adhérer pleinement à tous les accords pris au Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier, les résolutions se trouvant entièrement conformes aux principes anarchistes et collectivistes que soutient la fédération gaditane.

Vers la fin de 1872, deux journaux anarchistes espagnols, *La Federación* de Barcelone et *El Condenado* de Madrid publient la lettre dont provient cet extrait, adressée le 19 novembre de Cadix à Sonvilier. C'est un exemple des sources et des communications dont traite ce chapitre.

Les quatre délégués d'Espagne aux congrès de La Haye et de Saint-Imier gardent régulièrement le contact avec le conseil de la Fédération régionale espagnole, qui a son siège à Valence, et avec des journaux comme *La Federación*, qui publie le 21 septembre un compte rendu du congrès de La Haye avec la déclaration de la minorité, espagnole et jurassienne. Le journal sait aussi qu'un congrès s'est ouvert à Saint-Imier et annonce qu'il en rendra compte. Il a probablement reçu un télégramme de Zurich, puisque la date et le lieu du congrès ont été annoncés au dernier moment.

Le conseil fédéral à Valence reçoit aussi des nouvelles, dont témoignent les procès-verbaux de ses réunions dès le 24 septembre. Trois jours plus tard, il est en mesure de publier le texte du « Pacte de Saint-Imier » (deuxième résolution). Il espère avoir plus d'informations au retour des délégués, qui se font toutefois attendre : l'un est malade, les autres profitent de mieux connaître leurs compagnons du congrès. Ce n'est que le 30 septembre qu'on peut les accueillir. Ils se sont arrêtés à Neuchâtel puis à Zurich, d'où ils partent prendre le bateau à Gênes. Tout cela est documenté dans les *Carnets* que tient Bakounine à Zurich et les procès-verbaux du conseil fédéral espagnol. Au cours des mois suivants, ils font quantité de conférences et de débats en Catalogne, dans le Levant, en Murcie, aux Baléares, dans les deux Castille, à Madrid et en Andalousie. Leur rapport est imprimé à 3500 exemplaires et distribué dans toutes les sections, tandis que ce n'est qu'à la fin d'octobre que la circulaire officielle signée par Schwitzguébel arrive à Valence ; elle est diffusée à tous les journaux. C'est ainsi que la section de Cadix est au courant des décisions et se familiarise, comme des milliers d'ouvriers espagnols, avec les noms de Saint-Imier et de Schwitzguébel.

Le nom de la bourgade jurassienne devient partout une sorte de code. À Noël 1872, les internationaux belges envoient un télégramme à leurs camarades espagnols qui siègent aux mêmes dates : « Le Congrès belge au Congrès espagnol : Vive Saint-Imier ! Autonomie et fédération ! »

Deux internationalistes résidant à New York, le communard Edouard David et C. Osborne Ward, signalent aussi leur accord avec les résolutions. On voit combien les anarchistes font usage des nouveaux moyens de communication et combien leurs réseaux transnationaux s'étoffent. Il s'agit pour eux de se faire connaître dans l'espace public, mais par leurs propres moyens : discussions et meetings, correspondance, publications.

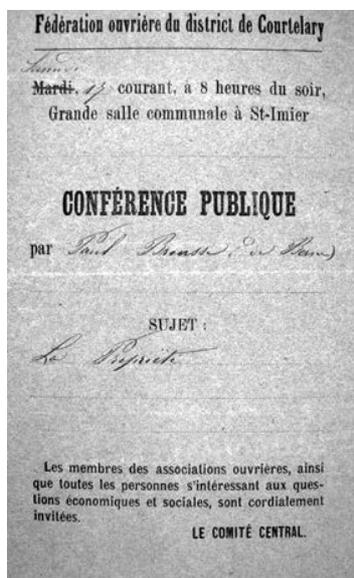
La parole

Les anarchistes parlent entre eux. Cela semble une banalité, mais les nouveaux moyens de communication favorisent les échanges directs : congrès, tournées de conférences, manifestations, discussions secrètes, les anarchistes utilisent tous les moyens à leur disposition.

Organiser des congrès sans moyens de transport autres que les diligences ou les voitures postales présente des difficultés quasiment insurmontables. Le temps et l'argent sont des denrées rares : les ouvriers n'ont que le dimanche de libre, ils peuvent au mieux arriver le samedi soir et reprendre le travail le lundi si la réunion n'est pas trop éloignée de chez eux. Autrement, la participation reste un privilège des bourgeois. L'arrivée du train change la donne, accélérant les déplacements. Mais ceux-ci restent longs, et donc exceptionnels.

James Guillaume relate en détail son voyage à La Haye en 1872. Avec Adhémar Schwitzguébel et Carlo Cafiero, ils font une première étape à Mulhouse pour y rencontrer Eugène Weiss et d'autres militants alsaciens. Ils repartent pour Bruxelles, le train passe sans s'arrêter par Bischwiler où résident deux militantes, Mathilde Röderer et Elise Grimm, avec lesquelles ils ont été en correspondance ; ils ne peuvent que leur adresser un salut imaginaire. À Bruxelles ils passent une journée, rendent visite à leurs compagnons, retrouvent d'autres délégués au congrès avec lesquels ils poursuivent le voyage vers Anvers, où a lieu une nouvelle rencontre avec le groupe local de l'AIT. De là ils prennent le train pour Moerdijk, le vapeur pour Rotterdam, enfin le train pour La Haye, où ils parviennent après trois jours de voyage.

Sa délégation à un congrès de l'AIT est une occasion unique pour Schwitzguébel de voyager et de nouer des liens avec des camarades étrangers ; un voyage aussi coûteux n'était alors permis qu'aux bourgeois aisés. La construction des wagons de l'époque en Europe lui est aussi favorable.



À la différence des voitures américaines ouvertes, la plupart sont en effet composés de compartiments dans lesquels on entre directement depuis le quai. Depuis les années 1860, on peut passer de l'un à l'autre par l'intérieur, mais les compartiments subsistent, seul le nombre de places varie selon la classe. Le transport public permet ainsi un voyage privé, les anarchistes peuvent parler en toute discrétion. C'est ce qui s'est passé au retour de La Haye : après avoir passé une nuit à Bruxelles, les deux délégués de la Fédération jurassienne prennent le train de nuit pour Bâle : « À la gare, après avoir serré les mains de nos amis belges, et pris congé de Joukovsky, que nous laissons en panne, nous réussîmes à nous installer tous les sept – les quatre Espagnols, Cafiero, Adhémar et moi – dans un même compartiment. Toute la nuit se passa en conversations animées¹⁵. »

Nous ne savons pas ce qui s'est dit, mais les sujets de discussion ne manquaient pas. Où l'on voit qu'un détail infime de l'histoire des techniques peut avoir un lien avec l'histoire politique et sociale.

Les lignes de trains et leurs horaires jouent aussi un rôle important. L'ouverture de la ligne Bienne-Les Convers permet que se multiplient les conférences de militants extérieurs au Vallon et renforce les motivations des anarchistes. Pendant les mois d'hiver 1874-1875, par exemple, Schwitzguébel présente « Le radicalisme et le socialisme » à Berne, Sonvilier, Saint-Imier, Neuchâtel et Genève. En novembre 1879, Gustave Lefrançais parle de « Justice et urgence des revendications sociales » à La Chaux-de-Fonds, le lendemain et le jour suivant à Saint-Imier et à Neuchâtel.

Affichette annonçant une conférence de Paul Brousse à Saint-Imier, le 17 février 1877.

Si les visites sont plus nombreuses, elles sont aussi plus brèves. Bakounine en 1871, Kropotkine en 1872 ont séjourné plusieurs semaines dans le Vallon ; désormais les compagnons restent le temps d'une conférence. La propagande s'intensifie, les relations se modifient selon les horaires de train. Jules Loetscher annonce, par une circulaire aux sections du 9 octobre 1878, une tournée de conférences de Kropotkine sur « Le nihilisme révolutionnaire en Russie », à Zurich, Saint-Imier et Sonvilier, mais l'orateur peut en faire d'autres : « Nous invitons les sections prêtes à bénéficier de cette offre utile de ne pas hésiter à nous le faire savoir à bref délai afin que le voyage général puisse être organisé préalablement le plus économique possible. » Le temps, c'est de l'argent, même pour les anarchistes ?

Nous avons vu comment les liaisons ferroviaires ont permis l'organisation de grandes réunions par les libéraux et les radicaux de la région. Les anarchistes vont aussi exploiter cette possibilité. En 1877, ils ont acquis une certaine expérience dans l'organisation de tournées et de congrès et font un pas de plus. Ils convoquent une manifestation à Berne pour le 18 mars, anniversaire de la Commune de Paris.

Dès aujourd'hui donc nous invitons instamment tous les membres de l'Internationale, les proscrits, et les citoyens sympathiques au mouvement populaire du 18 mars 1871, à se rendre à Berne le dimanche 18 mars 1877. Les sections de Berne auront des délégués à l'arrivée de tous les trains pour recevoir et conduire les invités¹⁶.

C'est la première grande manifestation anarchiste sur sol suisse – 200 participants selon le *Bulletin*, une soixantaine selon les quotidiens. Le 18 mars tombe sur un dimanche, on peut se rendre à Berne en train et rentrer le même jour dans le Jura, à Zurich, à Genève, voire en Valais. Les manifestants peuvent arriver à toute heure. L'itinéraire du cortège prévoit un départ de la Bärenplatz

¹⁵ James Guillaume, *L'Internationale*, Paris, 1905-1910, tome II, p. 356.

¹⁶ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 11 mars 1877.

à 1 h 45 pour être à la gare dix minutes plus tard, à l'arrivée des trains de Bâle et de Zurich : il suffira d'attendre « trois ou quatre minutes » pour que les voyageurs sortent de la gare.

La presse bourgeoise ne prend pas acte de cette organisation, préférant attirer l'attention sur la bagarre qui se produit peu après entre les gardiens de l'ordre et les anarchistes. On a là deux conceptions de l'ordre dans l'espace public, et chacun accuse l'autre d'avoir troublé la paix publique. La faute au cortège, à la fanfare, aux drapeaux rouges ?

À Berne, on craint que cette occupation de l'espace se reproduise l'année suivante et des mesures sévères sont prises. Mais pas un seul anarchiste à l'horizon ; en revanche, des paysans et des patriotes affluent dès le matin à la gare pour la protéger contre l'ennemi imaginaire. Et cela bien que les autorités sachent qu'aucune manifestation n'est prévue, qu'aucun billet collectif n'a été délivré pour venir à Berne en train. Le télégraphe a bien fonctionné entre les gares et la capitale fédérale.

Quelques années auparavant, le train a déjà joué un rôle dans l'exercice de la solidarité. Une vague de grèves dans la passementerie bâloise et les adhésions en masse à la section de l'AIT font craindre le pire au gouvernement :

Déjà pendant la grève de Bâle, au commencement de 1869, à un moment où le bruit avait couru que le gouvernement bâlois allait mettre de la troupe sur pied, les internationaux de Genève avaient formé le projet de se rendre à Bâle, munis de leurs fusils, par groupes successifs d'une cinquantaine d'hommes à la fois : le chemin de fer aurait ainsi amené, en moins de quarante-huit heures, un effectif de cinq à six cents hommes armés, qui auraient fait cause commune avec les grévistes et les auraient aidés à résister aux menaces et aux violences¹⁷.

En mai 1871, les Jurassiens prévoient à leur tour de se mobiliser pour soutenir en armes la Commune de Paris ; mais le plan est abandonné quand les troupes versaillaises entrent dans Paris. Et le télégraphe est plus rapide que le train : un contingent suisse aurait été arrêté à la première gare importante. L'État ne se laisse pas intimider de la sorte, le train sert à convoier les armées régulières ; l'usage des transports publics au profit de la révolution reste un rêve pour les anarchistes.



Le train ne sert pas seulement à se rendre à des manifestations ou à tenter des insurrections, il peut aussi permettre des contacts plus discrets. La gare des Convers, à l'intersection des lignes de Neuchâtel et du Jura, sert de lieu de réunion, comme Olten aujourd'hui. Le 24 janvier 1875, c'est là que se constitue le Bureau fédéral de l'Internationale. Mais on y tient aussi un autre genre de

¹⁷ Guillaume, *L'Internationale*, tome I, p. 172-173.

réunions : « C'est là, écrit James Guillaume, dans une auberge à quelques minutes de la gare, qu'eurent lieu, pendant plusieurs années, nos réunions intimes, lorsque nous avions à nous concerter. » Certains y viennent à pied depuis le Vallon, d'autres en train de Neuchâtel.

Se concerter veut souvent dire préparer des réunions et les résolutions à y proposer, contrairement peut-être à l'affirmation de transparence et d'opposition à l'autorité. Les « intimes » ne font pas toujours confiance à la spontanéité des assemblées, comme on le voit pour la rédaction de la fameuse *Circulaire de Sonvilier* de 1871 : « Je pensai en outre que la rédaction de la circulaire à envoyer aux Fédérations ne devait pas être laissée au hasard d'une improvisation hâtive au moment du Congrès, et qu'il serait prudent de préparer, à tête reposée, un projet qui pût servir de base de discussion : je m'occupai en conséquence à rédiger ce projet, dans les jours qui précédèrent immédiatement la réunion de Sonvillier¹⁸. »

Ces réunions préparatoires peuvent aussi témoigner d'un certain pragmatisme. Il en va de même pour les campagnes électorales du parti libéral, on l'a vu : les assemblées populaires sont précédées d'assemblées préparatoires qui établissent listes de candidats et projets de résolutions. Les réunions intimes des anarchistes donnent des indications précieuses, lorsqu'on a des sources à leur sujet. Or, même des années plus tard, les participants n'aiment pas donner de détails. James Guillaume en donne le moins possible, selon une lettre de 1908 à son vieil ami Louis Pindy :

À propos de l'organisation secrète, j'ai dû, dans mon tome III, dire d'une façon générale qu'elle a existé. Mais, après cette indication générale, j'ai cru devoir m'abstenir d'entrer dans les détails ; j'estime que ce n'est pas à nous à raconter certaines choses. Je n'ai rien dit, par exemple, des réunions pendant le Congrès de Genève [1873], ni de notre action dans le Jura à partir de 1872. Une fois seulement, je n'ai pu me dispenser de parler : c'est à propos de la rupture avec Michel [Bakounine], le 25 septembre 1874, à Neuchâtel.

Cette lettre est citée par Marc Vuilleumier dans son introduction à la réédition de *L'Internationale* de Guillaume¹⁹. Il cite aussi une lettre ultérieure de Guillaume adressée à Fritz Brupbacher :

Quant aux organisations secrètes, celle qui a existé depuis 1864 à janvier 1869 doit être appelée Fraternité internationale ; celle qui a existé ensuite, à partir de ma rencontre avec Bakounine au Locle, en février 1869, n'a pas de nom [...], il faut l'appeler soit l'organisation secrète, ou l'intimité internationale ; en parlant d'un des nôtres, nous disions : c'est un de nos intimes, ou c'est un frère, etc.²⁰.

Les sociétés secrètes ont souvent une vie brève, malgré un formalisme parfois exagéré, comme l'a relevé Max Nettlau :

Ozerov n'était de l'intimité qu'au deuxième degré, pendant que Pindy se tenait encore plus loin et que Brousse en était tout à fait éloigné, au troisième degré, pourrait-on dire. On ne le considérait que comme un candidat à de futures relations amicales. Fr. Graisier appartenait aux intimes locaux. Cafiero, Ross, Schwitzguébel, Guillaume formaient enfin le cercle le plus intime et ils exclurent, en septembre 1874, Bakounine de leur intimité, tandis qu'ils restaient ultérieurement liés. Entre-temps, Brousse s'était rapproché du cercle, sans jamais tout à fait s'y agréger, de même que Pindy ; ultérieurement, P. Kropotkine s'y joignit, en 1877²¹.

Si Bakounine a été l'initiateur de ce genre de cercles, s'il a su y associer des proches comme Ross à Genève ou Cafiero en Italie, on peut s'étonner de son exclusion. Celle-ci est décidée aux Convers par Cafiero, Ross, Guillaume, Schwitzguébel et Spichiger, le 25 septembre 1874 :

¹⁸ Guillaume, *L'Internationale*, tome II, p. 226-227.

¹⁹ Marc Vuilleumier, « James Guillaume, sa vie, son œuvre », in J. Guillaume, *L'Internationale*, rééd., Genève, 1980.

²⁰ Amsterdam, IISG, Fritz Brupbacher Papers.

²¹ Cité par Marc Vuilleumier, « Les archives de James Guillaume », *Le Mouvement social* 48, 1964.

« L'impression unanime fut que Bakounine, que nous avions tant aimé et que nous aimions encore, s'était montré, dans les affaires de la Baronata, d'une inconscience et d'une faiblesse que nous étions forcés de condamner », écrit Guillaume. Les trois premiers ont rencontré Bakounine à Neuchâtel un peu plus tôt, et vont lui communiquer leur décision le soir même à La Chaux-de-Fonds, accompagnés de Spichiger (sans le train, cela n'aurait pas été possible) ; Bakounine a d'ailleurs affirmé vouloir se retirer de toute action politique, publique ou secrète. Ses amis lui offrent de lui verser une rente, ce qu'il refuse avec son panache habituel ; la rupture est irrémédiable.

Deux ans plus tôt, Bakounine et Guillaume ont été exclus de l'AIT par les partisans de Marx, ce qui a donné le coup d'envoi à la constitution du mouvement anarchiste. Mais leur réseau était public, tout comme l'a été la rupture ; l'exclusion du réseau informel n'est divulguée qu'aux intimes, cela « resta ignoré de tous ceux qui n'avaient pas fait partie de notre intimité révolutionnaire. Nous en instruisîmes nos amis d'Espagne et de France ; mais nos camarades des Sections jurassiennes ne s'en doutèrent jamais »²².

Réseaux de correspondance

Le train favorise les échanges, mais il reste coûteux. Quant aux lettres, elles dépendent d'un système postal international qui marche bien et ne soit pas trop cher. En 1866, quatre membres du Conseil général de l'AIT s'adressent au Conseil fédéral et à la direction des postes suisses pour demander l'harmonisation et la baisse des tarifs postaux et télégraphiques. On ne sait pas quel a été le résultat de leur démarche ; mais l'Internationale puis les anarchistes ont été de grands utilisateurs de ces instruments précieux pour le développement du mouvement ouvrier.

Les archives de la Fédération jurassienne et les fonds de militants déposés notamment à Amsterdam sont constitués pour une très grande part de lettres et de télégrammes, même si tous n'ont pas été conservés. Le *Bulletin*, les procès-verbaux du Comité fédéral jurassien comme les souvenirs de Guillaume les citent à foison. Les distances parcourues montrent qu'il existe un réseau d'organisations et de personnes dans de nombreux pays d'Europe ainsi que sur d'autres continents.

Cette correspondance sert d'une part à la participation aux débats et aux décisions, d'autre part à la coordination des activités.

Démocratie directe par écrit

Transparence et participation de tous, le mouvement anarchiste se constitue sur ces deux postulats. L'Internationale s'organise depuis la base, non par l'arbitraire des amis de Marx. Les sections sont autonomes, elles se coordonnent par leur comité fédéral créé en 1873 au congrès de Genève, décrit à l'article 3 des statuts de la Fédération jurassienne : « Le lien fédéral a pour représentant un Comité fédéral, composé de cinq membres, auquel est remise la gestion des intérêts fédéraux, sous le contrôle des Sections. Le Comité fédéral n'est investi d'aucune autorité. Il remplit simplement le rôle de bureau de renseignements, de correspondance et de statistique. »

Il fonctionne par le moyen de circulaires adressées aux sections, tout comme le Bureau fédéral international s'adresse aux fédérations. Adhémar Schwitzguébel, secrétaire correspondant, adresse le 10 novembre 1872 une circulaire à toutes les sections de la Fédération jurassienne pour les informer des décisions du congrès de Saint-Imier, et leur demande de soumettre à leurs membres la question de l'adhésion au « Pacte international de solidarité ». Onze sections envoient leur accord, il n'y a qu'une opposition.

En 1874-1875, Numa Brandt, horloger à La Chaux-de-Fonds, est secrétaire correspondant. Il envoie une quinzaine de circulaires pendant son mandat, une sorte de bulletin d'informations : elles portent sur la constitution et l'activité du Comité fédéral, sur les publications qu'on peut lui commander, sur l'adhésion de nouvelles sections, sur les soirées de propagande prévues, sur les

²² Guillaume, *L'Internationale*, tome III, p. 218.

finances et le versement des cotisations. Mais Brandt envoie aussi des questionnaires sur la statistique des membres ou sur des questions pratiques et théoriques. Les débats sur les congrès régionaux et internationaux sont denses, et le Comité fédéral réunit et diffuse les propositions de dates, de lieux, de délégations, de points à l'ordre du jour. Le 16 mai 1874, la question porte sur le congrès général qui doit se tenir à Bruxelles ; les propositions doivent parvenir au secrétaire trois mois avant sa tenue. Le Cercle d'études sociales de Sonvilier a déjà proposé trois points :

1. N'y a-t-il pas lieu que le Congrès Général adresse un manifeste à tous les travailleurs et à toutes les associations ouvrières pour leur expliquer la nature des luttes qui ont eu lieu dans le sein de l'Internationale et les bases fondamentales de notre Association ? 2. De la grève générale. 3. De l'action politique des classes ouvrières²³.

Dans le délai prévu, le Comité transmet ces propositions au Bureau fédéral de l'Internationale à Bruxelles. Deux des trois points proposés par Sonvilier sont retenus pour l'ordre du jour du congrès, qui en compte quatre. Il ne retient pas la question de la grève générale mais il ajoute :

Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ?
N'y a-t-il pas lieu de choisir une langue unique pour l'échange des correspondances entre les fédérations régionales ?

On peut présumer que d'autres sections ont fait des propositions analogues à celles de Sonvilier ou de Bruxelles. Le système des circulaires et la structure fédérative ont fonctionné, ce qui ne peut qu'encourager les Jurassiens.

Les statuts ne prévoient pas de procédure pour le choix des délégués ; la proposition de réunir un congrès à Genève au mois d'août pour les nommer n'a pas l'aval des sections, et Brandt recourt à une circulaire pour décider du nombre et des noms des délégués. Le 13 août, il peut annoncer que la majorité des sections propose qu'il y en ait un seul et que ce soit Adhémar Schwitzguébel.

À la lecture des circulaires de 1874-1875, on constate que le principe de transparence et de participation s'applique effectivement. Le Comité fédéral et son secrétaire servent de lien entre les sections sans exercer d'autorité. Les décisions se façonnent grâce aux propositions reçues et répercutées ; tout un chacun peut consulter la « montagne de lettres » conservées par le comité. Mais on peut aussi y voir un hiatus entre les principes et la réalité. Il ne tient pas seulement à l'existence parallèle de réseaux informels (comme celui des « intimes »). La simple nomination d'un délégué réclame un engagement constant, du temps et une grande disponibilité des sections. Selon les « principes de fédéralisme et d'autonomie des groupes qui ont inspiré notre Fédération dès son origine », ce n'est pas le comité qui prend l'initiative, mais les sections. Or l'examen attentif des circulaires montre que sans les impulsions données par le comité les échanges de correspondance seraient moins intenses, voire éteints ; il faut des rappels, plusieurs sections ne répondent pas. En 1878, le secrétaire correspondant qui est alors le graveur Jules Loetscher, de Sonvilier, déplore le manque d'informations qu'il reçoit :

Nous vous adressons ci-joint l'état actuel de la situation des sections de la Fédération jurassienne, tel qu'il nous a été possible de l'établir ensuite des réponses qui nous sont parvenues à notre 1^{re} Circulaire.

Les sections de Porrentruy, Moutier, Fleurier, Ste-Croix, Zurich (française), Zurich (allemande) ne nous ont pas répondu. Nous n'avons également pas reçu réponse des sections suivantes : Section mixte, section italienne, section des typographes de Genève – auxquelles nous avons envoyé nos circulaires. Nous ne savons pas si ces sections existent encore, nous prenons des informations à cet égard.

L'article 3 des statuts de la Fédération jurassienne attribue au comité la fonction de « lien fédéral » : sans réaction des sections, il ne peut remplir cette fonction. La correspondance a donc

²³ Amsterdam IISG, Archives de la Fédération jurassienne.

une importance vitale. Nous avons évoqué plus haut l'engagement de la bourgeoisie du Vallon en faveur des chemins de fer, « artères ferrugineuses » indispensables à la survie et au développement économique de la région. La métaphore peut être transposée aux anarchistes : le Comité fédéral est le cœur où convergent artères et veines, et le circuit sanguin qui tient en vie l'organisme est l'échange de correspondance entre lui et les sections. Si le circuit s'interrompt, le comité risque de ne plus pouvoir fonctionner, la Fédération jurassienne risque jusqu'à son existence.

La correspondance sert aussi à la coordination entre les acteurs et à projeter des actions. Là il ne s'agit plus de passer par des circulaires, mais directement par des lettres ou des télégrammes, selon l'urgence, comme on l'a vu au début de ce chapitre à propos de la réception en Espagne des résolutions du congrès de Saint-Imier. Dans ce cas-là, le mode ou la rapidité de la transmission n'ont pas joué de rôle déterminant. Il n'en va pas de même dans d'autres situations où cela peut influencer le cours de l'histoire.

Le congrès de La Haye de 1872 a décidé de transférer le Conseil général de l'AIT de Londres à New York ; mais Marx et Engels se rendent compte rapidement des conséquences que la distance va entraîner. Le 5 janvier 1873, le secrétaire général Friedrich Adolph Sorge écrit à Schwitzguébel à Sonvilier que le Conseil général « est obligé de suspendre et par la présente il suspend la Fédération jurassienne jusqu'au prochain Congrès général ». Il informe le même jour toutes les autres fédérations de l'AIT. Mais les lettres mettent du temps à traverser l'Atlantique : les anarchistes jurassiens ne prennent connaissance de leur suspension que lors de leur séance du dimanche 9 février, la fédération espagnole à la fin du mois seulement. En revanche, ce même 9 février, un message encourageant parvient aux Jurassiens : « Le Conseil de New York suspend la Fédération jurassienne. Vive à jamais la Fédération jurassienne ! Au nom du Congrès de Verviers, Gérard Gérombou²⁴. »

Le télégramme a été envoyé à 13 h 30, il arrive quelques heures plus tard à Sonvilier. Il va être suivi peu après par d'autres télégrammes et lettres de solidarité venant d'ailleurs. Cela déplaît fortement à Engels, qui avait instruit le Conseil général, en date du 4 janvier, de constater que les sections et fédérations qui ne respectent pas les statuts « se sont mises par là *elles-mêmes* hors de l'Internationale et *ont cessé d'en faire partie* » ; et à Marx, qui réagit à la circulaire le 12 février : « À mon avis, le Conseil général a commis une grande faute par la suspension de la Fédération jurassienne. Ces gens sont déjà *sortis de l'Internationale*. » Et s'il continue de se borner à suspendre les sécessionnistes, « toute la fripouille (*Alles Lumpengesindel*) reparaitra au Congrès de Genève et y paralysera tout travail sérieux ». La lettre d'Engels est arrivée trop tard à New York ; s'il s'était rendu au bureau du télégraphe, peut-être aurait-il pu modifier les termes de la circulaire. Impossible de savoir si cela aurait influencé l'évolution de l'Internationale, mais c'est bien probable.

Quand faut-il télégraphier, quand peut-on se borner à une lettre, moins rapide mais moins coûteuse ? Les réactions des internationalistes suisses en 1870, après la défaite de l'armée française à Sedan et la proclamation de la Troisième République le 4 septembre, illustrent ce choix. James Guillaume apprend le lundi 5 septembre au matin la proclamation de la République, par une dépêche télégraphique. Le jour même, il imprime un *Manifeste aux sections de l'Internationale*, rédigé avec Gaspard Blanc, qui appelle à la défense de la France nouvelle :

Dans tous les pays, groupons-nous, armons-nous, et marchons, volontaires de la liberté et de l'égalité, pour combattre à côté de nos frères de France. La cause de la République française, c'est celle de la Révolution européenne, et le moment est venu de donner notre sang pour l'affranchissement des travailleurs et de l'humanité tout entière.

Avant l'établissement d'une liaison télégraphique entre Paris et la Suisse, l'arrivée des informations et la réaction n'auraient pas pu être aussi rapides. Bakounine, qui habite alors Locarno, agit vite lui aussi. Il décide, peut-être le 4 septembre déjà, de se rendre à Lyon quelques jours plus tard et informe des amis, prévoyant aussi l'utilisation du télégraphe. Ainsi il écrit à Adolf Vogt à Berne :

²⁴ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 15 février 1873.

Mes amis les socialistes révolutionnaires de Lyon m'appellent à Lyon. [...] Je ne resterai à Berne qu'un jour. J'y arriverai le 10 au soir, et je partirai le lendemain pour Neuchâtel. Puis-je m'arrêter chez toi ? Comme je pars d'ici le 9, vendredi soir, et comme tu recevras cette lettre au moins le 8, tu auras le temps de m'avertir par télégramme à l'adresse suivante : Locarno, Signora Teresa Pedrazzini, per la signora Antonia, si oui ou non.

Avec le télégraphe, la distance entre émetteur et récepteur ne joue plus aucun rôle, même si les Alpes se dressent entre eux. Les décisions se prennent plus rapidement, chose bienvenue dans les situations révolutionnaires. Bakounine en fait usage alors qu'il s'est réfugié à Marseille à la fin de septembre après l'échec de l'insurrection lyonnaise. Il précise le scénario à l'intention de ses amis lyonnais :

Chers amis. Marseille ne se soulèvera que lorsque Lyon se sera soulevé, ou bien lorsque les Prussiens seront à deux jours de distance de Marseille. Donc encore une fois le salut de la France dépend de Lyon. Il vous reste trois ou quatre jours pour faire une révolution qui peut tout sauver... Si vous croyez que ma présence peut être utile, télégraphiez à Louis Combe ces mots : Nous attendons Étienne. Je partirai aussitôt, en vous avertissant par un télégramme à l'adresse de Palix par ces mots : Étienne sera chez Madame Rochebrune tel jour, telle heure.

Il propose aussi d'utiliser un dictionnaire secret dans les télégrammes pour préserver l'anonymat des acteurs, et précise : « Lettre à brûler – dictionnaire à bien cacher ». C'est ainsi qu'Étienne désigne Bakounine lui-même. « Ange » est André Bastelica, « Marie » le préfet, « Louise » l'avocat général. Les gardes nationaux deviennent les « artistes », l'artillerie « la mariée » ; Lyon devient « Madame Séraphine », Neuchâtel « Madame Boudy », et « Madame Rochebrune » correspond à la dernière station de train avant Lyon. Quelques verbes compromettants se masquent encore : « guérir » au lieu de tuer.

Ce vocabulaire secret n'a sans doute pas servi : Valence Lankiewicz, le jeune Polonais qui accompagnait Bakounine et devait porter sa lettre à Lyon, s'est fait arrêter, les documents ont été saisis, des arrestations opérées. Bakounine doit renoncer à « y jouer [sa] dernière partie » ; de Marseille il prend le bateau pour Gênes puis retourne en Suisse, où il mourra six ans plus tard de maladie.

Il avait construit d'autres « dictionnaires » auparavant, comme celui que Guillaume a porté à Lyon au printemps 1870 et qui a aussi fini aux mains de la police. Ce vocabulaire chiffré propose, après des noms communs, une série de noms de personnes et de lieux qui pourraient servir à dresser une carte des réseaux anarchistes. On y trouve par exemple Saint-Imier (239, Mme C.), Jura bernois (240, M. D.), Schwitzguébel (435, M. DC.). N'y voyons pas la simple expression de l'imagination révolutionnaire de Bakounine : le contrôle exercé par les autorités rend la correspondance risquée, et les projets codés sont fréquents. Schwitzguébel lui-même en imagine l'utilité, dans une lettre de juillet 1871 à son amie parisienne Lucienne Prins, pour aider des communards à se réfugier en Suisse :

Si vous le jugez utile, je vous prie d'écrire tous les noms, en les accompagnant de chiffres, que vous croyez nécessaires, et m'en envoyer une copie ; je les compléterai par les noms que, de mon côté, je devrai employer. [...] Nous arriverons à avoir un dictionnaire secret, et si la police s'emparait d'une de nos lettres, au moins les personnes, les endroits dont nous avons à nous occuper resteraient, pour elle, un mystère²⁵.

Ces échanges sont autant d'exemples de l'usage que font les anarchistes des techniques nouvelles et de leur insertion dans le processus de mondialisation en cours. Nous reviendrons plus loin sur ce thème.

²⁵ Amsterdam IISG, Lucien Descaves Papers.

La propagande par l'écrit

Paradoxalement, ce sont les chemins de fer d'État et la poste internationale qui fournissent l'infrastructure nécessaire à la propagande des « ennemis de l'État ». Une très grande quantité d'imprimés, livres, brochures, circulaires, périodiques, sont reçus ou distribués au sein de la Fédération jurassienne ; ils circulent vraisemblablement chaque jour par le train. Entre 1866 et 1881, nous avons reconstitué une liste de 58 ouvrages et dix périodiques, essentiellement d'après l'inventaire de la bibliothèque d'Adhémar Schwitzguébel aux archives de l'Union syndicale suisse à Berne. Elle ne comprend pas les circulaires et feuilles volantes, et peu de titres publiés à l'étranger. L'inventaire de cette imposante masse de documents reste donc à l'état d'esquisse.

La production et la distribution d'imprimés en tous genres ont pu se développer, depuis le milieu du XIX^e siècle, grâce à une série d'innovations techniques. En sus des réseaux de la poste et des chemins de fer, l'introduction des presses rotatives dans les imprimeries a fait nettement baisser les coûts, même si la publication de journaux et de brochures réclame des efforts de la part de leurs producteurs. En 1874, l'imprimerie Grossniklaus de Saint-Imier facture à la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs 172,75 francs pour l'impression du rapport de son congrès, une brochure de 48 pages tirée à 400 exemplaires. Elle revient donc à 43 centimes ; son prix de vente de 50 centimes ne couvrira pas les coûts. L'essentiel, c'est qu'elle sert à la propagande, au recrutement de nouveaux membres et au renforcement de l'organisation.

Il en va de même pour les journaux. En 1870, James Guillaume calcule qu'une feuille de deux pages à 500 exemplaires coûte 28 francs, un journal de quatre pages à 600 exemplaires quelque 50 francs. Avec le port de 0,75 centime, le prix de revient est peu élevé, mais si tous les journaux ne sont pas écoulés, il va rester une montagne de papier et de dettes.

Si l'on dispose d'une imprimerie propre, les coûts de production peuvent baisser. C'est le cas entre 1869 et 1873, lorsque James Guillaume travaille à l'Imprimerie G. Guillaume & Fils à Neuchâtel. Son père George, conseiller d'État radical, a acquis l'entreprise en 1866 avec un collègue de parti, Edouard Desor, pour y publier la feuille radicale *Le Premier Mars*. En 1869, James Guillaume perd son emploi au Technicum du Locle en raison de ses activités politiques ; comme son frère Georges, qui dirigeait l'imprimerie, part alors pour Paris, James la reprend. C'est une bonne affaire pour les internationaux. En trois ans et demi d'activité, l'imprimerie publie une série de journaux socialistes et anarchistes et plusieurs ouvrages. Malgré les recettes provenant d'autres travaux, l'imprimerie est en déficit et seule l'aide financière de George père lui permet de survivre. Il finit par la vendre à L.-A. Borel au printemps 1873.

Celui-ci continue de travailler pour les Jurassiens ; le *Bulletin* ne donne pas le nom de son imprimeur, mais on l'apprend par les souvenirs de James Guillaume. D'autres imprimeurs semblent aussi avoir des sympathies, ou du moins une tolérance pour les idées révolutionnaires, et prêtent leurs services : Grossniklaus à Saint-Imier, Courvoisier à La Chaux-de-Fonds, Lang à Berne. Les anarchistes qui leur passent commande partagent ainsi les risques financiers. Les risques de censure sont minimes : la liberté de la presse est largement garantie en Suisse, et en cas de poursuites ce sont les rédacteurs qui peuvent être inculpés, non les imprimeurs. Lorsqu'en septembre 1870 le Conseil fédéral interdit *La Solidarité*, l'imprimerie G. Guillaume & Fils peut reprendre le travail après la saisie des exemplaires, bien que James Guillaume en soit le rédacteur responsable. En décembre 1878, c'est au tour de *L'Avant-Garde*, imprimée à La Chaux-de-Fonds, d'être saisie ; l'imprimeur Courvoisier proteste vigoureusement de sa bonne foi, et peut poursuivre ses activités à condition de ne plus imprimer des libelles de ce genre.

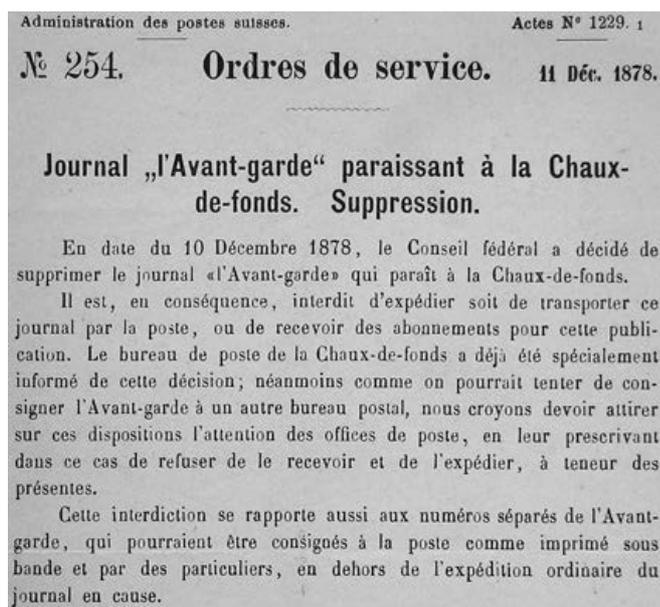
À cette époque, la Suisse donne une grande valeur à la liberté de la presse ; les autorités démocratiques et libérales de la Berne fédérale, du canton de Berne et de Neuchâtel évitent de prendre des mesures à son encontre.

Le 6 septembre 1870, la police neuchâteloise saisit les exemplaires restants de *La Solidarité*, qui vient de publier un manifeste appelant à l'insurrection, dont le Conseil fédéral interdit la publication ; les exemplaires destinés à l'Allemagne sont arrêtés à la douane de Bâle. Guillaume n'est toutefois pas arrêté : les autorités neuchâteloises veulent éviter de donner trop d'importance à

l'incident. Sans doute cela tient-il au rôle de son père, propriétaire de l'imprimerie et conseiller d'État.

En décembre 1878, Neuchâtel refuse à nouveau de prendre des mesures contre le journal *L'Avant-Garde*. Le préfet de La Chaux-de-Fonds, qui a enquêté sur demande du Conseil fédéral, calme les esprits : malgré sa « théorie anarchiste collectiviste », le journal n'excède pas le cadre légal. Dans sa lettre, il déplore que la presse bourgeoise suisse et surtout étrangère accorde bien trop d'attention à une feuille jusque-là « presque inconnue ». Malgré cette mise en garde, le Conseil fédéral décide le 10 décembre d'interdire la publication et sa diffusion par la poste. Son argumentation est révélatrice : la Confédération estime que les activités révolutionnaires ne représentent guère de danger pour l'ordre intérieur du pays, mais qu'elles peuvent nuire aux bonnes relations avec l'étranger. Elle n'intervient que lorsque les anarchistes appellent à un soulèvement en armes dans un pays étranger, comme ce fut le cas dans le manifeste de la *Solidarité* en 1870, ou si un gouvernement étranger estime nuisible une publication. Ce ne sont donc que les réactions étrangères qui attirent l'attention des autorités fédérales sur les anarchistes en Suisse. Témoin ce communiqué au sujet de *L'Avant-Garde* :

Déjà dans la séance du 11 octobre, un membre du Conseil fédéral a, à l'ovation du discours prononcé par le Ministre Eulenburg au sein du Parlement allemand, et dans lequel il avait parlé des marques de sympathie données par le Congrès de la Fédération jurassienne, tenu en juillet 1878 à Fribourg en Uechtland, aux attentats de Hödel et de Nobiling, attiré l'attention du Conseil fédéral sur les agissements en Suisse d'agitateurs socialistes étrangers, agissements de nature à troubler les bons rapports entre la Suisse et des États étrangers²⁶.



Ordonnance du Conseil fédéral sur la suppression de L'Avant-Garde, 11 décembre 1878.

Les gouvernements étrangers limitent en effet la liberté de la presse. Depuis le 10 octobre 1878, suite aux « lois socialistes » édictées par Otto von Bismarck, la Suisse voit arriver une nouvelle vague de réfugiés. Pour éviter des tensions avec le gouvernement prussien, le Conseil fédéral adresse une circulaire aux polices de neuf cantons frontaliers, leur demandant d'observer de près les réfugiés politiques. On voit que la surveillance des anarchistes qui se met en place a des causes transnationales.

La tolérance à l'égard des anarchistes se termine assez tard, en Suisse ; pendant une dizaine d'années, ils ont pu imprimer librement des écrits révolutionnaires. Il n'en va pas de même dans les pays voisins, ce qui explique pourquoi nombre de textes paraissent en Suisse ainsi qu'en Belgique. Outre l'imprimerie de la *Voix de l'Avenir* à La Chaux-de-Fonds et celle de Guillaume à Neuchâtel,

²⁶ Archives fédérales, Berne (AF), E 21 14661.12.

on trouve à Genève l'Imprimerie coopérative, celles de Czerniecki, de la Veuve Blanchard, de Ducommun et Oetlinger. À partir de 1873, deux imprimeries russes s'y ajoutent, à Zurich et à Genève. En mai 1879, Pierre Kropotkine, François Dumartheray et Georges Herzig fondent à Genève l'Imprimerie jurassienne, suite aux refus d'autres imprimeries de publier leur journal *Le Révolté*, craignant de perdre des commandes des pouvoirs publics.

C'est aussi une conséquence des pressions étrangères, reprochant à la Suisse de favoriser la diffusion et l'exportation d'imprimés anarchistes. Madrid, Paris, Berlin, Rome ont déjà pris des mesures contre l'Internationale, depuis 1867 en France et plus encore depuis la défaite de la Commune de Paris. Ils voient en elle un danger qui menace jusqu'aux fondements de l'État, comme l'exprime clairement le ministre des Affaires étrangères d'Espagne, Bonifacio de Blas, dans une lettre aux gouvernements d'Europe :

Sa puissante et formidable organisation et le rapide développement qu'elle a eu en peu d'années méritent d'attirer sérieusement l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la conservation de l'ordre social. Celui-ci est menacé dans ses fondements mêmes par l'Internationale qui rompt en visière avec toutes les traditions de l'humanité, en effaçant des esprits le nom de Dieu, de la vie, la famille et l'héritage, du monde civilisé, les Nations et en aspirant seulement au bien-être des ouvriers sous la base de la solidarité universelle. [...]

Cet accord [de coopération internationale contre l'Internationale] est exigé par la nature même de cette Association, dont le caractère d'universalité est précisément ce qui la rend plus dangereuse. Il ne suffit pas que l'on parvienne à faire disparaître les sections de l'Internationale au sein d'une seule Nation, soit au moyen de ses lois, soit par la coopération et l'initiative individuelle (dont l'importance ne saurait jamais être trop recommandée) de toutes les classes intéressées à la conservation de la société. Il en resterait toujours quelques adeptes fanatiques, qui à la première occasion favorable pourraient servir de noyau à sa propre réorganisation, pour laquelle le Conseil général pourrait s'aider puissamment de la publicité extraordinaire que la presse périodique a acquise de nos jours et de la rapidité des communications existant chez tous les peuples civilisés²⁷.

Le Conseil fédéral ne partage apparemment pas cette manière de voir, il s'inquiète peu alors des menées anarchistes. Pour Emil Welti, l'homologue suisse de Blas, la question d'une action coordonnée ne s'adresse qu'aux « grands États », les petits seraient exempts de la nécessité d'une coordination transnationale.

Les « grands États » demandent quant à eux à la Suisse de participer à leurs efforts de répression. Le Conseil fédéral fait suivre leur demande aux cantons concernés, où les recherches sont rarement suivies d'effets. Au printemps 1873, le gouvernement italien demande des informations sur d'éventuels « complots contre l'ordre international et la tranquillité des États » provenant de Sonvilier, siège du comité fédéral jurassien et considéré comme le centre de la subversion. Il enverrait des instructions en Belgique, en Italie, en Hollande, en Angleterre et au Portugal. L'ambassadeur Luigi Melegari demande aux autorités d'exercer une « surveillance active » sur la section de Sonvilier, qu'il prend pour le centre d'une organisation hiérarchique. Il est vrai que le comité fédéral, composé alors d'Alfred Andrié, Charles Chopard, Justin Gerber, Paul Junet et Adhémar Schwitzguébel, est au centre du réseau de communication transnationale du mouvement anarchiste. Sur place, le gendarme Schneeberger à Saint-Imier et le préfet Desvoignes à Courtelary semblent ne pas s'en rendre compte, si l'on en croit les trois rapports qu'ils adressent au conseiller d'État bernois Bodenheimer. Ils savent que Schwitzguébel a été délégué au congrès de La Haye en 1872 mais ne connaissent pas les détails du congrès de Saint-Imier réuni peu après. Les membres de l'Internationale dans le Vallon sont des hommes « sérieux et disciplinés ». Pour Desvoignes, « la plupart des membres [de l'Internationale] sont en général des hommes rangés qui ne fournissent matière à aucune surveillance sérieuse en ce qui concerne nos affaires publiques ». Il s'enquiert auprès d'un homme de confiance, Tissot-Balmer, qui lui donne quelques indications sur le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, sans savoir d'ailleurs où il est imprimé, et qui profite de sa lettre pour demander au nom de sa femme copie d'une publicité pour un « lavabo avec pot de fleur »...

²⁷ AF, E 21 14404.5.

Ces réponses apaisantes ne sont évidemment pas satisfaisantes. En 1878, le gouvernement français a ses propres indicateurs dans les sections de l'Internationale : les archives de la Préfecture de police à Paris contiennent des rapports provenant de Saint-Imier, La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Berne et Zurich. La coordination internationale de la répression anti-anarchiste ne s'organise que dans les dernières années du siècle.

En revanche, l'information et la diffusion des idées anarchistes ont été internationales dès le début, mais les gouvernements ont mis du temps à comprendre comment elles circulent. En témoigne la lettre des autorités italiennes au Conseil fédéral, du 13 février 1874 :

Périodiquement, des bulletins subversifs intitulés Comitato italiano per la Rivoluzione sociale sont envoyés en Italie, comme le spécimen ci-joint. L'autorité politique, suite à ses recherches directes pour découvrir la provenance de cette publication clandestine, croit avoir découvert que les imprimés dont il s'agit proviennent de Genève ou de Zurich et qu'ils ont été imprimés par le typographe Guillaume [sic], qui se vante d'être un des membres les plus influents de la fédération du Jura bernois²⁸.

Des textes destinés à l'Italie proviennent en effet de l'imprimerie Guillaume, notamment le journal *La Rivoluzione sociale*, publié après le congrès de Saint-Imier et reproduisant les résolutions de La Haye, de Saint-Imier et de Rimini. Un seul numéro est paru en septembre 1872. En 1874, Guillaume ne travaille plus à l'imprimerie, et le tract joint à la lettre italienne a été imprimé en Italie.

Comment la propagande imprimée en Suisse parvient à l'étranger, les sources ne le révèlent que partiellement. La plus grande partie est sans doute envoyée par la poste et le train, mais avec une fausse déclaration en douane. La marine italienne découvre ainsi, dans un navire à destination de Cadix, une caisse d'imprimés en espagnol jointe à une livraison de plaques métalliques provenant du graveur Samuel Ochsner d'Altstetten (Zurich). Ce dernier n'a sans doute rien à voir avec le transport clandestin. C'est de commerce international qu'il s'agit, et il serait trop coûteux d'examiner toutes les marchandises pour vérifier qu'elles ne contiennent pas de matériel subversif.

Ni les frontières ni les douanes n'arrêtent la circulation de la propagande. Le Jurassien Jacques Gross, représentant de la fabrique de tabacs Burrus à Boncourt, à la frontière française, se rend souvent à l'étranger et passe en contrebande quantité de journaux anarchistes, *L'Avant-Garde* de Paul Brousse, la *Freiheit* de Johann Most. Quand il écrit des articles pour le *Réveil*, des années plus tard, il prend pour pseudonyme Jeanquimarche.

Brochures et journaux

Les brochures anarchistes imprimées en Suisse marquent le début d'une longue histoire. Elles ont été lues et transmises par des générations d'anarchistes dans un grand nombre de pays. Qu'il suffise de citer ici les deux œuvres les plus connues. Quelques années après la mort de Bakounine (1876), Carlo Cafiero et Elisée Reclus publient sous son nom, à l'Imprimerie jurassienne de Genève, *Dieu et l'État* ; le texte sera traduit en neuf langues au moins entre 1882 et 1896. *Aux jeunes gens*, de Pierre Kropotkine, publié d'abord en feuilleton dans *Le Révolté* puis en brochure en 1881, connaîtra, lui, quelque 14 traductions et une quarantaine d'éditions durant la même période.

Ces « classiques de l'anarchisme » sont encore réédités aujourd'hui. D'autres textes sont moins remémorés. Depuis 1871, la Commission de propagande socialiste de Saint-Imier publie un *Almanach du Peuple* (cinq éditions annuelles) : en une cinquantaine de pages, il contient de brefs articles de Schwitzguébel, Guillaume, Bakounine, à côté du calendrier. Il concurrence avantageusement les autres almanachs religieux ou laïques, et sa consultation quotidienne resserre les liens entre ses détenteurs et le mouvement anarchiste. On ne connaît pas le tirage de l'*Almanach du Peuple*, mais selon Guillaume le premier a été rapidement épuisé, le deuxième réimprimé en raison de son succès, notamment en Belgique. Les collaborations y sont de plus en plus nombreuses, de compagnons jurassiens ou d'autres, comme plusieurs exilés de la Commune :

²⁸ AF, E 21 14006.56

Lefrançais, Malon, André Léo, Guesde, Brousse, Charles Keller. Schwitzguébel écrit pour chacune des livraisons, mais c'est bien devenu une œuvre transnationale.

Le modèle va être adopté en Belgique, en flamand et en français, et à Genève par le groupe des proscrits français. La circulation des idées se fait aussi par les traductions : l'article de Schwitzguébel sur « La question des services publics devant l'Internationale » (1875) est traduit l'année suivante en italien. Les Italiens demandent à Guillaume une brochure qu'ils publient en 1874 sous le titre *Dopo la rivoluzione* ; la version française, *Idées sur l'organisation sociale*, paraît deux ans plus tard. Bien plus tard, Guillaume traduira l'*Abrégé du Capital de Karl Marx*, écrit par Cafiero lors d'un séjour en prison, en 1877-1878. En 1874, Armand Ross publie à Londres un texte de Guillaume en russe, *L'anarchie selon Proudhon* ; celui-ci n'est jamais paru en français. Enfin, les deux volumes des *Esquisses historiques* de Guillaume, un projet d'histoire universelle destiné à la formation ouvrière, ont rapidement été traduits en italien et en espagnol. Cette dernière version, parue à Barcelone en mai 1876, est reprise en feuilleton la même année par deux journaux mexicains. Les écrits anarchistes ne connaissent pas le copyright, aussi peut-on supposer que d'autres textes ont circulé dans leurs réseaux de communication sans que les auteurs n'en aient connaissance.

Ce sont évidemment les journaux qui contribuent le plus à la circulation des informations et des idées, entre les différentes localités de Suisse et à l'étranger. Citons ici les principaux titres.

Dès la création des premières sections de l'AIT dans les Montagnes jurassiennes, elles trouvent un écho dans *La Voix de l'Avenir* publiée par Pierre Coullery à La Chaux-de-Fonds depuis 1865. Quelques années plus tard paraissent *Le Progrès*, au Locle, et *L'Égalité*, à Genève. *La Solidarité* remplace *Le Progrès* en avril 1870, mais comme on l'a vu elle est interdite en septembre de la même année. Deux périodiques éphémères prennent la relève à Genève, *La Révolution sociale* publiée par des communards exilés, qui aura dix numéros, et une nouvelle *Solidarité*, qui n'en aura que quatre, faute de financement.

Le premier numéro du *Bulletin de la Fédération jurassienne* paraît le 15 février 1872, sous forme hectographiée ; il passe bientôt à l'imprimé et devient hebdomadaire jusqu'à son dernier numéro, le 25 mars 1878, toujours rédigé principalement par James Guillaume. À Berne, Paul Brousse et sa compagne Nathalie Landsberg publient l'*Arbeiterzeitung-Journal des ouvriers* en 1876-1877, puis Brousse collabore au *Bulletin* avant de publier le bimensuel *L'Avant-Garde*, de juin 1877 jusqu'à son interdiction en décembre 1878 et le procès de son rédacteur. Avant même ce procès, Kropotkine lance à Genève *Le Révolté*, en février 1879, qui y paraîtra jusqu'en septembre 1887 avant de se transférer à Paris.

Il est difficile de connaître le tirage des journaux et leur nombre d'abonnés, faute d'archives administratives. Il existe une liste des abonnés au *Bulletin*, qui étaient au nombre de 447 en janvier 1877. Pour le *Progrès*, Guillaume évoque un tirage de 500 exemplaires à son premier numéro, puis « plusieurs centaines » ; il ne donne pas de chiffres pour la *Solidarité*. Selon une lettre de Kropotkine, *L'Avant-Garde* aurait imprimé 600 exemplaires avec quelque 250 abonnés, tandis que le *Révolté* aurait tiré à 3000 et diffusé 2000 exemplaires ; les chiffres donnés par Max Nettlau sont nettement inférieurs, 550 abonnés et 160 exemplaires vendus.

Mais le tirage ne dit rien du lectorat et de la diffusion réelle des périodiques. La liste des abonnés au *Bulletin* en 1877 donne leur adresse et leur profession, on voit qu'il n'était pas lu que par des ouvriers. On y trouve en effet des avocats, des enseignants, des négociants, un juge de paix, deux architectes et autant d'ingénieurs, même quatre ecclésiastiques. Le fabricant Francillon, le directeur des chemins de fer Jolissaint, le préfet Desvoignes, le conseiller d'État Bodenheimer reçoivent chaque semaine le journal, qu'ils prennent sans doute au sérieux. Il sert de contre-information au *Jura bernois* libéral. Ses prédécesseurs n'ont pas atteint cette audience au cours de leur vie brève, mais ils atteignent quelques lecteurs en dehors des militants, comme les économistes John Stuart Mill ou Eugen Dühring. Le *Bulletin* est aussi distribué dans plusieurs lieux publics comme les cafés de Saint-Imier et de Sonvilier, où des non-abonnés peuvent le lire et en discuter.

Les anarchistes ne veulent toutefois pas faire de la propagande dans le Vallon seulement, il s'agit d'atteindre le vaste monde. L'entête du journal indique le prix de l'abonnement pour plusieurs

pays : s'il coûte 8 francs par an en Suisse en 1875, il atteint entre 8 fr. 20 et 13 fr. 20 pour l'Allemagne, l'Amérique, l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, la Hollande, l'Italie, en fonction des tarifs postaux. Un an plus tard, le tarif est devenu uniforme, 10 fr. 60 « pour l'extérieur », à l'exception de l'Allemagne où il reste à 8 fr. 20. La mondialisation a unifié l'espace.

La liste des abonnés de 1877, la seule dont nous disposons, montre que le *Bulletin* est envoyé dans quinze pays : en Europe (Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hollande, Italie, Portugal, Roumanie) mais aussi plus loin, en Égypte, aux États-Unis, au Mexique, en Uruguay. Les quarante-six destinataires à l'étranger – ils comprennent aussi les services gratuits et les échanges – ne représentent que dix pour-cent des abonnés, mais ils répercutent dans leur région les idées et les publications du journal. Celui-ci cherche activement à entrer en contact avec des périodiques du même courant d'idées ; il annonce par exemple, le 19 décembre 1875, faire l'échange avec le journal serbe *Narodna Vola* de Smederevo, une ville au nord de Belgrade. La rédaction de ce journal demande à ses « chers citoyens et confrères » d'intervenir pour qu'elle reçoive aussi d'autres périodiques, en français ou en russe, et dit les difficultés qu'elle rencontre face à la police et à la censure. Le *Bulletin* précise en effet que des paragraphes, voire des colonnes entières y sont blancs, tout comme dans la *Revista social* de Gracia (Barcelone) qu'il reçoit depuis longtemps.

Chaque numéro du *Bulletin* contient des exemples analogues. Son audience internationale s'élargit par son réseau de communication ; les informations étrangères y côtoient les nouvelles régionales sans hiérarchie. Quelque quatre-vingts journaux provenant de quinze pays y sont cités, directement ou indirectement, pendant ses six années de parution. On constate ainsi que même une feuille modeste peut remplir un rôle central, servir de plateforme et de lien entre des groupes éloignés géographiquement. Déjà en 1869 *Le Progrès* signale toute une série d'abonnés en Espagne et en Italie : « Nous espérons, avec l'aide de nos amis espagnols et italiens, pouvoir faire de notre petit journal un lien entre les socialistes de la Suisse et ceux de l'Europe méridionale²⁹. » Ainsi la petite feuille du Locle devient un organe international, qui publie des informations tirées de journaux étrangers ; à leur tour, ceux-ci publient des traductions de Guillaume, sans toujours citer le nom de l'auteur ou l'origine du texte, qui peut être repris d'une réédition.

Le 26 décembre 1876, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* annonce avoir reçu des exemplaires de *El Socialista*, de Mexico, un hebdomadaire qui existe depuis cinq ans et tire à 4500 exemplaires. Le *Bulletin* s'étonne de ne pas en avoir entendu parler plus tôt. Il apprend par la même occasion qu'il existe à Montevideo une section de l'Internationale : les Jurassiens prennent aussitôt contact, envoient leur journal, et publient en avril suivant une correspondance de la section : « Nous recevons régulièrement le *Bulletin* et nous avons bien reçu aussi le compte rendu du Congrès international de Berne. Nous vous prions de nous faire adresser quelque bon journal socialiste italien. »

À cette époque en effet, l'Uruguay connaît une forte immigration italienne. Mais le correspondant du *Bulletin* est sans doute Pierre Bernard (1837-1891), communal français réfugié à Bruxelles puis à Montevideo ; son adresse figure dans la liste des abonnés.

Les informations internationales qu'offre le *Bulletin* ne sont évidemment pas du même acabit que celles de son confrère *Le Jura bernois*. Ce dernier évoque surtout des faits divers, reprend des nouvelles d'agences, et la circulation se fait à sens unique : qui, à New York ou à Montevideo, pourrait bien s'intéresser aux nouvelles de la petite région ? Il n'en va pas de même pour les anarchistes, qui font partie d'un mouvement mondial et échangent leurs expériences en matière d'organisation ouvrière et de conditions de travail, de grèves et de propagande. En 1870 déjà *La Solidarité* écrivait :

Une Section qui ne lit qu'un journal risque d'envisager les choses à un point de vue étroit et local : tandis que lorsqu'on a chaque semaine sous les yeux des journaux venant d'un pays lointain, il semble que l'idée internationale en devienne plus vivante, plus saisissante ; on sent mieux alors la réalité du

²⁹ *Le Progrès*, 1 mai 1869.

lien qui unit les travailleurs du monde entier ; on se fait mieux une idée de ce que pensent des frères qui vivent à des centaines de lieues, en lisant leurs pensées dans leur propre journal³⁰.

Il faudrait pour cela, évidemment, des connaissances linguistiques et des moyens financiers supérieurs à ceux des Jurassiens. Mais le Comité de la section du district de Courtelary fait dans ce même numéro obligation à ses membres de s'abonner au journal ; et plusieurs rédacteurs, Guillaume le premier, lisent attentivement la presse étrangère. Selon son numéro du 6 juillet 1873, le *Bulletin* souhaite offrir aux lecteurs un « résumé du mouvement universel », grâce aux échanges internationaux : « Nous nous sommes assurés, dans tous les pays où existe l'Internationale, des correspondants qui tiendront nos lecteurs au courant de tout ce qui intéresse la cause du travail. »

Ces correspondants, secrétaires des sections ou fédérations étrangères ou autres compagnons, envoient des lettres régulières, en particulier d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre, d'Amérique, de Russie. Les lettres sont souvent reproduites en entier, bien que l'identité de « notre correspondant » ne soit pas mentionnée ; c'est grâce à l'ouvrage de James Guillaume qu'on en connaît quelques-uns. Le principal correspondant d'Italie est Carlo Cafiero, qui signe « G. » ; il est parfois remplacé par Giuseppe Barbanti, Francesco Natta, Emilio Covelli ou Andrea Costa. Farga Pellicer écrit d'Espagne, Paul Robin d'Angleterre, Barthélemy Zaytsev de Russie (il signe « P. »), Lucien Pilet de Boston. Guillaume ne les a pas tous identifiés : qui sont H. G. de Hollande, R. d'Espagne. A. de Nouvelle-Calédonie ?

Faute de correspondant direct, la presse anarchiste sert aussi de source, et la réciproque est vraie à condition de respecter une certaine déontologie :

Quand la *Plebe* [Lodi, Italie] (comme elle l'a fait dans presque tous ses derniers numéros) nous emprunte nos articles de fond et les publie comme siens, sans nous nommer, nous ne nous plaignons pas : au contraire, nous sommes bien aise de voir nos idées reproduites et propagées. Mais fabriquer de fausses correspondances au moyen des correspondances authentiques que reçoit un autre journal, c'est un procédé qui nous déplaît et qui devrait être banni de la presse socialiste³¹.

Lors des congrès internationaux, le délégué de la Fédération jurassienne sert évidemment de correspondant. Schwitzguébel envoie plusieurs correspondances de Bruxelles, en septembre 1874, qui sont publiées dans trois numéros successifs du *Bulletin*. Les lecteurs sont ainsi au courant du déroulement du congrès bien avant que paraisse le compte rendu officiel, et parfois d'une opinion divergente : la multiplicité des opinions sert aussi à s'opposer au centralisme de l'AIT.

Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, la presse joue un rôle dominant dans la transmission de l'information et la formation de l'opinion. Jusqu'en 1866, il n'existe dans la région qu'un organe généraliste, *Le Vallon*. La publication de journaux socialistes puis anarchistes remet son monopole en question. *Le Jura bernois*, qui paraît depuis 1872, ne peut ignorer la concurrence des publications anarchistes, avec lesquelles il ne se prive pas de polémiquer. Mais celles-ci, malgré une audience limitée, exercent une certaine influence dans la région ainsi qu'à l'étranger et renforcent sans doute le mouvement anarchiste.

³⁰ *La Solidarité*, 23 juin 1870.

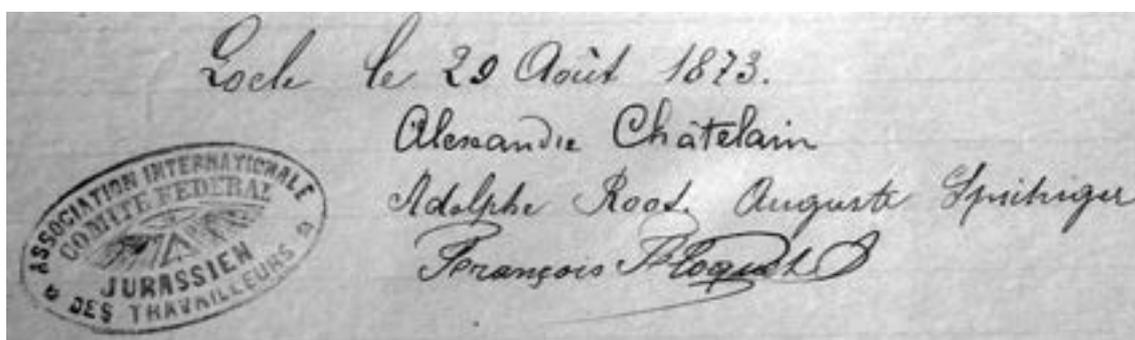
³¹ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 17 décembre 1876.

Lutte de classes, révolution et anarchie

La correspondance des sections et fédérations de l'Internationale est généralement ornée d'un sceau ou d'un timbre humide ; celui-ci remplit trois fonctions.

En premier lieu, il revêt la lettre d'un caractère officiel, à la différence d'une lettre privée. Il garantit ensuite son authenticité, puisque seule la section ou la fédération détient le sceau ; c'est nécessaire en particulier pour légitimer les mandats à des congrès. Il devient ainsi un label, comparable aux marques apposées par l'industrie, comme le sablier ailé de Longines qui authentifie le produit original à travers le monde.

La troisième fonction du sceau tient à sa représentation. Chaque sceau est différent, mais les éléments décoratifs ont le même sens, témoignant des liens internationaux. Leurs images sont prises dans le répertoire de l'iconographie politique : l'œil qui voit tout, la balance, le triangle, les rayons de soleil et les étoiles, le bonnet phrygien, le faisceau, la poignée de mains, et souvent des outils de divers métiers. Les anarchistes d'alors n'ont pas créé de nouveaux symboles, ils reprennent ceux des Lumières, de la Révolution française, de la franc-maçonnerie et des compagnonnages, s'inscrivant ainsi dans une continuité historique, notamment celle de la Commune de Paris, elle aussi fille de la Révolution.



Les sceaux font référence à des valeurs universelles, associées au nom de la section locale, mais ce n'est pas celle-ci qui leur donne leur identité : c'est l'internationalisme. Le sceau de la Federación Barcelonesa de l'AIT résume cette conscience de l'universalité sans créer un langage iconique original. Le globe terrestre est ceint d'un ruban où s'inscrit le mot *Solidaridad* ; il n'a pas de frontières, seuls des méridiens indiquent la mesure du temps, la science en marche. Autour du globe, des étoiles symbolisent les sections et fédérations ; sur les cinq rayons sont gravés les mots *Verdad, Justicia, Moral, Libertad, Trabajo*.

Les marques d'horlogerie de Longines traduisent une tout autre conception du monde. Chaque montre porte une indication d'origine, identifiant le produit de Saint-Imier sur le marché mondial sans aucunement transmettre de valeurs universelles : le fabricant s'efforce de mettre en évidence sa marque locale sur un marché en rapide évolution. Les anarchistes ont une autre interprétation du monde, de l'espace et du temps : c'est ce que veut montrer ce chapitre.

Conscience du monde, conscience de classe

Le 31 octobre 1869, une assemblée populaire se réunit à Saint-Imier pour discuter de la question sociale. Une commission est chargée de rédiger un manifeste, qui paraît sous forme de brochure en février de l'année suivante. Le *Manifeste adressé aux ouvriers du Vallon de Saint-Imier* rompt avec tout ce qui a été publié auparavant dans la région ; il affirme dès sa première page qu'il « faut une solution nouvelle aux problèmes économiques posés universellement par les ouvriers ». Les grèves se multiplient, l'exploitation et l'hostilité des patrons s'exacerbent, la pauvreté s'étend ; des cercles bourgeois, comme la Société suisse d'utilité publique, s'en préoccupent et proposent des solutions philanthropiques et des réformes.

Les militants du Vallon veulent apporter une autre réponse. Cette situation est le résultat du conflit entre le travail et le capital, comme le montre « l'histoire de l'économie politique et sociale », rapidement esquissée. Après s'être penchée sur le cas particulier de l'industrie horlogère, où travaillent sans doute ses lecteurs, la commission de rédaction explique comment former des sociétés de résistance, dont les caisses permettent de faire front en cas de grève. Il ne s'agit pas d'une organisation seulement locale :

Ce qui est une nécessité pour la localité, l'est aussi pour le pays, pour le monde civilisé ; pour sauvegarder les intérêts généraux du prolétariat, il faut la fédération d'abord régionale, puis internationale, des sociétés de résistance ; dès lors nous pouvons opposer l'organisation universelle du travail au capital centralisé entre les mains d'une aristocratie financière qui, elle aussi, opère internationalement.

La conscience de la mondialisation apparaît ici clairement. Comment s'articule-t-elle avec la conscience de classe qui émerge ?

Une société de classes

La propagande de l'Internationale parle aux ouvriers du Vallon de la classe ouvrière mondiale, une notion nouvelle qui va modifier la vie sociale dans la région. Pour l'adopter, il faut en effet des dispositions mentales surmontant la notion de l'espace et de l'appartenance régionale ou nationale. La presse en particulier s'y attelle, elle ouvre ses colonnes, comme nous l'avons vu, à des informations sur la situation des ouvriers dans de nombreux pays. La lecture de ces articles devrait éveiller chez l'habitant du Vallon le sentiment d'appartenir à une classe ouvrière internationale. On discute aussi des conditions sociales, économiques et politiques dans le monde. Le 13 juin 1875, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* publie en première page de larges extraits d'un article paru dans la *Revista social* de Barcelone, intitulé « Le travail, l'instruction et la statistique en Suisse », et le présente ainsi :

Nos patriotes suisses sont persuadés que, dans les autres pays, on professe la plus vive admiration pour nos institutions : la Suisse étant, comme on sait, la république-modèle, l'univers doit être sans cesse occupé à la contempler et à chanter ses louanges ! Comme on va voir, l'admiration n'est pas si générale que ça, et les socialistes espagnols ne sont pas dupes des bavards qui leur vantent à tout propos la Suisse et la leur proposent comme idéal ; ils savent très bien, tout en rendant justice à ce qui est bon, voir les misères et les iniquités que recouvre chez nous le masque de la république et de la liberté.

Cette introduction explique bien comment, à travers le réseau d'informations et d'échanges, peut se développer une contre-information dépassant le cadre local. Le rédacteur du *Bulletin* montre combien les libéraux-radicaux se font une image bornée de la Suisse et ne tiennent compte que du point de vue national.

L'article de la *Revista social* examine d'abord les débats autour de la loi fédérale sur les fabriques, considérée comme un grand progrès. Or, fixer à onze heures la durée de la journée de travail n'est pas vraiment une mesure progressiste. En Angleterre, grâce à la force des syndicats, la durée du travail est limitée à neuf heures par jour : « L'organisation des travailleurs est, par conséquent, le levier principal pour obtenir une amélioration du sort des ouvriers. » On ne peut pas attendre du législateur les améliorations désirées ; la conscience de classe doit mener à l'autodétermination.

Le journal espagnol passe ensuite à une statistique des écoles suisses et des dépenses pour l'instruction publique. Mais cela ne dit rien de sa qualité : « Nous croyons qu'il s'en faut de beaucoup qu'elle soit suffisante et qu'elle soit bonne. » Il y voit une stratégie politique : les chefs d'État ne veulent pas d'un peuple instruit et critique, ils ont besoin de masses ignorantes et dociles pour servir leurs intérêts et les suivre dans les guerres. Les soldats qui se sont entre-tués dans la

récente guerre franco-allemande avaient été à l'école, savaient lire et écrire, et pourtant ils ont accepté cette « lutte terrible et funeste ». Cela devrait servir d'avertissement pour les Suisses et les encourager, par la prise de conscience, à refuser les guerres nationalistes.

Enfin la *Revista social* se penche sur la situation des ouvriers suisses, reprenant des chiffres donnés par le *Bulletin* : la durée moyenne du travail est de 11 heures et 24 minutes, le salaire moyen 3,10 francs.

Comme on le voit par ces curieux renseignements, la situation de l'ouvrier suisse n'est pas des plus prospères ni des plus séduisantes. Il gagne peu, ou pour parler plus exactement, il reçoit peu, et il travaille beaucoup. C'est un esclave salarié, et mal salarié, ni plus ni moins que les ouvriers des autres pays. Il est certain que, comme l'immense majorité des ouvriers du monde entier, l'ouvrier suisse ne peut vivre qu'en traînant après lui un déficit énorme et toujours croissant.

Si les comparaisons internationales ne sont pas possibles, faute de statistiques, l'argumentation de l'article reste pertinente. La « question sociale » est fort discutée en Suisse, à une époque de prolétarisation et de paupérisme, jusque dans les milieux bourgeois. Le *Bulletin* propose un autre point de vue, qui confirme la vision qu'ont les ouvriers jurassiens des rapports sociaux dans leur région et leur conception du monde. Schwitzguébel constate « L'antagonisme des classes » dans un article de 1877 :

D'un côté ceux qui ont le moyen, la possibilité d'entreprendre tel commerce, telle industrie, telle exploitation agricole ; de se procurer la matière première nécessaire à ces entreprises, de payer les salaires des ouvriers de tous degrés dont l'emploi leur est nécessaire ; et de l'autre côté, ceux qui ne possédant rien que leur travail doivent le vendre à ceux qui peuvent l'utiliser. C'est la possession de l'instrument de travail, du capital qui marque la différence de position sociale. [...]
Maintenant que la grande production, la grande propriété effacent de plus en plus les classes moyennes, on offre au prolétariat la consolation d'arriver lui aussi à être bourgeois. Ouvrier, ton salaire te permet à peine de faire vivre ta famille, prive-toi, économise et lorsque tu auras un petit capital, tu t'établiras et tu deviendras un jour grand manufacturier. On oublie que cet âge d'or des ouvriers parvenus a fait son temps. Dans toutes les industries importantes, la petite production, l'atelier ont disparu ou vont disparaître. Le grand capital est maître souverain et le pauvre qui tenterait d'escalader les degrés de ce temple d'or serait impitoyablement broyé sur sa route¹.

Nous avons vu précédemment combien est trompeuse l'image faisant de l'ouvrier horloger un privilégié. L'horlogerie a naguère attiré nombre de personnes en quête d'emploi, et sa situation florissante reste ancrée dans les esprits. Schwitzguébel met en garde ses lecteurs :

Parce que dans l'industrie horlogère, par exemple, cette phase d'accumulation du capital, d'introduction des machines, de division du travail, d'établissement des manufactures, se manifeste plus lentement, est-ce un motif pour fermer les yeux sur les lois générales de la production moderne ? Et cependant la crise que subit cette industrie devrait être un enseignement suffisant pour tous ceux qui croient à l'âge d'or éternel de certaines industries privilégiées. – Parce qu'un ouvrier laborieux arrive encore quelquefois à s'établir, est-ce un motif pour traiter de débauchés tous les ouvriers qui ne sont pas établis ? – Parce qu'en Suisse, le procès de scission entre les classes n'est pas encore aussi accentué que dans les grands pays voisins, devons-nous en conclure qu'il n'y a pas de classes et que tout est pour le mieux ? Rappelons-nous que ce ne sont pas les particularités, mais bien les grands faits généraux qui constituent l'histoire de l'humanité.

Les crises à répétition dans l'horlogerie renforcent ce point de vue. Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, cette industrie d'exportation est de plus en plus liée à des crises économiques mondiales. Si douloureuse que soit la période de 1874 à 1879 pour les ouvriers du Vallon, les anarchistes y entrevoient une chance pour les convaincre de la nécessité d'une organisation internationale unie. Au congrès régional des 26 et 27 avril 1874 à La Chaux-de-Fonds, l'Union des

¹ *La Commune, almanach socialiste pour 1877*, p. 50.

sections internationales du district de Courtelary présente un rapport, « Des causes des crises industrielles et de leurs conséquences au point de vue des intérêts ouvriers », publié plus tard sous la signature de Schwitzguébel. Le krach de la bourse de Vienne en mai 1873 et les turbulences sur les marchés financiers menacent toute l'économie mondiale.

La bourgeoisie créa des valeurs fictives, inventa les jeux de bourse, se lança éperdument dans les spéculations de toute sorte ; elle fonda ces immenses compagnies financières qui accaparent non seulement le capital industriel, mais aussi les voies de circulation, et qui commencent à envahir l'agriculture, qui dominent la banque, le commerce, et même les gouvernements, qui produisent fictivement la hausse ou la baisse pour assurer la réussite de leurs spéculations ; qui, par la dépréciation inattendue du papier-monnaie et la retraite du capital argent, sont causes de ces crises financières qui entraînent d'immenses faillites, arrêtent le commerce et l'industrie, augmentent la misère du grand nombre et la richesse de quelques habiles spéculateurs. [...]

Le système de concentration des capitaux a eu pour corollaire politique la constitution des États centralisés. Cette centralisation politique, qui se manifeste aujourd'hui en Europe par la constitution de grands empires militaires, ne s'est réalisée que grâce aux guerres de conquête entreprises par ces empires. Cet état de guerre, nécessitant une organisation militaire permanente, absorbe une partie considérable des fruits de la production, et par suite est une cause d'appauvrissement. Chaque État étant menacé par la puissance de l'État voisin, tous se considèrent comme des ennemis ; de là un antagonisme politique général. Cet antagonisme se manifeste lorsqu'un État, rompant la paix convenue avec ses voisins, entreprend une guerre quelconque. Le monde de la finance, les entrepreneurs de l'industrie, le commerce se sentent frappés dans leurs intérêts, la crainte de perdre arrête les affaires ; le travailleur chôme, la misère pénètre au foyer des ouvriers et des paysans².

Pour sortir de la crise, le rapport propose d'abord des moyens transitoires : l'amélioration des conditions sociales sans changer les bases du système, et l'organisation, « le groupement distinct des travailleurs en vue de la sauvegarde de leurs intérêts de classe [...] embrassant l'immense majorité des travailleurs de tous les pays ». Mais le remède radical, c'est la transformation des rapports sociaux, qui seule peut supprimer les causes du mal. Cela passe par l'appropriation collective des instruments de travail et l'action révolutionnaire socialiste, deux éléments désormais indissociables pour les militants jurassiens.

Lorsque, dans nos associations ouvrières, aura ainsi pénétré l'esprit révolutionnaire, le prolétariat sera devenu capable de prendre la direction administrative des intérêts de la société humaine. Nous pourrons alors contraindre la bourgeoisie à terminer ses orgies financières.

Jusqu'à la fin des années 1870, l'horlogerie du val de Saint-Imier s'enfonce dans la crise, le marasme n'a jamais été si grand. Rien d'étonnant pour les internationalistes du Vallon : ils sont bien conscients de la mondialisation de l'industrie horlogère et des crises qui la menacent, toutes les sources consultées l'attestent. Ils sont aussi informés de la situation aux États-Unis par leur correspondant Lucien Pilet, qui présente régulièrement à ses camarades la situation dans la branche. Les ouvriers y touchent leur salaire chaque semaine, et non pas deux fois par an comme dans le Vallon ; ils peuvent ainsi faire des économies et sont mieux armés en cas de crise. Mais, écrit-il en novembre 1873, depuis sept ou huit ans les salaires ont baissé de 40 à 50 pour-cent, avec le remplacement des ateliers par de grandes fabriques mécanisées.

Quelques mois plus tard, il détaille la production des sept grandes fabriques d'horlogerie du pays, et appelle les ouvriers du Jura à prendre conscience de la concurrence. Les montres suisses ne correspondent plus aux exigences des consommateurs, et la qualité des « montres courantes » américaines ne cesse de s'améliorer, tandis que les coûts de fabrication chutent.

La fabrication des montres, aux États-Unis, prend un développement de plus en plus grand, et on peut prévoir que dans un avenir prochain, si la fabrication suisse n'y prend garde, elle se sera emparée du

² A. Schwitzguébel, *Des causes des crises industrielles*, 1874.

monopole de la montre de poche sur tous les marchés d'Amérique, pour s'introduire ensuite sur tous ceux du globe entier³.

Aux rapports de Pilet vont faire écho l'année suivante ceux de l'ingénieur de Longines Jacques David et les lettres d'Adhémar Châtelain et d'Arnold Vuille cités plus haut, que publie le *Jura bernois*. Ce journal a d'ailleurs reproduit antérieurement la « correspondance très intéressante » de Pilet. On voit là l'influence que prend le *Bulletin* grâce à son réseau de correspondants. C'est depuis 1873 que Lucien Pilet s'inquiète de la situation :

Je dois vous dire quelques mots de la crise actuelle, dont vous devez sans doute ressentir le contrecoup. Elle a commencé il y a environ trois mois, et elle n'a pas l'air de vouloir finir de sitôt. C'est plutôt une crise de numéraire qu'autre chose ; l'ouvrage ne manquerait pas si l'argent circulait. [...] Une grande misère commence à régner ici dans la classe ouvrière, et c'est par milliers que l'on compte les ouvriers sans occupation. À New York, les ateliers de monteurs de boîtes sont complètement fermés ; ici [à Boston] nous avons un peu plus de chance : nous travaillons trois jours par semaine depuis deux mois jusqu'à nouvel ordre. [...]

Les ouvriers américains restent impassibles devant cela, parce qu'ils ne comprennent pas du tout la question sociale et ne sont pas le moins du monde révolutionnaires ; il ne faut pas leur en parler, sauf de rares exceptions⁴.

Les lecteurs du *Bulletin* savent ainsi avant les autres habitants du Vallon ce qui va se produire. La crise est un bon terreau sur lequel répandre une propagande révolutionnaire. En 1875 et 1876, articles et conférences se multiplient, et en décembre 1876 la Fédération ouvrière du district de Courtelary, qui vient d'adhérer à la Fédération jurassienne, publie un manifeste « Aux populations horlogères », que reproduisent tant le *Bulletin* que *Le Jura bernois*⁵. On peut le lire comme un contre-rapport à celui que Théodore Gribi, envoyé spécial de la Confédération, avait envoyé de l'exposition universelle de Philadelphie. Le manifeste s'ouvre par cette phrase : « La période que nous traversons marquera, comme le fait le plus important, dans l'histoire de l'industrie horlogère. »

Le marché et la production sont en effet en pleine transformation. La concurrence se fait à une échelle de plus en plus grande, et les montres sont fabriquées dans de grandes manufactures par des machines qui remplacent le travail humain, à l'exception de quelques spécialités.

La loi qui régit la production moderne est une loi de fer, et toutes les tirades sentimentales ne l'empêcheront pas de recevoir son application dans l'industrie horlogère. [...] Les directeurs de fabriques, une compagnie d'actionnaires, se répartiront le fruit de cette production collective. Chez nous aussi, comme dans tous les centres manufacturiers, nous aurons quelques millionnaires, propriétaires exclusifs de la richesse publique et de la vie des populations, et un prolétariat misérable. [...] Que nous enseigne la situation actuelle ? L'industrie horlogère, comme beaucoup d'autres industries importantes, subit les lois de la production moderne ; elle entre dans la phase de la production centralisée dans les mains de compagnies financières, elle assiste à la disparition de la classe moyenne pour ne laisser en haut que quelques riches entrepreneurs, et en bas un prolétariat.

Mais au lieu de tomber dans le fatalisme, il faut prendre sa destinée en mains, avec la Fédération jurassienne : « Ouvriers ! Il faut choisir entre les deux solutions : consentir à n'être que des machines vivantes dans l'immense engrenage industriel, ou vouloir être des hommes donnant leur part de travail, mais jouissant aussi de leur part légitime des fruits de la production collective. » Le manifeste n'appelle pas à lutter contre les machines, contrairement à l'image souvent donnée d'une population horlogère hostile aux innovations :

³ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 21 mars 1875.

⁴ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 11 janvier 1874.

⁵ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 17 décembre 1876 ; *Le Jura bernois*, 20 décembre 1876.

L'Internationale a posé la question autrement. Nous sommes pour la science, pour le perfectionnement de l'outillage, pour l'emploi des machines, pour la production sur une grande échelle, mais à condition que ces progrès soient au bénéfice de tous, et non au profit exclusif de quelques-uns.

Le 13 juillet 1873, le *Bulletin* commentait déjà une décision du congrès des monteurs de boîtes, opposés à l'emploi des machines, au travail en parties brisées et au travail des femmes. Inutile de mettre les fabriques à l'interdit et de s'opposer à la division du travail, qui se produira de toute façon ; mieux vaut chercher à en tirer profit :

Il faut que les machines, et tous les instruments de travail en général, ne soient plus la propriété des patrons, mais deviennent la propriété collective des ouvriers. S'il en était ainsi, l'économie de main-d'œuvre réalisée par les machines ne serait plus au bénéfice du patron, mais serait au profit des ouvriers, et leur permettrait de raccourcir d'autant leur journée, et la journée étant moins longue, le travail moins fatigant, le travail par parties brisées n'aurait plus sur l'ouvrier l'effet abrutissant qu'il a aujourd'hui, parce qu'il resterait à ce dernier, après sa journée d'atelier, assez de temps pour cultiver son intelligence.

Ces textes montrent bien que les anarchistes jurassiens ne s'opposent pas aux processus de transformation dans l'horlogerie, mais qu'ils songent à une modernisation différente, au service des producteurs. Ils voient d'un œil critique la rationalisation de la production, le transfert des ateliers vers les usines, et comprennent que cela va intensifier les contradictions de classes. Ils ont toutefois surestimé les possibilités d'évolution des mentalités locales dans le Vallon, malgré leurs efforts pour rendre compte de la situation internationale et des causes de la crise horlogère. Le 13 janvier 1875, le *Jura bernois* publie un appel de l'Union des sections du district de Courtelary qui cherche à éveiller les consciences. Le prix des ébauches est en chute, et les salaires suivent ; « encore une fois le monopole capitaliste vient de frapper notre industrie horlogère » ; les fabricants vont à leur tour répercuter cette baisse, « et ce sera toujours la classe ouvrière qui paiera les pots cassés ». La riposte des ouvriers doit être l'organisation, qui permettra ensemble de résister aux baisses de salaires et d'améliorer leur condition : « Compagnons ouvriers de fabriques ! Organisez-vous pour votre avenir et celui de notre industrie horlogère. »

Le journal local n'est pas d'accord : au capital, on ferait mieux d'opposer le capital, réclamer que les fabricants n'achètent leurs ébauches que dans des fabriques du pays. Il ne réalise pas qu'ainsi les produits suisses seront plus chers et ne résisteront pas à la concurrence mondiale.

Migration ouvrière et conscience de classe

Émigration et immigration font découvrir de nouveaux espaces. La mondialisation accroît non seulement le nombre des migrants mais aussi la connaissance du monde et de la situation d'ouvriers et d'ouvrières d'autres cultures, sans influence directe sur la conscience de classe.

Le développement de l'horlogerie dans l'arc jurassien attire nombre d'ouvriers venant d'autres régions de Suisse ou de France voisine. L'horlogerie nord-américaine, quant à elle, fait venir des Jurassiens, comme Lucien Pilet, mais surtout des Chinois par milliers. C'est ce que raconte Pilet dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 14 février 1875. Ces derniers, « avec quelques poignées de riz tous les jours, se trouvent les plus heureux des mortels ; ils se contentent d'un salaire des plus minimes, et se laissent mener ce qu'on appelle à la baguette » ; ils pourraient remplacer toute la main-d'œuvre « afin d'arriver à fabriquer les mouvements aussi bon marché qu'en Suisse ». Plus grave encore, relate Pilet quelques semaines plus tard : à San Francisco,

les ouvriers horlogers qui travaillaient dans la fabrique s'étant refusés à enseigner leur métier à 500 Chinois que la compagnie propriétaire a engagés, le directeur a résolu d'envoyer des agents en Suisse pour y enrôler des ouvriers, en leur faisant de belles promesses qu'on ne tiendra pas une fois que ces ouvriers seront à deux mille lieues de leur pays.

Nous prévenons donc fraternellement les ouvriers horlogers suisses de ne pas croire aux promesses qui pourraient leur être faites par des agents ; nous les prions de ne pas s'associer à une manœuvre qui a

pour but d'avilir encore les prix déjà si bas de la main-d'œuvre [...]. Pendant qu'il en est temps encore, ouvriers horlogers de Suisse et d'Amérique, ouvrons les yeux ; nos intérêts sont solidaires, unissons-nous pour les défendre contre l'exploitation bourgeoise⁶.

Si Pilet a bien compris les mécanismes de la mondialisation, il ne parvient pas à élargir la nécessité de la solidarité jusqu'aux ouvriers chinois, « qui se nourrissent de rats ». James Guillaume le tance, dans son commentaire à sa lettre :

Ce n'est pas en déclarant la guerre aux travailleurs chinois que les ouvriers d'Amérique s'affranchiront de la concurrence ruineuse qui leur est faite par ceux-ci : c'est en solidarisant les intérêts de ces deux catégories d'exploités, et en formant une alliance commune contre les exploités⁷.

À l'appui de son propos, il cite un article d'Élisée Reclus, « Les Chinois et l'Internationale », publié dans *l'Almanach du peuple pour 1874*. Reclus y parle notamment des ouvriers chinois qui remplacent peu à peu les anciens esclaves noirs dans les plantations des États-Unis et d'Amérique centrale et des « abominations [auxquelles] se livrent les introducteurs de bétail humain » après de fausses promesses de bons salaires et de bonnes conditions :

Les coulies sont entassés dans la cale : on ne leur donne plus qu'une pitance avare et malsaine, on leur mesure l'air, on laisse mourir par économie tous ceux qui paraissent trop faibles ou que vient assaillir la fièvre du bord. L'épidémie s'empare de ces victimes toutes préparées ; c'est elle qui fait le vide dans la cohue et qui donne un peu de place aux restants.

Certes, comme l'a constaté Pilet, la présence d'ouvriers chinois fait pression sur les salaires, et les ouvriers du « pays d'accueil » leur rendent la vie dure. Pour les industriels et les entrepreneurs, c'est pain bénit, ils leur font faire « travaux de rebut » et « occupations serviles ». Malgré tout, les Chinois s'organisent, font preuve de solidarité entre eux. Les flux migratoires ne peuvent qu'augmenter, selon Élisée Reclus :

La terre se fait petite sous le réseau de chemins de fer et de bateaux à vapeur qui l'entoure ; les peuples, de plus en plus voisins les uns les autres, multiplient leurs points de contact : ils se rapprochent et se mêlent. [...] L'humanité, qui n'avait jamais été qu'un vain nom, une simple idée philosophique, commence à devenir une réalité vivante. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, les frontières de peuple à peuple deviennent de plus en plus une misérable fiction. [...] Puisque le problème social est partout le même, sachons donc nous chercher partout des alliés pour arriver à le résoudre sur la base du droit. Ne l'oublions pas ! Ceux qui ne sont pas avec nous seront contre nous. Si nos frères d'Amérique ne réussissent pas à s'associer les travailleurs chinois en communauté d'idées et de cause, comme ils se sont associés déjà partiellement les ouvriers de race africaine, ils auront dans ces nouveaux venus de formidables rivaux qui leur feront beaucoup de mal et qui retarderont pendant de longues années notre triomphe ! Heureusement, nous l'espérons, la communauté des intérêts fera naître la communauté d'action.

Reclus comme Guillaume sont clairement conscients de la mondialisation en cours et de la nécessaire solidarité par-delà les frontières et les races ; mais celle-ci se heurte encore à des barrières mentales, comme le montre l'exemple du val de Saint-Imier.

⁶ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 21 mars 1875.

⁷ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 14 février 1875.

Lutte des classes dans le Vallon ?

Dans quelle mesure le programme de l'Internationale et la conscience de classe des anarchistes se traduisent-ils en activités concrètes ? Les militants sont-ils attachés au tissu social et culturel local plus qu'à des programmes internationalistes ? Qu'ont-ils en commun avec les patrons ou les libéraux de la région ?

Dans son travail pionnier sur la Fédération jurassienne, Marianne Enckell relève que son activité se traduit essentiellement par la propagande (conférences, publications) et l'agitation sur des sujets de politique générale, mais fort peu par des mouvements revendicatifs concrets : les Jurassiens ne sont pas « le fer de lance de la lutte anticapitaliste » ni « la terreur des patrons horlogers »⁸. On peut se demander pourquoi : faiblesse du courant anarchiste dans le Vallon, ignorance ou sous-estimation de la bourgeoisie locale ? Les conditions légales, autorisant une grande liberté d'expression et de réunion, n'apportent pas de réponse suffisante.

À ses débuts, l'Internationale dans le Vallon ne propose pas de programme révolutionnaire, encore moins d'actions directes. Cela tient à ses premiers acteurs. C'est Pierre Coullery, le « médecin des pauvres » de La Chaux-de-Fonds, qui est à l'origine de la section de Saint-Imier en 1865. Pour lui, imprégné de morale chrétienne, l'émancipation des travailleurs passe par la formation, les coopératives, l'égalité des sexes, dans le respect de l'ordre démocratique et de la propriété privée. Il n'admet ni la dictature du prolétariat au sens de Marx, ni l'abstentionnisme des anarchistes. Comme lui, les premiers membres de l'AIT dans les Montagnes neuchâteloises et le Vallon se situent dans la frange sociale de la « grande famille » radicale-libérale. Pierre Jolissaint, premier président de la section de Saint-Imier, a été greffier au tribunal de district, il est avocat, préside la Société du Grutli, va être député radical au Grand Conseil bernois puis conseiller national. À Sonvilier aussi la section est proche du parti radical local et de la Société du Grutli.

Les premières sections s'inscrivent donc harmonieusement dans le paysage politique local. La section de Sonvilier informe les autorités de sa constitution et de ses objectifs et demande au Conseil communal, « bien connu pour son libéralisme éclairé », de pouvoir utiliser les locaux scolaires pour son projet d'école mutuelle :

Pour moraliser les masses il faut les instruire ; nous avons à cet effet décidé la création d'une école mutuelle dans son sein ; afin de prouver aux ouvriers les moyens de travailler à leur développement intellectuel il sera institué des cours sur les différentes branches de l'éducation en général. Les membres devront soutenir cette institution de toutes leurs forces. Chaque semaine aura lieu une séance⁹.

À la fin de la première séance, tenue au Café national, on a chanté des chants patriotiques et porté des toasts à l'Internationale, à la « République universelle » et au citoyen Coullery.

Le président de la section qui relate ces faits est Adhémar Schwitzguébel. Son itinéraire symbolise l'évolution du mouvement vers l'anarchisme. Son père Auguste a été conseiller communal, son frère Léon est membre de la section. L'aîné va aussi être candidat au Conseil communal ; non élu, il devient membre de la commission scolaire. Il est lieutenant à l'armée, garde la frontière pendant la guerre franco-allemande. Mais bientôt il va devenir un des principaux propagateurs de l'anarchisme.

Dans le Vallon, l'Internationale évolue en effet en quelques années, rompant avec la politique traditionnelle pour devenir un courant révolutionnaire. C'est en 1870 que la Section internationale du district de Courtelary refuse clairement toute « participation directe des ouvriers aux affaires politiques, afin d'avoir une influence quelconque sur les décisions des conseils législatifs et exécutifs » ; elle propose une alternative : « Réserver et grouper toutes les forces ouvrières en vue de la résistance commune aux abus actuels ; puis lorsque les événements le commanderont,

⁸ Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne*, p. 85.

⁹ Marianne Enckell, « La première Internationale dans le Jura : un document de la section de Sonvilier, 1866 », *Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse* 2, 1970.

supprimer toutes les institutions actuelles, constituer la propriété collective, et organiser le travail, l'échange et les différents services publics¹⁰. »

Le tournant a été pris l'année d'avant, avec le *Manifeste adressé aux ouvriers du Vallon de Saint-Imier*, adopté le 17 octobre 1869 à Sonceboz lors d'un meeting réunissant 300 personnes. Le meeting rompt définitivement avec le radicalisme. Fritz Heng y déclare haut et clair :

L'Internationale a essentiellement pour mission de faire comprendre aux ouvriers qu'ils sont capables de faire leurs affaires eux-mêmes, sans avoir recours aux bourgeois instruits ; donc, défaisons-nous de tous ces parasites qui sont les vers rongeurs de l'humanité. Pour cela il faut l'union universelle des ouvriers sans distinction de nationalité ni même de couleur. Les ouvriers sont les maîtres et ils ne forment qu'une seule famille : l'humanité, et tous ceux qui ne veulent pas l'admettre doivent en être exclus¹¹.

Voilà que les sections de l'Internationale se détachent du monde bourgeois et visent la révolution sociale. En 1866, on en était loin. Une assemblée populaire appelée le 21 juillet à Saint-Imier a porté sur la crise horlogère et les mesures à prendre : il ne s'agit pas de s'opposer au système économique, seulement de trouver comment sortir de la misère. Les ouvriers s'insurgent contre le versement des salaires deux fois par an, réclament leur paiement intégral régulier, la révision des lois sur les poursuites et faillites ainsi que sur les fraudes, la constitution de tribunaux de prud'hommes.

Jolissaint retenu à Berne a envoyé un télégramme de soutien à l'assemblée : il propose le versement régulier des salaires, l'ouverture d'une école d'horlogerie, la formation de coopératives. Mais « que pourrait faire l'État ? » Quelques années plus tard, Schwitzguébel lui aurait répondu que l'État ne peut rien pour la condition des ouvriers :

Qu'importe à l'ouvrier l'État cantonal ou l'État central. Tant que la Bourgeoisie dominera économiquement le Peuple, elle sera son maître aussi politiquement et l'un et l'autre État seront la sauvegarde légale de ses privilèges. Le seul problème politique, duquel puissent sérieusement s'occuper les ouvriers, c'est la décentralisation absolue, non pas en faveur des Cantons, mais en faveur des Communes libres reconstituant de bas en haut la Fédération, non pas des États cantonaux, mais des Communes¹².

Sous sa première forme, la section périclité bientôt, selon le rapport du comptable Félix Vanza au congrès international de Lausanne de 1867 :

La section de Saint-Imier, organisée par les soins du Dr Coullery (1865), fut d'abord présidée par le citoyen Jolissaint, devenu plus tard membre du Conseil exécutif de Berne. Notre section se composait à l'origine de 200 membres et plus. Il semblait que tout le monde voulait en être ; mais comme la plupart des membres s'aperçurent bientôt que les personnages principaux étaient plus qu'indifférents ou peut-être étrangers aux questions qui concernaient uniquement l'organisation du travail, et que ces mêmes hommes étaient au contraire d'une ardeur extrême pour toutes les questions politiques à l'ordre du jour, ils se retirèrent peu à peu et sans bruit, ne voulant pas servir d'instrument et de piédestal à des hommes dont on ne connaissait par les desseins¹³.

La tentation de s'allier à des partis politiques, en vue d'obtenir une représentation ouvrière dans les organes législatifs, dure quelque temps dans les sections internationales de Neuchâtel et de Genève. Pour les élections au Grand Conseil de 1868, la section du Locle conclut une alliance avec les radicaux, celle de La Chaux-de-Fonds avec les conservateurs (appelés « royalistes » dans cette ancienne principauté prussienne), mais leurs candidats essuient une défaite au profit des bourgeois. À Genève, les internationaux tentent une liste séparée qui n'obtient que 150 voix, résultat humiliant.

¹⁰ *La Solidarité*, 2 juillet 1870.

¹¹ *Le Progrès*, 30 octobre 1869.

¹² *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 8 juin 1872.

¹³ J. Freymond (éd.), *La première Internationale*, Genève, 1962, vol. I, p. 187.

L'échec des tentatives électorales est devenu une évidence ; il va mener au refus de toute participation aux élections. Schwitzguébel défend cette posture au congrès international de Bruxelles, en 1874 :

Si les socialistes jurassiens, quoique possédant le suffrage universel, sont devenus abstentionnistes, c'est l'expérience qui les a poussés dans cette voie. À la naissance des sections internationales, ils secondaient généralement les partis politiques. On agita la question des candidatures ouvrières ; les partis bourgeois promirent des concessions, mais trompèrent les ouvriers socialistes trop confiants. La leçon a profité ; et, depuis, les études qui ont été faites en matière politique, dans l'Internationale, ont de plus en plus convaincu les internationaux du Jura qu'en abandonnant les partis bourgeois à leurs tripotages politiques, et en s'organisant en dehors d'eux et contre eux, les ouvriers prépareraient certainement une situation beaucoup plus révolutionnaire qu'en parlementant avec les bourgeois dans les assemblées législatives¹⁴.

L'alternative, c'est la libre association, la fédération, qui exprime la volonté des personnes qui y participent et représente la meilleure forme d'organisation sociale, pour les communes d'abord, pour de plus grands territoires aussi. Cette idée court comme un fil rouge à travers tous les écrits de Schwitzguébel, qui s'oppose à l'État toujours arbitraire. Il lui oppose le groupement réuni par un « pacte fédératif consciemment établi et librement consenti » :

Les intérêts des masses ne peuvent être déterminés, discutés, sauvegardés que par les masses elles-mêmes ; non pas par les masses à l'état chaotique, dans la confuse agglomération d'un plébiscite ; mais par les masses rendues à elles-mêmes, réparties en groupes autonomes ; ces groupes, connaissant leurs besoins, sachant bien ce qu'ils veulent, et contractant avec les groupes voisins, forment la fédération libre des communes, dans laquelle, sans l'intervention d'aucun tuteur officiel, le peuple travailleur constituera lui-même la sauvegarde des intérêts tant individuels que collectifs. [...] Cette idée de l'autonomie fédérative comme principe organique de la société humaine a reçu sa sanction pratique par le soulèvement du peuple de Paris au 18 mars 1871 et par les tentatives insurrectionnelles qui ont eu lieu à cette époque dans diverses villes de France ; le prolétariat de tous les pays a non seulement acclamé le fait révolutionnaire mais l'idée qui s'est manifestée dans ce fait, et aujourd'hui toute révolution réellement populaire se fera au cri de : Vive la Commune libre !

Il a déjà défendu ces principes à Sonvilier, auprès de la Société d'utilité publique locale qui débat de la révision du règlement communal ; au nom du Cercle d'études sociales, il y parle de la libre fédération des peuples, « généreuse utopie » qui pourrait devenir réalité. Mais cela restera un argument de propagande, inlassablement répété. Avant les élections de 1880, la Fédération ouvrière du district lance un nouvel appel :

Citoyens, Vous êtes appelés à élire deux députés au Grand Conseil de Berne. Nous nous adressons à vous, non pas pour discuter la valeur personnelle des candidats ou vous recommander plus particulièrement tel candidat. D'autres que nous auront soin des personnalités ; nous voulons nous occuper des principes. En présence des élections du 11 juillet, nous nous demandons ce que les intérêts populaires auront à gagner à l'envoi de deux nouveaux députés au Grand Conseil. Comme leurs collègues, les deux citoyens qui sortiront victorieux des urnes, ne pourront que suivre la politique traditionnelle ; depuis 1846, à chaque renouvellement du Grand Conseil, nous avons vu surgir des promesses de réformes – et nos dieux politiques font longtemps désirer la manne promise. [...] Électeurs du Cercle du Haut-Vallon ! Nos intérêts populaires sont solidairement liés aux intérêts des peuples travailleurs de tous les pays. Rallions-nous à l'idée qui est devenue la manifestation des aspirations nouvelles des peuples. Déposons dans l'urne, non plus des NOMS PERSONNELS, mais une IDÉE – LA COMMUNE¹⁵ !

¹⁴ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 27 juillet 1874.

¹⁵ Amsterdam IISG, Max Nettlau Papers 3351.

Les résultats sont cette fois connus : 139 personnes, soit 17,7 % des votants, ont déposé dans l'urne un bulletin non valable. Aucune donnée qui permettrait la comparaison n'est malheureusement disponible ; l'abstention massive n'est sans doute pas due aux seuls anarchistes, qui ne sont pas dans leur période la plus faste. Le rédacteur du *Jura bernois* déplore la situation :

À ce propos, tout le monde est à déplorer l'abstention systématique dont font preuve les citoyens du vallon, toutes les fois qu'il s'agit de manifester leur volonté dans les urnes. De cette manière, on en est à se demander si les noms sortis, dans toutes les dernières élections, des suffrages qui se font de plus en plus rares, sont réellement ceux de l'opinion générale ou au moins de la grande majorité. Quand on voit les 369 voix qui se sont affirmées à St-Imier, dont le nombre des électeurs est de 1000 au moins, l'on ne peut penser autre chose, sinon que notre population paraît vouloir renoncer aux droits que la loi lui confère¹⁶.

Les anarchistes ont clairement pris leurs distances de la politique traditionnelle, mais n'ont pas été exclus pour autant de la vie citoyenne locale. Le journal *Le Jura bernois* publie régulièrement leurs manifestes et leurs convocations, les recommandant même parfois à son lectorat :

On reproche généralement aux membres de l'Internationale d'être de purs théoriciens, des utopistes ; nous avons pu constater au dernier meeting de Saint-Imier, à notre grande surprise, que la discussion roulait non sur des théories préconçues, mais bien sur l'analyse des faits qui se sont produits dans le développement et l'activité de cette association.

[...] L'étude que nous venons de faire de l'Internationale soulève bien encore une foule de points d'interrogations ; nous laissons nos lecteurs juger eux-mêmes de ce que nous venons de leur exposer et d'en tirer les conclusions qu'ils voudraient. Quant à nous, quoique nous n'admettions qu'une partie des idées de leur programme, nous éprouvons maintenant plus de sympathie pour les adhérents de l'Internationale qu'on n'est généralement disposé à leur accorder.

Nous aimons mieux, en tout cas, les ouvriers devenant des socialistes convaincus que des ouvriers vivant en dehors de tout mouvement intellectuel ou devenant des débauchés¹⁷.

Les anarchistes ne représenteraient-ils aucun danger pour l'ordre régnant ou pour le pouvoir des libéraux-radicaux ? Ces derniers veulent parler au nom de l'ensemble de la société, de la « citoyenneté » : les ouvriers ont leur place au sein de la grande famille, même si leur programme est révolutionnaire. Il passe d'ailleurs par des réformes sociales, « lentes mais sûres », qui n'entrent pas en contradiction avec le programme du parti. Isoler les anarchistes risquerait donner force à leurs idées subversives. D'ailleurs, dans le Vallon, tous les ouvriers ne sont pas à plaindre :

La position de l'ouvrier est-elle réellement digne de compassion, misérable ? Ne le voyons-nous pas souvent l'égal de son patron pour ainsi dire, travaillant à ses côtés, vivant de la même vie, et de plus, exempt des craintes et des soucis inhérents à la vocation commerciale ? Soit, nous l'accordons ; mais à part nos ouvriers horlogers qui travaillent dans de petits ateliers et qui jouissent des avantages que nous venons de signaler, combien de prolétaires qui travaillent dans des fabriques ou des manufactures, soumis à des règlements sévères, gagnent à peine de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, et qui, couverts de haillons et talonnés par la faim, voient les patrons de l'établissement dans lequel ils travaillent comme des esclaves rouler dans de somptueux équipages. Oui : ces ouvriers-là ont le droit de se plaindre, et l'on comprend que des idées de revendication, des sentiments de haine et d'envie puissent germer dans leurs cerveaux à la vue du luxe qu'ils paient de la sueur de leurs fronts et de privations de toutes sortes¹⁸.

Comme nous l'avons vu, l'industrie horlogère ne compte guère de privilégiés parmi ses ouvriers ; le rédacteur du *Jura bernois* adhère au récit traditionnel sur le « vallon horloger », bien qu'en 1876 les ouvriers soient pour la plupart entrés chez Longines où ils sont soumis à un strict

¹⁶ *Le Jura bernois*, 14 juillet 1880.

¹⁷ *Le Jura bernois*, 9 septembre 1874

¹⁸ *Le Jura bernois*, 12 mars 1876,

règlement. Le journal ne parle plus de sympathie pour les anarchistes, il considère les thèses de Schwitzguébel comme étranges, « barbares et absurdes », leur auteur atteint d'une « maladie cérébrale », il finit par refuser de publier ses lettres de lecteur, « prose filandreuse et paradoxale peu goûtée ».

Ce changement d'attitude tient probablement à certains événements survenus depuis peu, les condamnations survenues après la manifestation de Berne le 18 mars 1877, une prétendue bagarre au buffet de la gare de Saint-Imier après une soirée de Nouvel An bien arrosée... Il ne s'agit peut-être que d'un prétexte. Parmi la bourgeoisie radicale, certains réclament depuis longtemps la mise à l'écart des anarchistes et des internationaux. Ernest Francillon est un des premiers à les exclure de sa fabrique, en décembre 1868 :

Ensuite des regrettables événements qui entravent actuellement à Bâle la liberté du travail, événements qui démontrent le but & les tendances de la Société internationale des travailleurs, de substituer à la liberté individuelle de l'ouvrier l'obéissance passive à des ordres venant du dehors, & de rendre illusoire l'autorité du chef de maison.

Considérant qu'un tel mode de vivre est incompatible avec l'harmonie & la confiance qui doivent régner entre patrons & ouvriers. En évitant des conflits inévitables & nuisibles à chacun, je crois devoir annoncer que dorénavant tout ouvrier faisant partie de la susnommée Association internationale des travailleurs ne sera plus admis à travailler dans mes ateliers¹⁹.

Il a bien compris que les principes de l'AIT reposent sur l'opposition entre capital et travail ; en revanche, il se trompe en lui attribuant une autorité centrale qui donnerait des ordres aux ouvriers de tous les pays. Et la mesure qu'il prend ne fait que stimuler le mouvement. Les sections de Sonvilier et de Saint-Imier viennent de fusionner au sein de la Section internationale du district de Courtelary :

La nouvelle section se développa d'abord lentement, puis reçut une puissante impulsion par le fait qu'un des fabricants du vallon, M. Francillon, interdit formellement à ses ouvriers de faire partie de l'Internationale ; l'esprit d'indépendance se réveilla chez nos ouvriers montagnards et depuis, le nombre des adhérents a toujours été en augmentant, notre section compte actuellement 104 membres²⁰.

Le Vallon, laboratoire du fédéralisme anarchiste

Pendant toute la période de la Fédération jurassienne, de 1871 à 1883, les anarchistes ne cessent de défendre leurs idées. Ils propagent le projet d'une organisation sociale anarchiste, malgré les défaites subies, les maigres succès obtenus, le petit nombre de militants. Tout ce qui se fait localement s'inscrit dans l'idéal d'une révolution mondiale :

La société future ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature²¹.

La construction d'associations ouvrières prend ici une place de premier plan. Dès leurs débuts, les sections de l'Internationale du val de Saint-Imier en ont organisé, les réunissant en fédérations de métiers. Les militants ont réussi à y faire participer une grande partie des ouvriers du lieu, et à

¹⁹ AF, E 122.1.

²⁰ J. Freymond (éd.), *La première Internationale*, vol. II, p. 36-37.

²¹ Circulaire à toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs, 12 novembre 1871.

transformer les caisses mutuelles en « sociétés de résistance ». Le couronnement de ces activités sera la fondation, en 1872, de la Fédération ouvrière du district de Courtelary.

Les premières années, d'ailleurs, il s'est surtout créé des coopératives sous diverses formes. Schwitzguébel publie une série d'articles dans la *Voix de l'Avenir* en 1867, « La coopération. Mémoire adressé aux ouvriers horlogers ». Il distingue entre sociétés de consommation, ateliers coopératifs, caisses d'épargne ou de crédit mutuel et sociétés de secours mutuels. Des sociétés de ce genre existent dans le Vallon depuis fort longtemps, souvent gérées par des associations philanthropiques ou des paroisses. Les internationaux leur donnent de nouvelles formes et de nouveaux objectifs : il ne s'agit pas d'adoucir la condition ouvrière, mais de former la base de la nouvelle organisation sociale :

La coopération n'est pas un but : elle est un moyen radical pour atteindre le but qui est l'émancipation des travailleurs. Elle atteindra ce but en faisant de tout travailleur, c'est-à-dire de tout homme, un producteur, un capitaliste, un consommateur. Elle est l'application du principe démocratique au domaine économique²².

Il serait bon de fédérer les diverses caisses et sociétés afin que leurs membres cotisent une seule fois ; si l'Internationale gère ce fonds, elle pourra élargir le réseau et peu à peu faire sortir les coopératives des institutions bourgeoises, sapant ainsi le système capitaliste. On parlerait aujourd'hui d'autogestion au sein du système. C'est un processus lent et long, sans bouleversement brutal, mais qui doit mener à une révolution :

Nous le demandons maintenant à tout homme impartial : l'émancipation des travailleurs est-elle impossible ? La révolution sociale ayant pour mission d'affranchir le prolétariat ne peut-elle pas s'opérer pacifiquement ? À ces questions nous répondons : par la moralisation de la consommation, par leurs épargnes réunies, les ouvriers peuvent opérer cette profonde transformation sociale qui amènera le règne de la justice. [...] C'est à la coopération qu'il faut demander notre salut. [...] À l'œuvre, donc ! Que tous nous apportions notre pierre à l'érection du nouvel édifice social.

C'est sur ces mots que se clôt la série d'articles de Schwitzguébel. La réussite est loin d'être immédiate. Ce n'est qu'en 1873 que la Fédération ouvrière du Vallon parvient à créer une « agence financière » qui recueille l'épargne ouvrière mais supprime tout intérêt au capital. L'agence finance un magasin d'alimentation, géré par des militants, où « il n'est prélevé sur le coût des marchandises que les frais d'administration ». Deux ans plus tard, l'ouverture d'un second magasin est prévue. Les deux magasins existent encore en 1879, les Archives cantonales bernoises conservent leurs nouveaux statuts.

Ce succès peut surprendre, puisqu'il existe déjà à Saint-Imier une Société de consommation, fondée en 1869. Selon ses statuts de 1873, elle est présidée par le fabricant Constantin Fête, secondé par quatre autres patrons horlogers ou établissemens et un seul ouvrier. Les détenteurs de parts sociales touchent un dividende correspondant à 30% du bénéfice d'exploitation.

Le comité de la Société de la Fédération ouvrière de Saint-Imier pour l'alimentation, quant à lui, est composé exclusivement d'ouvriers, pour la plupart membres de la Fédération jurassienne : Georges Rossel (remonteur), Alfred Jeanrenaud (guillocheur), Nicolas Flury (graveur), Fritz Weiss (menuisier), Adhémar Schwitzguébel (graveur), Paul-André Courvoisier (graveur) et Edmond Marchand (peintre). « Le but de la société est de fournir à la consommation des denrées alimentaires de première qualité aux plus bas prix possibles, et d'empêcher ainsi l'exploitation mercantile des classes travailleuses²³. » Les sociétaires renoncent à tout dividende, l'adhésion est donc purement morale et politique : une manière sans doute d'associer la population ouvrière au projet anarchiste.

²² A. Schwitzguébel, « La coopération », *La Voix de l'Avenir*, 2 juin 1867.

²³ AEB, BB IV 201, Statuts, Société de la Fédération ouvrière de Saint-Imier pour l'alimentation, 1879.

La constitution d'ateliers coopératifs est plus risquée ; l'investissement n'est guère élevé pour les graveurs et guillocheurs, qui ont leurs propres outils, mais la concurrence est forte et la confiance des intermédiaires difficile à gagner. On sait peu de chose de leurs résultats ; il a existé depuis 1869 des ateliers au Locle et à La Chaux-de-Fonds, qui ont permis notamment de donner du travail à des exilés. En 1875, la Fédération ouvrière du district de Courtelary projette la création d'un atelier coopératif des monteuses de boîtes, dont l'établissement est financé par un crédit de 3000 francs. « À cette occasion, le principe de la gratuité de toutes les opérations de crédit dans la Fédération a de nouveau été consacré pratiquement. » L'année suivante, c'est une assurance mutuelle pour cas de maladie qui est fondée, destinée à tous les membres de la Fédération jurassienne. Elle vise à concurrencer la Société mutuelle de Saint-Imier, qui existe depuis 1847 : les primes sont moins élevées, les indemnités journalières plus généreuses, elle n'exclut pas les personnes atteintes de maladies vénériennes ou d'alcoolisme. Elle est aussi ouverte à toutes les femmes, mariées, en union libre ou célibataires, qui ont voix à l'assemblée générale. Enfin, l'assurance participe aux frais d'inhumation de ses membres, « mais seulement si l'enterrement est civil ».

Ces nuances ont-elles eu de l'effet ? Schwitzguébel y croit modérément, après son plaidoyer de 1867. Dans le *Manifeste adressé aux ouvriers du vallon de Saint-Imier*, en 1869, il résume ainsi sa pensée :

Nous n'avons pas à nous occuper, dans ce travail, des sociétés coopératives, qui nécessiteraient une étude spéciale très étendue, pour la raison bien simple que, dans les conditions économiques actuelles, elles ne peuvent exercer qu'une influence très restreinte sur la position sociale du prolétariat, et que nous devons rechercher un mode d'organisation embrassant les intérêts de tous les travailleurs salariés. Nous ne nous arrêterons pas davantage, d'une manière entendue, sur les sociétés de secours mutuels pour cas de maladie, parce qu'elles ne peuvent avoir aucune influence sur les relations entre le travail et le capital. Est-ce à dire que nous les condamnons ? Nullement, puisque d'abord elles sont un excellent moyen de constituer un capital social ; qu'elles établissent une certaine solidarité entre les membres qui les composent ; qu'elles peuvent être un palliatif très efficace pour remédier à certaines misères résultant d'une trop longue maladie. Mais c'est là tout leur mérite : œuvres essentiellement philanthropiques, elles ne peuvent produire que ce qu'a produit la philanthropie elle-même, éterniser la misère en se bornant à la soulager.

Les ouvriers anarchistes du val de Saint-Imier mettent plus d'énergie dans l'organisation de syndicats que dans la constitution de coopératives ; ce sont des outils propres à éveiller la conscience de classe et préparer la révolution sociale.

Les premiers sont les sociétés de résistance : « C'est cette forme de l'association par laquelle les ouvriers créent un capital en vue du maintien des salaires, ou plutôt en vue de résister collectivement aux exigences du patronat et du capital, et d'opérer toutes les améliorations que réclame leur position de salariés. »

La caisse mutuelle regroupe des ouvriers d'une même profession et va servir de caisse de grève, donnant naissance aux embryons de syndicats. La Société des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary se dote ainsi de nouveaux statuts en 1871, mais ils sont refusés par le Conseil d'État bernois, qui estime qu'il ne s'agit plus d'une société d'intérêt public. L'Association des graveurs et guillocheurs a en effet annoncé sa constitution dans deux journaux, *La Révolution sociale* de Genève et *Le Progrès* de Delémont, y ajoutant la mise à l'interdit de quatre ateliers du Vallon. Les statuts prévoient aussi des secours en cas de chômage ou de « chômage forcé », ce qui peut sous-entendre suite à une grève. Le conseiller d'État Bodenheimer s'inquiète :

À cet égard le règlement prête à des doutes ; on pourrait même en inférer que la société a en vue d'organiser des grèves, puisque le comité est muni de pleins pouvoirs pour accorder les secours même à ceux qui refusaient de travailler. Je ne saisis non plus très bien la distinction entre chômage ordinaire et chômage forcé²⁴.

²⁴ AEB, Bez. Courtelary B 170.

L'Association s'est bien doutée que ce point susciterait la méfiance et a tâché de la prévenir : « Nous ne voulons pas les grèves, mais nous voulons les éviter en organisant la solidarité entre ouvriers de manière à ce qu'ils ne soient plus à la merci de leurs patrons²⁵. »

Les choses en restent là. Une première grève importante a commencé le 23 septembre 1869 chez les monteurs de boîtes du Vallon. C'est une grève régionale, les ateliers sont aussi à l'arrêt à Neuchâtel, La Neuveville, Bienne, Tramelan et dans les Franches-Montagnes ; dans le Vallon, à Renan, Sonvilier, Saint-Imier, Villeret, Cormoret et Courtelary. Les ouvriers demandent une augmentation de quatre francs par douzaine de boîtes. La grève dure plus d'un mois. Le 2 novembre, le gendarme Schneeberger peut enfin informer le préfet que la grève a cessé à Saint-Imier, les ouvriers ayant accepté une augmentation de deux francs seulement. Une semaine plus tôt, il s'inquiétait des tensions et des bagarres qui éclataient.

Les monteurs de boîtes du district ont bien une caisse de secours depuis 1858, mais elle est censée ne servir qu'aux cas de maladie ; elle a toutefois versé des indemnités aux grévistes, comme le laisse entendre un rapport publié par le *Progrès* du Locle, qui salue le succès de la grève : non seulement les ouvriers ont obtenu une augmentation, mais la solidarité des autres groupes professionnels s'est clairement manifestée. Enfin, tous les ouvriers ont retrouvé du travail à une exception près : « Le fameux Président du comité des grèves, Rentsch seul ne travaille encore pas. Les patrons se sont entendus pour ne pas lui donner de l'ouvrage de sorte qu'il sera obligé de quitter la localité²⁶. »

Rentsch a payé le prix de son engagement, bien qu'il y ait eu quelque 200 grévistes ; il a vraisemblablement quitté la région juste après la fin de la grève. C'est une tactique patronale classique. Pour être mieux armés contre ce genre de mesures, certains groupes professionnels ont créé des caisses de grève. Le plus ancien et le premier à avoir adhéré à l'AIT en 1870 est celui des graveurs et guillocheurs ; après la scission dans la Fédération romande, il s'est rangé du côté de la Fédération jurassienne.

La Société des graveurs et guillocheurs, qui compte entre 50 et 80 membres, va rester un des groupes les plus militants. En octobre 1871 elle définit un « mode de travail », sorte de convention collective avant la lettre, qu'elle demande aux patrons d'approuver, faute de quoi ils seront mis à l'interdit : travail au mois, journée de dix heures, délai de résiliation de 15 jours, jury d'honneur paritaire pour régler les conflits, détermination du nombre d'apprentis. Seuls les sociétaires peuvent travailler dans les ateliers conventionnés mais ils sont interdits de travail dans les autres.

La majorité des chefs d'ateliers donnent leur accord, seuls quatre refusent et sont donc mis à l'interdit. Les « faux frères » qui s'y embaucheraient sont menacés de voir leurs noms publiés dans le journal. La conclusion de cet accord reste un succès important et encourage l'engagement dans le mouvement syndical.

En mai-juin 1873, un sérieux conflit éclate à Sonvilier dans l'atelier de Jules-Edmond Chopard, et va mettre à contribution la caisse de grève des graveurs et guillocheurs. Nous avons relaté plus haut le conflit qui s'y était produit en 1871, lorsque les ouvriers avaient réclamé de pouvoir travailler le jour de Noël et s'étaient fait licencier, conformément d'ailleurs aux clauses conventionnelles. En mai 1873, Chopard dénonce unilatéralement la convention, par une annonce publiée dans le *Jura bernois*. Cela va entraîner une salve d'articles et de communiqués dans la presse. L'association des graveurs et guillocheurs réplique par la mise à l'interdit de son atelier. Elle publie aussi la réponse de Chopard, qui accuse certains de ses ouvriers de travailler dans d'autres ateliers alors qu'ils sont endettés envers lui et menace de publier leurs noms. Au nom de la société, Adolphe Herter et Alfred Jeanrenaud rétorquent qu'il s'agit justement des ouvriers licenciés en janvier 1872, bien obligés de trouver de l'embauche ailleurs ; ils accusent Chopard de pousser systématiquement ses ouvriers à s'endetter pour les rendre encore plus dépendants de lui. C'est d'abord un reproche moral, qui pourra avoir des conséquences fâcheuses :

²⁵ AEB, BB IV 201.

²⁶ AEB, Bez. Courtelary B 156.

[...] vous êtes malheureusement doué d'un tempérament tel qu'il vaut mieux pour vous, Monsieur Chopard, ne plus apparaître sur la scène sociale. Votre petit coup d'État est la condamnation de l'existence de votre atelier. Vous chercherez à discréditer quelques-uns d'entre nous, mais nous resterons tous solidaires et vous pouvez être certain de notre plus profond mépris²⁷.

Quelques semaines plus tard, le syndicat met sa menace à exécution en publiant le nom d'un « faux frère » :

DECLARATION PUBLIQUE. L'association des ouvriers graveurs et guillocheurs du district de Courtelary a résolu de signaler publiquement comme traître à l'association le nommé Armand Matile guillocheur à Sonvillier. Cette résolution est motivée par le fait que le susnommé est rentré travailler chez M. J.-Edmond Chopard à Sonvillier, malgré l'interdiction de cet atelier par la section. La trahison du susnommé est d'autant plus infamante qu'en assemblée générale il a voté l'interdiction et dénoncé publiquement les manœuvres de M. J.-E. Chopard contre la section. Cet ex-collègue ayant misérablement brisé tout lien de solidarité avec la section et la fédération, le mépris de ses anciens collègues restera le prix de sa trahison. LE COMITE²⁸.

Cette dénonciation publique est le revers de la médaille de la solidarité de classe. Les anarchistes utilisent aussi le mécanisme de l'exclusion pour renforcer les collectifs, et cela passe parfois par des bagarres qui enveniment le climat social. Un correspondant du *Bulletin de la Fédération jurassienne* relate le grave incident qui s'est produit dans un restaurant de Sonvillier, où le gendarme est allé jusqu'à menacer de son pistolet le graveur anarchiste Henri Eberhardt, avant de l'amener au poste sous les lazzi de la population. En revanche, Marcel Grandjean Perrenoud, qui n'est pas syndiqué et continue de travailler chez Chopard, prend peur et donne son congé. Chopard lui-même s' imagine être menacé et demande protection au préfet :

Depuis l'année 1852 environ, je suis à la tête d'un établissement industriel de graveurs & guillocheurs à Sonvillier, jusque vers l'automne de 1871, je puis affirmer avoir eu de bons rapports avec mes ouvriers, avec la plupart même des rapports d'amitié. À cette époque fut organisée, ensuite d'initiative empruntée à des Sociétés du dehors, une Association de graveurs & guillocheurs du District de Courtelary, société de secours mutuels à l'origine, & bientôt fédérée à l'Internationale.

[...] Ce qu'il me reste à vous exposer en vous priant d'excuser la longueur de cette Requête, Monsieur le Préfet, subsidiairement, Monsieur le Président & Messieurs les Membres du Haut Conseil Exécutif du canton de Berne, c'est que vu ce qui précède, je me vois dans la nécessité de solliciter la protection des lois pour ma personne, pour le personnel de mon atelier, pour mon atelier même sur lequel plane une menace de l'anéantir [...]. Je sollicite également votre intervention qui ne manque pas d'être efficace pour faire cesser une persécution illégale qui me porte un préjudice incalculable, afin qu'un de vos administrés puisse jouir, comme les autres citoyens, du privilège de pouvoir gagner tranquillement sa vie par son travail sans être inquiété journellement par une puissance occulte qui cherche à lui ôter même la sécurité de son existence²⁹.

À l'instar d'Ernest Francillon, Jules-Edmond Chopard craint une menace « du dehors » et ne comprend pas que ce sont ses ouvriers qui se sont mis d'eux-mêmes en grève, même s'ils sont liés à une organisation internationale. Ceux-ci se voient aussi menacés par la puissance transnationale du capital, qui pousse les salaires à la baisse. Cet exemple montre bien que l'apparition de l'anarchisme dans le val de Saint-Imier et la constitution d'organisations ouvrières ne sont pas le résultat de facteurs locaux ou mondiaux seulement, mais qu'elles font partie d'un processus transnational.

Le 18 juillet 1873, le préfet Desvoignes convoque Jeanrenaud et Herter pour en savoir plus long. Les graveurs et guillocheurs sont indignés « de voir un Magistrat Républicain, s'occuper sérieusement et donner suite à une plainte aussi romantiquement grotesque que celle de M. Jules

²⁷ *Le Jura bernois*, 14 juin 1873.

²⁸ *Le Jura bernois*, 5 juillet 1873.

²⁹ AEB, Bez. Courtelary B 170.

Edmond Chopard ». Cette alliance entre le patronat et l'État contre les ouvriers ne peut que raffermir les militants dans leurs convictions.

La Fédération ouvrière du Vallon, une expérience anarcho-syndicaliste

Les anarchistes sont-ils parvenus à faire naître une conscience de classe dans l'ensemble de la classe ouvrière de la région ? Pour recruter de nouveaux membres, ils doivent obtenir des succès ; il faut alors que les travailleurs soient organisés et unis. Le développement des caisses de grève et des associations professionnelles y contribue dès les années 1870. La caisse de grève est un précieux outil, mais aussi le talon d'Achille des militants : dès que ses ressources sont épuisées, il est difficile de tenir le coup, les ouvriers n'ont pas de réserves financières. Le recours à la solidarité est indispensable, celle-ci a sauvé la grève des monteurs de boîtes, elle a montré qu'on peut surmonter les divisions entre les métiers.

Il ne s'agit pas non plus d'encourager les grèves spontanées. Les efforts portent sur la coordination entre caisses de grève d'une même profession (comme celle de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs de la Suisse romande) ou d'une même région. Le 7 février 1869, des représentants de différents groupes se rencontrent à Saint-Imier pour lancer l'idée d'une Fédération ouvrière du Vallon (ou du district de Courtelary). Il y a là des graveurs et guillocheurs, des peintres et émailleurs, des membres de la Section centrale de l'AIT du district ainsi que des membres du Grutli. Le rapport publié par *L'Égalité* témoigne de leur souci de renforcer les caisses de secours sur une même base : « Cette base ne pouvait être que la fédération des sociétés ouvrières, celles-ci pouvant ainsi se soutenir mutuellement, et tout en s'occupant des intérêts propres à chaque profession, s'occuper aussi des intérêts généraux de la classe ouvrière³⁰. » Au-delà de la solidarité locale, « la question sociale est avant tout une question internationale, et elle ne se résoudra radicalement que par la fédération universelle du travail ».

Cette prise de conscience, pierre angulaire de l'anarcho-syndicalisme, n'est pas partagée par tous les participants. Pour la Société du Grutli, les termes de classe ouvrière et de conscience de classe sont inacceptables. Elle cherche des solutions à l'amiable entre ouvriers et patrons, dans la légalité et dans le cadre national. En 1875 encore, alors que plusieurs sections du Grutli ont adhéré à l'Arbeiterbund, ancêtre de l'Union syndicale suisse, la section alémanique de Saint-Imier campe sur ses positions :

Nous voulons rester fidèles aux idées du fondateur de notre société et former une libre école d'hommes. Nous ne voulons pas être associés à un parti, mais plutôt que chaque Suisse qui pense librement, maître artisan ou ouvrier, riche ou pauvre, trouve en nous une place en toute liberté pour collaborer aux institutions progressistes de notre patrie, proche ou lointaine³¹.

Les opinions divergentes ont retardé la création de la Fédération ouvrière du Vallon, qui ne devient réalité que le 7 avril 1872. Ce jour-là, un grand nombre de fabricants du Jura bernois et de Bienne ont fondé la Ligue des Patrons, s'engageant à ne conclure aucune convention collective avec des syndicats et de ne traiter qu'avec des individus ; en cas de grève, d'ouvrir les ateliers aux non syndiqués et aux briseurs de grève. Le soir même, une assemblée ouvrière réplique à cette « déclaration de guerre formelle à la solidarité ouvrière ».

Quelle est la liberté individuelle de l'ouvrier, vis-à-vis du fabricant, alors que leur position réciproque est celle-ci : l'ouvrier, n'ayant comme moyen d'existence que son travail, qu'il doit vendre à celui qui veut bien l'acheter ; – le fabricant disposant d'un capital, au moyen duquel il peut accaparer toutes les forces productives dont il peut avoir besoin. Ce ne peut plus être un contrat librement consenti qui détermine les rapports économiques de ces deux personnes, mais la force des choses qui met à la disposition du fabricant toute la personnalité de l'ouvrier. Telle est la réalité.

³⁰ *L'Égalité*, 20 mars 1869.

³¹ *Le Jura bernois*, 13 mars 1875.

[...] Que Messieurs les fabricants désormais, au lieu de s'unir pour contribuer au bien-être général de nos populations industrielles, mettent toute leur gloire, tout leur honneur à paralyser, à détruire l'action des sociétés ouvrières, nous leur laisserons toute la responsabilité de leurs actes, et tous ceux qui dans la classe ouvrière sont pénétrés du sentiment de leurs droits continueront le travail d'organisation et d'amélioration avec la pleine conscience de faire acte de bons citoyens³².

Cette réponse radicale et combative est rédigée par le graveur Charles Chopard, qui a été impliqué dans le conflit de Noël 1871 et sera bientôt délégué au congrès de Saint-Imier. Les anarchistes donnent le ton à la Fédération ouvrière du Vallon. Celle-ci est constituée sur la base de l'autonomie fédérative, tout comme la Fédération jurassienne : c'est le premier exemple en Suisse d'une organisation adoptant les principes de l'anarchisme, précurseur de l'anarcho-syndicalisme, même si la majorité de ses organisations membres de s'y reconnaissent pas. De 1872 à 1875, une douzaine de groupes professionnels y adhèrent, en sus de membres individuels : l'Alliance des repasseurs et remonteurs, la Société des ouvriers graveurs et guillocheurs, la Société des ouvriers peintres et émailleurs, la Société des faiseurs de ressorts, l'Union de monteurs de boîtes argent du district de Courtelary, l'Association des faiseurs de secrets, l'Union de résistance des monteurs de boîtes, les Faiseurs d'échappements, les Polisseuses de roues et d'acier, la Société ouvrière faiseuses de cadrans, l'Association des ouvriers faiseurs de cadrans et l'Association des ouvriers peintres en cadrans. Forte de 400 membres et d'une caisse bien garnie, elle finit en 1876 par adhérer à l'Association internationale des travailleurs et, bien entendu, à la Fédération jurassienne. Témoigne de son importance le fait que les patrons créent de leur côté la Société industrielle du district de Courtelary, dont il a été question plus haut.

La structure anarchiste de la Fédération ouvrière du Vallon n'implique pas qu'elle ait eu des pratiques et un idéal anarchistes. Elle prétend représenter toute la classe ouvrière de la région, mais en fait il ne s'agit que des ouvrières et ouvriers de l'horlogerie. Tailleurs, cordonniers, menuisiers, personnel de l'hôtellerie ne sont pas organisés, n'ont pas de caisse de secours, ne peuvent adhérer à la Fédération jurassienne que par l'intermédiaire d'une « section centrale ».

Une autre limite est la séparation entre hommes et femmes. Il existe deux sections féminines dans la Fédération, les polisseuses de roues et d'acier et les faiseuses de cadrans, rares sont les sections mixtes. Dans la branche de l'horlogerie, les femmes ont les métiers les moins qualifiés et les plus mal payés, ce qui se reflète aussi dans le faible niveau d'organisation. Dans les métiers masculins aussi, ce sont les plus qualifiés qui ont le plus haut niveau d'organisation.

Les femmes ont toutefois leur place au comité de la Fédération, ce qui montre le grand pas accompli depuis quelques années. La proportion d'ouvrières dans l'horlogerie a fortement augmenté dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, mais elles travaillent surtout dans les fabriques. Les hommes les voient souvent comme des concurrentes qui risquent de faire baisser les salaires et de mettre en question la structure sociale et familiale.

Mais, nous dira-t-on, et la femme de l'ouvrier ? Ah ! Oui, cet être auquel la nature impose les soins du ménage, la première éducation des enfants, et qui souvent est déjà surchargée par les soins à donner à une nombreuse famille, il faut que cet être prenne encore l'outil pour aider au mari à procurer le pain à ses enfants. Oui, c'est une triste nécessité ! Le père de famille ne peut plus procurer le pain nécessaire à ses enfants si la femme ne lui aide pas. Aussi, combien voyons-nous de ménages négligés, d'enfants malades, parce que la mère est forcée de consacrer son temps et ses forces à l'établi.

La conséquence la plus fatale de l'insuffisance des salaires c'est certainement la disparition de l'esprit de famille. Ne voit-on pas maintenant conseiller publiquement aux jeunes ouvriers le célibat, comme moyen de ne pas tomber dans la misère, et si l'on veut être logique, on doit reconnaître qu'en effet se marier actuellement pour l'ouvrier, c'est se plonger dans la misère ; aussi la démoralisation, la débauche, la prostitution font-elles d'effrayants ravages parmi nous³³.

³² *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 8 juin 1872.

³³ *La Voix de l'Avenir*, 24 février 1867.

L'enquête ouvrière de Sonvillier en 1867 dont est tiré ce passage témoigne bien de l'esprit du temps. Au congrès international de Lausanne, quelques mois plus tard, un rapport de la section belge réunit les suffrages. Il développe en cinq points une opposition résolue au « travail de la femme dans l'industrie » pour les mêmes raisons que les militants de Sonvillier, baisse des salaires, abandon des soins du ménage, lois de la nature destinant la femme à être mère et éducatrice de ses jeunes enfants.

Les rares voix qui s'élèvent contre ces positions viennent plus des milieux libéraux que socialistes :

Nous croyons que cet être impersonnel qui s'appelle société, et la loi civile qui gouverne la société concurremment avec l'opinion, doivent accorder à la femme toute l'indépendance compatible avec l'ordre et la moralité publique. C'est pour cela que nous n'avons jamais pu comprendre ces Congrès ouvriers qui, sous prétexte de réaliser le progrès social, écartent violemment la femme de l'atelier et de la manufacture, supprimant ainsi pour eux-mêmes une concurrence redoutable, mais abusant du droit du plus fort et réduisant d'innombrables créatures humaines à une dépendance douloureuse et humiliante³⁴.

Il faudra attendre plusieurs années pour que les anarchistes se mettent à admettre le rôle des femmes comme productrices, exploitées au même titre que les hommes. Un article du *Progrès*, en janvier 1870, examine ainsi le « rôle social de la femme » :

La famille reproduit en petit ce qui passait dans l'État. La femme devait logiquement devenir l'esclave de l'homme, qui, prenant pour lui tous les droits et tout le pouvoir, ne vit plus dans sa compagnie qu'une servante de condition inférieure, dont le rôle était limité aux travaux domestiques qu'il dédaignait. Au nom de la justice, nous voulons donc l'égalité économique des deux sexes.

Peu à peu, les anarchistes reconnaissent l'importance d'intégrer les femmes au mouvement et de leur rôle émancipateur. On n'en sait guère plus long, la Fédération jurassienne n'est pas parmi les avant-gardes. Hormis les jeunes femmes russes de la section slave de Zurich et la section Vevey-femmes, dont on connaît quelques traces de 1875 à 1885, les autres sources attestent presque exclusivement l'existence de sections masculines. On croise parfois l'épouse de l'un ou de l'autre, quelques participantes à des réunions, mais aucun nom de femme dans les listes de membres. La plupart des articles du *Bulletin* qui parlent des femmes viennent de l'étranger. L'article intitulé « Nos mœurs ouvrières » résume-t-il l'opinion régnante ?

Le respect pour la femme est presque nul ; on la considère généralement comme un être inférieur, propre à faire la soupe et à raccommode les culottes, mais nullement comme un être moral duquel on est solidaire. Ceux d'entre nous qui affirment le droit moral et social de la femme, sont regardés comme d'immoraux utopistes qui prêchent la destruction de la famille³⁵.

Les résistances mentales au changement social sont profondes, la cause des femmes n'en est qu'un exemple. Les anarchistes ont souhaité, avec la Fédération ouvrière du Vallon, faire naître une conscience de classe parmi leurs compagnons et les amener à l'anarchisme. C'est ainsi que l'assemblée du 25 janvier 1874 « recommande à tous ses adhérents la fréquentation régulière des séances des Cercles d'études sociales de Saint-Imier et de Sonvillier, organisés dans le but de favoriser l'instruction mutuelle et l'étude des questions sociales parmi les ouvriers. Elle leur recommande l'abonnement au *Bulletin* de la Fédération jurassienne de l'Internationale. » Elle organise des conférences de Paul Brousse ou de Gustave Lefrançais, discute de la crise de l'horlogerie, décide enfin d'adhérer à la Fédération jurassienne. Les années 1876-1877 marquent le point culminant de l'anarchisme dans le val de Saint-Imier, mais aussi le début de son déclin.

³⁴ *Le Vallon*, 28 octobre 1868,

³⁵ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 20 juillet 1873.

Le livre de procès-verbaux de la Société des ouvriers monteurs de boîtes argent du district de Courtelary, de 1872 à 1877, a heureusement été conservé dans les archives syndicales, c'est une source unique en son genre³⁶. On se rappelle que ce sont eux qui ont organisé en 1869 la première grande grève, suite à laquelle ils ont monté un « atelier corporatif ». Leur association est fondée en 1872, elle défend les intérêts communs en interdisant notamment à ses membres d'accepter des travaux en dessous du tarif. Mais aucun procès-verbal ne signale de solidarité d'autres associations ; lorsque leurs collègues de La Chaux-de-Fonds en grève demandent un soutien financier, en 1874, on leur répond que les ressources sont insuffisantes. La caisse de grève ne doit servir qu'aux membres. La limite de leur conscience de classe se traduit aussi, en décembre 1876, par leur refus d'adhérer à l'Internationale.

L'année suivante, la société se plaint du fait que l'argent de la Fédération ouvrière, voire celui de la coopérative de consommation, soit utilisé pour la propagande de la Fédération jurassienne, conférences et congrès, elle va jusqu'à envisager une plainte. Aux arguments de son président Flotron et de son membre James Méroz, une seule voix s'oppose : « Bräuchi lui répond qu'il croit que des nombreuses conférences qui ont été données à St-Imier une seule a coûté la somme de 22 fr. et ne comprend pas que l'on puisse se plaindre de cette question vu que c'est dans l'intérêt de tout ouvrier d'entendre des hommes venir du dehors pour instruire les masses populaires. »

Henri Bräuchi est un des rares à défendre les intérêts de toute la classe ouvrière ; on voit quel fossé il peut exister entre les anarchistes et les autres ouvriers syndiqués. Depuis une dizaine d'années, les anarchistes se sont efforcés de changer les mentalités, de faire comprendre que les problèmes économiques et sociaux ne peuvent se résoudre que par une stratégie universelle des prolétaires.

Les réseaux de caisses de résistance, de coopératives de consommation et de production, de cercles d'études se fondent ainsi sur le principe d'une action locale inscrite dans un cadre mondial, sur l'idée de poser déjà une première pierre pour la société de l'avenir. Les journaux servent le même idéal, avec leurs informations internationales et leurs analyses des crises horlogères comme éléments de crises mondiales. Mais cette propagande se heurte à des limites. Les ouvriers du val de Saint-Imier, comme ailleurs, restent dans leur majorité imprégnés de la culture et des traditions locales, d'un esprit corporatif, du modèle traditionnel des rapports entre hommes et femmes, de la légalité. Le premier « laboratoire de l'anarchisme » n'est pas parvenu à changer les mentalités de l'ensemble des habitants.

Pratiques culturelles et identité collective

Annonce de la soirée populaire du nouvel-an 1878, Le Jura bernois, 25 décembre 1877.

Depuis les années 1870 sont apparues dans le val de Saint-Imier non seulement de nouvelles conceptions de la politique, celles d'un anarchisme conscient de la mondialisation, mais aussi des pratiques culturelles nouvelles. Renouveau du langage et de la militance, usage de symboles, chansons, pratique de la solidarité constituent peu à peu une culture anarchiste, qui ne rompt toutefois pas entièrement avec la culture d'origine.

Le développement des techniques et des communications favorise les échanges et la diffusion de cette culture, qui à son tour constitue peu à peu une identité collective entre des militants de milieux différents, souvent éloignés. Elle relie la théorie anarchiste, ses moyens et ses fins, sa propagande et ses publications, à l'appartenance collective au mouvement anarchiste. Pas une réunion, un congrès ou une conférence qui ne soit accompagné de

Association internationale des travailleurs
Fédération du district de Courtelary.

SOIREE POPULAIRE
Mardi 1er janvier 1878
à 7 heures du soir
dans la grande salle du Buffet de la gare,
Saint-Imier

PROGRAMME
Discours d'ouverture :
Le socialisme et la religion
par A. C.
Chants, déclamations
A 8 1/2 h. représentation dramatique
Une scène de la vie ouvrière
en deux actes.
CHANTS, DÉCLAMATIONS
Distribution d'une tombola

Nous invitons cordialement la population du district de Courtelary à prendre part à cette modeste fête ouvrière.
La commission d'organisation.

³⁶ Archives sociales suisses, Zurich, SMUV 04B-0353.

« soirées familiales » où l'on chante, où l'on fait du théâtre ou une tombola ; pas un jour férié où on ne se réunisse pour écouter un orateur et passer du bon temps.

On prendra ici l'exemple du congrès de la Fédération jurassienne tenu du 4 au 6 août 1877 à Saint-Imier, qui est particulièrement bien documenté et sans doute caractéristique des réunions d'alors.

« Compagnon » : l'intime inconnu

Les délégués des 21 sections représentées au congrès sont reçus à la gare par une commission de réception ; en signe de reconnaissance, ils portent un ruban rouge à la boutonnière. « Bienvenue, compagnon ! » C'est ainsi que s'appellent entre eux les anarchistes, aujourd'hui encore, compagnon, *compagno*, *compañero*.

Quand les républicains ont voulu se désigner séparément des monarchistes, ils ont pris l'appellation de citoyen ; nous qui méprisons le droit de cité, nous avons cherché un terme absolument ouvrier et nous avons adopté celui de compagnon ; cela veut dire compagnon de lutte, de misère, quelquefois aussi de chaîne³⁷.

Le mot est à la fois inclusif et exclusif. Les anarchistes se reconnaissent par-delà les frontières, ils reconnaissent tous les ouvriers comme leurs compagnons. Ils se distinguent ainsi des patriotes et des bourgeois ; s'ils s'adressent à ces derniers, ils font usage du terme convenu de citoyen, voire de concitoyen. Le mot « camarade » en revanche a l'avantage d'être épicène : pas étonnant qu'il soit utilisé dans le « Projet d'organisation des ouvrières du vallon de Saint-Imier », en 1868. Mais c'est l'appellatif compagnon qui domine dès 1870.

Au printemps 1871, lorsque Michel Bakounine entame ses *Trois conférences faites aux ouvriers du val de Saint-Imier*, il s'adresse d'abord à eux comme « citoyens » – puis il biffe le mot et le remplace par « Compagnons ». On peut aisément imaginer qu'il a été séduit par les pratiques locales : les influences entre le « père de l'anarchisme » et les militants horlogers sont réciproques. S'adresser aux compagnons signifie que l'on fait partie du même courant, de la même culture. L'appellatif « citoyen » ne s'adresse qu'aux autres : quand Adhémar Schwitzguébel, secrétaire correspondant de la Fédération jurassienne, écrit à Johann Philipp Becker, le 12 décembre 1871, il lui donne du « citoyen » ; le même jour, il écrit aux sections en s'adressant à ses compagnons.

Peu importe qu'on se connaisse ou non. Lorsque le responsable de la section de Cadix de la Fédération espagnole envoie son soutien à la Fédération jurassienne, il termine sa lettre par ces mots : « *Recibid, compañero Adhémar, el más cariñoso abrazo de estos hermanos que os desean.* » Antonio Condor n'a jamais rencontré Schwitzguébel, ne le verra sans doute jamais, mais ils partagent les mêmes principes anarchistes et collectivistes, ils sont l'un pour l'autre des « intimes inconnus » : l'accolade chaleureuse n'a là rien d'étonnant. Ils font partie d'une communauté sans frontières, déjà proclamée par les internationaux espagnols en 1869 :

Nous vous saluons, ouvriers illustres, des pays qu'on appelle étrangers. Pour nous, qui vivons du travail, qui ne voulons d'autre patrie que la grande patrie du travail, source de tout bien, vos pays ne sont pas étrangers, vous n'êtes point des étrangers vous-mêmes : vous êtes nos véritables frères. À bas les frontières³⁸ !

Pour n'être point des étrangers, il faut inventer des pratiques culturelles : le terme de compagnon en fait partie.

³⁷ Alexandre Tennevin (1848-1908), au procès des anarchistes de Vienne (Isère) en août 1890. Sur ce mot, voir aussi Alain Pessin, *La rêverie anarchiste*, Lyon, 1999.

³⁸ *Le Progrès*, 29 mai 1869.

Sociabilité et communauté

Revenons au congrès de la Fédération jurassienne d'août 1877. Les délégués accueillis reçoivent un logement et une carte de repas : les repas en commun permettront de poursuivre échanges et débats. Une partie « propagande et récréation » est aussi prévue : le samedi soir, des conférences en français, allemand et italien dans trois salles ; le dimanche, une soirée familiale dans la grande salle du Buffet de la gare. Celle-ci est décorée de guirlandes de verdure et de « quelques tableaux représentant des sujets socialistes », qui n'ont malheureusement pas été conservés.

On ne dispose en effet guère de représentations visuelles contemporaines. Les sceaux et timbres, comme nous l'avons vu plus haut, sont porteurs de symboles et participent de la propagande. Les deux tableaux de 1877, « Propriété individuelle » et « Propriété collective », font voir le mauvais ordre capitaliste et le bon ordre anarchiste, dans une opposition souvent figurée par ailleurs.

Le nouveau médium qu'est la photographie sert lui aussi à renforcer la communauté anarchiste. Deux photos de groupes sont fameuses, celle du premier groupe de l'AIT espagnole avec Giuseppe Fanelli à Madrid, en 1868, et celle des participants au congrès international de Bâle de 1869. Un lien est créé entre le lieu de la prise de vue, le lieu où l'on regarde la photo et la projection imaginaire dans le monde ouvrier. Des personnes comme Adhémar Schwitzguébel se font aussi photographe pour distribuer ou envoyer ce genre de « cartes de visite ». Fort peu d'entre elles sont conservées dans des archives publiques, certaines ne sont pas identifiées, d'autres proviennent de collections, comme les photos des acteurs de la Commune de Paris ou celles de révolutionnaires russes saisies à Genève chez Jean Grave en 1885. Ce n'est que plus tard que les services de police prendront des photos d'identification de face et de profil, selon la méthode développée par Alphonse Bertillon.

James Guillaume raconte que Bakounine, lors de sa première visite dans le Jura en février 1869, avait montré autour de lui la photographie madrilène de 1868. Il ne souhaitait pas enjoliver son récit mais faire connaître le succès de l'Internationale en Espagne. Il avait aussi apporté son portrait, que Guillaume insère dans un album en compagnie de ceux de Constant Meuron, Paul Robin, Schwitzguébel, Alerini, Bastelica ou Ross, et d'individus qu'il ne connaît pas personnellement, Auguste Blanqui, Léon Gambetta, Carmelo Palladino, August Bebel, Karl Marx³⁹. Jusqu'à son départ de Suisse en 1878, Guillaume aurait eu sur son bureau les portraits d'Eugène Varlin et de Vincenzo Pezza, tous deux morts jeunes. La photographie abroge les distances spatiales et temporelles et crée une proximité imaginaire.

Il est fort probable que le photographe de Saint-Imier, Sylvain Clément, ait tiré un portrait de Bakounine, qu'il met en vente après la mort de ce dernier ; curieusement, il n'a pas été possible de déterminer duquel il s'agit.

Les chansons, la musique

À chaque soirée, à chaque fin de congrès, on chante et on fait de la musique. Le premier chansonnier est publié à la fin des années 1870, mais parfois des textes sont reproduits avant cela dans le *Bulletin* ou les *Almanachs du Peuple* ; on trouve aussi dans les archives quelques partitions, quelques copies manuscrites. Nous avons retrouvé une douzaine de textes de 1869 à 1877, il y en a eu sans doute d'autres, qui se chantent « sur l'air de... » C'est une tradition déjà ancienne en langue française et flamande surtout, où les chansons politiques font florès dans les goguettes, et où les vers de circonstance ont souvent une vie éphémère.

Deux chansons apparues au sein de la Fédération jurassienne sont quant à elles devenues des classiques du mouvement ouvrier : *La Jurassienne*, que son auteur avait intitulée *Le Droit du travailleur*, et surtout *Le Drapeau rouge*. La version originale de Paul Brousse, écrite pour la manifestation du 18 mars 1877, s'est vue réinventée et traduite au point de devenir « un vieux chant

³⁹ « Album souvenir anarchiste », Fonds James Guillaume, Archives de l'État de Neuchâtel.

révolutionnaire polonais », le chant communiste par excellence. Ses origines anarchistes ont été rapidement mises sous le boisseau⁴⁰.

Plus encore que les journaux et les brochures, les chansons se répandent vite. Elles transmettent des idées politiques, contribuent à la cohésion des groupes militants, éveillent des émotions.

Les titres seuls sont déjà porteurs de messages : *L'Ouvrier n'a pas de Patrie (Chant international)*, *La Commune*, *La Bouteille à remplir (22 septembre 1792)*, *Vive la Commune (chanson destinée aux enfants communards)*, *Le Déporté*, *La Nouvelle Marseillaise...* Le texte de la première citée est explicite :

Bâtard de la riche industrie,
L'ouvrier n'a ni feu ni lieu.
L'ouvrier n'a pas de patrie,
Misérable ouvrier, lève aujourd'hui ta main.
Et nous t'acclamerons demain,
République du genre humain.

Mais les rois ont mis des frontières
Entre les peuples travailleurs...
Les bourgeois ont des républiques
Où le capital tout-puissant
Courbe sous ses lois despotiques
Le travail sombre et frémissant.



Dans *Le Droit du travailleur (La Jurassienne)*, Charles Keller propose de passer à l'action :

Nègre de l'usine, Forçat de la mine, Ilote du champ,
Lève-toi, peuple puissant :
Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !

La Nouvelle Marseillaise, une chanson apparemment vite disparue, élargit la problématique aux enfants et aux femmes :

Et vous enfants dans les fabriques
Courbés sous d'écrasants fardeaux
À vingt-cinq ans vieillards étiques
Vous pourriez aimer vos bourreaux !
Toi femme esclave et malheureuse
Vouée à la prostitution
Te vendre est-ce là ta mission ?
De ton sort es-tu donc heureuse ?

Ouvrières et ouvriers doivent s'émanciper de l'ordre bourgeois ; à ce message s'ajoute le vœu d'en finir avec l'histoire bourgeoise, de reconstruire une histoire propre. La Commune de Paris et le sort des communards occupent une place centrale dans cette construction d'une mémoire collective. Ce « premier épisode de la guerre sociale moderne » s'inscrit dans une histoire de révoltes, depuis la Révolution française (quand un fanion rouge signalait un danger) puis les insurrections de février 1832 et de juin 1848. La chanson du *Drapeau rouge* résume cette histoire, rappelant qu'il n'a pas toujours été un étendard ouvrier :

⁴⁰ Robert Brécy, « Le Drapeau rouge », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 22 N°2, 1975.

Dans la fumée et le désordre,
Parmi les cadavres épars,
Il était du parti de l'Ordre
Au massacre du Champ-de-Mars !
Mais planté sur les barricades
Par le peuple de février,
Lui, le signal des fusillades,
Devient drapeau de l'ouvrier.

Le cycle mythique s'achève avec l'Association internationale des travailleurs et la Commune de Paris : le drapeau rouge est depuis lors un emblème universel du pouvoir ouvrier, du socialisme, comme le prophétisait Paul Brousse :

Il passera, que dis-je ? il a passé la frontière ! le voilà universel ! C'est le drapeau de l'Internationale qui gronde ! Attendez quelque temps encore et ce drapeau du prolétariat chassera devant lui tous les drapeaux des classes bourgeoises : les drapeaux multicolores, ces caméléons politiques ; ceux qui portent dans leurs plis léopard, lions, aigles à deux têtes, animaux monstrueux ; ceux parsemés d'étoiles, de vierges ou de croix, symboles démodés de religions prochainement éteintes⁴¹ !

L'histoire reste encore à écrire : les anarchistes l'ont bien compris, qui ajoutent deux strophes en 1877, l'une après la répression de la manifestation du 18 mars, l'autre pour le congrès de la Fédération jurassienne en août :

On crut qu'à Berne, en république,
Il devait passer fièrement !
Mais, par le sabre despotique,
Il fut attaqué lâchement.

Quel est ce drapeau qui balance
Ses plis sur un cortège ouvrier ?
C'est lui ! Glorieux, il s'avance
En triomphe dans St-Imier !

La chanson, comme bien d'autres pratiques culturelles, les fêtes ou les commémorations, sert à transmettre une interprétation de l'histoire, contre l'interprétation bourgeoise. Les radicaux suisses remontent à la création de l'État fédéral en 1848 : pour les anarchistes, c'est l'insurrection parisienne de cette même année qui est fondatrice. Les premiers fêtent l'anniversaire de la bataille de Morat de 1476, les seconds celui de la Commune ; au patriotisme s'oppose l'éveil des prolétaires. Un article du *Bulletin* résume bien le conflit :

La bourgeoisie suisse – vieux patriciens déchus, trafiquants parvenus, et petits commerçants ou petits industriels vivant du patronage des gros – a tenu à fêter le quatrième centenaire de la bataille de Morat par un cortège historique. Morat n'est [...] point un anniversaire qui mérite de vivre dans la mémoire des amis de la liberté ; et d'ailleurs, ce n'est pas en se grisant du souvenir de ses gloires nationales qu'un peuple montre de l'intelligence et du cœur. À la bourgeoisie suisse organisant une mascarade prétendue historique sur le champ de bataille de Morat, nous opposons le prolétariat parisien abattant la colonne Vendôme : l'avenir dira qui des deux a le mieux compris les sentiments modernes d'humanité et de fraternité⁴².

La réappropriation de l'histoire passe par l'institution de nouveaux monuments, de nouveaux anniversaires. Ce sera le Premier Mai, quelques années plus tard, mais avant cela c'est la date du 18 mars qui est célébrée dans de nombreux pays, même si ce n'est pas dans les réjouissances :

⁴¹ *Arbeiter-Zeitung/Journal des ouvriers*, 18 mars 1877.

⁴² *Bulletin*, 9 juillet 1876.

Cette date, qui inaugure la tragique histoire de la Commune de Paris, ne réveille que des pensées graves et tristes : le souvenir du droit écrasé et du mal triomphant. [...] Mais de ce désastre il reste au moins un résultat acquis : l'idée révolutionnaire socialiste est enfin sortie des abstractions de la théorie, elle est pour la première fois apparue au monde sous une forme concrète. Les socialistes ont passé des régions de l'idée dans celles de l'action⁴³.

Le 18 mars 1876, un samedi, un banquet réunit à Lausanne quelque 80 personnes. Les participants sont suisses, français, allemands, d'autres nationalités peut-être. La dizaine de télégrammes de solidarité reçus à cette occasion ont été conservés : des saluts fraternels et révolutionnaires proviennent de Saint-Imier, Neuchâtel, Porrentruy, Bâle, Berne, Lugano, Zurich, de la section russe de Genève, de la section L'Avenir : « L'Avenir Genève section réunie s'associe au banquet fraternel de Lausanne, porte un triple toast : À la délivrance de nos frères déportés de Calédonie. Au Prochain Congrès International. À l'Anarchie. Pour le groupe, Stalder⁴⁴. »

Il en va de même ailleurs, comme le montre une lettre de Cafiero datée de Rome, le 19 mars :

Hier soir il y a eu ici une nombreuse réunion d'ouvriers socialistes. On était convenu de se rencontrer ensemble à souper pour fêter le 18 mars, et personne n'a manqué à l'appel. Vous pouvez penser si on a parlé de la Commune de Paris, et en quels termes !

Le socialisme et la révolution sociale basée sur les principes d'anarchie et de collectivisme furent les principaux sujets traités dans cette soirée. On n'oublia ni nos frères qui souffrent en Nouvelle-Calédonie, ni ceux qui sont actuellement en jugement à Bologne, ni ceux qui se trouvent dans les prisons de Rome. Pour ces derniers une souscription fut ouverte, et une communication faite à l'assemblée nous apprit que, ce même jour, eux aussi fêtaient dans leur prison le 18 mars. Il fut annoncé que le glorieux anniversaire était célébré également sur tous les points de l'Italie. À Florence, il y aura aujourd'hui un banquet de cent ouvriers socialistes. La même manifestation aura lieu dans beaucoup d'autres localités⁴⁵.

Chanter ensemble donne confiance, renforce le collectif. Cela peut aussi faire sentir qu'on fait partie d'une « communauté imaginaire » avec des inconnus au loin : d'autres que nous commémorent la Commune en ce même jour, chantent les mêmes chansons, y ajoutent peut-être des couplets sur un événement local, comme pour le *Drapeau rouge*.

Les Jurassiens ont aussi adapté une chanson anti-royaliste française, dont la version la plus récente se moquait de Napoléon III, *Le Sire de Fich-ton-Kan* : « V'là l'sire de Fich-ton-Kan qui s'en va-t-en-guerre En deux temps et trois mouvements, Badinguet fich' ton camp ! » Eux se moquent du préfet von Wattenwyl, qui a ordonné à ses sbires de se saisir du drapeau rouge, lors de la manifestation de Berne en 1877.

Et v'là Monsieur le préfet Qui s'en va-t-en ville
Pour fair' balader sa compagne Et sa ribambell' de moutards,
Tous ses moutards,
Monsieur l'prefet, à la campagne Voulait aller le 18 Mars,
Le 18 Mars.
Mais voilà que le drapeau rouge Est porté par les communards,
Ces communards !
Il n'faut plus que le préfet bouge, Vrai, ces gens-là sont sans égards,
Oui, sans égards.
Avec sa séquell, il s'approche, Et dit à not' porte-drapeau,
Not' porte-drapeau :
« Mettez c' chiffon-là dans votre poche ! » On lui répond d'ôter sa peau...

⁴³ *Bulletin*, 20 mars 1872.

⁴⁴ IISG, Fédération jurassienne Archives, 63.

⁴⁵ *Bulletin*, 2 mars 1876.

Un lien est tissé entre deux événements, qui ont toutefois peu de commune mesure : la Commune de Paris a déploré des milliers de morts et de condamnés, la police de Berne a arrêté un seul manifestant puis la justice en a condamné quelques-uns à des peines relativement légères. Mais la chanson est un clin d'œil de solidarité. Les refrains peuvent servir la même fin. Le monde est grand, le problème social est partout le même, la solution est simple, elle est dans la chanson ! Lorsque le *Bulletin* reproduit un article relatant la misère des ouvriers et paysans en Grèce, il le commente ainsi :

En Grèce comme partout, il n'y a qu'une solution au problème du prolétariat. Cette solution, dans toute sa simplicité, la voici : La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier. Et quant aux moyens d'exécution, le refrain d'une chanson populaire nous les indique. Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan⁴⁶ !

Chanter ensemble éveille aussi des émotions, joie ou regret comme l'a ressenti Kropotkine, après les heurts de Berne :

[...] le Gouvernement de Berne interdit le port du drapeau rouge sur toute l'étendue du canton ; alors la Fédération jurassienne résolut de le déployer malgré cette défense, au congrès que nous devions tenir cette année-là à Saint-Imier. Cette fois, la plupart d'entre nous étaient armés et prêts à défendre le drapeau jusqu'à la dernière extrémité. Un corps de troupes de police avait été posté sur une place pour arrêter notre colonne ; un détachement de la milice se tenait prêt dans un champ voisin, sous prétexte de faire des exercices de tir : nous entendions distinctement leurs coups de fusil tandis que nous traversions la ville. Mais lorsque notre colonne apparut sur la place et qu'on jugea à notre air qu'une agression finirait par une sérieuse effusion de sang, le maire nous laissa continuer notre marche sans nous inquiéter, jusqu'à la salle où la réunion devait voir lieu. Aucun de nous ne désirait un conflit ; mais cette marche, en ordre de bataille, aux sons d'une musique militaire, nous avait mis dans un tel état d'excitation que je ne saurais dire quel sentiment l'emportait chez la plupart d'entre nous en arrivant dans la salle : si c'était la joie d'avoir évité un combat que l'on ne désirait pas, ou le regret que ce combat n'eût pas eu lieu. L'homme est un être bien complexe.

Kropotkine a publié ses mémoires vingt-deux ans plus tard, pour lui les émotions ont eu un effet durable ; même sans témoignages contemporains, la véracité de son récit est plausible. Les coups de fusil qu'il a entendus, et qui ont contribué à la tension ressentie, proviennent toutefois de la fête de tir « à la carabine et aux armes de guerre » organisée par la Société locale des carabiniers, indépendamment de la réunion de la Fédération jurassienne. Ces exercices devaient rendre les participants aptes à défendre la patrie non seulement contre un agresseur étranger, mais aussi contre l'ennemi intérieur, représenté trop souvent par des grévistes ou des manifestants, ce qui peut justifier l'excitation des participants au cortège ouvrier.

Ceux-ci chantent aussi pour se donner du cœur au ventre. Les Italiens entonnent deux chansons, *I Romagnoli* et *Addio, Bella, Addio !* dont le *Bulletin* publie le texte et une traduction un peu malhabile, le 9 septembre. Le premier appelle à lutter contre la bourgeoisie : « Le drapeau rouge est déployé ; Et quand l'heure aura sonné, Combattons comme un seul homme. O bourgeois superbes, Votre orgie va finir : Les plébéiens de la Romagne Sont las de souffrir. » Le deuxième est adapté d'un chant patriotique des garibaldiens : « Nous ne mourons pas pour de nouveaux maîtres, Nous mourons cette fois pour l'humanité. »

Tous ne comprennent pas les paroles, mais l'air martial ne leur échappe pas. Toutes ces chansons reprennent des airs traditionnels, le *Drapeau rouge* lui aussi. Au lieu d'entonner « Armons-nous, enfants de l'Helvétie » sur l'air de *La libre Sarine*, on s'y dit aussi prêt au combat :

Le voilà ! Le voilà, regardez !
Il flotte, et fier, il bouge
Ses longs plis au combat préparés.

⁴⁶ *Bulletin*, 16 janvier 1876.

Osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier !

Les cortèges aux drapeaux, une autre profession de foi

Les cortèges arborant des drapeaux ne sont pas une invention anarchiste dans le Vallon. Celui de 1877 a suivi le même rituel que ceux des sociétés de tir ou de gymnastique : la fanfare en tête, les porteurs de drapeaux, puis les participants « en ordre de bataille », comme l'écrit Kropotkine. Les processions religieuses en sont sans doute l'ancêtre. Le cortège anarchiste transmet évidemment un autre message, avec ses symboles et ses chansons, c'est une profession de foi publique. On peut s'étonner de l'expression : les anarchistes sont les adversaires de toutes les religions, ils croient en la raison et en la science. Bakounine l'a clairement écrit dans *Dieu et l'État* : « Amoureux et jaloux de la liberté humaine, et la considérant comme la condition absolue de tout ce que nous adorons et respectons dans l'humanité, je retourne la phrase de Voltaire, et je dis : Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître. »

Mais l'expression politique prend souvent des formes rituelles qui rappellent celles de la religion. Dans un village où tout le monde se connaît, il faut être vraiment convaincu de la cause pour la défendre ainsi publiquement, surtout quand on fait partie d'une minorité révolutionnaire. La présence de compagnons venus de toute la Suisse, la musique et les chansons, le drapeau qui flotte en tête du cortège encouragent les militants à faire cette profession de foi ; les rituels les soutiennent et les motivent. Le compte rendu du *Bulletin* souligne le caractère sacré de la manifestation :

Chantées en chœur le dimanche 6 août, quelques instants avant la formation du cortège qui allait arborer le drapeau rouge, par les voix mâles de nos amis italiens, ces deux chansons étaient, en cet instant solennel, d'un effet saisissant : leur mélodie et leurs paroles resteront associées, pour tous ceux qui se trouvaient là, au souvenir d'un de ces moments d'enthousiasme sacré qui laissent une impression ineffaçable dans le cœur⁴⁷.

Le cortège a fait appel aux émotions plus qu'à la raison, ce qui rappelle bien les pratiques religieuses collectives. Le drapeau rouge symbolise le mouvement ouvrier universel, l'identité collective des anarchistes, il fait l'objet d'une sorte de dévotion : « lorsque parut le drapeau rouge, qui prit place en tête du cortège, la bannière du prolétariat socialiste fut acclamée par des centaines de poitrines⁴⁸. » On est prêt à le défendre à tout prix, comme cela s'est produit à Berne ; mais l'étendard arrive intact au buffet de la gare pour la soirée familiale.

Dans un pays de tradition catholique comme la Belgique, l'inauguration du drapeau rouge fait l'objet d'une cérémonie qui rappelle la consécration des objets du culte. Le 16 mai 1875, la section d'Anvers inaugure son drapeau, arboré à la tribune qui devient une sorte d'autel. Le compagnon Frans Magermans termine ainsi son discours :

Le voilà, ce drapeau qui a, si souvent déjà, flotté sur les barricades de la vérité et de l'égalité, sur qui l'œil des ouvriers est fièrement fixé et pour lequel nous devons lutter et vaincre ou périr. C'est lui qui a déjà déployé ses plis sur Paris, Séville, Marseille et tant d'autres cités héroïques, et qui n'a succombé que devant la lâcheté, la trahison et la force brutale.

Le voilà, ce drapeau teint du sang des martyrs de notre sainte cause, et auquel nous, ouvriers, tous tant que nous sommes, devons hommage et reconnaissance. [...] C'est lui qui nous conduira dans ce combat cruel, mais nécessaire, mais forcé, qui ne finira que par le triomphe de notre cause et en plantant cet étendard sur les ruines d'une société pourrie et criminelle.

Au nom de l'humanité souffrante, je vous salue, ô drapeau rouge ! Nous jurons de venger votre honneur outragé dans le sang de vos lâches ennemis. C'est pour vous que nous vivons et pour vous que nous saurons mourir ! En avant, compagnons ; que chacun de nous apporte son contingent pour

⁴⁷ *Bulletin*, 9 septembre 1877.

⁴⁸ *Bulletin*, 12 août 1877.

faire triompher le droit, et poussons ensemble et de toutes nos forces ces cris de vengeance et de triomphe, ces cris, effroi de nos tyrans : Vive le drapeau rouge ! Vive l'Internationale ! Vive le peuple ! Vive la Commune⁴⁹ !

Aucune source n'atteste de cérémonie du drapeau dans le val de Saint-Imier, mais d'autres situations revêtent des accents similaires. Les chansons, nous l'avons vu, font partie d'une « liturgie révolutionnaire »⁵⁰. Aux enterrements, il est difficile d'inventer une forme nouvelle de cérémonie, seul change le contenu culturel. Le 11 août 1876, à Sonvilier, a lieu pour la première fois une « manifestation socialiste et athée » sur la tombe du graveur Justin Gerber, mort de tuberculose à l'âge de 24 ans. La société de musique joue des airs funèbres, Schwitzguébel prononce un discours d'éloge. Hormis l'absence d'un pasteur, la manifestation ne diffère pas d'un enterrement religieux.

La solidarité symbolique et matérielle

La communauté de l'avenir, pour les anarchistes, se traduit aussi dans l'esprit de solidarité et dans les actions concrètes de solidarité, souvent par-delà les frontières. Le congrès de la Fédération jurassienne de 1877 adopte trois résolutions dans ce sens : l'une exprime la solidarité du congrès avec les mouvements de grève aux États-Unis, les deux autres attribuent le solde de souscriptions, l'une aux compagnons traduits en procès à Berne, l'autre aux familles des internationaux emprisonnés en Italie.

Les mouvements de grève qui se produisent dans plusieurs États des États-Unis en été 1877, parmi les conducteurs de locomotives et les mineurs, laissent presque espérer les lecteurs du *Bulletin* que va survenir un soulèvement insurrectionnel. Des milices s'en prennent aux grévistes qui répliquent, il y a des morts des deux côtés. L'insurrection ne se produit pas ; mais les anarchistes du Vallon ont proclamé haut et fort leur solidarité avec ces ouvriers qui leur sont inconnus. Ils témoignent là de leur appartenance à une « communauté imaginaire », à une identité collective qu'ils ont d'ailleurs perçue depuis plusieurs années.

Au printemps 1869, les ouvriers tailleurs de pierre, marbriers et maçons de Genève se sont mis en grève et, par les canaux de l'AIT, ont lancé un appel :

Aux ouvriers de tous les pays, Travailleurs ! [...] la cause des ouvriers est partout la même. Notre cause est donc votre cause. Le jour où les ouvriers de tous les pays comprendront la solidarité qui les unit, ce jour-là nous cesserons d'être une marchandise achetable et vendable. [...] Travailleurs, quelle que soit votre profession, répandez parmi tous les ouvriers, répandez dans les villes et les villages, répandez dans tous les chantiers, répandez partout où se trouvent des ouvriers, que les tailleurs de pierre, les marbriers et les maçons de Genève sont en lutte pour les droits du travailleur, et que par conséquent il ne faut pas venir travailler à Genève⁵¹.

La solidarité avec les grévistes se fonde sur la solidarité de classe internationale, comme l'exprime cet appel. Le réseau des journaux ouvriers va au-delà des frontières ; peu de temps après la grève genevoise, c'est de Besançon qu'on écrit au *Progrès* : « Avis aux ouvriers Graveurs de la Suisse romande sont priés de ne pas se présenter à Besançon jusqu'à nouvel ordre, les graveurs de cette localité étant en grève pour demander une diminution des heures de travail. »

L'information sur les grèves locales devient transnationale. En mars 1874, ce sont les marinières et tonneliers de Tarragone, en Espagne, qui sont en grève et qui tiennent à avertir les ouvriers du midi de la France et du Portugal de ne pas prendre leurs emplois ; le message passe par le *Bulletin* de la Fédération jurassienne, puisque le Bureau fédéral assure la communication. Trois ans plus tard, les compagnons portugais prennent la même route : « Nous recevons le télégramme suivant de Lisbonne, 20 avril : Les mouleurs de Lisbonne sont en grève. Veuillez aviser la Belgique et la France. » La nouvelle est publiée deux jours plus tard à Sonvilier et atteint bientôt les quatre cents

⁴⁹ Le texte est reproduit dans le *Bulletin* du 20 juin 1875.

⁵⁰ Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste en France des origines à 1914*, Paris, 1997, p. 5.

⁵¹ *Le Progrès*, 3 avril 1869.

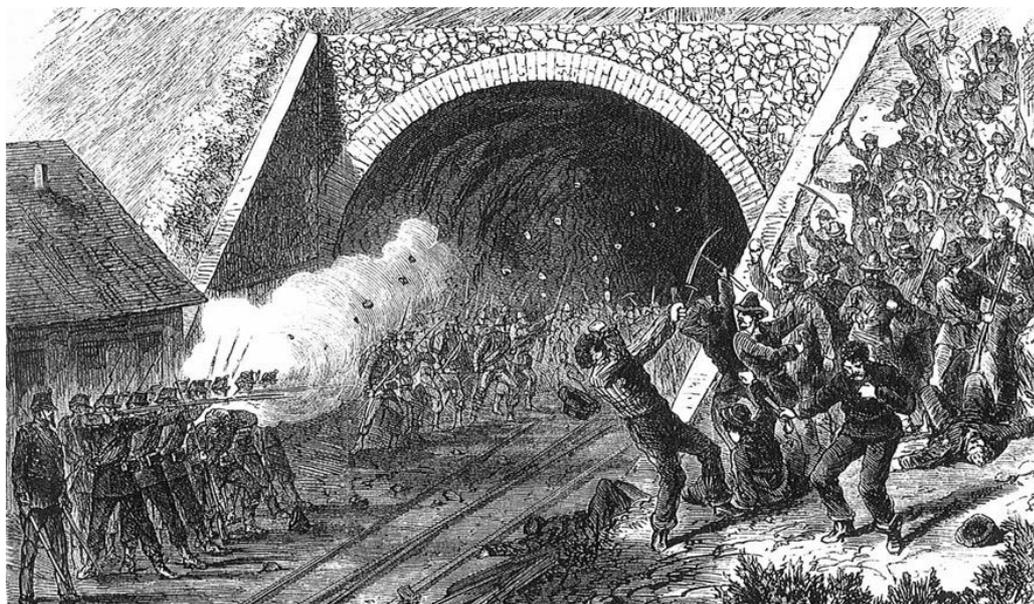
abonnés dans seize pays. Si les canaux d'information sont efficaces, qu'en est-il de la solidarité pratique ? Dans le Vallon, on sait que la mise à l'interdit d'ateliers fonctionne et que les rares briseurs de grève sont stigmatisés. Mais les sources ne permettent pas d'affirmer qu'il en va de même au plan international.

Les collectes de soutien quant à elles sont une réalité. En 1870, les ouvriers du Vallon ont envoyé 147,15 francs aux carreleurs de Genève en grève. En septembre 1873, ils ont contribué pour 352 francs au soutien des ouvriers mécaniciens du Hainaut, en Belgique, et la somme s'est encore accrue les mois suivants. La Fédération ouvrière du district de Courtelary réitère son appel :

Dans toutes les occasions, les sociétés belges ont largement fait acte de solidarité envers les sociétés des autres pays. Le travail est abondant dans notre industrie horlogère ; tous nous pouvons consacrer quelques centimes pour aider nos frères belges à maintenir leurs belles organisations. Une souscription générale est ouverte dans la fédération ouvrière. Tous ceux qui voudront y participer peuvent s'adresser aux comités des diverses sociétés. Salut et solidarité⁵² !

Quelques centimes, c'est souvent tout ce dont peuvent se priver les ouvriers horlogers. Mais cela suffit à renforcer le sentiment d'appartenance à un même grand mouvement. Les grèves ont aussi un rôle pédagogique, elles propagent le modèle syndicaliste, chaque résultat victorieux renforce le mouvement.

Les dons en faveur des personnes souffrantes, ou en cas de catastrophes naturelles, sont censés développer un sentiment d'appartenance entre les donateurs et les bénéficiaires, notamment au sein d'une nation. Pour les anarchistes, ce ne sont pas les frontières nationales qui comptent, mais les barrières de classes. La différence entre philanthropie et anarchisme apparaît clairement à l'exemple des travaux du tunnel du Gothard.



La fusillade du Gothard à Goeschenen, 28 juillet 1875

Après l'incendie du village d'Airolo en 1877, la population suisse a répondu généreusement à une collecte. Deux ans auparavant, lors d'une grève, quatre ouvriers italiens ont été abattus par la milice appelée à la rescousse par la direction des travaux ; la Fédération ouvrière appelle à la solidarité avec leurs familles, auxquelles elle parvient à envoyer 523,95 francs en novembre 1875, dont 64,60 francs proviennent des ouvriers du Vallon, suite à un appel vigoureux :

⁵² *Le Jura bernois*, 15 octobre 1873.

De tristes événements viennent d'avoir lieu aux travaux du St-Gothard ; ce qui, jusqu'à ce jour, était resté le triste privilège des monarchies, vient de se passer non loin du berceau de la république suisse ; la fusillade a fait taire les revendications ouvrières ; le fameux ordre règne au Gothard, comme il règne partout après les hécatombes populaires ; aux noms exécrés dans la mémoire des travailleurs, par les massacres d'ouvriers en grève dont ils furent le théâtre sanglant, aux différents bassins houillers belges, à la Ricamarie, à Aubin, la Suisse républicaine vient ajouter le nom de Goeschenen ; [...] Ouvriers ! nous devons faire plus : les ouvriers du St-Gothard sont nos frères devant la souffrance, devant l'exploitation du travail par le capital ; plus que nous, ils sont des parias de cette civilisation moderne qui produit de profondes misères en bas, d'immenses jouissances en haut ; [...] Les rétablisseurs de l'ordre par la fusillade auront la prison à donner aux ouvriers compris dans ces événements ; nous leur devons notre obole fraternelle⁵³.

Les militants jurassiens ne connaissent pas les ouvriers du Gothard, les victimes ne sont sans doute pas anarchistes ni membres de l'Internationale, mais elles font partie de la classe ouvrière, ce qui suffit à susciter l'élan de solidarité. Retrouver les familles est une autre paire de manches ; l'une manque à l'appel, c'est pourquoi la part de la souscription qui ne peut être distribuée va être transférée aux « familles des internationaux emprisonnés en Italie » après la tentative d'insurrection du Bénévent. La Fédération jurassienne a aussi ouvert une souscription en leur faveur, après un appel de la Section allemande de propagande de Genève :

Que chacun de nous apporte son obole ; que le *Bulletin*, nous prêtant son concours, concentre les fonds et les fasse parvenir à nos amis ; nous prouverons ainsi une fois de plus que l'Association Internationale des Travailleurs est réellement la *grande famille* qui, si elle poursuit la réalisation de *ses droits*, sait aussi remplir *ses devoirs*.

En cette année 1877, la « grande famille » a bien besoin de soutien. La manifestation de Berne du 18 mars a été brutalement réprimée et 29 hommes sont inculpés de participation à une rixe en faisant usage d'armes dangereuses et de résistance à la police en faisant usage de la force. En sus des frais du procès, ils risquent aussi de perdre leur emploi, et une souscription est immédiatement lancée. Nombre d'entre eux se sont présentés spontanément, demandant d'être inculpés eux aussi, comme le graveur Fritz Huguenin, qui à 20 ans tout juste écrit au juge d'instruction du district de Courtelary : « Le soussigné, ayant appris que deux de ses amis ont été appelés devant vous pour déposer dans l'affaire qui a eu lieu le 18 Mars à Berne, se fait un devoir de vous aviser qu'il a pris part à la dite manifestation, si l'enquête ouverte est poursuivie, je demande à être entendu et compris dans le procès qui pourrait en résulter. » La *Tagespost* de Berne rapporte que le juge n'arrive pas à comprendre le « fanatisme » des Internationaux : veulent-ils passer pour des martyrs ? Le *Bulletin* rétorque : « La couronne de martyr n'a rien à voir là-dedans ; les internationaux du Jura font acte de solidarité, voilà tout⁵⁴. »

Ces inculpations volontaires, qui vont entraîner de sérieuses conséquences, sont une expression remarquable de la force de la solidarité avec les premiers accusés, avec l'ensemble du mouvement anarchiste. Mais de fait ceux qui s'accusent tiennent à être reconnus comme des victimes de la justice de l'État, et à en faire un outil de propagande. En sus des actes officiels du procès, qui dure trois jours, le *Bulletin* publie un compte rendu détaillé sur sept pages, le 26 août. Les deux documents montrent qu'aucun des inculpés ne cherche à nier sa participation à la manifestation, bien au contraire : Adhémar Schwitzguébel déclare être très étonné d'avoir été appelé comme témoin, lui qui s'attendait à figurer au banc des accusés ; car il a, lui aussi, résisté à la police en refusant de livrer son drapeau. Ce drapeau lui a été arraché de force, par-derrière et par surprise.

Schwitzguébel n'a pas donné de coups et n'est donc pas accusé, contrairement à Charles Jean Capt. Celui-ci, qui comparait comme témoin, déclare avoir frappé et avoir été frappé, le ministère

⁵³ *Le Jura bernois*, 11 août 1875.

⁵⁴ *Bulletin*, 20 mai 1877. Douze personnes se déclarent solidaires, dont dix ouvriers horlogers : Alcide Dubois, Camille Châtelain (peintre), Adolphe Herter, Henri Bräuchi, Henri Eberhardt, Fritz Zurbuchen, Edouard Reber (médecin), Jules Loetscher, Albert Grabert, Joseph Lampert, Fritz Chautems, Rodolphe Weber.

public réclame immédiatement sa mise en accusation. « Tant mieux ! » déclare-t-il sous les applaudissements de la salle. Quant à Joseph Lampert, il affirme que c'est lui qui a blessé le gendarme Lerch de son couteau, innocentant ainsi ses compagnons Otto Rinke et Ulysse Eberhardt.

Les bravos de la salle ne sont pas reproduits dans les actes du procès, qui se bornent au déroulement formel de l'audience. Pour la première fois sans doute en Suisse, les trente condamnés fêtent leurs peines de prison comme une victoire, le drapeau rouge flotte sur le train qui les ramène à Saint-Imier. Mais l'euphorie ne compense pas la lourde charge humaine et financière des condamnations. Le procès et les dédommagements aux gendarmes blessés ont coûté 1373,40 francs, la souscription peine à les réunir. Le climat se détériore dans le Vallon, où les anarchistes ayant encouru une peine de prison sont mal vus, perdent leur travail. Six étrangers sont en outre bannis pour trois ans du canton de Berne.

L'espoir que le procès va attirer dans les rangs anarchistes nombre de nouveaux compagnons est déçu, et le découragement gagne. Le monopole de la justice et du pouvoir exercé par l'État a été plus fort que la solidarité et la communauté imaginaire des sections de la Fédération jurassienne.

La révolution sociale des anarchistes

Tremblez, tyrans de tous les pays : les ouvriers s'éveillent déjà de la funeste léthargie où votre despotisme les tenait assoupis. Sachez bien que le grand principe de la Solidarité est déjà connu, déjà pratiqué par les ouvriers. Comprenez bien que le peuple, las de souffrir tant de vexations, trouve que depuis assez longtemps sur lui seul pèsent tous les devoirs, et qu'il veut jouir enfin de tous les droits. Entendez-le bien, classes privilégiées : tous les droits⁵⁵.

L'appel que le journal *La Legalidad* de Gracia (Barcelone) adresse aux travailleurs du monde, le 9 mai 1869, prophétise la proche venue de la révolution. Or, pendant la période dont nous parlons, le prolétariat ne s'est pas soulevé en masse contre ses oppresseurs, ni en Espagne ni en Suisse, l'ordre capitaliste a continué de régner. Mais tout comme leurs compagnons espagnols, les anarchistes du Vallon voient, onze ans plus tard, la révolution à un horizon proche :

Personne ne le conteste plus : nous marchons à une nouvelle Révolution ; le développement de la situation nous y conduira et des aspirations nouvelles sont dans l'air, appelant à une nouvelle civilisation les opprimés et les exploités de tous les pays⁵⁶.

Les deux appels diffèrent toutefois. Le premier a des accents religieux, il est du registre de l'eschatologie :

Dans cette sainte révolution sociale, dont les premiers signes se montrent déjà à l'horizon politique, aura plus à perdre quiconque aura plus fait le mal, quiconque se sera plus lavé le visage avec la sueur du pauvre, quiconque aura été plus éloigné en pensée et en action de la belle et nécessaire formule Liberté, Égalité, Fraternité, jointe à son complément la Solidarité.

Le peuple, qui aime avec délire cette formule ; l'ouvrier, l'esclave moderne, qui ne possède ni ne demande aucun privilège, n'a rien à craindre de la révolution ; il a tout à espérer d'elle. [...] La rédemption du prolétariat approche.

L'appel des anarchistes du Vallon fait référence à l'histoire, non aux Écritures :

Compagnons, Nous approchons de l'anniversaire de la révolution de 1789. Permettez-nous de rappeler un épisode important de cette révolution. Le tiers état, pour bien formuler les revendications qu'ils voulaient faire triompher dans la révolution, rédigea partout des cahiers dans lesquels il exposa, non seulement ses plaintes et ses récriminations, mais aussi ses projets de réformes. Ces Cahiers du tiers état fournirent à la révolution, nous ne pouvons le contester, de précieux documents sur la réalité de la

⁵⁵ *La Legalidad*, citée par le *Progrès*, 29 mai 1869.

⁵⁶ *Le Révolté*, 1^{er} mai 1880.

situation et les aspirations de cette époque. La bourgeoisie contemporaine est sortie de cette classe révolutionnaire du siècle passé et contre elle se lève à son tour le prolétariat moderne. [...] Formulons nettement nos actes d'accusation contre la société bourgeoise. Déterminons positivement nos projets de transformation sociale. En un mot, élaborons nos Cahiers du travail.

Ces Cahiers du travail, inspirés des « cahiers de doléances » français, réclament que soit établie une statistique internationale du travail. La Fédération ouvrière du district de Courtelary propose de traiter quatre grandes questions : l'organisation de la propriété et de la production dans l'agriculture et dans l'industrie ; la circulation et l'échange des produits ; le crédit public et privé ; les charges publiques et les avantages, pour les populations travailleuses, des services publics. Plus en détail, elles portent notamment sur le travail des femmes et des enfants, les investissements en capitaux et en machines, les associations et coopératives, le rôle de l'État et des banques, le rôle de la justice, de la police, de l'Église, l'éducation et la santé.

Descendons dans la mine, parcourons les champs, pénétrons dans les ateliers, les comptoirs de la spéculation et les cabinets de toutes les falsifications, les usines, les manufactures ; entrons dans la chaumière et dans la mansarde ; introduisons-nous dans les palais. Déchirons le voile du temple bourgeois et demandons aux dieux du jour compte de leurs actes. Mettons à nu cette civilisation bourgeoise.

Le langage objectif fait place à un plaidoyer contre la religion du capital ; mais la foi des anarchistes dans la venue de la révolution sociale peut aussi avoir des accents religieux.

« *Socialisme scientifique* » : *Anarchisme et positivisme*

Pour les anarchistes, la révolution sociale est la résolution des contradictions sociales par un processus violent qui abolit l'ordre existant. Elle comporte donc des éléments destructeurs et constructeurs ; ils sont détaillés par Adhémar Schwitzguébel dans son *Programme socialiste* de 1880. La destruction implique :

Confiscation, par les insurgés, du capital social, propriétés terriennes, mines, habitations, édifices religieux et publics, instruments de travail, matières premières, métaux précieux, bijoux et pierres de valeur, produits manufacturés ; Destitution de toutes les autorités politiques, administratives et judiciaires ; Abolition de toute intervention légale dans le paiement des dettes collectives ou privées et dans la transmission des héritages ; Suppression de tous les impôts ; Licenciement de l'armée et de la police ; Auto-da-fé de tous les titres de rentes, de propriété, d'hypothèque, de valeurs financières, de concessions.

Quant à la construction :

Constitution immédiate et spontanée des corps de métiers ; prise de possession provisoire, par eux, de la part du capital social propre au fonctionnement de leur spécialité de production ; fédération locale des corps de métiers et organisation du travail.

Constitution des groupes de quartier et fédération de ces groupes pour assurer le service immédiat des subsistances. Organisation des forces insurrectionnelles. Constitution de commissions, par délégation des groupes, ayant chacune une spécialité dans l'administration des affaires de la Commune révolutionnaire : commission de sûreté contre les ennemis de la révolution, commission de la force révolutionnaire, commission de contrôle du capital social, commission du travail, commission de subsistance, commission pour le service de la circulation, commission d'hygiène, commission d'enseignement. Constitution de commissions d'action extérieure avec mission de travailler à la fédération de toutes les forces révolutionnaires des Communes insurgées ; de provoquer, par la propagande révolutionnaire, l'insurrection dans toutes les Communes et régions et l'application, dans la plus large mesure possible, des mesures propres à la destruction de l'ordre de choses actuel et au salut de la révolution.

Fédération des Communes et organisation des masses, en vue de la permanence de la révolution, jusqu'à l'écrasement complet de toute action réactionnaire.

Ce programme ambitieux n'a guère de points communs avec les réformes que proposent les libéraux-radicaux, qui ne veulent surtout pas s'en prendre au système social et économique. Déjà en 1875, Schwitzguébel les avait critiqués dans *Le radicalisme et le socialisme*, sa conférence donnée à plusieurs reprises dans la région :

Le progrès s'opère-t-il par voie de réformes successives ou par voie de la révolution ? [...] Toute l'histoire de l'humanité, et tout spécialement l'histoire de la bourgeoisie, nous fournit la preuve que chaque fois qu'un nouveau principe a dû s'introduire dans les faits sociaux, c'est par la voie de la révolution qu'il s'est implanté. Les conséquences pratiques du principe ont pu être introduites par voie de réformes successives, mais le principe lui-même s'est implanté révolutionnairement. L'affranchissement du prolétariat n'aura pas lieu autrement ; tout ce qui est hostile à cet affranchissement est groupé sous le drapeau de la bourgeoisie, qui s'oppose par tous les moyens possibles à l'avènement du prolétariat, et tout ce qui est favorable à cet avènement se groupera autour du socialisme révolutionnaire. D'ailleurs en faisant abstraction de la puissance révolutionnaire des classes ouvrières, nous constatons que l'ordre actuel manifeste par lui-même des signes visibles de décadence, de dissolution ; il sauterait de ses propres excès lors même que le prolétariat n'interviendrait pas. La Révolution sociale est donc inévitable.

Dans ce passage, Schwitzguébel fait une distinction entre les nouveaux principes sociaux, qui ne peuvent s'introduire que par une révolution en raison de la résistance des dominants, et leur mise en pratique ultérieure. Les anarchistes cherchent à fonder scientifiquement la nécessité de la révolution ; elle peut se produire indépendamment de la force réelle du mouvement ouvrier, comme la conséquence logique de la marche de l'histoire. Leurs contemporains peuvent bien les considérer comme des fanatiques et des utopistes, leur reprocher leur « impatience révolutionnaire », mais leur programme politique est diamétralement opposé à ces notions : il résulte de l'évolution historique. Il s'agit donc d'étudier celle-ci pour bien la comprendre :

Nous n'avons encore rien réalisé de pratique, c'est-à-dire que nous n'avons jusqu'à ce jour créé aucune institution améliorant directement le sort de l'ouvrier, et cela pour la raison bien simple qu'avant de fonder des sociétés coopératives, de crédit, etc., nous avons voulu en étudier les véritables principes, afin que, si nous créons une institution, elle ne devînt pas un agent de la réaction, mais un moyen pratique d'étudier sur quelles bases doit être organisée la société future.

Dès le début, les sections de l'Internationale ont donc organisé des cours et constitué des bibliothèques. Il reste peu de traces de ces dernières mais on sait qu'elles contenaient divers ouvrages scientifiques et historiques. Deux volumes d'*Esquisses historiques*, publiés sans nom d'auteur mais rédigés par James Guillaume, doivent permettre à chacun d'acquérir une base de connaissances, et Schwitzguébel en fait l'éloge :

L'étude comparée des diverses races et langues, le tableau des civilisations de l'Inde, de la Chine, de l'Égypte, des peuples de l'Asie occidentale, les déductions que le lecteur peut tirer de ces pages ne laissent rien subsister des mensonges ecclésiastiques et officiels au moyen desquels on fausse encore aujourd'hui le raisonnement de la jeunesse. Les vérités que l'auteur fait passer sous les yeux du lecteur sont cependant connues, du moins dans leurs traits principaux, de tout ce qui est instruit dans le monde officiel, dirigeant et régnant. Pourquoi les cache-t-on soigneusement à la jeunesse et au peuple, et continue-t-on de nous donner, en fait de connaissances historiques, toutes les absurdités contenues dans les livres religieux et officiels⁵⁷ ?

Il y voit un moyen de mettre en question le monopole de l'Église et de l'État sur l'éducation. Guillaume y traite de l'histoire des sciences – astronomie, géologie, zoologie, botanique,

⁵⁷ *Bulletin*, 21 février 1875.

archéologie, anthropologie, linguistique, histoire – et cite les principaux auteurs de son temps, même s’il n’arrive qu’à la civilisation romaine à la fin du deuxième volume. Il s’attache en particulier aux questions de l’organisation politique des peuples et des cultures, de l’économie, de la religion et des arts, avec une foi absolue dans la science. Citons par exemple un passage sur la théorie de l’évolution de Darwin :

Il ne peut être fait aucune objection sérieuse à cette hypothèse, qui seule résout d’une manière satisfaisante le problème de l’origine de l’homme. Ceux-là mêmes qui la combattent sont contraints à des aveux qui la confirment : ils reconnaissent, par exemple, qu’entre un singe et un sauvage de l’Océanie, la distance est moins grande qu’entre ce singe et un Européen civilisé, ils reconnaissent également qu’entre deux espèces différentes de singes et l’homme, il y a aussi des distances différentes, et que le chimpanzé ou le gorille sont plus rapprochés de nous que certains quadrumanes moins intelligents. Mais reconnaître ces degrés dans les distances, c’est reconnaître qu’il y a eu un chemin parcouru, et que le chimpanzé, le nègre de l’Océanie et l’Européen sont simplement à des stations différentes sur la ligne du développement des êtres⁵⁸.

Les *Esquisses historiques* se veulent une histoire universelle populaire, fondée non seulement sur les dernières découvertes scientifiques, mais aussi pour transmettre au peuple une vérité, contrairement à l’école traditionnelle. Sans en connaître l’auteur, on aurait peine à les attribuer à un anarchiste. En sus de Guillaume, Elisée Reclus et Pierre Kropotkine en particulier ont beaucoup contribué à introduire la théorie de l’évolution dans la pensée anarchiste ; d’autres auteurs étaient lus, Darwin, Büchner, Carl Vogt, Haeckel, Spencer.

En décembre 1876, la section de Vevey demande des conseils de lecture pour développer une « éducation socialiste scientifique » : « Vous savez combien est grande la Révolution à laquelle nous avons consacré nos vies. Nous avons à déplacer l’axe du monde ; nous avons à clore l’histoire du passé et à faire une histoire nouvelle où la science et la justice régleront tous les rapports des hommes entre eux. » La section de Saint-Imier discute de la question en février, et fait « quelques ébauches pratiques d’enseignement intégral », mais l’ouverture d’une école proprement dite n’est pas à l’ordre du jour car « toute organisation sérieuse pour l’instruction de l’enfant est subordonnée à la révolution sociale ». D’autres moyens servent à l’éducation populaire, les cours du soir, les chansons, les romans socialistes, et surtout les publications comme les *Esquisses*.

Il y a là une certaine contradiction chez les anarchistes entre la science et l’espoir. La révolution serait inévitable, dit la science ; mais elle ne sera possible que par l’éducation.

La statistique : le culte des nombres

Les arguments contradictoires se retrouvent le plus clairement exprimés dans la question de la statistique. En février 1867, la toute jeune section de Sonvilier de l’Internationale a lancé une enquête ouvrière portant sur les salaires dans l’horlogerie et le budget des ménages. Elle calcule que le salaire moyen d’un ouvrier, pour une journée de douze heures, est de 3 francs, tandis que sa famille a besoin de 5,35 francs pour couvrir ses besoins essentiels. On constate ainsi que le salaire d’un homme ne suffit pas ; le travail des femmes et l’allongement de la durée du travail sont indispensables. À l’époque, les internationaux croient encore qu’une meilleure entente entre ouvriers et patrons, la création d’écoles des métiers et de caisses de secours permettront de s’en sortir. Si le propos n’est pas révolutionnaire, la méthode est avant-gardiste : ce n’est qu’un an plus tard que le canton de Berne publie son premier annuaire statistique, qui mentionnera les salaires à partir de 1872 seulement. L’intérêt des ouvriers pour la statistique tient à leur adhésion au positivisme, une théorie développée par Auguste Comte et Proudhon, selon laquelle les processus sociaux ont des régularités et peuvent donc être mesurés. Cela permettrait des projections dans l’avenir. Cette théorie est taillée sur mesure pour les socialistes et les anarchistes, qui tirent de l’analyse économique et politique des conclusions sur leur évolution future.

⁵⁸ *Esquisses historiques*, deuxième série, Neuchâtel, 1875, p. 16.

Une des résolutions du congrès de Saint-Imier de 1872 propose d'élaborer « un projet d'organisation universelle de la résistance et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière ». L'année suivante, c'est une des questions centrales du congrès de la Fédération jurassienne. Quelques années plus tard, la section de Boncourt suggère de publier, comme « moyen d'agitation », la liste des millionnaires en Suisse. Aucun de ces projets n'a été réalisé ; mais on trouve de nombreuses allusions aux données statistiques dans les textes, ceux de Schwitzguébel par exemple. Dans *Le radicalisme et le socialisme*, il étudie l'évolution de la propriété foncière et industrielle dans plusieurs pays et dans son canton. Il y constate la disparition progressive des petits paysans propriétaires et le rôle croissant de grandes sociétés financières et de riches aristocrates : « En Écosse, le quart du territoire du pays est la propriété de cinq particuliers ; parmi ces propriétaires, Lord Sutherland figure en première ligne avec 1 326 453 acres. » Il en va de même dans l'industrie, en raison selon lui de la mécanisation de la production qui exige de plus en plus de capitaux. Les petites entreprises n'ont plus les moyens d'investir suffisamment. La concentration de centaines d'ouvriers dans les grandes entreprises empêche la mobilité sociale, ne leur permet pas de devenir des producteurs indépendants.

Ce processus de concentration accroît ainsi les inégalités sociales. Les conclusions qu'en tire Schwitzguébel sont teintées de ses convictions : le processus va aiguïser les antagonismes de classes, ce qui provoquera finalement la révolution sociale. Les chiffres lui servent de preuve, mais il les interprète à sa façon :

Les politiciens aussi bien que les théologiens sont impuissants à arrêter la marche des événements, et nous constatons que les questions économiques s'imposent chaque jour davantage, tandis que la décadence réelle des États et des Églises, malgré leur puissance artificielle actuelle, devient inévitable⁵⁹.

Combinant les données statistiques avec une vision téléologique de l'inévitable révolution, cette brochure est exemplaire de la position anarchiste d'alors. Le rythme de l'évolution compte, « chaque jour davantage » veut donner l'impression de la proximité du changement, de la rapidité de la décadence. Un passage donne l'exemple des faillites et ventes aux enchères dans le canton de Berne, en nette augmentation de 1857 à 1869, malgré sa réputation d'aisance et de prospérité : « Cela montre que dans ce petit endroit béni, la classe moyenne se voit chaque année expropriée et dépouillée par le capital d'après une progression qui croît, non pas en raison arithmétique, mais en raison géométrique. » Or, le calcul est loin d'être précis, et la régularité de la progression est tout sauf prouvée par des données statistiques. L'argumentation « scientifique » de Schwitzguébel pour polémiquer avec les radicaux suisses ne tient guère :

Un parti qui a la prétention d'être le représentant le plus sérieux du progrès, et qui obstinément se refuse à examiner le problème le plus grave des temps modernes, lorsque la science l'appelle à cet examen, ce parti, s'intitulât-il parti radical, et eût-il pour lui l'approbation momentanée de la masse des citoyens, n'est pas le représentant des vrais intérêts populaires.

Les radicaux défendent eux aussi la science, l'éducation populaire, le positivisme. Les anarchistes ne se distinguent d'eux que par les conclusions qu'ils tirent de leurs enseignements, passant des faits aux normes et aux valeurs. La représentation qu'ils se font de l'avenir prend des aspects sacralisés, dans l'esprit de la « religion de l'humanité » d'Auguste Comte. La statistique n'est pas seulement un outil d'analyse de l'évolution sociale, c'est une panacée pour les temps suivant la révolution sociale. Elle servira à équilibrer la production et la consommation et empêchera la spéculation. C'est aussi l'avis de James Guillaume, pour lequel la statistique est une des huit fonctions de la commune. Il ajoute :

⁵⁹ « Le radicalisme et le socialisme », p. 5.

Bien d'autres choses encore sont du ressort de la statistique : les maladies, les observations météorologiques, tous les faits enfin qui, se produisant d'une façon régulière, peuvent être enregistrés et comptés, et du groupement numérique desquels peut sortir quelque enseignement, parfois même quelque loi scientifique⁶⁰.

La statistique, science sociale par excellence, est le moyen suprême pour se défaire des politiciens et de l'Église et pour orienter la société future.

Eschatologie anarchiste

Pendant toute la période dont il est question, les anarchistes sont dans l'attente de la révolution, que ce soit dans le Jura, en Italie ou en Espagne. Leurs lettres se terminent par « Vive la Révolution sociale ! » On trouve dans l'historiographie des parallèles tracés avec le messianisme chrétien. La révolution est une forme d'apocalypse, où un moment violent met un terme à l'injustice, à l'oppression et à l'exploitation. Une révolution n'est pas possible sans violence, affirme notamment Schwitzguébel ; la bourgeoisie qui détient le pouvoir d'État et le contrôle sur les forces armées ne se laissera pas déposséder sans réagir.

L'expression de « sainte révolution sociale » est utilisée par les anarchistes espagnols, par analogie avec le Jugement dernier. Le jour de la Révolution, la justice régnera enfin et les exploités du prolétariat devront payer pour leurs péchés. Le monde divisé en bons et en méchants est aussi une image quasi religieuse. Les anarchistes attendent la révolution comme les chrétiens le Jugement dernier. Dieu seul sait quand il adviendra, disent les Écritures ; mais tout au long du XIX^e siècle on a cherché à le dater, « les temps sont proches » comme pour les révolutionnaires. Certains historiens attribuent une vision eschatologique aux premiers socialistes, Robert Owen ou Wilhelm Weitling, ainsi qu'aux révolutions de 1848 et à la Commune de Paris. Les Internationaux du Jura ne sont pas de reste. Dans un dialogue fictif entre un socialiste et un bourgeois, qui lui reproche de prêcher une utopie, la *Solidarité* prête ces mots au premier : « Un avenir plus prochain que vous ne croyez se chargera de vous répondre. »

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* rapporte dans presque tous ses numéros des succès prérévolutionnaires, comme la formation de nouvelles sections, les grèves, des mouvements insurrectionnels de toute sorte ; peu importe où éclatera la révolution, partout ailleurs le prolétariat sera aussitôt vainqueur. Ces informations en série doivent susciter chez les lecteurs le sentiment d'une accélération du changement social. Tirant le bilan de l'année 1869, James Guillaume voit des progrès partout, en France, en Russie, en Allemagne, en Espagne ou en Italie.

Enfin, chez nous, le travail d'organisation marchant avec une rapidité toujours croissante ; les ouvriers, détachés entièrement des partis politiques, ne cherchant plus leur salut que dans l'Internationale ; les paysans aussi commençant à remuer : et tout ce mouvement s'accomplissant avec un ensemble admirable, sans ostentation, sans fanfares, sans grands mots, dans un esprit de sérieux opiniâtre qui triomphe de toutes les difficultés. Voilà le bilan de l'année écoulée⁶¹.

L'optimisme de Guillaume est purement propagandiste, si l'on songe aux résistances et aux obstacles mis au développement de l'Internationale dans la plupart des pays. Les ouvriers suisses votent encore pour les partis politiques, les paysans ne remuent guère. Et les nouvelles internationales données par le *Bulletin* sont trompeuses. Les contacts n'existent qu'avec des lieux où se développe une activité militante, où l'on prophétise aussi la venue de la révolution. Le monde subjectif des anarchistes ne recouvre pas le monde géographique.

Les espoirs révolutionnaires se déplacent au cours du temps. En septembre 1870, la révolution pourrait bien éclater en France, et Guillaume la prophétise dans le manifeste publié dans *La*

⁶⁰ James Guillaume, *Idées sur l'organisation sociale*, Neuchâtel, 1876, p. 34.

⁶¹ *Le Progrès*, 26 février 1870.

Solidarité, qui vaut au journal d'être interdit : « Internationaux du monde entier ! Ceci est l'aurore du jour nouveau, du jour de la justice qui se lève sur l'humanité. Vive la République sociale universelle ! »

Mais l'heure n'est pas encore au Jugement dernier. L'espoir renaît avec la proclamation de la Commune de Paris, en mars 1871. Paris est la ville des révolutions depuis 1789, inscrite dans la mémoire du mouvement ouvrier. L'attente d'un élargissement des insurrections en Europe est toutefois abandonnée lors de l'écrasement de la Commune et la « semaine sanglante » en mai. Il faut surmonter la défaite et en faire une force nouvelle.

Les commentaires du *Bulletin* sur la répression de l'Internationale en Espagne vont dans ce sens. L'anarchisme y est devenu un mouvement de masse, plus nombreux et plus radical que partout ailleurs. Depuis la proclamation de la République en février 1873, les anarchistes s'efforcent, en Andalousie et en Pays valencien, de transformer les insurrections cantonalistes en révolutions. Comme à Paris, les communes prises par les ouvriers sont écrasées par l'armée, et l'Internationale est interdite. Ces mauvaises nouvelles réveillent néanmoins dans la Fédération jurassienne, ou du moins à la rédaction du *Bulletin*, le désir et la foi dans la révolution :

Oui, l'Internationale est anéantie en Espagne, de la même façon qu'elle est anéantie en France, c'est-à-dire qu'elle continue à agiter et organiser les masses avec plus d'ardeur que jamais. Eh quoi, parce que, pendant un certain temps, les sections de l'Internationale ne pourront pas se réunir publiquement, parce qu'on séquestrera leurs journaux, on croit avoir détruit notre Association ? C'est une plaisanterie. [...] Et voilà pourquoi les deux uniques moyens de supprimer l'Internationale étant reconnus impraticables par ceux qui auraient à les appliquer, l'Internationale est indestructible⁶².

Mais les mesures prises par le gouvernement espagnol sont efficaces, la révolution sociale ne s'y produira pas prochainement. Cela ne diminue pas les espoirs des Jurassiens, qui tournent alors leurs regards vers l'Italie. Le pays unifié connaît toujours une grande instabilité politique et sociale. Malgré les échecs des soulèvements tentés à Bologne en 1873 et dans le Bénévent en 1877, les anarchistes ne se lassent pas de faire de l'agitation, de préparer des insurrections, de prophétiser un grand soulèvement révolutionnaire.

Au début de l'année 1878, le correspondant de *l'Avant-Garde* en Italie envoie un rapport enthousiaste :

L'excitation des esprits est arrivée en Italie au plus haut degré. De temps à autre, ou pour mieux dire, fréquemment, d'un bout à l'autre de notre presque île, éclatent des troubles qui sont causés par la cherté des vivres et par le manque de travail. Ces émeutes donnent fort à penser à la bourgeoisie. Le cri de « pane e lavoro » (du pain et du travail !) est souvent poussé par les ouvriers et même par les paysans. Et leurs actes démontrent clairement que s'ils n'appartiennent pas à l'Internationale, du moins ils n'ont aucune répugnance pour l'emploi de notre tactique et la mise à exécution de nos théories. [...] Ce sont autant de symptômes réjouissants qui devancent peut-être un grand orage populaire, et qui montrent ouvertement les moyens que le prolétariat italien veut employer pour trancher la question sociale. Il est certain qu'il ne manque que l'étincelle pour que l'incendie éclate⁶³.

Cet article est caractéristique de la notion qu'ont les anarchistes du déroulement naturel de l'histoire et de l'éclatement d'une révolution même sans leur contribution. À cette époque, les anarchistes italiens font inlassablement de la propagande par le fait, même si leurs étincelles ne parviennent pas à allumer le grand feu de la révolution sociale.

Son jour est régulièrement repoussé à plus tard : la révolution n'a pas eu lieu en France en 1870 (et a été vite défaite en 1871), ni en 1868 ou 1873 en Espagne, ni en 1873 ou 1877 en Italie. Les Jurassiens ne l'envisagent guère en Suisse, les ouvriers n'y sont pas suffisamment sensibles. Cela ne diminue en rien les espoirs, comme en témoigne le poème écrit par un militant du Vallon emprisonné à Courtelary après le procès de Berne en 1877 :

⁶² *Bulletin*, 1 mars 1874.

⁶³ *L'Avant-Garde*, 1 juillet 1878.

Mais l'avenir promet un terme à la souffrance.
Il viendra bien, ce jour si désiré de tous,
Où la société, voyant sa décadence,
Donnera libre essor à son juste courroux⁶⁴.

L'espoir ne suffit pas. Entre l'automne 1877 et le début des années 1880, les rangs de la Fédération jurassienne s'éclaircissent. Ce sont notamment ses militants les plus dévoués, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, qui se retirent du mouvement anarchiste. Il n'est pas possible de tirer des sources des éléments confirmant que leur retrait provoque le déclin de la Fédération.

Les anarchistes n'attendaient pas passivement la révolution sociale, ils s'efforçaient de l'orienter scientifiquement et temporellement. Ils observaient les phénomènes sociaux, récoltaient des données sur les salaires et le coût de la vie, mais les conclusions qu'ils en tiraient étaient tout sauf objectives. L'intensification de l'antagonisme entre le capital et le travail annonce-t-il une prochaine révolution sociale ? Cette perception de l'accélération des changements sociaux est en relation avec la conscience de la mondialisation en cours, qui se reflète dans les articles des journaux. Les anarchistes s'attendent à une révolution sociale tout comme les chrétiens s'attendent au Jugement dernier. Le culte de la communauté, de la liberté et de l'égalité revêt bien des analogies avec les formes religieuses. Hors de la révolution, il n'est pas possible d'améliorer la société ; la révolution est une sorte d'apocalypse, de rédemption par la victoire définitive sur les adversaires politiques.

⁶⁴ « Captivité », *Bulletin*, 20 octobre 1877.

Conclusion

Ce livre parle d'un groupe d'acteurs jusqu'ici peu considéré par les historien·nes, les anarchistes du val de Saint-Imier au XIX^e siècle, mais il jette aussi une nouvelle lumière sur un objet bien plus étudié, l'industrie horlogère de la région. L'auteur a voulu ainsi faire sortir le mouvement anarchiste de son isolement thématique et spatial dans l'historiographie.

La première partie étudie les acteurs du Vallon, anarchistes ou non. L'examen du rôle des impôts, du contrôle des habitants et des registres électoraux permet d'en définir la physionomie, même si on trouve fort peu de données biographiques sur les 80 à 200 membres de la Fédération jurassienne. Le militant typique est un homme, ouvrier horloger de moins de 30 ans ; la plupart sont graveurs, guillocheurs, monteurs de boîtes, repasseurs, remonteurs ou faiseurs de secrets. Il y a quelques exceptions, comme le photographe Sylvain Clément, ou Adolphe Herter qui a plus de 50 ans. Ils restent souvent peu de temps dans le Vallon, quelques mois ou quelques années, ce qui explique les fortes fluctuations des effectifs des sections. Et ils n'ont laissé presque aucune source personnelle.

Les anarchistes ne sont pas les plus pauvres des habitants, mais on ne peut parler à leur propos d'une « aristocratie ouvrière ». Nombre d'entre eux ont vu leur situation se détériorer au cours de la période étudiée, correspondant au processus de prolétarianisation qui se produit dans l'horlogerie de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La narration classique est mise à mal, qui raconte une société égalitaire, des ouvriers aisés et pouvant s'enrichir par leur art. L'ascension sociale est très exceptionnelle, on ne constate des cas que parmi des négociants ou des ouvriers de la construction. Les inégalités sociales croissantes, l'endettement, les renvois de pauvres dans leur commune d'origine sont bien plus ce qui caractérise alors les bourgades de Sonvilier et Saint-Imier.

Les échanges des anarchistes jurassiens avec des compagnons étrangers se développent dès le congrès de Saint-Imier de 1872, auquel participent des Espagnols, des Italiens, des Français et des Russes, puis dans leurs correspondances et dans leurs journaux. Le Vallon constitue alors un sommet dans les réseaux anarchistes translocaux, qui entendent s'ouvrir au monde même s'ils se limitent essentiellement à l'Europe. Il existe aussi des réseaux locaux, notamment avec les habitants de la région ; le journal libéral *Le Jura bernois* publie les opinions des anarchistes et annonce leurs manifestations, qui se déroulent parfois dans une salle communale.

La tolérance prend fin toutefois en 1877. La bourgeoisie radicale tient les idées et les pratiques anarchistes pour incompatibles avec la culture traditionnelle. C'est la période où les anarchistes ont réussi à mobiliser le plus d'ouvriers du lieu ; mais c'est aussi une des raisons de leur déclin. Les liens ne sont pas entièrement brisés : certains retournent à la « famille » radicale, d'autres s'engagent dans les syndicats réformistes, comme Adhémar Schwitzguébel qui fonde la Fédération ouvrière horlogère. On connaît peu les biographies des militants après la fin de la Fédération jurassienne.

L'ouvrage se penche aussi sur les implications de la « mondialisation moderne » dans le val de Saint-Imier. Depuis le XVIII^e siècle, la production horlogère s'exporte massivement. L'évolution s'accélère dans le troisième tiers du XIX^e siècle, avec l'arrivée du train, du télégraphe, de la presse rotative ainsi qu'avec la conclusion de traités internationaux sur les communications. L'accroissement de la production de montres, la mécanisation et la centralisation de l'industrie s'accompagnent de mouvements migratoires, d'un développement urbain et de graves crises économiques. Le développement de l'Association internationale des travailleurs puis de l'anarchisme n'aurait pas été possible sans ces nouveautés techniques : elles rendent plus aisées mobilisations et contacts internationaux, permettent d'imaginer un mouvement aux visées mondiales.

C'est la période au cours de laquelle se différencient les courants socialistes – réformiste, communiste centralisateur, anarchiste. Les résolutions du congrès de 1872, « charte » du futur mouvement anarchiste, contiennent l'essentiel des principes et des stratégies de ses branches anarcho-syndicalistes et insurrectionnelles. Elles résultent des nombreux échanges translocaux : les débats internationaux et les conflits du travail à l'étranger influencent les Jurassiens tout comme leur presse et leurs mobilisations y trouvent un écho. Ce n'est pas seulement parce que Bakounine,

Farga Pellicer ou Malatesta y ont séjourné que Saint-Imier est devenu un symbole et un lieu de rencontre pour les anarchistes, c'est surtout l'exemple des ouvriers horlogers et de leurs organisations qui va compter.

Les objectifs des réseaux anarchistes, en finir avec le capital et l'État, sont diamétralement opposés à ceux des promoteurs des nouveaux moyens de communication, qui visent un meilleur accès aux matières premières et aux débouchés. La mondialisation en cours semble aussi donner de nouvelles dimensions à l'espace et au temps. Tout un chacun perçoit la densification de l'espace et l'accélération du temps, mais le sens qu'on leur donne diffère. Les fabricants ont l'expérience du vaste monde grâce à la commercialisation des montres, ils ont déjà été acteurs de la « mondialisation archaïque ». Or, ils se replient peu à peu sur la production locale, laissant la vente de leurs produits à des entreprises étrangères. Le fondateur de Longines, Ernest Francillon, ne tient compte que de la dimension mondiale des marchés et de ses concurrents. Le journal *Le Jura bernois* donne certes des nouvelles de lieux éloignés, mais il ne les relie pas non plus à la vie de ses lecteurs, ne transmet pas de conscience de la mondialisation. En revanche, la perception de l'espace par les militants en contact avec les réseaux anarchistes change radicalement : leur vie quotidienne fait partie de l'histoire mondiale, leur environnement immédiat n'est plus isolé mais déterminé par une évolution mondiale. Ils perçoivent les flux transnationaux de capitaux et le pouvoir croissant des États dominants, et en induisent la nécessité d'intensifier la lutte entre le capital et le travail. La croissance des inégalités et des conflits sociaux dans le Vallon est un indicateur du caractère universel de cette lutte. Seule une révolution sociale mondiale sera à même de résoudre le problème.

L'interprétation de la crise horlogère entre 1874 et 1879 montre la diversité des points de vue. Pour les établissemens et *Le Jura bernois*, il s'agit d'une crise des débouchés américains due à la concurrence locale. Pour les anarchistes, c'est un élément d'une crise économique plus vaste, la crise du système capitaliste. Les entrepreneurs cherchent des solutions politiques en Suisse, par le biais de la législation. Les anarchistes estiment qu'il faut prendre des mesures locales avec une visée mondiale : c'est d'abord les associations ouvrières professionnelles, débouchant sur la constitution de la fédération locale, la « commune libre », puis celle de la fédération mondiale, la « commune libre universelle ». La reconstruction de la société de bas en haut, du local au mondial, serait ainsi prête en cas de révolution. Dans le Jura bernois, les ouvriers horlogers ont réalisé une des premières expériences d'organisation sociale anarchiste.

La mondialisation moderne affecte aussi la notion du temps. En trente ans, entre le raccordement au télégraphe en 1854 et l'installation des premiers appareils de téléphone à Saint-Imier en 1885, la vie du village a radicalement changé. La population et les constructions se sont multipliées, les usines ont modifié la production, l'arrivée du train apporte de nouvelles énergies et de nouveaux régimes alimentaires, le journal reçoit des nouvelles du monde entier. L'accélération prend plusieurs formes.

C'est d'abord une accélération technique, avec la mécanisation et la vitesse des transports et des communications. La vie quotidienne se calque désormais sur une heure uniforme, le rythme de travail est décidé par les patrons. Enfin, avec l'accélération du changement social, les anarchistes comptent sur un proche avènement de la révolution. Chaque tentative d'insurrection, chaque événement révolutionnaire, proche ou lointain, fait naître l'espoir. Les déceptions répétées quant à elles peuvent susciter la résignation ; cela a peut-être joué un rôle dans le départ des principaux animateurs de la Fédération jurassienne, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel.

L'influence de la mondialisation moderne sur l'espace et le temps et les différences de perception montrent qu'il faut considérer l'espace et le temps comme des dimensions analytiques relatives qui dépendent des acteurs et de leurs relations.

La constitution du mouvement anarchiste a suscité des pratiques culturelles contribuant à construire une communauté. Ces pratiques sont elles aussi inséparables de la mondialisation en cours. Les chansons et les symboles se répandent, le drapeau rouge prend un sens universel. La circulation des photographies, les cortèges, la solidarité avec les grévistes et les victimes de la répression témoignent du projet universel des anarchistes et de la multiplication de leurs contacts,

permis par les moyens de communication modernes. Le fort lien au sein de la « communauté imaginaire » qu'ils forment peut seul expliquer pourquoi des ouvriers aux faibles revenus offrent une aide financière à leurs « compagnons », alors que ceux-ci vivent dans d'autres pays, ont d'autres professions, parlent d'autres langues. Les pratiques culturelles peuvent donc être vues aussi comme un facteur de mondialisation, une force d'intégration qui dépasse les frontières et les différences.

Mais la communauté imaginaire a aussi son envers, la tendance à l'exclusion. Plus les ouvriers du Vallon se sentent liés à un mouvement international et à leurs compagnons inconnus, plus ils s'éloignent des autres habitants du village. La communauté les rapproche des leurs mais les rend étrangers, hétérogènes à la société locale.

La bourgeoisie libérale du Vallon illustre elle aussi, dans ses discours et ses pratiques culturelles, ses communautés imaginaires. La première est toute régionale, une société homogène et sans conflits fondée sur une seule industrie, le « vallon horloger ». La construction du mythe de Daniel JeanRichard comme créateur de l'horlogerie et élément intégrateur illustre cette stratégie. Mais une communauté aux contenus semblables se dessine à un autre niveau : associations patriotiques et commémorations historiques participent à la construction de la communauté imaginaire « nation suisse », rejoignant le courant nationaliste qui se répand dans toute l'Europe.

Ce n'est pas un hasard si tant les anarchistes que les libéraux ont construit des communautés imaginaires : elles étaient nécessaires dans cette période de grandes transformations. Elles sont au même titre les filles de la mondialisation, tout en lui donnant un sens différent. Les uns proposent une communauté nationale, une politique économique nationale pour protéger l'industrie horlogère ; les autres, l'abolition de l'État et un système fédéraliste où les producteurs décident eux-mêmes. Les deux réponses à la mondialisation ont connu des succès différents à long terme dans le vallon de Saint-Imier. Les deux stratégies peuvent toutefois être retrouvées dans le monde globalisé d'aujourd'hui.

Notre travail montre, espérons-le, que le mouvement anarchiste ne s'oppose pas à la mondialisation en tant que telle, que c'est un courant au sein de la mondialisation qui lui donne des outils – réseaux, alternatives, significations. Ce processus est toujours en cours : la mondialisation sert la constitution de réseaux anarchistes translocaux et transnationaux où les militants élaborent et mettent en pratique des alternatives en faveur d'un monde qui corresponde à leurs aspirations.

Sources et bibliographie

La version allemande de ce livre comporte une importante bibliographie et un index très complet des noms de personnes. Nous proposons ici une version très allégée de la bibliographie.

Archives et collections consultées

Archives Compagnie des Montres Longines Francillon SA, Saint-Imier (AL)
Archives de l'État de Berne (AEB)
Archives de l'État de Neuchâtel, Neuchâtel (AEN)
Archives fédérales suisses (AFS)
Archives municipales de Saint-Imier, Saint-Imier (AMSI)
Archives municipales de Sonvilier, Sonvilier (AMS)
Archives sociales suisses, Zurich
Fondation pour le patrimoine historique des CFF, Windisch (SBB Historie)
Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam (IHS)
Mémoires d'ici, Saint-Imier
Musée de Saint-Imier, Saint-Imier (MSI)
Nouveau Musée de Bienne (NMB)
Union syndicale suisse, Berne

Périodiques

Almanach du Peuple, Saint-Imier/Le Locle, 1871-1875
Arbeiter-Zeitung, Berne, 1876-1877
L'Avant-Garde, La Chaux-de-Fonds, 1877-1878
Bulletin de la Fédération jurassienne, Saint-Imier/La Chaux-de-Fonds/Le Locle, 1872-1878
L'Égalité, Genève, 1869-1872
Le Jura bernois, Saint-Imier, 1872-1881
Le Progrès, Le Locle, 1868-1870
La Révolution sociale, Genève, 1871-1872
La Solidarité, Neuchâtel, 1870
Solidarité Horlogère, Bienne, 1895
Le Travailleur, Genève, 1877-1878
La Voix de l'Avenir, La Chaux-de-Fonds, 1865-1868

Publications de contemporains

Association internationale des travailleurs, *Statuts, comptes rendus des congrès, manifestes et résolutions*, divers lieux, 1864-1877
Bakounine, Michel, *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale*, Genève, 1871
– *La révolution sociale ou la dictature militaire*, Genève, 1871
– *La théologie politique de Mazzini et l'Internationale*, Genève, 1871
Brousse, Paul, *Le suffrage universel et le problème de la souveraineté du peuple*, Genève, 1874
Cafiero, Carlo, *Il Capitale di Carlo Marx*, Milan, 1879 (*Abrégé du Capital de Karl Marx*, Paris, 1910)
David, Jacques, *Rapport à la société intercantonale des industries du Jura sur la fabrication de l'horlogerie aux États-Unis* (1876), Saint-Imier, 1992
Fédération jurassienne, *Mémoire présenté... à toutes les Fédérations de l'Internationale*, Sonvilier, 1873
Figner, Vera, *Mémoires d'une révolutionnaire*, Paris, 1930
Guillaume, James, *Idées sur l'organisation sociale*, La Chaux-de-Fonds, 1876
– *Esquisses historiques*, Neuchâtel, 1874-1875
– *L'Internationale, documents et souvenirs*, Paris, 1905-1910
Kropotkine, Pierre, *Autour d'une vie, mémoires*, Paris, 1902
Lorenzo, Anselmo, *El proletariado militante, memorias de un internacional (1901-1923)*, Madrid, 1974
Pinot, Robert, *Paysans et horlogers jurassiens (1887)*, Genève, 1979
Reclus, Elisée, « L'Internationale et les Chinois », *Le Travailleur*, 3, 1878
– *La peine de mort*, Genève, 1879
– *Évolution et révolution*, Genève, 1880

Schuler, Ernst, *Le Jura bernois et ses chemins de fer, sa population, son histoire et ses institutions*, Bienne, 1877
Schwitzguébel, Adhémar, *Quelques écrits*, Paris, 1908
Testut, Oscar, *L'Internationale, son origine, son but...*, Paris, 1871 ; *L'Internationale et le jacobinisme au ban de l'Europe*, Paris, 1872

Travaux

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, 1996.
– *Les bannières de la révolte, anarchisme, littérature et imaginaire colonial : La naissance d'une autre mondialisation*, Paris, 2009
Bayly, Christopher, *La naissance du monde moderne*, Paris, 2007
Bigler, Rolf, *Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz : Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte und Deutung des Anarchismus*, Cologne, 1963.
Brécy, Robert, « Le Drapeau Rouge », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 22, 1975
– *La chanson de la Commune*, Paris, 1991
Brupbacher, Fritz, *Marx und Bakunin : Ein Beitrag zur Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation*, Munich, 1913
Donzé, Pierre-Yves, *Histoire de l'industrie horlogère suisse*, Neuchâtel, 2009
– *Longines, du comptoir familial à la marque globale*, Saint-Imier, 2012
Enckell, Marianne, *La Fédération jurassienne*, Lausanne, 1971 (rééd. Genève, 2012)
Fallet-Scheurer, Marius, *Le travail à domicile dans l'horlogerie suisse et ses industries annexes*, Berne, 1912
Freymond, Jacques (dir.), *La première Internationale, recueil de documents*, Genève, 1962-1971
Geertz, Clifford, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, 1986, 2012
Ginzburg, Carlo, « La micro-histoire », *Le Débat*, 1981
Gruner, Erich, *Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert*, Berne, 1968
Koller Christophe, *De la lime à la machine, l'industrialisation et l'État au pays de l'horlogerie*, Berne, 2001
Lachat, Stéphanie, *Les pionnières du temps. Vies professionnelles et familiales des ouvrières de l'industrie horlogère suisse (1870-1970)*, Neuchâtel, 2014
Langhard, Johann, *Die anarchistische Bewegung in der Schweiz von ihren Anfängen bis zur Gegenwart und die internationalen Führer*, Berlin, 1903
Linder, Patrick, *De l'atelier à l'usine. L'horlogerie à Saint-Imier (1865-1918)*, Neuchâtel, 2008
Lörtscher, Christoph, *Vereinigt euch ! Adhémar Schwitzguébels Leben für die Arbeiterbewegung, eine Annäherung*, Bienne, 2007
Manfredonia, Gaetano, *La chanson anarchiste en France, des origines à 1914*, Paris, 1987
– *Anarchisme et changement social : insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*, Lyon, 2007
Marti, Laurence, *L'invention de l'horloger. De l'histoire au mythe de Daniel JeanRichard*, Lausanne, 2003
Nettlau, Max, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin*, Berlin, 1927
Pessin, Alain, *La rêverie anarchiste*, Paris, 1982
Rocker, Rudolf, *L'Anarcho-syndicalisme des origines à nos jours : de la doctrine à l'action*, Lyon, 1995 (1946)
Thomann, Charles, *Le mouvement anarchiste dans les Montagnes neuchâteloises et le Jura bernois*, Neuchâtel, 1947
Thompson, Edward P., *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, 2004
Veyrassat, Béatrice, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève, 1994

Sources des illustrations

Archives Compagnie des Montres Longines Francillon SA, Saint-Imier : p. 18, 22

Archives de l'État de Berne : p. 45, 81

Archives de l'État de Neuchâtel, fonds James Guillaume : p. 15, 64, 96

Archives fédérales, Berne : p. 89

Bibliothèque nationale suisse, Berne : p. 17

Bibliothèque publique et universitaire, Neuchâtel : p. 3

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam (IISG) : p. 117

Frank Leslie, *Die Weltausstellung in Philadelphia 1876*, New York 1876 : p. 23

Mémoires d'Ici, Centre de recherche et documentation du Jura bernois, Saint-Imier :
p. 13, 51, 53, 54, 59, 114

Metropolitan Museum of Art, New York : p. 68

Musée de Saint-Imier : p. 16, 29, 37

Nouveau Musée Bienne : p. 19

Robert Gerber, *Histoire de St-Imier*, Saint-Imier 1946 : p. 12

Wikimedia : p. 62, 66, 123

Table

Avant-propos – Julien Steiner	2
Introduction	3
Saint-Imier, Sonvilier et la mondialisation	11
L'espace: des changements visibles	11
Des stratégies nationales pour le marché mondial	17
Frontières : entre principes universels et réalités locales	29
Les réseaux: l'avancée de la mondialisation	44
Le temps : accélération et fin de l'autonomie	50
Le congrès de Saint-Imier, naissance du mouvement anarchiste international	59
La rencontre entre des réseaux cosmopolites	60
Les résolutions de Saint-Imier, charte du mouvement anarchiste?	69
La diffusion des résolutions et les réseaux anarchistes	79
Lutte de classes, révolution et anarchie	95
Conscience du monde, conscience de classe	95
Pratiques culturelles et identité collective	114
La révolution sociale des anarchistes	125
Conclusion	133
Bibliographie	136
Sources des illustrations	138